EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Décembre 2025

Sommaire

1 Présentation générale 4

1.1 L'objet de l'évaluation environnementale 4

1.2 Objectifs poursuivis par le PLUi 4

1.3 Contexte règlementaire de l'évaluation environnementale 4

1.4 Qu'est-ce que l'évaluation environnementale ? 5

2 Méthode utilisée pour l'évaluation environnementale 8

3 Articulation du PLUi avec les documents cadres 11

3.1 Cadre réglementaire 11

3.2 Analyse de l'articulation dans un rapport de compatibilité 12

4 Choix opérés au regard des solutions de substitution raisonnables : Evaluation des scénarios envisagés 31

5 Analyse exposant les incidences notables de la mise en œuvre du PLUi sur l'environnement 34

5.1 Rappel méthodologique 34

5.2 Analyse des incidences du PADD sur l'environnement 37

5.3 Identification des points de vigilance du projet urbain attendu 50

5.4 Evaluation environnementale des incidences des dispositions réglementaires, OAP et des choix stratégiques d'aménagement sur l'environnement et mesures envisagées vis-à-vis des conséquences éventuellement dommageables 50

5.5 Evaluation environnementale des OAP thématiques 87

5.6 Synthèse des incidences et des mesures retenues 90

6 Analyse environnementale des sites revêtant une importance particulière 92

6.1 Préambule - Focus sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable 92

6.2 Quels sont les secteurs concentrant les sensibilités environnementales ? 92

6.3 Focus sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable : OAP 96

6.4 Incidences pressenties et mesures retenues sur les STECAL concentrant les sensibilités environnementales 179

6.5 Incidences pressenties et mesures retenues sur les ER 213

6.6 Incidences pressenties et mesures retenues sur les changements de destinations 227

7 Evaluation des incidences sur les sites Natura 2000 228

7.1 La Rivière Ellé (FR5300006) 229

7.2 La Rivière Laïta, pointe du talus, étangs du Loc'h et de Lannenec (FR5300059) 241

7.3 La rivière Scorff, forêt de pont Calleck, rivière Sarre (FR5300026) 245

7.4 Bilan des incidences sur les sites Natura 2000 247

8 Dispositifs de suivi des effets environnementaux du PLUi 250



1

PRESENTATION GENERALE

1 PRESENTATION GENERALE

1.1 L'OBJET DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La présente évaluation environnementale (EE) s'inscrit dans le cadre de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Quimperlé Communauté. Cette démarche réglementaire vise à intégrer les enjeux environnementaux dans l'élaboration du futur document d'urbanisme, conformément aux exigences de la directive européenne 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, transposée en droit français par le Code de l'environnement.

L'évaluation environnementale a pour objectif principal d'identifier, les impacts potentiels du projet de PLUi sur l'environnement, d'en apprécier les effets significatifs et de proposer les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation nécessaires. Elle vise également à garantir une meilleure prise en compte de l'environnement dans les choix d'aménagement du territoire, notamment au regard de la biodiversité, du climat, des ressources naturelles, de la qualité de vie et des risques.

Quimperlé Communauté est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) regroupant 16 communes situées dans le sud du Finistère, en Bretagne. Le territoire couvre une diversité de paysages et d'enjeux, articulés autour d'un équilibre entre zones littorales, vallées, espaces ruraux et polarités urbaines. Avec une population d'environ 57 000 habitants en 2025, il se caractérise par une attractivité résidentielle croissante et une forte sensibilité aux dynamiques interrégionales, notamment du fait de sa proximité immédiate avec l'agglomération de Lorient.

Trois communes disposent d'un linéaire côtier (Moëlan-sur-Mer, Clohars-Carnoët et Riec-sur-Bélon), conférant au territoire des enjeux spécifiques liés à la préservation des milieux littoraux, à l'adaptation au changement climatique et à la gestion de l'urbanisation en zone fragile.

1.2 OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LE PLUI

Prescrit par délibération du 7 novembre 2024, la révision du PLUi répond aux objectifs suivants :

- Se mettre en compatibilité avec le SCoT, notamment concernant la déclinaison de la réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, induisant notamment des évolutions dans différentes thématiques appréhendées par le SCoT (économie, tourisme, habitat, équipement…) ;
- Modifier le règlement écrit, graphique et les OAP pour intégrer de nouveaux outils et de nouvelles rédactions de prescriptions règlementaires « Climat » ;
- Modifier les différentes pièces du PLUi, en vue de faire les évolutions nécessaires (zonage, changement de destination, STECAL…) suite à deux années de mise en œuvre ;
- Procéder à toute évolution nécessaire en lien avec les obligations légales et réglementaires pesant sur le PLU intercommunal qui n'auraient pas déjà été intégrée dans le PLUi en vigueur.

1.3 CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le rapport de présentation d'un plan local d'urbanisme/plan local d'urbanisme intercommunal soumis à évaluation environnementale est régi par les articles L104-4 et L104-5 et par les articles R104-18 à R104-20 du Code de l'Urbanisme en vigueur.

Pour les PLU/PLUi, ce contenu est précisé par les articles R.151-3 et 151-5 du Code de l'Urbanisme, en vigueur.

Le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 131-4 et suivants du code de l'urbanisme, avec lesquels il doit être compatible ;

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenues pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

1.4 QU'EST-CE QUE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ?

L'évaluation environnementale vise à concevoir des projets et plans-programmes de moindre impact sur l'environnement. C'est une démarche d'amélioration continue intégrant la prise en compte des enjeux environnementaux dans toutes les phases de vie d'un projet, et de mise en œuvre d'un plan ou programme, pour en limiter les impacts.

L'évaluation environnementale est aussi une démarche transversale. C'est l'environnement dans son ensemble qu'il est nécessaire de prendre en compte (biodiversité, climat, eau, air, sol, terres, paysage, santé humaine, biens matériels, patrimoine culturel, etc.), ainsi que les interactions entre ces différents facteurs environnementaux. Elle permet d'évaluer l'ensemble des impacts préjudiciables sur l'environnement : destruction d'habitats naturels, risques pour des espèces protégées, émissions de gaz polluants ou de particules, émissions sonores, champ visuel dégradé, pollution des eaux souterraines ou superficielles, production de déchets…

Lancée au plus tôt, elle permet de définir des mesures pour éviter, réduire, ou à défaut compenser ces impacts.

L'évaluation environnementale poursuit plusieurs objectifs :

- Fournir les éléments de connaissance environnementale utiles à l'élaboration du projet,
- Aider aux choix d'aménagement et à l'élaboration du contenu du document d'urbanisme,
- Contribuer à la transparence des choix et rendre compte des impacts des politiques publiques,
- Préparer le suivi de la mise en œuvre du document d'urbanisme.



2

METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

2 METHODE UTILISEE POUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'évaluation environnementale du PLUi a été élaborée conformément aux articles L.104-4, L.104-5 et R.104-18 à R.104-20 du Code de l'urbanisme. Elle s'appuie sur une démarche proportionnée à l'importance du plan, à ses effets potentiels et aux enjeux environnementaux du territoire.

La méthode retenue repose sur plusieurs principes :

2.1 Intégration systématique des enjeux environnementaux

L'évaluation environnementale constitue une démarche d'amélioration continue intégrant les questions environnementales à chaque étape d'élaboration du document. Elle prend en compte l'environnement dans son ensemble : biodiversité, climat, eau, air, sols, ressources, paysage, santé humaine, patrimoine culturel, ainsi que les interactions entre ces facteurs.

2.1.1 Identification et hiérarchisation des enjeux environnementaux

À l'issue de l'État Initial de l'Environnement, 27 enjeux ont été identifiés et hiérarchisés selon leur importance (fort, moyen, faible), en fonction :

- De leur influence sur la préservation de l'environnement et la santé publique,
- Des compétences effectives de la collectivité pour agir sur ces enjeux.

Ces enjeux ont ensuite été regroupés en cinq grandes thématiques pour faciliter l'analyse :

- Occupation du sol et consommation foncière
- Paysage, patrimoine et milieux naturels
- Ressource en eau et gestion de l'eau
- Changement climatique, transition énergétique, économie circulaire
- Risques et nuisances

2.1.2 Analyse des scénarios et justification des choix retenus

Les choix du PADD ont été examinés au regard de différents scénarios raisonnables envisagés. L'évaluation analyse les incidences des scénarios et explicite les raisons ayant conduit aux options retenues, notamment pour la modération de la croissance démographique et la réduction de la consommation foncière.

2.2 Analyse des incidences du PLUi sur l'environnement

2.2.1 Analyse exposant les incidences notables de la mise en œuvre du PLUI sur l'environnement

Les choix du PADD et du règlement ont été analysés regard de leurs incidences sur l'environnement.

L'évaluation mobilise :

- Un rappel méthodologique propre à chaque thématique ;
- Une analyse détaillée des impacts potentiels du PADD ;
- Un examen des dispositions réglementaires, des OAP et des choix stratégiques ;
- Une identification des points de vigilance ;un raisonnement fondé sur la méthode ERC (éviter – réduire – compenser).

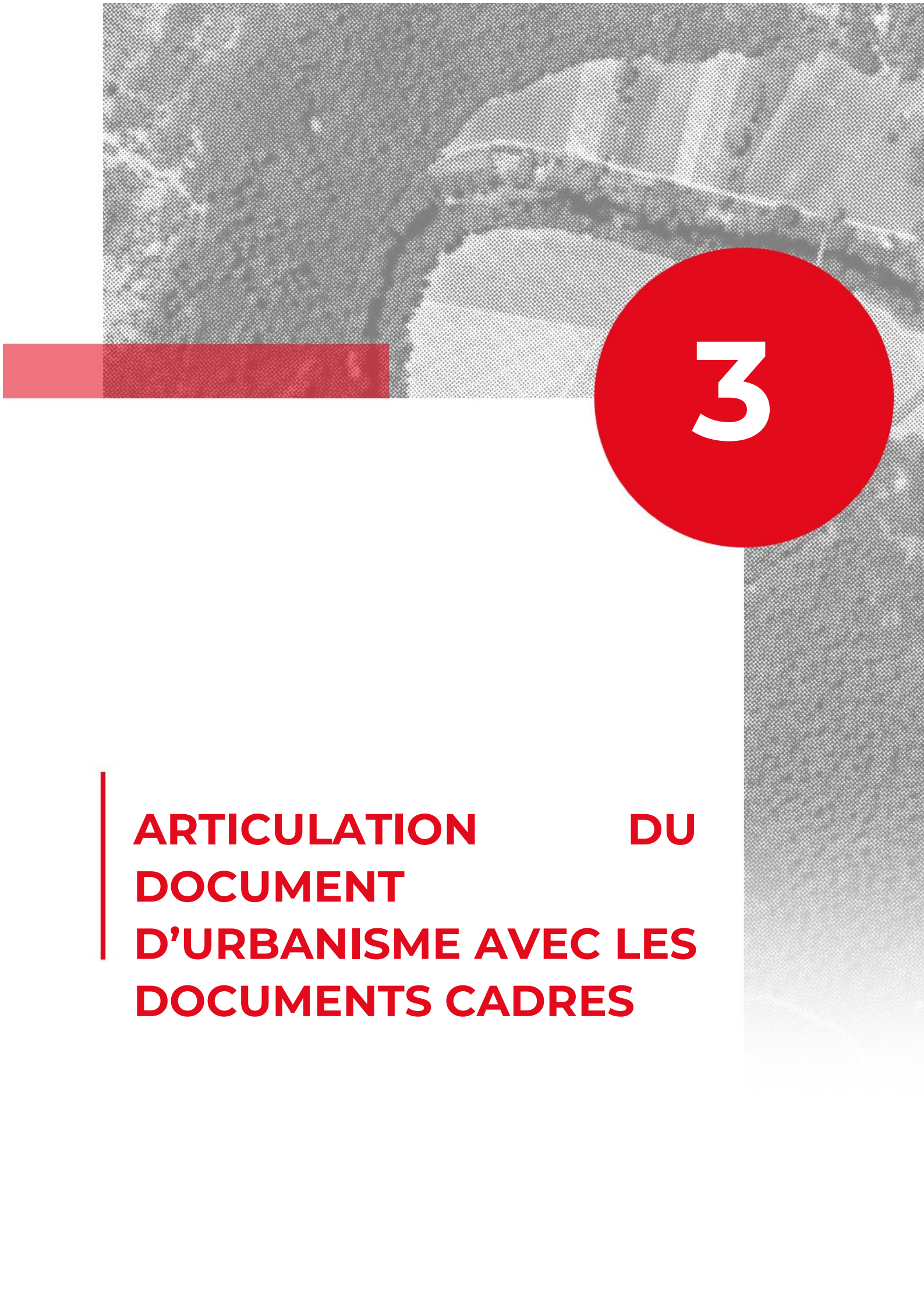
2.2.2 Analyse des secteurs sensibles

Les secteurs susceptibles d'être touchés de manière notable sont étudiés à l'aide d'un outil interne : **l'Enviroscore**, qui se base sur 27 critères regroupés en 5 familles (milieux naturels, paysage/patrimoine, risques, agriculture, eau). Chaque critère est pondéré (fort/moyen/faible), produisant une note permettant de qualifier le niveau de sensibilité environnementale du site.

Plusieurs temps de travail ont permis de faire évoluer les secteurs de projet pour en réduire les incidences environnementales. A ce titre, certains schémas d'OAP ont été ajustés en ajoutant un linéaire boisé ou en intégrant une frange paysagère entre une zone destinée à être bâtie et un espace naturel notamment.

2.2.3 Synthèse et suivi

L'évaluation comprend également un dispositif de suivi fondé sur des critères et indicateurs permettant de suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.



3

ARTICULATION DU DOCUMENT D'URBANISME AVEC LES DOCUMENTS CADRES

3 ARTICULATION DU PLUI AVEC LES DOCUMENTS CADRES

3.1 CADRE REGLEMENTAIRE

D'après l'article L.131-4 et L131-5 du code de l'urbanisme, les Plans Locaux d'urbanisme doivent respecter des principes de prise en compte ou de compatibilité avec des plans et programmes de rang supérieur. La notion de compatibilité implique une non-contrariété avec les normes supérieures, alors que la notion de prise en compte signifie « ne pas ignorer ni s'éloigner des objectifs des normes supérieures ».

Le PLUi de Quimperlé communauté doit notamment être compatible avec le SCoT du Pays de Quimperlé (dont la modification n°2 a été approuvée le 13 novembre 2025, rendue exécutoire le 17 novembre 2025.) , intégrateur.

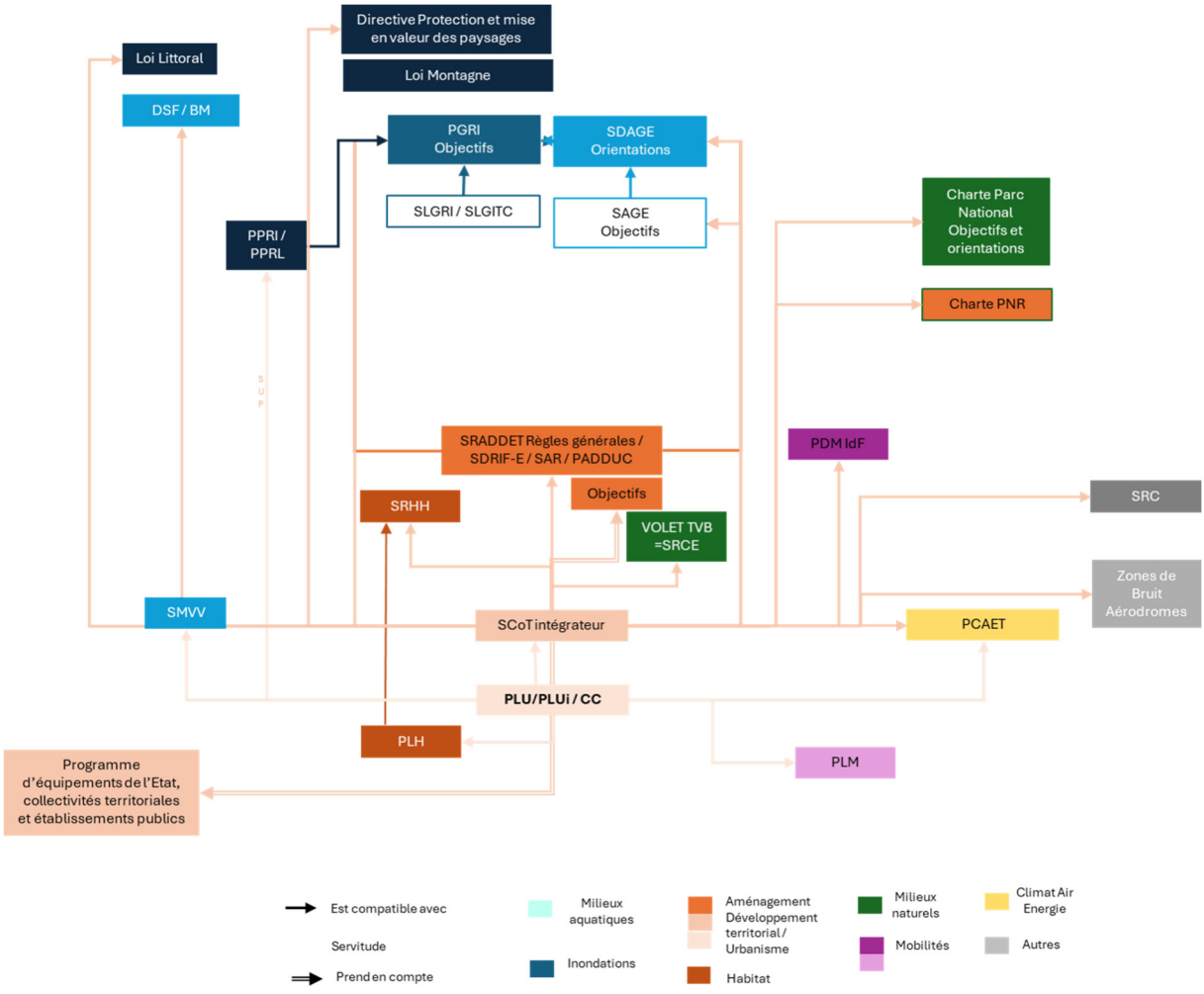


Figure 1: Schéma de synthèse de la hiérarchie des normes en urbanisme – Source : Citadia

3.2 ANALYSE DE L'ARTICULATION DANS UN RAPPORT DE COMPATIBILITE

Le SCoT étant un document intégrateur, récemment approuvé, la justification de la compatibilité avec les documents cadres suivant n'est pas obligatoire mais sera tout de même réalisé :

- *Le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027, approuvé le 18mars 2022 ;*
- *Le SAGE Ellé – Isole – Laïta, approuvé le 10 juillet 2009 ;*
- *Le SAGE Sud Cornouaille, approuvé le 23 janvier 2017 ;*
- *Le SAGE Scorff, approuvé le 10 août 2015 ;*
- *Le PGRI du Bassin Loire-Bretagne 2022-2027, approuvé le 15 mars 2022 ;*

L'articulation du PLUi avec la Loi Littoral est décrite dans la partie « Justification des choix » du Rapport de Présentation.

3.2.1 Compatibilité du PLUi de Quimperlé Communauté avec le SCoT du Pays de Quimperlé

Schéma de Cohérence Territoriale de Quimperlé communauté	
Territoire / Périmètre concerné :	Quimperlé Communauté – Toutes les communes de la communauté d'agglomération sont concernées
Etat d'avancement :	Approuvé en décembre 2017 et modifié en novembre 2021 puis modifié une seconde fois en novembre 2025
Thématiques environnementales concernées :	Ensemble des thématiques environnementales

OBJECTIFS DU DOCUMENTS VIS-A-VIS DU PLUi		
	ORIENTATIONS	INTEGRATION DANS LE PLUi
Chapitre 1 : Les grands équilibres territoriaux	**Des besoins en espaces à organiser spatialement pour un meilleur équilibre du territoire** • Les besoins pour l'habitat • Les besoins pour l'activité • Les besoins pour le tourisme **Une gestion économe du foncier, au bénéfice de l'agriculture et des espaces naturels**	Le PLUi c'est mis en conformité avec la modification n°2, ainsi le PADD Le présent PADD fixe la consommation maximale d'espaces naturels, agricoles et forestiers **à 120 hectares pour la période 2021-2031 et 24 hectares pour la période 2031-2034, correspondant à une enveloppe globale de 144 hectares jusqu'à 2034** inclus se répartissant de la manière suivante : • **107,5 hectares** dédiés aux besoins en logement ainsi que l'ensemble des fonctions urbaines nécessaires à la vie courante communale (équipements, services, activités économiques (hors activités stratégiques...). • **8,5 hectares** dédiés aux équipements d'intérêt intercommunal ;

	• La maîtrise des consommations d'espaces • La valorisation et la protection de l'agriculture	• **26 hectares** dédiés au développement des activités économiques de rayonnement communautaire ; • **2 hectares** destinés au développement et au confortement des équipements touristiques. Ainsi la production de logements estimées par polarité est de : - 1600 en pôle urbain central - 2016 en pôle intermédiaire - 504 en pôle proximité *Le bilan de la limitation de la consommation d'ENAF est disponible dans la justification des choix au sein du chapitre 3, section C.Le bilan de la limitation de la consommation d'ENAF*
	La politique littorale • La valorisation des ressources de la mer • La capacité d'accueil • La bande des 100 mètres • Les espaces proches du rivage • Le mode de développement de l'urbanisation en zones littorales • La préservation des espaces remarquables	Le PADD porte une attention particulière à l'espace littoral. Il le cite comme étant un point névralgique du projet de vie du pays de Quimperlé, c'est un espace d'interface, synonyme d'attractivité et de développement économique, ainsi que d'identité. *L'ensemble des dispositions liées aux politiques littorales ainsi que l'analyse des capacités d'accueil du territoire sont disponibles dans la justification des choix au sein du chapitre 2, section J. Les dispositions de la Loi Littoral*
	Objectifs de protection et de valorisation de la biodiversité : la Trame Verte et Bleue (TVB) • La trame verte • La trame bleue • Recommandation générale pour la gestion de la Trame Verte et Bleue	Le PADD, dans sa section consacrée à la « valorisation écologique et paysagère du territoire », précise que la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue, définie à l'échelle du SCoT, constitue un appui pour préserver et valoriser l'armature naturelle et agricole du territoire. Elle sert de guide pour organiser le développement tout en maintenant durablement les écosystèmes. La TVB permet également d'identifier les secteurs stratégiques où des actions de long terme peuvent être engagées pour restaurer les continuités écologiques. Le PLUi intègre la trame verte et bleue en protégeant les réservoirs de biodiversité (Natura 2000, ZNIEFF, ENS, sites classés), classés en zone N stricte. En secteur littoral, un zonage Nr est appliqué sur les espaces remarquables correspondant aux réservoirs de la TVB. L'urbanisation des corridors est généralement évitée ; lorsque nécessaire, des mesures de réduction ont été intégrées *(voir section : Analyse des incidences du*

		règlement/ analyse des incidences sur les OAP) . La préservation des continuités écologiques repose sur plusieurs outils : protection des haies et talus (loi Paysage), classement de nombreux boisements en EBC, zonage Nf pour les boisements soumis à plan de gestion, recul de 10 m le long des cours d'eau en zone A et N, prescriptions graphiques pour les zones humides et mention au sein des dispositions générales que leurs identification ne dispense pas le porteur de projet de vérifier, avant tout travaux, l'existence ou l'absence de zone humide. La délimitation des zones naturelles s'appuie sur les zonages existants, les réservoirs de biodiversité, les cours d'eau et ripisylves, les zones humides, les zones inondables et les principaux boisements. Des reclassements en zone A ont été opérés près des sièges d'exploitation agricole, et certaines zones naturelles ont été connectées afin d'assurer le maillage écologique. La trame verte inclut la protection de l'intégralité du linéaire bocager (3 681 km), avec une distinction entre haies et talus pour une gestion souple. Les boisements bénéficient de protections différenciées via les zones A, N, Nf, les EBC et la loi Paysage, avec une actualisation du périmètre des EBC fondée sur des données photo-interprétées et des visites de terrain. La trame bleue est traduite par une prescription spécifique aux zones humides, par l'interdiction des travaux portant atteinte à leur fonctionnement (sauf exceptions liées à la gestion ou à l'intérêt général) et par l'application d'un recul obligatoire autour des zones humides en AU. Les cours d'eau non recouverts bénéficient d'un recul de 10 m en zones A, N et au sein des OAP sectorielles), ainsi que d'un classement en zone N stricte lorsque relevant de la TVB. Par ailleurs OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques traduit également la TVB du territoire notamment via les principes - 04 : Des espaces extérieurs générateurs de confort - 06 : Intensifier la dimension écologique des espaces extérieurs. - 09 : Limiter l'exposition aux risques naturels (dont P.09-01 : Réintensifier le rôle du bocage sur l'ensemble du territoire).

Chapitre 2 : Valorisation des ressources urbaines	**La ressource eau, condition du développement**	L'eau et les paysages constituent l'un des fondements du PADD, en raison de la forte identité littorale du territoire et de la présence de vallées et de rias structurantes. Le projet valorise ces éléments naturels, considérés à la fois comme ressources, espaces de coopération et supports de développement. Le rôle du littoral, des vallées et des milieux aquatiques est affirmé pour organiser les modes d'aménagement, préserver la qualité des eaux et maintenir les continuités naturelles. Le PLUi veille à assurer la cohérence entre le développement urbain et les capacités des systèmes d'assainissement collectif et non collectif, en s'appuyant sur le schéma directeur d'assainissement des eaux usées et les zonages d'assainissement en cours d'élaboration dont l'approbation devrait être concomitante à l'approbation du PLUi. Pour l'assainissement non collectif, les nouvelles constructions doivent disposer d'une installation conforme vérifiée par le SPANC. Concernant l'assainissement collectif, les capacités des stations d'épuration existantes, les travaux programmés et la réduction des eaux parasites (notamment en période hivernale) assurent la compatibilité entre les projets urbains et le traitement des eaux usées. En matière d'eaux pluviales, le règlement impose une gestion à l'unité foncière lorsque cela est possible, limite pour certaines OAP l'imperméabilisation au moyen de coefficients de pleine terre et de biotope et encadre strictement les interventions dans les zones humides afin de préserver leur fonctionnement. L'ensemble de ces dispositions contribue à la protection durable de la ressource en eau.

	Les moteurs du développement économique cohérents avec les ressources du territoire • Les Zones d'Activités Économiques • L'aménagement numérique • Le développement touristique • L'économie du vieillissement	Le PADD aborde cette thématique à travers l'Axe 1 – Pérenniser un système économique durable. Cet axe défend une stratégie fondée sur la diversification des activités économiques, qui repose sur : - La valorisation des ressources locales, en mobilisant un large éventail de secteurs (industrie productive, éco-filières, commerces et services, ressources maritimes, économie liée au vieillissement…). - La mise en valeur des atouts touristiques, identifiés comme un levier important de développement. - Le développement des services aux entreprises, notamment grâce au numérique, afin de renforcer le positionnement du territoire comme « territoire de qualité ». La question du numérique est ensuite reprise dans l'Axe 2 – Affirmer un maillage territorial équilibré et dynamique, dans la section consacrée à la construction du Pays de Quimperlé du numérique, qui vise à structurer l'accès aux services et à soutenir l'activité économique dans l'ensemble du territoire. *L'ensemble des dispositions liées aux développement économique cohérents avec les ressources du territoire sont disponibles dans la justification des choix au sein du chapitre 2 :* - *Section G.Le développement économique pour les Zones d'Activités Économiques et le développement touristique* - *Section B. La maîtrise du développement résidentiel et de ses impacts fonciers pour l'économie du vieillissement* Il est rappelé que pour l'aménagement numérique : la loi « ELAN » portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique adoptée le 23 novembre 2018 introduit plusieurs dispositions concernant l'élaboration des documents d'urbanisme permettant de lever certaines contraintes à la constructibilité en zone non urbaine notamment pour la réalisation de bâtiments et installations liés à l'activité agricole, ainsi que des ajustements de la Loi Littoral.

	La transition énergétique • L'énergie dans les constructions et les aménagements • Les filières de production d'énergies renouvelables	Le PADD s'engage pour la transition énergétique en l'inscrivant comment l'un de des six fondements pour une volonté partagée. *L'ensemble des dispositions liées à la transition énergétique sont disponibles dans la justification des choix au sein du chapitre 2, section E.Les énergies* *Extrait :* *Au travers de son PLUi, Quimperlé Communauté a souhaité traiter le sujet des énergies au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation (sectorielles et thématique) et le règlement écrit. Les dispositions prises sont directement issues de la réflexion lancée par l'agglomération sur le PCAET en parallèle de l'élaboration du PLUi. […]* *Quimperlé Communauté a également souhaité, d'une part, ne pas faire la promotion de projets spécifiques dédiés à la production d'énergie renouvelable, mais aborder la thématique de manière générale, en cherchant avant tout à ne pas bloquer d'éventuels projets. Et d'autres part, exiger l'installations de productions d'énergies renouvelables sur certaines constructions. Cette ambition s'est traduite dans le PLUi par les points suivants :* • *Un règlement souple en vue de permettre un déploiement encadré des outils de production d'énergie renouvelable. Mais un règlement qui exige, pour les secteurs d'activités techniques, logistiques et industrielles, commerciales exclusives majeur et de proximité et à vocation d'activités économiques mixtes et pour les bâtiments agricoles, l'installation de panneaux photovoltaïque en toiture.* • *L'interdiction de construction et d'aménagement dans les marges de recul au niveau des cours d'eau en zone A et N n'est pas soumise aux installations liées à l'exploitation d'énergie hydraulique.* • *Autorisation des équipements collectifs en zone A et N qui permettent l'installation de panneaux photovoltaïques, sous réserve de ne pas porter atteinte aux activités agricoles, aux paysages et aux fonctionnements écologiques des zones naturelles.*

		• *L'identification, en zone A et N, de secteurs d'implantation d'installations de production d'électricité ou de chaleur à partir de l'énergie solaire au titre de l'article L. 151-42-1 du code de l'urbanisme*
	La revitalisation des cœurs de ville et des cœurs de bourg • L'habitat du cœur de ville et du cœur de bourg • L'implantation des commerces et des services • L'identité de l'aménagement	Le PADD aborde ce point dans son axe 3 - accueillir au sein de cadres de vie préserves. Il traite ainsi de l'offre de logements, de services et équipement associées ainsi que de l'équilibre de l'offre commerciale. *L'ensemble des dispositions liées à la revitalisation des cœurs de ville et des cœurs de bourg sont disponibles dans la justification des choix au sein du chapitre 2, section F. Les déplacements et de la section G. Le développement économique*
Chapitre 3 : Document d'Aménagement Artisanal et Commercial	*DAAC : Partie traitée dans la justification des choix au sein du chapitre 2, section 4.La déclinaison du document d'aménagement artisanal et commercial du SCoT.*	
Chapitre 4 : Un cadre de vie hautement qualitatif	**Les modes de développement urbain** • Une gestion différenciée selon l'organisation et la nature des espaces bâtis • L'évolution des centralités (principales et secondaires) et des espaces bâtis périphériques • L'évolution des hameaux • L'évolution du bâti dans les espaces agricoles et naturels	Le PADD traite cela au sein de son axe 2 : affirmer un maillage territorial équilibré et dynamique. *Les modes de développement urbain : Partie traitée dans la justification des choix au sein du chapitre 2, section B. La maîtrise du développement résidentiel et de ses impacts fonciers*

	• La mixité des typologies de logements • La mixité fonctionnelle et les formes urbaines	
	La préservation des paysages • Les paysages comme ressource identitaire du territoire du Pays de Quimperlé • Les cônes de vue • Les parcours scéniques • Les coupures d'urbanisation • Les entrées de ville et le paysage urbain	Le PADD traite du paysage en valorisant les caractéristiques naturelles majeures du territoire : le littoral, les vallées ainsi que les systèmes bocagers et boisés. Il souligne le rôle structurant de ces paysages pour l'identité du Pays de Quimperlé, leur contribution à la qualité de vie et leur fonction écologique. Le PADD identifie également les pressions liées à l'urbanisation et vise à protéger les paysages remarquables, préserver le bocage, organiser et protéger les entrées de ville afin d'éviter la banalisation des paysages. Une attention particulière est portée au littoral, considéré comme un espace à forts enjeux environnementaux, économiques et touristiques. La Trame Verte et Bleue est mobilisée comme outil de préservation et de structuration de l'aménagement du territoire. Le PLUi protège les paysages en s'appuyant sur la Trame Verte et Bleue et sur une série de zonages et prescriptions réglementaires. Les **réservoirs de biodiversité réglementaires** (Natura 2000, ZNIEFF, ENS, sites classés/inscrits) sont classés en **zone naturelle N stricte**, et un **zonage Nr** est appliqué aux espaces littoraux remarquables. Les **corridors écologiques** sont préservés en limitant l'urbanisation et en mobilisant plusieurs outils : - Protection des **haies et talus** au titre de la loi Paysage; - Classement de nombreux **boisements** en EBC, en zone N ou en zone Nf pour les espaces forestiers gérés ; - Application d'une **marge de recul de 10 m** le long des cours d'eau ; La délimitation des zones naturelles s'appuie sur plusieurs indicateurs (réservoirs de biodiversité, bords de cours d'eau, zones humides, secteurs inondables, boisements). Des ajustements ont été réalisés pour harmoniser le zonage, préserver les milieux naturels et maintenir la fonctionnalité des corridors, tout en intégrant les besoins de l'activité agricole. Enfin, le PLUi établit un **maillage continu de zones naturelles**, en connectant les secteurs identifiés afin de garantir la continuité écologique à l'échelle du territoire.

	Des mobilités internes et externes facilitées • Cohérence entre urbanisation et réseaux de mobilité • L'offre en aires de covoiturage • L'optimisation des infrastructures de transport	Le PADD traite de cette partie dans axe 2 - affirmer un maillage territorial équilibré et dynamique, section b. développer les mobilités. *Des mobilités internes et externes facilitées: Partie traitée dans la justification des choix au sein du chapitre 2, section F. Les déplacements*
	La gestion des pollutions • L'assainissement • Les déchets • La pollution des eaux	Le PADD aborde la gestion des pollutions à travers plusieurs orientations liées à la qualité des eaux, au littoral et aux vallées. Il souligne la nécessité de préserver et améliorer la qualité de l'eau, notamment pour soutenir les activités conchylicoles et les usages liés au littoral. Le projet vise aussi à réduire les déchets et renforcer leur recyclage, en appuyant le développement de filières locales de retraitement compatibles avec les autres usages du territoire. Le PADD réaffirme également le rôle structurant des vallées et rias, en s'inscrivant dans les actions déjà menées via les SAGE, avec des objectifs portant sur la production d'eau potable, le maintien de la qualité des eaux des milieux aquatiques. Le règlement vient encadrer ces thématiques grâce aux dispositions générales relatives aux conditions de desserte par les réseaux : • Eau potable et défense incendie • Eaux usées • Eaux pluviales • Réseaux divers • Gestion des déchets
	La gestion des risques • Les inondations • Les submersions marines • Les mouvements de terrain • Les risques technologiques **La gestion des nuisances**	Le PADD a la volonté de ne pas aggraver les risques naturels du territoire. Quimperlé Communauté est concerné par des contraintes d'aléas naturels, certes peu étendues géographiquement mais assez nombreuses. Il s'agit de phénomènes d'inondation principalement aux abords de l'Ellé, de l'Isole, de la Laïta, de l'Aven et du Scorff ; de mouvement de terrain uniquement répertoriés sur deux sites du territoire (Quimperlé et Moëlan-sur-Mer) ; ainsi que marins, par des risques de tempête et de submersion marine. De nombreuses communes du territoire se sont dotées depuis plusieurs années de programmes de prévention et d'information qui encadrent fortement ces risques : alerte de crue, Plan de Prévention des Risques,

		DIRCRIM, plan de sauvegarde intercommunal, plans de secours… Le projet de développement du Pays devra intégrer ces risques le plus en amont possible (et notamment le risque de submersion) en adaptant ses équipements, installations et aménagements afin de réduire la vulnérabilité du territoire face à ces risques. Mais également, en apprenant à la population à intégrer la notion de risque dans sa vie quotidienne par la modification des comportements et des pratiques, par de l'information préventive, de l'éducation, de la résilience et de la conscience du risque. Ainsi le territoire contribuera à la prise en compte des risques en réduisant et en adaptant sa vulnérabilité face à eux, en favorisant leur connaissance et en prévoyant les cas échéant des principes particuliers de gestion de l'urbanisation dans les sites soumis à des aléas. Le PADD contribue indirectement à gérer les nuisances grâce à son axe 3 - accueillir au sein de cadres de vie préservés Les risques et nuisances existants sur le territoire sont repris dans les dispositions générales du règlement : secteur soumis à des risques naturels et technologiques ou soumis à des nuisances. Il traite les risques et nuisances suivants : 1. Risque inondation 2. Risque inondation par submersion marine 3. Risque mouvement de terrain 4. Risque cavités souterraines 5. Risque sismique 6. Risque technologique 7. Risque lié aux canalisations de transport de gaz 8. Sites et sols pollués 9. Rayonnement électromagnétique des lignes à haute tension 10. Nuisances sonores liées aux infrastructures de transport terrestre
	L'adaptation du territoire au changement climatique	Le PADD dans son préambule affirme que Quimperlé Communauté, s'inscrit dans un contexte global de changement climatique, qui est déjà en cours et dont

		les impacts affecteront de nombreux secteurs d'activités tels que l'agriculture, le tourisme, les bâtiments et les infrastructures. L'adaptation du territoire au changement climatique est un enjeu actuel auquel le PLUi dans le prolongement du Schéma de Cohérence Territoriale et du Plan Climat Air Energie Territorial doit apporter des réponses sur Quimperlé Communauté pour, entre autres, réduire la vulnérabilité du trait de côte, protéger les populations et les biens contre les inondations et la submersion marine ou encore, maitriser la consommation énergétique et la consommation foncière. Le PLUi via ses pièces écrites et graphiques prend en compte l'adaptation du territoire au changement climatique Il est notamment en conformité avec les lois suivantes : • Les lois du 3 août 2009 de programmation relatives à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement (dite loi Grenelle I) et du 10 juillet 2010 d'Engagement National pour l'Environnement (dite Loi Grenelle II ou loi ENE) fixent des objectifs, définissent le cadre d'action et précisent les instruments de la politique mise en œuvre pour lutter contre le changement climatique, pour préserver la biodiversité et contribuer à un environnement respectueux de la santé. • La loi Climat et Résilience du 22 août 2021 fixe l'objectif d'atteindre, à l'horizon 2050, le zéro artificialisation nette (ZAN) à l'échelle nationale, puis, dans un premier temps, de diviser par deux la consommation d'espace entre 2021 et 2031 par rapport à la période 2011-2021. La loi n° 2023-282 du 23 mars 2023 a modifié certains articles de la loi Climat et Résilience afin de renforcer la planification en matière de sobriété foncière et d'adaptation au changement climatique. Dans ce cadre, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) a décliné cet objectif à l'échelle régionale, et c'est sur cette base que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) traduisent localement les orientations du SRADDET. Le PLUi doit définir, au sein de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), les

		orientations permettant de maîtriser l'étalement urbain et de favoriser la sobriété foncière, puis décliner ces orientations dans le règlement écrit et le règlement graphique

Ainsi le PLUi de Quimperlé Communauté s'inscrit en cohérence avec les orientations du SCoT du Pays de Quimperlé.

3.2.2 Compatibilité du PLUi avec le SDAGE Loire-Bretagne

Le SDAGE Loire BRETAGNE 2022-2027	
Territoire / Périmètre concerné :	Région Bretagne – Toutes les communes Quimperlé Communauté sont concernées
Etat d'avancement :	Approuvé le 18 mars 2022
Thématiques environnementales concernées :	EAU – MILIEUX NATURELS - BIODIVERSITE

OBJECTIFS DU DOCUMENTS VIS-A-VIS DU PLUi	
ORIENTATIONS	INTEGRATION DANS LE PLUi
Orientations : - Repenser les aménagements des cours d'eau, - Réduire la pollution par les nitrates, - Réduire la pollution organique, - Maîtriser la pollution par les pesticides, - Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses, - Protéger la santé en protégeant la ressource en eau, - Maîtriser les prélèvements en eau, - Préserver les zones humides, - Préserver la biodiversité aquatique, - Préserver le littoral, - Préserver les têtes de bassin versant, - Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques, - Mettre en place des outils règlementaires et financiers, - Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.	Le PLUi vise à promouvoir la fonctionnalité des cours d'eau et des vallées qui leur correspondent dans une optique de gestion cohérente. Le projet de PLUi protège les cours d'eau en les inscrivant au règlement graphique et en fixant une marge de recul à partir des berges en zone A et N ainsi que pour les OAP. Il préserve également la végétation associée par un classement en Espace Boisé Classé ou au titre de la loi Paysage. En complément, la majeure partie des abords des cours d'eau sont situés en zone naturelle limitant tout risque d'urbanisation des abords. Le PLUi vise le maintien et l'amélioration de la qualité des eaux à long terme par la prise en compte des différents usages de l'eau dans les modes de développement. Il encadre l'urbanisation au regard des conditions de desserte par les réseaux (*disposition générales*). Le PLUi prévoit de porter une attention particulière à l'espace littoral en pérennisant ses fonctions vivrières, écologiques et plus globalement l'attractivité qu'il confère à l'ensemble du territoire.

Ainsi le PLUi de Quimperlé Communauté s'inscrit en cohérence avec les orientations SDAGE Loire-Bretagne.

3.2.3 Compatibilité du PLUi avec le SAGE Ellé – Isole – Laïta

Le Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux Ellé – Isole - Laïta	
Territoire / Périmètre concerné :	3 bassins versants principaux l'Ellé et l'Isole et leur confluence la Laïta
Etat d'avancement :	Approuvé le 10 juillet 2009
Thématiques environnementales concernées :	EAU – MILIEUX NATURELS - BIODIVERSITE

OBJECTIFS DU DOCUMENTS VIS-A-VIS DU PLUi	
ORIENTATIONS	INTEGRATION DANS LE PLUi
Gestion quantitative de la ressource en eau • Satisfaire les usages en tenant compte de leurs perspectives d'évolution • Respecter la réglementation relative aux débits réservés sur l'Isole et l'Ellé	Le PADD inscrit la production d'eau potable comme un l'enjeu de cohérence qualité/quantité, tant pour l'accueil de nouvelles populations que pour le développement de certaines filières économiques, avec en particulier l'enjeu de la disponibilité à l'étiage.
Inondations et gestion des crues • Réduire d'avantage les risques d'inondations pour des évènements pouvant survenir tous les 10 ans ou 20 ans	Le PADD indique que le PLUi contribuera à la prise en compte des risques naturels, notamment les inondations liées aux vallées de l'Ellé, de l'Isole, de la Laïta, de l'Aven et du Scorff, ainsi que les mouvements de terrain localisés et les risques de tempête et de submersion marine. Les communes disposent déjà d'outils de prévention (alertes de crue, PPR, DIRCRIM, plans de secours). Le projet de territoire prévoit d'intégrer ces risques dès la conception des aménagements pour réduire la vulnérabilité, adapter les équipements et renforcer l'information préventive. Il vise également à prévoir des principes spécifiques d'urbanisation dans les secteurs soumis aux aléas.
Milieux aquatiques et zones humides • Garantir le bon état « hydromorphologique » des cours d'eau et notamment celui du chevelu • Préserver le patrimoine biologique et les autres fonctionnalités des zones humides	Le PADD précise que les éléments naturels, notamment les zones humides et les milieux aquatiques, doivent être considérés à la fois pour leur rôle écologique majeur et en tant que ressources du territoire. De ce fait, le PLUi les préserve dans le zonage.

Qualité des eaux • Garantir / maintenir le bon état physico-chimique des eaux de surface au-delà des cours d'eau principaux ainsi que celui des eaux souterraines • Satisfaire l'objectif B pour les eaux conchylicoles • Restaurer la qualité physico-chimique et écologique du Dourdu pour atteindre le bon état	Le PADD prévoit le maintien et l'amélioration de la qualité des eaux à long terme, par la prise en compte des différents usages de l'eau (conchyliculture notamment) dans les modes de développement. •
Estuaire • Satisfaire l'objectif B pour les eaux conchylicoles • Améliorer la connaissance du fonctionnement estuarien et de ses rôles	Le PADD prévoit le maintien et l'amélioration de la qualité des eaux à long terme, par la prise en compte des différents usages de l'eau (conchyliculture notamment) dans les modes de développement. Le PLUi vise également une préservation des milieux estuariens.

Ainsi le PLUi de Quimperlé Communauté s'inscrit en cohérence avec les orientations SAGE Ellé – Isole – Laïta .

3.2.4 Compatibilité du PLUi avec le SAGE Sud Cornouaille et Le SAGE Scorff

Le Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux Sud Cornouaille	
Territoire / Périmètre concerné :	Ensemble des bassins versants côtiers compris entre l'embouchure de l'estuaire de l'Odet à Bénodet et celle de la Laïta à Clohars-Carnoët
Etat d'avancement :	Approuvé le 23 janvier 2017
Thématiques environnementales concernées :	EAU – MILIEUX NATURELS - BIODIVERSITE

Le Schéma d'Aménagement et de gestion des Eaux Scorff	
Territoire / Périmètre concerné :	Bassin versant du Scorff, trois petits cours d'eau côtiers (Ter, Saudraye et Fort Bloqué) et la Rade de Lorient
Etat d'avancement :	Approuvé le 10 août 2015
Thématiques environnementales concernées :	EAU – MILIEUX NATURELS - BIODIVERSITE

OBJECTIFS DU DOCUMENTS VIS-A-VIS DU PLUi	
ORIENTATIONS	INTEGRATION DANS LE PLUi
Améliorer la qualité des eaux superficielles et souterraines pour répondre aux objectifs de bon état et aux enjeux de territoire	Le PADD prévoit le maintien et l'amélioration de la qualité des eaux à long terme, par la prise en compte des différents usages de l'eau (conchyliculture, pisciculture, baignade , etc.) dans les modes de développement.
Concilier les usages et la gestion quantitative de la ressource en eau	
Lutter contre le ruissellement et l'érosion **Réduire les transferts vers les cours d'eau**	Le PADD prévoit une gestion des eaux pluviales au travers de la limitation de l'imperméabilisation, la préférence étant donnée au principe d'infiltration à la parcelle et à la gestion raisonnée des eaux de ruissellement en lien avec les aménagements paysagers. Concernant les eaux pluviales, le PLUi applique un objectif de limitation de l'imperméabilisation qui visent à intégrer la régulation du ruissellement dès la conception de projet via gestion des eaux pluviales adaptée au secteur. Pour cela le règlement du PLUi a mis en place une gestion des eaux pluviales à l'unité foncière. De plus les principes d'OAP prévoit la préservation des sols en pleine terre lors d'opération de plus de 200m².
Maintenir le bon état morphologique et biologique des cours d'eau	Le PLUi vise à préserver les milieux naturels et leur fonctionnalité ce qui devrait permettre de maintenir un bon état morphologique et biologique des cours d'eau.
Répondre aux exigences de qualité des usages conchylicoles, pêche à pied, baignade et nautisme	Le PADD prévoit le maintien et l'amélioration de la qualité des eaux à long terme, par la prise en compte des différents usages de l'eau (conchyliculture, pisciculture, baignade , etc.) dans les modes de développement. Le zonage du PLUi prévoit des zones spécifiques (avec des règles adaptées) : zonage Ao.
Limiter les autres apports polluants au littoral **Réduire les proliférations algales sur le littoral**	Le PADD précise que les zones littorales seront préservées afin de pérenniser les activités qui lui sont liées. La Loi Littoral est retranscrite dans le zonage par l'identification d'espaces remarquables (zonage Nr), d'espaces spécifiques (zonage Nl, Al…), d'espaces boisés significatifs (protégés dans le PLUi en Espace Boisé Classé « EBC »). De plus, les coupures d'urbanisation sont traduites au sein du règlement graphique par un zonage Nl, Nr ou Al.
Gérer la problématique d'ensablement dans les estuaires de l'Aven et du Bélon	Le PLUi aura peu d'impact sur la problématique d'ensablement.
Protéger les personnes et les biens des risques naturels liés à l'eau	Le PADD précise que le projet de développement du territoire devra intégrer les risques naturels le plus en amont possible en adaptant ses équipements, installations et aménagements afin de réduire la vulnérabilité du territoire.

	La trame du PPRi est reprise aux documents graphiques du PLUi et les différents secteurs concernés par cette trame verront les dispositions du PPRi s'appliquer peu importe la zone concernée. Par ailleurs le PLUi a également pris en compte les zones d'expansion des crues et les atlas des zones inondables pour mieux intégrer le risque inondation, c'est pour cela qu'une très large majorité de ces zones sont comprises en zone N aux documents graphiques du PLUi.

Ainsi le PLUi de Quimperlé Communauté s'inscrit en cohérence avec les orientations du le SAGE Sud Cornouaille et du SAGE Scorff.

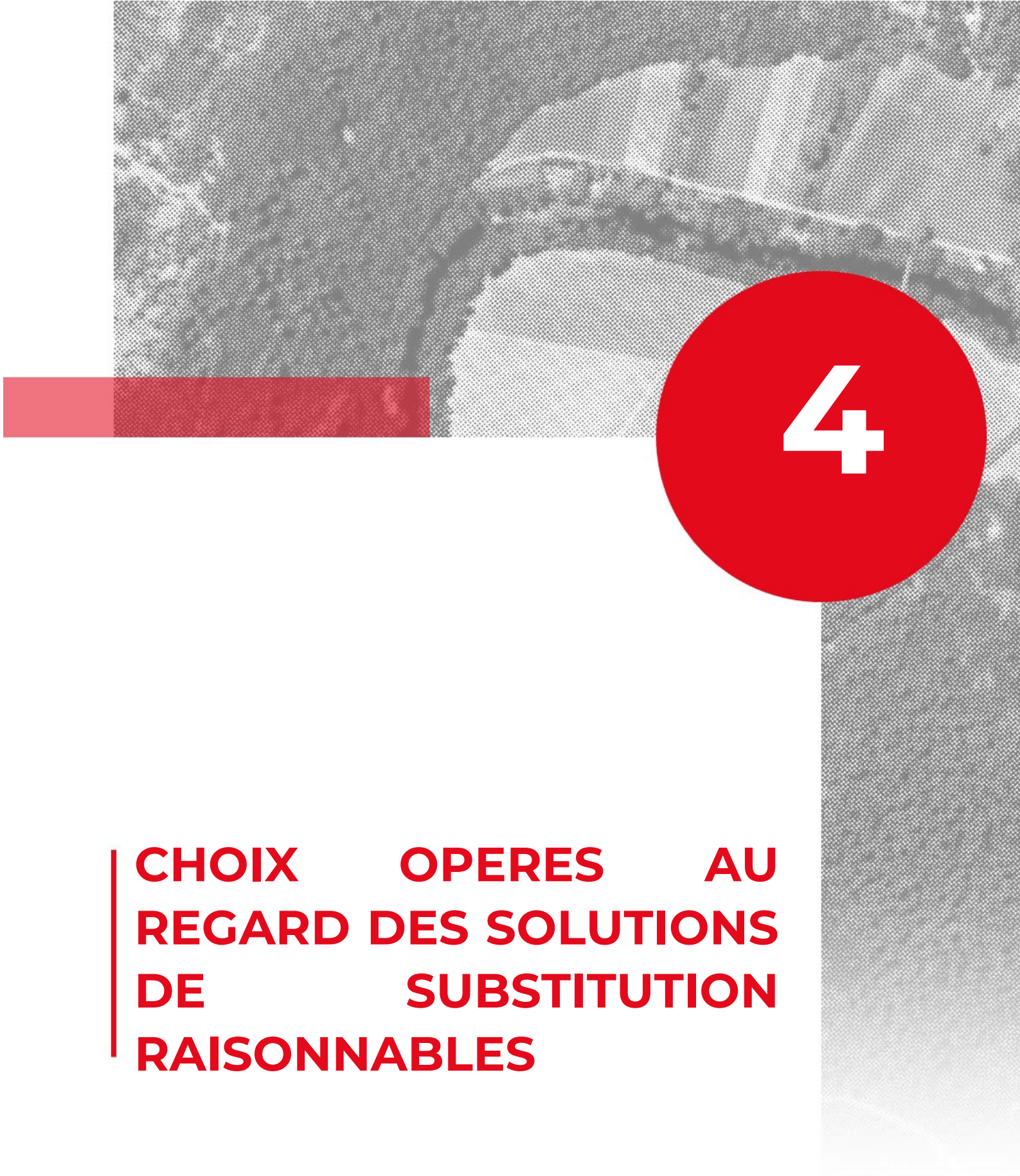
3.2.5 Compatibilité du PLUi avec le PGRI du Bassin Loire-Bretagne

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondations du bassin Loire-Bretagne	
Territoire / Périmètre concerné :	Région Bretagne – Toutes les communes Quimperlé Communauté sont concernées
Etat d'avancement :	Approuvé le 15 mars 2022
Thématiques environnementales concernées :	RISQUES – MILIEUX NATURELS - BIODIVERSITE

OBJECTIFS DU DOCUMENTS VIS-A-VIS DU PLUi	
ORIENTATIONS	INTEGRATION DANS LE PLUi
Les objectifs de ce plan sont : • Objectif n°1 : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines • Objectif n°2 : Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire entenant compte du risque • Objectif n°3 : Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable • Objectif n°4 : Intégrer les ouvrages de protection contre les	Le PADD vise à ne pas aggraver les risques naturels du territoire, notamment en les intégrant le plus en amont possible. La prise en compte des risques naturels, via le PADD et le règlement, permettra de réduire les dommages aux personnes et aux biens situés en zone inondable sur le territoire. Enfin le PLUi prévoit : • Le respect du zonage et du règlement du PPRi du territoire, • La prise en compte des Atlas des Zones Inondables par l'application d'un zonage naturel dans les parties non urbanisées. • La protection des éléments permettant le ralentissement des crues (zones humides, haies …).

inondations dans une approche globale • Objectif n°5 : Améliorer la connaissance et la conscience du risque*d'inondation • Objectif n°6 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale	

Ainsi le PLUi de Quimperlé Communauté s'inscrit en cohérence avec les objectifs du PGRI du Bassin Loire-Bretagne.



4

CHOIX OPERES AU REGARD DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES

4 CHOIX OPERES AU REGARD DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES : EVALUATION DES SCENARIOS ENVISAGES

L'élaboration du PADD s'est appuyée sur une démarche prospective itérative fondée sur l'examen de plusieurs scénarios de développement. Ces scénarios ont permis d'évaluer différents niveaux d'ambition et d'exigence appliqués aux principales composantes du territoire, afin d'identifier les orientations les plus pertinentes au regard des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et paysagers.

4.1.1 Analyse des thématiques explorées dans les scénarios

La réflexion prospective a conduit à examiner plusieurs questions structurantes, dont les réponses ont servi de base à la construction du PADD. Les scénarios ont ainsi permis d'évaluer les incidences de choix alternatifs concernant :

- Les perspectives démographiques à l'horizon 2034 et les besoins associés ;
- L'attractivité résidentielle et les formes urbaines à privilégier ;
- Les impacts attendus sur la mobilité ;
- Le potentiel de développement économique et les conditions permettant de le renforcer ;
- Les modalités d'un développement maîtrisé, compatible avec la préservation des ressources (espace, eau, air, biodiversité) ;
- Le rôle à accorder à la nature et aux continuités écologiques dans le projet ;
- Les impacts environnementaux induits ;
- Les échelles et temporalités adaptées au projet de territoire.

Ces questionnements ont permis d'arbitrer entre différentes trajectoires et de stabiliser les choix de développement.

4.1.2 Les fondements retenus à l'issue de la comparaison des scénarios

À l'issue de l'analyse, six fondements ont été retenus comme invariants pour structurer le PADD. Ils constituent les éléments communs aux scénarios jugés compatibles avec les objectifs du territoire :

1. **Une situation territoriale structurante**, inscrite dans le système urbain du sud Bretagne et propice aux échanges.
2. **Une dynamique démographique soutenue mais équilibrée**, appuyée sur l'attractivité résidentielle et le maintien d'une base productive locale.
3. **Une solidarité territoriale et une cohésion sociale**, considérées comme des valeurs essentielles pour répondre au vieillissement, aux enjeux d'emploi et aux besoins de services.
4. **Une ruralité innovante**, reconnue comme un trait identitaire majeur et un levier de développement.
5. **L'eau et le paysage comme éléments structurants**, en raison de la présence des vallées, rias et côtes qui composent l'identité paysagère du territoire.

6. **Une transition énergétique engagée**, constitutive d'un enjeu transversal guidant l'aménagement et la préservation des ressources.

Ces socles ont été retenus car ils constituent des éléments robustes, communs aux scénarios considérés comme raisonnables et compatibles avec un développement équilibré.

4.1.3 Le scénario démographique retenu

L'analyse des dynamiques démographiques passées, des projections régionales et des études prospectives a permis d'évaluer plusieurs trajectoires d'évolution de la population. Le scénario finalement retenu par le PLUi correspond à une **croissance annuelle de +0,4 %**, cohérente avec :

- La dynamique récente observée (+0,4 % par an entre 2016 et 2022) ;
- Les projections de l'INSEE ;
- Les estimations de l'ADEUPA pour l'Ouest breton (fourchette +0,4 % à +0,7 % par an entre 2018 et 2040).

Cette option correspond au **seuil inférieur de la fourchette** de croissance envisagée, assurant un choix réaliste et maîtrisé. Elle permet d'anticiper les besoins futurs (logements, équipements, services) tout en limitant les pressions foncières.

Le maintien d'un scénario modéré est également cohérent avec les objectifs du SCoT et du PLUi, qui visent à :

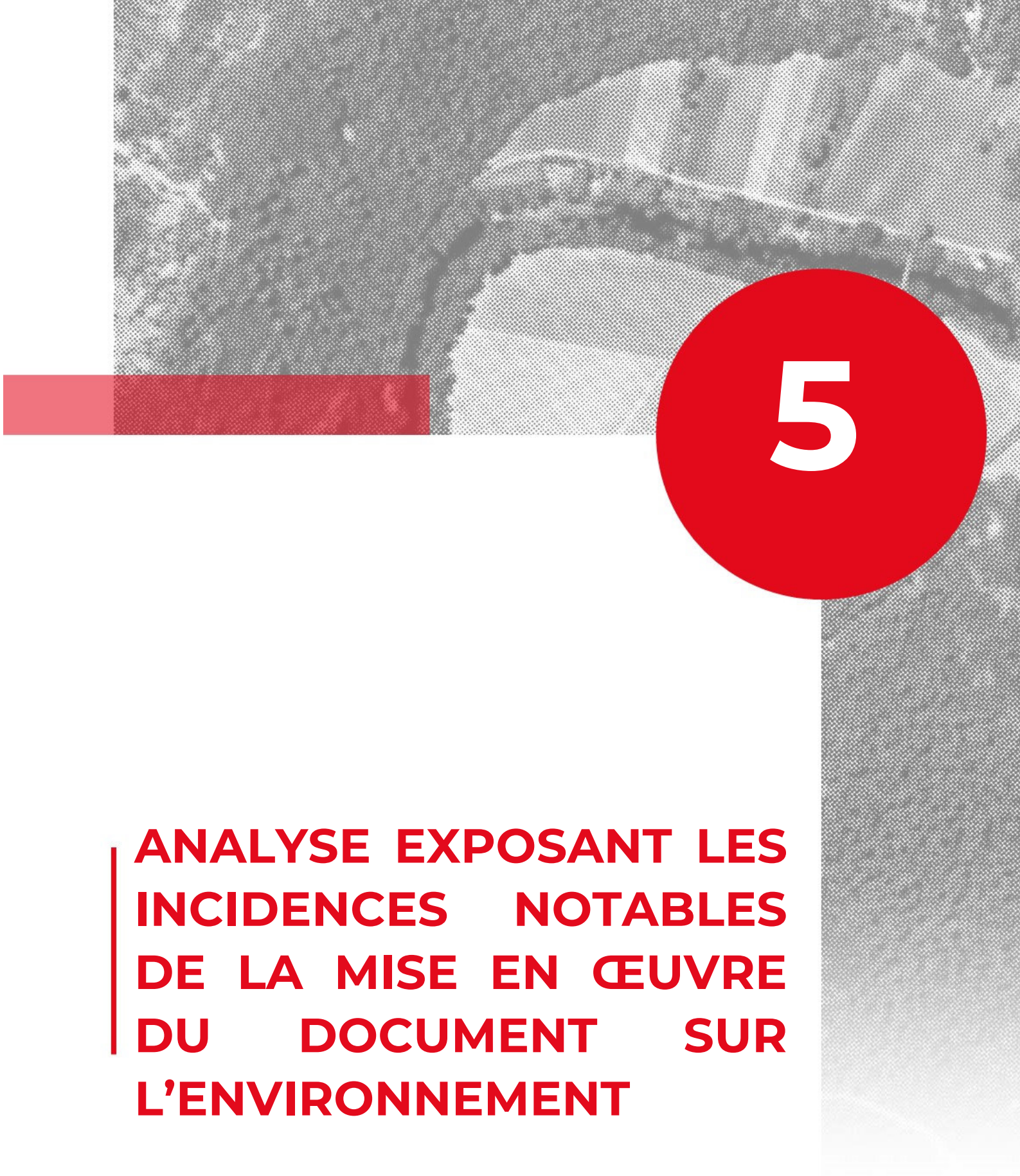
- Contenir les effets de la périurbanisation liée à la proximité de Lorient ;
- Assurer une croissance en lien avec l'évolution de l'emploi ;
- Préserver les équilibres environnementaux et paysagers.

Cette trajectoire permet de projeter une population de **59 843 habitants en 2034**, prolongeant la tendance observée (6 019 habitants supplémentaires en 16 ans).

La section suivante analyse le PADD et présente l'analyse du scénario « au fil de l'eau » et en expose les incidences potentielles.

4.1.4 Bilan des choix opérés au regard des solutions de substitution raisonnables : évaluation des scenarios envisages

La comparaison des scénarios a permis de comparer différentes options de développement et leurs incidences. Les choix retenus dans le PADD correspondent aux trajectoires jugées raisonnables, cohérentes avec les dynamiques territoriales et compatibles avec les objectifs de sobriété foncière, de préservation de l'environnement et de cohésion territoriale en lien avec les dispositions réglementaires en vigueur.



5

ANALYSE EXPOSANT LES INCIDENCES NOTABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT SUR L'ENVIRONNEMENT

5 ANALYSE EXPOSANT LES INCIDENCES NOTABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLUI SUR L'ENVIRONNEMENT

5.1 RAPPEL METHODOLOGIQUE

5.1.1 Identification des enjeux environnementaux

A l'issue du diagnostic (Etat Initial de l'Environnement) portant sur les thèmes environnementaux du territoire de Quimperlé Communauté, **27 enjeux environnementaux ont pu être identifiés**.

Au regard des thématiques environnementales que les enjeux territoriaux abordent de façon directe ou indirecte et des incidences potentielles qu'ils portent à la santé publique et aux milieux naturels s'ils n'étaient pas pris en compte, **les 27 enjeux ont été hiérarchisés selon leur degré d'importance pour la préservation de l'environnement et le maintien d'une santé publique de qualité.** Aussi, les enjeux ont été pondérés au regard des compétences de la collectivité en matière de prise en compte de ces enjeux :

- **8 enjeux sont jugés fort,** il s'agit d'enjeux portant sur la préservation des milieux naturels et de la trame verte et bleue, sur la prise en compte des risques naturels, sur le changement climatique, la transition énergétique et sur la préservation de la ressource en eau.
- **13 enjeux sont jugés d'importance moyenne**. Ils complètent la liste précédente avec des enjeux liés à la préservation des paysages naturels, à l'artificialisation des sols, à la ressource en eau et la gestion des risques et des nuisances pour la population.
- Enfin, **6 enjeux sont jugés d'importance faible**, il s'agit exclusivement d'enjeux liés à la qualité paysagère et aux ressources qui, présentant pour une partie un caractère d'ordre esthétique, n'impacterait pas ou peu la santé publique et les milieux naturels.

A noter, les numéros des enjeux ne reflètent pas leur ordre de priorité au sein de la hiérarchisation (fort / moyen / faible).

NUMERO	THEMES ABORDES	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	HIERARCHISATION DE L'ENJEU
1	Risques et nuisances	PRISE EN COMPTE DES RISQUES D'INONDATION, DE SUBMERSION ET DE MOUVEMENTS DE TERRAIN	FORT
2	Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire	ANTICIPATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ENSEMBLES URBAINS ET LES SECTEURS LITTORAUX AU REGARD DU RENFORCEMENT DES RISQUES NATURELS ATTENDUS ET AU VU D'UN RISQUE DE FRAGILISATION DE LA SANTE HUMAINE	FORT
3	Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire	REDUCTION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE NOTAMMENT DANS LE SECTEUR AGRICOLE	FORT
4	La ressource en eau et sa gestion	PRESERVATION DES COURS D'EAU ET DE LEURS MILIEUX ASSOCIES	FORT
5	Paysage, patrimoine et milieux naturels	MAINTIEN DE LA TRAME VERTE ET BLEUE ET RESTAURER LES ENSEMBLES NATURELS FRAGILISES DONT DES ESPACES BOCAGERS.	FORT

6	Paysage, patrimoine et milieux naturels	Maintien de la qualite ecologique des espaces littoraux, aquatiques et boises au Sud et aux espaces bocagers au Nord.	Fort
7	Paysage, patrimoine et milieux naturels	Preservation du littoral et ses milieux associes notamment la mosaïque ecologique existante	Fort
8	Paysage, patrimoine et milieux naturels	Amelioration de la gestion des ensembles boises (bocage et foret) en lien avec leur fonctionnalite ecologique	Fort
9	Occupation du sol et consommation foncière	Lutte contre l'etalement urbain particulierement dans l'agglomeration de Quimperle, le littoral et le long de la RN165	Moyen
10	La ressource en eau et sa gestion	Maintien de la qualite des eaux potables et des masses d'eau qui composent le territoire	Moyen
11	Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire	Reduction des polluants atmospheriques lies particulierement aux activites agricoles, aux transports et a certains modes de chauffage	Moyen
12	Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire	Garantie d'une approche energetique efficiente dans le secteur du batiment, des transports et de l'industrie	Moyen
13	La ressource en eau et sa gestion	Prise en compte de l'affluence de l'activite touristique dans l'approvisionnement en eau potable et la gestion des eaux usees.	Moyen
14	Paysage, patrimoine et milieux naturels	Maintien des paysages arbores	Moyen
15	La ressource en eau et sa gestion	Amelioration du fonctionnement des equipements de gestion des eaux usees	Moyen
16	Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire	Poursuite du recyclage des dechets et renforcement de la valorisation matiere et organique	Moyen
17	Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire	Poursuite d'une production locale d'energie renouvelable et fatale et diversification des sources de production	Moyen
18	Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire	Renforcement des amenagements et constructions sobres en materiaux et durables	Moyen
19	Paysage, patrimoine et milieux naturels	Veiller a porter attention aux populations de chauves-souris	Moyen

20	Paysage, patrimoine et milieux naturels	PRESERVATION DE L'IDENTITE DE CHAQUE UNITE PAYSAGERE ET DES ENSEMBLES PATRIMONIAUX ET PRESERVATION DES SITES MAJEURS	MOYEN
21	Risques et nuisances	REDUCTION DES NUISANCES SONORES DANS LES ZONES URBAINES DEJA SOUMISES A CE RISQUE	MOYEN
22	Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire	GARANTIE DE L'AUTONOMIE DU TERRITOIRE VIS-A-VIS DES GRANULATS ET VEILLER A LA REDUCTION DES MATERIAUX DE CONSTRUCTIONS	FAIBLE
23	Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire	DIVERSIFICATION DES MODES DE VALORISATION LES DECHETS	FAIBLE
24	Paysage, patrimoine et milieux naturels	PRESERVATION ET VALORISATION DES VUES NOTAMMENT SUR LES MONTAGNES NOIRES ET LE LITTORAL	FAIBLE
25	Paysage, patrimoine et milieux naturels	MAINTIEN DE LA QUALITE PAYSAGERE ET PATRIMONIALE DU TISSU BATI NOTAMMENT DANS LES ZONES RESIDENTIELLES, ECONOMIQUES ET COMMERCIALES OFFRANT DEJA UN PAYSAGE BANALISE ET PARTICULIEREMENT DANS L'AGGLOMERATION DE QUIMPERLE ET SUR LA COTE LITTORALE	FAIBLE
26	Paysage, patrimoine et milieux naturels	VALORISATION DU MODE DE VIE ET DU TISSU BATI AUTOUR DE SCAËR	FAIBLE
27	Paysage, patrimoine et milieux naturels	POURSUITE DE L'ETAT DES CONNAISSANCES DES ZONES DE PRESOMPTION ARCHEOLOGIQUES	FAIBLE

5.1.2 Méthodologie de l'évaluation environnementale basée sur ces enjeux

Afin de couvrir l'ensemble des domaines environnementaux et dans un souci de clarté et de concision, les enjeux environnementaux identifiés dans l'Etat Initial de l'Environnement (EIE) ont été regroupées au sein des thématiques suivantes :

- **Occupation du sol et consommation foncière** ;
- **Paysage, patrimoine et milieux naturels** ;
- **La ressource en eau et sa gestion** ;
- **Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire** ;
- **Les risques et les nuisances**.

Ainsi, dans cette partie, le scénario fil de l'eau et le scénario retenu sont analysés par thématique par rapport aux 27 enjeux environnementaux. Ces enjeux sont donc rappelés à chaque début de paragraphe. L'analyse du PADD permet de conclure au sein d'un tableau synthétique si l'enjeu a bien été pris en compte.

Des points de vigilance sont formulés lorsque l'enjeu est considéré comme n'ayant pas été suffisamment pris en compte. La vérification de leur prise en compte est abordée dans la partie suivante sur l'analyse des dispositifs règlementaires du PLUi.

5.2 ANALYSE DES INCIDENCES DU PADD SUR L'ENVIRONNEMENT

5.2.1 Occupation du sol et consommation foncière

Rappel des enjeux liés au thème

NUMERO	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	HIERARCHISATION DE L'ENJEU
9	LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN PARTICULIEREMENT DANS L'AGGLOMERATION DE QUIMPERLE, LE LITTORAL ET LE LONG DE LA RN165	MOYEN

Scénario au fil de l'eau et études des incidences potentielles

SCENARIO AU FIL DE L'EAU

Depuis plusieurs années, le développement du territoire entraine une consommation de l'espace. Entre le 1er janvier 2011 et le 1er janvier 2021, 209 hectares ont été consommés pour l'extension de l'urbanisation sur des espaces à dominante naturelle et agricole. Entre 2014 et 2024, 186 hectares ont été consommés.

INCIDENCES POSITIVES POTENTIELLES	INCIDENCES NEGATIVES ATTENDUES
▪ /	▪ Un étalement urbain détériorant la qualité de la ressource en sol et sous-sol et les capacités alimentaire, énergétique et en eau du territoire ; ▪ Un étalement urbain important qui entraîne une artificialisation des sols, engendrant une augmentation du phénomène de ruissellement urbain ; ▪ Des espaces agricoles et naturels qui subissent une forte pression urbaine.

Prise en compte de l'enjeu dans le PADD

NUMERO	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	HIERARCHISATION DE L'ENJEU	PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU DANS LE PADD
9	LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN PARTICULIEREMENT DANS L'AGGLOMERATION DE QUIMPERLE, LE LITTORAL ET LE LONG DE LA RN165	MOYEN	Le PADD s'engage dans le développement de l'offre de logement selon une logique de confortement définie par l'armature urbaine, c'est-à-dire un renforcement de l'offre dans les niveaux supérieurs et en lien avec le maillage des services, commerces et offres collectives de mobilité. Il prévoit une urbanisation qui se resserre dans les centres-bourgs avec des densités de construction plus importantes.

Points de vigilance

Le projet de développement du territoire, nécessaire à ses besoins, respecte les objectifs de sobriété foncière fixés par le PADD et les documents cadres. La considération de consommation d'espaces NAF zonés U, le fait rester dans la marge de compatibilité de 20% qui convient au principe de compatibilité prévu entre documents d'urbanisme, sans remettre en cause les objectifs de sobriété foncière.
Toutefois, ce dernier emporte, des incidences négatives sur les autres domaines environnementaux qui n'ont pas été traités dans ce chapitre. Les points de vigilance concernent donc le paysage, les fonctionnalités écologiques, la gestion des ressources (eau, matériaux et énergie) et la gestion des risques.
L'étude vise à travers les chapitres suivants à identifier dans quelle mesure ces incidences négatives sont réduites ou évitées pour répondre aux points de vigilance identifiés ci-dessus, au sein du règlement graphique et littéral, des OAP (dispositifs réglementaires).

5.2.2 Paysage, patrimoine et milieux naturels

Rappel des enjeux liés au thème

NUMERO	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	HIERARCHISATION DE L'ENJEU
5	MAINTIEN DE LA TRAME VERTE ET BLEUE ET RESTAURER LES ENSEMBLES NATURELS FRAGILISES DONT DES ESPACES BOCAGERS.	FORT
6	MAINTIEN DE LA QUALITE ECOLOGIQUE DES ESPACES LITTORAUX, AQUATIQUES ET BOISES AU SUD ET AUX ESPACES BOCAGERS AU NORD.	FORT
7	PRESERVATION DU LITTORAL ET SES MILIEUX ASSOCIES NOTAMMENT LA MOSAÏQUE ECOLOGIQUE EXISTANTE	FORT
8	AMELIORATION DE LA GESTION DES ENSEMBLES BOISES (BOCAGE ET FORET) EN LIEN AVEC LEUR FONCTIONNALITE ECOLOGIQUE	FORT
14	MAINTIEN DES PAYSAGES ARBORES	MOYEN
19	VEILLER A PORTER ATTENTION AUX POPULATIONS DE CHAUVES-SOURIS	MOYEN
20	PRESERVATION DE L'IDENTITE DE CHAQUE UNITE PAYSAGERE ET DES ENSEMBLES PATRIMONIAUX ET PRESERVATION DES SITES MAJEURS	MOYEN
24	PRESERVATION ET VALORISATION DES VUES NOTAMMENT SUR LES MONTAGNES NOIRES ET LE LITTORAL	FAIBLE
25	MAINTIEN DE LA QUALITE PAYSAGERE ET PATRIMONIALE DU TISSU BATI NOTAMMENT DANS LES ZONES RESIDENTIELLES, ECONOMIQUES ET COMMERCIALES OFFRANT DÉJÀ UN PAYSAGE BANALISE ET PARTICULIEREMENT DANS L'AGGLOMERATION DE QUIMPERLE ET SUR LA COTE LITTORALE	FAIBLE

26	VALORISATION DU MODE DE VIE ET DU TISSU BATI AUTOUR DE SCAËR	FAIBLE
27	POURSUITE DE L'ETAT DES CONNAISSANCES DES ZONES DE PRESOMPTION ARCHEOLOGIQUES	FAIBLE

Scénario au fil de l'eau et études des incidences

SCENARIO AU FIL DE L'EAU

Dans la continuité des dynamiques actuelles, une fermeture et une banalisation progressives des paysages littoraux seront observées. Le paysage de bocage, lui, tend à s'ouvrir dans les plateaux et vallées ce qui modifiera les paysages du territoire et limitera le potentiel de développement de la filière bois-énergie associé à l'utilisation des haies.

La consommation d'espace a des impacts sur les paysages (entrée de ville, frange urbaines, coupure d'urbanisation…) qui se poursuivre par le développement programmé dans les documents d'urbanisme en vigueur.

Les installations énergétiques qui se développent peu à peu sur le territoire, sont relativement visibles depuis les panoramas et vues du territoire. La volonté de lutte contre le changement climatique pourrait entraîner la mise en place de plus nombreux dispositifs de production d'énergie renouvelable et induire des incidences sur la perception et la qualité des paysages.

La mise en place d'aménagements souvent peu qualitatifs en lien avec la rénovation thermique et le développement des énergies renouvelables dégradent la qualité globale des ensembles bâtis traditionnels et patrimoniaux.

Par ailleurs, les voies de communication qui se construisent et le développement urbain, particulièrement au sud du territoire, continuent de fragiliser et de dégrader les fonctionnalités écologiques du territoire. Les milieux humides subissent la pression des pratiques agricoles peu adaptées. Le changement climatique et les activités humaines risquent également de dégrader les milieux côtiers.

Il est toutefois à noter un renforcement du nombre et de la qualité des sites protégés et inventoriés dans la continuité des démarches déjà engagées.

INCIDENCES POSITIVES POTENTIELLES

- Le développement de certaines filières d'énergies renouvelables, notamment celles du bois-énergie, pourrait renforcer le développement des arbres et le maintien des haies permettant de conforter les paysages bocagers du territoire ;
- La continuité de la bonne protection des sites patrimoniaux remarquables.

INCIDENCES NEGATIVES ATTENDUES

- Des fonctionnalités écologiques détériorées par le renforcement du trafic routier et des réseaux routiers ainsi que par la poursuite de l'étalement urbain et le maintien des pratiques agricoles existantes ;
- Des fonctionnalités écologiques fragilisées par un développement du territoire (consommation d'espaces) et des énergies renouvelables, sur des espaces présentant une importance écologique majeure et sur certaines populations animales et végétales dont les chauves-souris ;

	▪ Des milieux côtiers fragilisés par la montée des eaux et l'intensité renforcée des tempêtes submergeant irrémédiablement certains sites naturels et salinisant pour plusieurs années des milieux d'eau douce et des espaces naturels et agricoles ; ▪ Une détérioration de la qualité écologique des milieux naturels protégés et inventoriés malgré un renforcement de la qualité .de gestion des espaces protégés et de l'augmentation des superficies concernées ; ▪ Le développement de certaines filières d'énergie renouvelable liées à la biomasse pourrait conforter le développement des espaces arborés poursuivant la fermeture des paysages côtiers et leur simplification ; ▪ Le développement de certaines installations énergétiques de grande capacité pourrait entrainer la dégradation de certains paysages notamment les plus emblématiques ainsi que les vues et panoramas majeurs du territoire ; ▪ Les travaux de rénovation thermique et le développement des énergies renouvelables à l'échelle du bâti pourraient entrainer la dégradation du patrimoine bâti communautaire.

Prise en compte de l'enjeu dans le PADD

NUMERO	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	HIERARCHISATION DE L'ENJEU	PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU	
5	MAINTIEN DE LA TRAME VERTE ET BLEUE ET RESTAURER LES ENSEMBLES NATURELS FRAGILISES DONT DES ESPACES BOCAGERS.	FORT	Le PADD prévoit de préserver les milieux et les continuités écologiques à travers la Trame Verte et Bleue. Toutefois, le PADD n'aborde pas la question de la restauration des ensembles naturels fragilisés. Or comme il a été vu précédemment, les voies de communication et le développement urbain prévu sur le territoire risque de fragiliser encore plus les ensembles naturels, notamment les espaces bocagers au Nord du territoire.	+/-

6	MAINTIEN DE LA QUALITE ECOLOGIQUE DES ESPACES LITTORAUX, AQUATIQUES ET BOISES AU SUD ET AUX ESPACES BOCAGERS AU NORD.	FORT	Le PADD prévoit de préserver et mettre en valeur les systèmes bocagers, à la fois dans les intentions d'aménagements et le maintien des espaces et des activités agricoles associées. Le PADD vise à mettre en place une approche globale du littoral en l'envisageant comme un ensemble cohérent englobant les espaces d'arrière-pays. Il précise que les milieux supports de richesse et de fonctionnalités écologiques (boisés, bocager, aquatique et humide) seront pris en compte dans le projet de territoire.	+
7	PRESERVATION DU LITTORAL ET SES MILIEUX ASSOCIES NOTAMMENT LA MOSAÏQUE ECOLOGIQUE EXISTANTE	FORT	Le PADD prévoit de porter une attention particulière à l'espace littoral en développant une approche globale.	+
8	AMELIORATION DE LA GESTION DES ENSEMBLES BOISES (BOCAGE ET FORET) EN LIEN AVEC LEUR FONCTIONNALITE ECOLOGIQUE	FORT	Le PADD vise à prendre en compte les milieux supports de richesse et de fonctionnalités écologiques en associant les principes de préservation et valorisation.	+
14	MAINTIEN DES PAYSAGES ARBORES	MOYEN	Le PADD a pour objectif de mettre en valeur les paysages de vallées dans toute leur diversité et vise également à lutter contre la dégradation de ces paysages. Ces objectifs permettront de maintenir les paysages arborés.	+
19	VEILLER A PORTER ATTENTION AUX POPULATIONS DE CHAUVES-SOURIS	MOYEN	Le PADD n'aborde pas le sujet des populations de chauves-souris, même si l'on peut penser que la préservation des milieux et les continuités écologiques à travers la Trame Verte et Bleue prend en compte cet aspect.	+/-
20	PRESERVATION DE L'IDENTITE DE CHAQUE UNITE PAYSAGERE ET DES ENSEMBLES PATRIMONIAUX ET PRESERVATION DES SITES MAJEURS	MOYEN	Le PADD a pour objectif de mettre en valeur les paysages de vallées dans toute leur diversité et vise également à lutter contre la dégradation de ces paysages	+

24	PRESERVATION ET VALORISATION DES VUES NOTAMMENT SUR LES MONTAGNES NOIRES ET LE LITTORAL	FAIBLE	Le PADD ne prend aucune mesure directe concernant la préservation des points de vue majeurs. Néanmoins, la volonté du PADD de travailler sur les franges urbaines, l'intégration paysagère des nouvelles constructions, l'équilibre des formes urbaines… participent de manière indirecte à la conservation de la qualité des points de vue.	+/-
25	MAINTIEN DE LA QUALITE PAYSAGERE ET PATRIMONIALE DU TISSU BATI NOTAMMENT DANS LES ZONES RESIDENTIELLES, ECONOMIQUES ET COMMERCIALES OFFRANT DÉJÀ UN PAYSAGE BANALISE ET PARTICULIEREMENT DANS L'AGGLOMERATION DE QUIMPERLE ET SUR LA COTE LITTORALE	FAIBLE	Le PADD prévoit de qualifier les franges urbaines, en particulier lors du développement de zones d'activités et des tissus urbains. Il précise qu'un travail sur l'intégration paysagère et architecturale des bâtis sera réalisé. Il vise à associer de façon équilibrée les nouvelles formes urbaines et les tissus existants, les bâtis typiques locaux et les innovations architecturales et technologiques en faveur d'un bâti intégré à l'environnement.	+
26	VALORISATION DU MODE DE VIE ET DU TISSU BATI AUTOUR DE SCAËR	FAIBLE	Le PADD ne prend aucune mesure directe concernant la valorisation du mode de vie et du tissu bâti autour de Scaër. Néanmoins, la volonté du PADD de travailler sur les franges urbaines, l'intégration paysagère des nouvelles constructions, l'équilibre des formes urbaines… participent de manière indirecte à la prise en compte de cet enjeu.	+/-
27	POURSUITE DE L'ETAT DES CONNAISSANCES DES ZONES DE PRESOMPTION ARCHEOLOGIQUES	FAIBLE	Le PADD n'aborde pas le sujet des zones de présomption archéologiques.	-

Points de vigilance

Il sera vérifié dans les chapitre suivants *(Parties 4 et 5)* que ces points de vigilances sont bien pris en compte à travers des dispositifs règlementaires :

- La prise en compte et la restauration des ensembles naturels fragilisés tels que les espaces bocagers ;

- Le maintien des populations de chauves-souris ;
- La valorisation des vues, notamment sur les Montagnes Noires et sur le littoral ;
- La valorisation du mode de vie et du tissu urbain autour de Scaër ;
- La poursuite de l'état des connaissances sur les zones de présomptions archéologiques.

5.2.3 La ressource en eau et sa gestion

Rappel des enjeux liés au thème

NUMERO	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	HIERARCHISATION DE L'ENJEU
4	PRESERVATION DES COURS D'EAU ET DE LEURS MILIEUX ASSOCIES	FORT
10	MAINTIEN DE LA QUALITE DES EAUX POTABLES ET DES MASSES D'EAU QUI COMPOSENT LE TERRITOIRE	MOYEN
13	PRISE EN COMPTE DE L'AFFLUENCE DE L'ACTIVITE TOURISTIQUE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET LA GESTION DES EAUX USEES.	MOYEN

Scénario au fil de l'eau et études des incidences

SCENARIO AU FIL DE L'EAU

Il est observé sur le territoire une poursuite de la mise en conformité des équipements de gestion des eaux d'assainissement garantissant la qualité de l'eau rejetée dans le milieu naturel. La qualité des masses d'eau sur le territoire se maintient.

Le changement climatique et l'augmentation des besoins en matière d'eau potable réduisent la quantité d'eau potable disponible sur le territoire, en particulier en période d'étiage. Aussi, des équipements d'assainissement des eaux usées présentent des dysfonctionnements entraînant un rejet d'eau peu qualitatif dans les milieux naturels.

INCIDENCES POSITIVES ATTENDUES

- Des stations épuratoires permettant le développement du territoire ;
- Une augmentation des températures des eaux douces favorisant la capacité auto épuratoire des milieux naturels.

INCIDENCES NEGATIVES ATTENDUES

- Un étalement urbain détériorant la ressource en eau du territoire ;
- L'augmentation des fortes pluies en hiver malgré une réduction du volume de précipitations pourrait dégrader la capacité épuratoire des stations d'épuration du fait d'une augmentation des eaux pluviales à gérer voire des eaux de mer et d'un milieu épuratoire non adapté (concentration trop élevée d'eaux pluviales).
- Une eau potable qui pourrait se raréfier plus fortement avec le dérèglement climatique entrainant des conflits d'usage ; les

	ressources en eau superficielle disposant d'un débit moindre et plus sujette aux pollutions ; ▪ Une eau potable qui pourrait être fragilisée par les pollutions liées aux eaux de ruissellement notamment.

Prise en compte de l'enjeu dans le PADD

NUMERO	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	HIERARCHISATION DE L'ENJEU	PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU	
4	PRESERVATION DES COURS D'EAU ET LEURS MILIEUX ASSOCIES	FORT	Le PADD indique vouloir préserver l'armature naturelle du territoire, notamment composée par les cours d'eau et les zones humides associées. Il vise également à préserver les structures végétales du territoire, notamment la trame bocagère qui joue un rôle de filtration des eaux.	+
10	MAINTIEN DE LA QUALITE DES EAUX POTABLES ET DES MASSES D'EAU QUI COMPOSENT LE TERRITOIRE	MOYEN	Le PADD met en parallèle l'importance de la conservation de la fonctionnalité des cours d'eau des vallées et rias et la production d'eau potable de bonne qualité. Il vise également à préserver les structures végétales du territoire, notamment la trame bocagère qui joue un rôle de filtration des eaux.	+
13	PRISE EN COMPTE DE L'AFFLUENCE DE L'ACTIVITE TOURISTIQUE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET LA GESTION DES EAUX USEES.	MOYEN	Le PADD fixe un objectif de production d'eau potable avec une cohérence entre qualité et quantité. Il indique de plus que le développement du tourisme et de la plaisance doit être cohérent avec les exigences liées au maintien de la bonne qualité des eaux.	+

Points de vigilance

Les mesures prises par le PADD n'appellent pas de point de vigilance particulier.

5.2.4 Les risques et les nuisances

Rappel des enjeux liés au thème

NUMERO	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	HIERARCHISATION DE L'ENJEU
1	PRISE EN COMPTE DES RISQUES D'INONDATION, DE SUBMERSION ET DE MOUVEMENTS DE TERRAIN	FORT
21	REDUCTION DES NUISANCES SONORES DANS LES ZONES URBAINES DEJA SOUMISES A CE RISQUE	MOYEN

Scénario au fil de l'eau et études des incidences

SCENARIO AU FIL DE L'EAU

Le territoire présente des risques naturels qui menacent l'intégrité des biens et des populations sur le territoire. Ces risques sont actuellement bien connus et des documents règlementaires ou de prévention permettent la réduction des dommages causés par ceux-ci. L'intensité et la fréquence des épisodes de catastrophes naturelles sont cependant amener à augmenter avec l'évolution liée au changement climatique. De plus, des risques d'un nouveau genre tel que les épisodes de canicule impacteront encore plus les populations.

Avec l'augmentation de la population, l'exposition aux nuisances sonores ou olfactives risquent d'augmenter également.

SCENARIO AU FIL DE L'EAU	INCIDENCES NEGATIVES ATTENDUES
▪ Une population préservée des risques naturels connus : inondation, mouvement de terrain, submersion.	▪ Une population exposée à des risques naturels de plus en plus violents et aux épisodes de plus en plus fréquents ; ▪ Un territoire mal préparé aux risques naturels d'un nouveau genre (canicule…) ; ▪ Des nuisances sonores et olfactives en augmentation du fait de la hausse de la population ; ▪ Des risques radon renforcés par le confinement des logements rénovés thermiquement.

Prise en compte de l'enjeu dans le PADD

NUMERO	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	HIERARCHISATION DE L'ENJEU	PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU	
1	PRISE EN COMPTE DES RISQUES D'INONDATION, DE SUBMERSION ET DE MOUVEMENTS DE TERRAIN	FORT	Le PADD vise à ne pas aggraver les risques naturels sur le territoire, en les intégrant le	+

			plus en amont possible dans la démarche projet.	
21	REDUCTION DES NUISANCES SONORES DANS LES ZONES URBAINES DEJA SOUMISES A CE RISQUE	MOYEN	Le PADD n'aborde pas la question des nuisances sonores en zones urbaines.	-

Points de vigilance

Il sera vérifié dans les chapitre suivants (*Parties 4 et 5*) que ces points de vigilances sont bien pris en compte à travers des dispositifs règlementaires :

- La réduction des nuisances sonores dans les zones urbaines déjà soumises à celles-ci.

5.2.5 Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire

Rappel des enjeux liés au thème

NUMERO	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	HIERARCHISATION DE L'ENJEU
2	ANTICIPATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ENSEMBLES URBAINS ET LES SECTEURS LITTORAUX AU REGARD DU RENFORCEMENT DES RISQUES NATURELS ATTENDUS ET AU VU D'UN RISQUE DE FRAGILISATION DE LA SANTE HUMAINE	FORT
3	REDUCTION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE NOTAMMENT DANS LE SECTEUR AGRICOLE	FORT
11	REDUCTION DES POLLUANTS ATMOSPHERIQUES LIES PARTICULIEREMENT AUX ACTIVITES AGRICOLES, AUX TRANSPORTS ET A CERTAINS MODES DE CHAUFFAGE	MOYEN
12	GARANTIE D'UNE APPROCHE ENERGETIQUE EFFICIENTE DANS LE SECTEUR DU BATIMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'INDUSTRIE	MOYEN
16	POURSUITE DU RECYCLAGE DES DECHETS ET RENFORCEMENT DE LA VALORISATION MATIERE ET ORGANIQUE	MOYEN
17	POURSUITE D'UNE PRODUCTION LOCALE D'ENERGIE RENOUVELABLE ET FATALE ET DIVERSIFICATION DES SOURCES DE PRODUCTION	MOYEN
18	RENFORCEMENT DES AMENAGEMENTS ET CONSTRUCTIONS SOBRES EN MATERIAUX ET DURABLES	MOYEN
22	GARANTIE DE L'AUTONOMIE DU TERRITOIRE VIS-A-VIS DES GRANULATS ET VEILLER A LA REDUCTION DES MATERIAUX DE CONSTRUCTIONS	FAIBLE

23	DIVERSIFICATION DES MODES DE VALORISATION LES DECHETS	FAIBLE

Scénario au fil de l'eau et études des incidences

SCENARIO AU FIL DE L'EAU

Le changement climatique impactera durablement les modes de vie du territoire. En effet, le parc de logement relativement énergivore est également peu adapté aux épisodes de catastrophes naturelles intenses (canicule, fortes pluies, inondations…).

Les émissions de gaz à effet de serre et donc d'émission de particules polluantes dans l'air continueront d'augmenter, notamment dans le secteur des transports et de l'agriculture. Cette dynamique continuera d'alimenter le réchauffement climatique.

Le développement de l'utilisation des dispositifs d'énergies renouvelables continuera à augmenter, cependant, le territoire restera également dépendant des territoires voisins avec un recours important aux matériaux provenant de territoires extérieurs, et avec une ressource en bois sous-exploitée.

Enfin, la production de déchets diminue progressivement mais la valorisation privilégiée reste l'incinération, pratique peu durable.

INCIDENCES POSITIVES ATTENDUES

- Des stations épuratoires permettant le développement de certaines filières d'énergies renouvelables ;
- Maintien de la ressource en bois pouvant être exploitée en partie par des filières énergétiques ;
- Un recyclage renforcé des déchets favorisant la gestion locale et durable de matériaux ;
- Progression du mix énergétique ;
- Développement de la part des énergies renouvelables.

INCIDENCES NEGATIVES ATTENDUES

- Un étalement urbain détériorant la ressource en sol et sous-sol et les capacités alimentaires, et énergétique du territoire ;
- Une réduction des déchets limitant le potentiel énergétique des centres d'incinération ;
- Une augmentation de la population et du développement économique induisant une augmentation des besoins en ressources : eau, énergie et matériaux ;
- Des zones d'habitats, des équipements et des bâtiments écologiques fissurés et irrémédiablement dégradés du fait d'un changement climatique insuffisamment anticipé ;
- Une inadaptation des modes de vie, des habitations et du tissu urbain aux périodes caniculaires entrainant des problèmes de santé pour les habitants ;
- Une raréfaction de la ressource en eau et une pollution attendue du fait du changement climatique impactant la santé humaine et la trame bleue ;

	▪ Des fonctionnalités écologiques fragilisées par le changement climatique renforçant le stress hydrique, la réduction des débits d'eau, les feux de forêts et la migration de nuisibles.

Prise en compte de l'enjeu dans le PADD

NUMERO	ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	HIERARCHISATION DE L'ENJEU	PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU	
2	ANTICIPATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES ENSEMBLES URBAINS ET LES SECTEURS LITTORAUX AU REGARD DU RENFORCEMENT DES RISQUES NATURELS ATTENDUS ET AU VU D'UN RISQUE DE FRAGILISATION DE LA SANTE HUMAINE	FORT	Le PADD prévoit de contribuer à la prise en compte des risques en réduisant et en adaptant la vulnérabilité du territoire face à eux, en favorisant leur connaissance et en prévoyant les cas échant des principes particuliers de gestion de l'urbanisation dans les sites soumis à des aléas. Le développement de cette connaissance permettra d'adapter le territoire au fur et à mesure en suivant les scénarios et les conséquences du changement climatique.	+
3	REDUCTION DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE NOTAMMENT DANS LE SECTEUR AGRICOLE	FORT	Le PADD prévoit le développement d'une mobilité plus durable (modes doux et transports en commun) ce qui permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment celles dues au secteur du transport.	+
11	REDUCTION DES POLLUANTS ATMOSPHERIQUES LIES PARTICULIEREMENT AUX ACTIVITES AGRICOLES, AUX TRANSPORTS ET A CERTAINS MODES DE CHAUFFAGE	MOYEN	Le PADD prévoit le développement d'une mobilité plus durable (modes doux et transports en commun) ce qui permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il engage le territoire vers une transition énergétique qui suppose le développement des énergies alternatives et des rénovations énergétiques. Ces deux objectifs permettront de réduire les polluants atmosphériques.	+
12	GARANTIE D'UNE APPROCHE ENERGETIQUE EFFICIENTE DANS LE SECTEUR DU BATIMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'INDUSTRIE	MOYEN	Le PADD prévoit d'engager sa transition énergétique en visant l'autonomie énergétique et en favorisant la mise en œuvre d'un urbanisme durable. La qualité et le confort énergétique du bâti seront	+

			renforcés avec la requalification du bâti existant et la mise en œuvre de formes architecturales et urbaines moins consommatrices d'énergies et d'espaces. Un urbanisme durable sera également mis en place avec l'implantation de nouvelles urbanisations qui s'inscrit dans une stratégie fonctionnelle de rapprochement des lieux d'activités, des lieux d'habitation et des lieux de vie dans un souci d'économie d'énergie, de réseaux d'énergie adaptés, de diminution des temps de transports et des émissions de gaz à effet de serre. Cela permettra de réduire la consommation énergétique actuelle du territoire.	
16	POURSUITE DU RECYCLAGE DES DECHETS ET RENFORCEMENT DE LA VALORISATION MATIERE ET ORGANIQUE	MOYEN	Le PADD prévoit une réduction des déchets et un renforcement de leur recyclage. Le territoire présente, par ailleurs, des opportunités en termes de retraitement et de recyclage des déchets ménagers, des déchets industriels, des déchets verts, des lisiers et des boues d'épuration.	+
17	POURSUITE D'UNE PRODUCTION LOCALE D'ENERGIE RENOUVELABLE ET FATALE ET DIVERSIFICATION DES SOURCES DE PRODUCTION	MOYEN	Le PADD vise à engager la transition énergétique du territoire, notamment en développant des énergies alternatives par la valorisation des ressources disponibles localement (vent, biomasse, énergie marine, déchets domestiques ou industriels, solaire) avec la volonté de favoriser la valeur ajoutée locale en matière de production, stockage, valorisations...	+
18	RENFORCEMENT DES AMENAGEMENTS ET CONSTRUCTIONS SOBRES EN MATERIAUX ET DURABLES	MOYEN	Le PADD prévoit de développer les biomatériaux sur le territoire, permettant de mettre en place des aménagements et constructions plus durables.	+
22	GARANTIE DE L'AUTONOMIE DU TERRITOIRE VIS-A-VIS DES GRANULATS ET VEILLER A LA REDUCTION DES MATERIAUX DE CONSTRUCTIONS	FAIBLE	Le PADD fixe comme objectif la pérennisation de l'alimentation en granulat sur le territoire tout en respectant les autres orientations du SCoT en matière de préservation de l'environnement.	+

23	DIVERSIFICATION DES MODES DE VALORISATION LES DECHETS	FAIBLE	Aucune mesure dans le PADD	-

Points de vigilance

Il sera vérifié dans les chapitre suivants *(Parties 4 et 5)* que ces points de vigilances sont bien pris en compte à travers des dispositifs règlementaires :

- La diversification des modes de valorisation des déchets.

5.3 IDENTIFICATION DES POINTS DE VIGILANCE DU PROJET URBAIN ATTENDU

L'analyse du PADD met en lumière 8 points de vigilance, dont la majorité concerne le paysage, le patrimoine et les milieux naturels. En particulier, le projet retenu prend en compte l'enjeu de maintien de la trame verte et bleue et restaurer les ensembles naturels fragilisés dont des espaces bocagers :

SYNTHESE DES POINTS DE VIGILANCE :

- La consommation de 120 hectares prévue jusqu'à l'horizon 2031 et de 24 hectares pour la période 2031-2034 ;
- La prise en compte et la restauration des ensembles naturels fragilisés tels que les espaces bocagers ;
- Le maintien des populations de chauves-souris ;
- La valorisation des vues, notamment sur les Montagnes Noires et sur le littoral ;
- La valorisation du mode de vie et du tissu urbain autour de Scaër ;
- La poursuite de l'état des connaissances sur les zones de présomptions archéologiques ;
- La réduction des nuisances sonores dans les zones urbaines déjà soumises à celles-ci ;
- La diversification des modes de valorisation des déchets

5.4 EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES INCIDENCES DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES, OAP ET DES CHOIX STRATEGIQUES D'AMENAGEMENT SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES ENVISAGEES VIS-A-VIS DES CONSEQUENCES EVENTUELLEMENT DOMMAGEABLES

Rappel Méthodologique de l'évaluation environnementale basée sur les enjeux

Afin de couvrir l'ensemble des domaines environnementaux et dans un souci de clarté et de concision, les enjeux environnementaux identifié dans l'Etat Initial de l'Environnement (EIE) ont été regroupées au sein des thématiques suivantes :

- *Occupation du sol et consommation foncière ;*
- *Paysage, patrimoine et milieux naturels ;*
- *La ressource en eau et sa gestion ;*
- *Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire ;*
- *Les risques et les nuisances.*

Ainsi, dans cette partie, les dispositifs règlementaires sont analysés par thématique par rapport aux 27 enjeux environnementaux. Ces enjeux sont donc rappelés à chaque début de paragraphe.

Pour chaque thématique, l'analyse des incidences est développée en retraçant les questionnements qui ont fondé l'identification des impacts pressentis. Enfin, les mesures visant à éviter, réduire ou compenser les incidences négatives pressenties sont énoncées.

L'analyse s'appuie sur une liste de questions qui se veut exhaustive au regard des enjeux environnementaux. Cette liste vise à répondre à deux objectifs :

- *Être concis et pédagogique quant aux incidences négatives et positives du projet sur l'environnement ;*
- *Assurer une analyse détaillée de chacune des pièces de la phase règlementaire : zonage, règlements, annexes et OAP.*

Les mesures « ERC » et les incidences positives sont identifiées avec les logos suivants :

- *(+) : incidences positives*
- *(E) : mesures d'Evitement*
- *(R) : mesures de Réduction*
- *(C) mesure de Compensation.*

5.4.1 Occupation du sol et consommation foncière

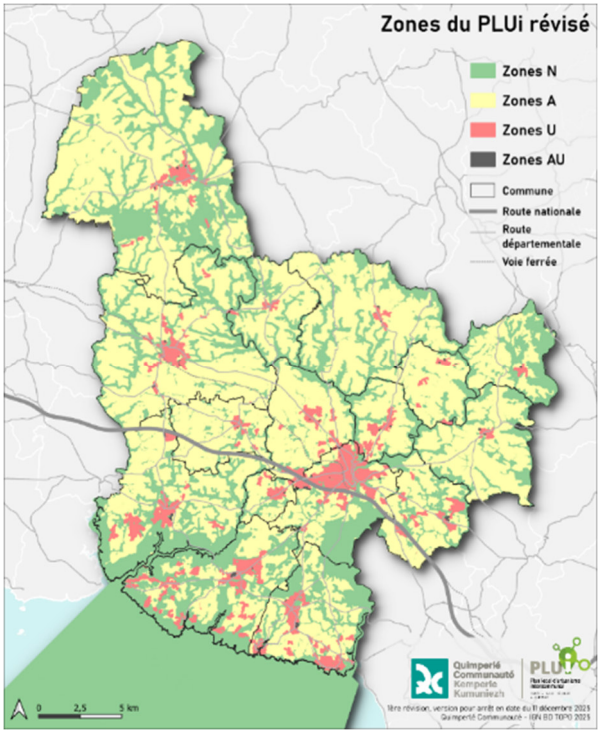
Rappel des enjeux thématiques issus du diagnostic :

Numéro	Enjeux environnementaux	Hiérarchisation de l'enjeu
9	Lutte contre l'étalement urbain particulièrement dans l'agglomération de Quimperlé, le littoral et le long de la RN165	Moyen

Analyse détaillée des incidences environnementales :

5.4.1.1 *Les dispositifs réglementaires conduisent-ils à la limitation de la consommation des espaces naturels et agricoles ?*

(+) Le PLUi classe 62% de la surface totale du territoire en zone agricole A et 32% de son territoire en zone naturelle N. Les zones à urbaniser représentent moins de 1% de la surface globale du zonage de Quimperlé Communauté.



Localisation des zones agricoles, naturelles, urbaines et à urbaniser

(R) Les prescriptions concernant les droits à bâtir sur ces zones sont très restrictives. En effet, le règlement écrit du PLUi précise que :

- La zone A est liée à l'activité agricole et que seules sont autorisées les constructions et installations nécessaires à cette activité. Concernant les constructions à vocation d'habitation, le règlement autorise uniquement les logements créés par changement de destination ou suite à évolution des habitations existantes ainsi que les extensions ou les annexes, sous conditions.
- La zone N est liée aux espaces à protéger au regard de la qualité des sites. Seules sont admises les constructions et installations liées aux activités agricoles et forestières, les logements créés par changement de destination ou suite à évolution des habitations existantes ainsi que les extensions ou les annexes, sous conditions.

(R) Par apport à la période passée, le zonage inscrit un développement urbain assurant la réduction de la consommation d'espace. Ainsi, il est attendu une consommation d'espace moindre de l'ordre de 9,5 hectares (2024-2034) par an contre 18,6 entre 2014 et 2024 soit une baisse de 48%.

Les incidences du projet sur la consommation des terres naturelles et agricoles sont réduites.

5.4.1.2 *Les dispositifs réglementaires conduisent-ils à la limitation de l'étalement urbain ?*

(R) Afin de limiter le phénomène d'étalement urbain, le PLUi positionne les 68 zones de développement à vocation d'habitat (zones 1AU) en densification ou en extension directe du tissu urbain initial. La consommation d'ENAF totale à vocation résidentielle classée en zone à urbaniser est de 73 hectares.

(R) 38% de l'objectif de production de logement est réalisé en intensification du tissu urbain déjà existant, cet objectif comprend :

- Majoritairement des secteurs repérés par l'étude du référentiel foncier (1391 soit 87% des logements en intensification) ;
- Des objectifs de remise sur le marché de logements vacants (156 logements) ;
- Des changements de destination (41 logements).

L'objectif minimal du SCoT est de 18% (en moyenne), ainsi le PLUi va plus loin sur cette question pour limiter l'étalement urbain de son développement.

Cette mesure permet d'implanter les nouvelles constructions et installations dans l'enveloppe urbaine des bourgs et des pôles communaux et de limiter le phénomène d'étalement urbain.

Les incidences du projet sur l'étalement urbain sont réduites.

5.4.1.3 Synthèse des incidences des outils réglementaires

Numéro	Enjeux environnementaux	Hiérarchisation de l'enjeu	Prise en compte de l'enjeu	
9	Lutte contre l'étalement urbain particulièrement dans l'agglomération de Quimperlé, le littoral et le long de la RN165	Moyen	Le PLUi classe 94% de sa surface totale en zone agricole (62%) ou naturelle (32%). Des règles très restrictives d'implantation de nouvelles constructions ou installations s'appliquent dans ces zones. De plus, les zones à urbaniser représentent moins de 1% de la surface globale du zonage de Quimperlé Communauté. Le PLUi positionne la totalité de ces zones de développement à vocation d'habitat en densification ou en extension directe du tissu urbain existant. 38% de l'objectif de production de logement est réalisé en intensification du tissu urbain déjà existant.	+

- **Mesures compensatoires éventuelles**

Sans objet.

5.4.2 Paysage, patrimoine et milieux naturels

Rappel des enjeux thématiques issus du diagnostic

Numéro	Enjeux environnementaux	Hiérarchisation de l'enjeu
5	Maintien de la trame verte et bleue et restaurer les ensembles naturels fragilisés dont des espaces bocagers.	Fort

6	Maintien de la qualité écologique des espaces littoraux, aquatiques et boisés au Sud et aux espaces bocagers au Nord.	Fort
7	Préservation du littoral et ses milieux associés notamment la mosaïque écologique existante	Fort
8	Amélioration de la gestion des ensembles boisés (bocage et forêt) en lien avec leur fonctionnalité écologique	Fort
14	Maintien des paysages arborés	Moyen
19	Veiller à porter attention aux populations de chauves-souris	Moyen
20	Préservation de l'identité de chaque unité paysagère et des ensembles patrimoniaux et préservation des sites majeurs	Moyen
24	Préservation et valorisation des vues notamment sur les Montagnes noires et le littoral	Faible
25	Maintien de la qualité paysagère et patrimoniale du tissu bâti notamment dans les zones résidentielles, économiques et commerciales offrant DÉJÀ un paysage banalisé et particulièrement dans l'agglomération de Quimperlé et sur la côte littorale	Faible
26	Valorisation du mode de vie et du tissu bâti autour de Scaër	Faible
27	Poursuite de l'état des connaissances des zones de présomption archéologiques	Faible

Analyse détaillée des incidences environnementales

5.4.2.1 Les dispositifs réglementaires prennent-ils en compte la Trame Verte et Bleue du territoire ?

(R) Le maintien de la Trame Verte et Bleue a été intégré dans le règlement du PLUi, par le biais de prescriptions graphiques protégeant les haies, les talus, les alignements d'arbres, des arbres remarquables, les espaces boisés, et les zones humides. L'addition de ces différentes prescriptions graphiques permet d'assurer le maintien de la trame verte et bleue du territoire.

(R) Par ailleurs, les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques (identifié à l'échelle du SCoT) sont généralement préservés par un zonage N et parfois A. Ces zonages permettent de contraindre fortement la constructibilité et donc de protéger ces espaces sensibles.

Les incidences du projet sur la Trame Verte et Bleue sont réduites. *Les mesures de réductions sont précisées dans les paragraphes suivants.*

5.4.2.2 Les dispositifs réglementaires assurent-ils le maintien et la restauration des espaces bocagers ?

(R) Le PLUi classe les espaces bocagers du territoire en zone Agricole (A) et suivant d'autres enjeux environnementaux en zone Naturelle (N), ce qui permet de maintenir l'activité agricole sur ces secteurs.

(E) Afin d'éviter la destruction des haies, structure paysagère majeure du bocage, le PLUi repère les linéaires sur les documents graphiques par une trame règlementaire au titre de l'article L.151-23 du CU. Les prescriptions règlementaires associées à cette trame obligent notamment à déclarer tout travaux ou modifications entrainant la destruction de la haie. A noter, **la quasi-totalité du linéaire de haie du territoire, c'est-à-dire 3 681 km**, est protégé dans le PLUi.



Exemple de haies bocagères identifiées au titre de l'article L.151-23 du CU, commune de Le Trévoux

(R) Le PLUi prend des mesures afin de conserver les linéaires de haies qui constituent le fondement des paysages bocagers. En effet, des mesures compensatoires sont imposées lors de la destruction d'une haie. Il assure ainsi le maintien de la structure et de la fonctionnalité de ce milieu particulier.

Même si le règlement du PLUi autorise l'arrachage des haies, des mesures compensatoires sont inclues dans le règlement ce qui permet de réduire les incidences du projet sur les espaces bocagers. Il peut être souligné la bonne prise en compte de cet enjeu (identifié comme « Fort » sur le territoire) par la protection de la presque totalité des haies du territoire dans le document d'urbanisme. De plus, l'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » pose et détaille le principe de réintensifier le rôle du bocage sur l'ensemble du territoire.

5.4.2.3 Les dispositifs règlementaires assurent-ils ils l'amélioration de la gestion des ensembles boisés en lien avec leur fonctionnalité écologique ?

(R) Le PLUi classe les ensembles boisés du territoire en zone N, ce qui permet de limiter très fortement la constructibilité sur ces espaces.

(E) Le PLUi repère sur les documents graphiques des boisements d'importance par une trame règlementaire au titre de l'article L.113-1 du CU (« Espace Boisé Classé » – EBC). La règlementation associée permet de conserver le couvert boisé en interdisant tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol susceptible de compromettre l'intégrité des boisements. De plus, les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable dans les conditions prévues à l'article L 421-4 du code de l'urbanisme.



Exemple de boisements identifiés au titre de l'article L.113-1 du CU, commune de Querrien.

(R) Afin de limiter la destruction d'autres boisements d'intérêt moindre, le PLUi repère également les boisements à protéger par une trame règlementaire au titre de l'article L.151-23 du CU. Les prescriptions règlementaires associées à cette trame obligent à la préservation de ces éléments. Pour cela, les travaux ayant pour effet de modifier ou de détruire l'espace boisé doivent faire l'objet d'une déclaration préalable. Cet outil permet tout de même la destruction de ces boisements.



Exemple de boisements identifiés au titre de l'article L.151-23 du CU, commune de Locunolé.

(R) Par ailleurs, afin de renforcer les continuités écologiques liées aux boisements, le PLUi identifie quelques secteurs d'EBC sur des espaces non boisés afin de renforcer la sous-trame.



Exemple d'EBC à créer sur la commune de Locunolé

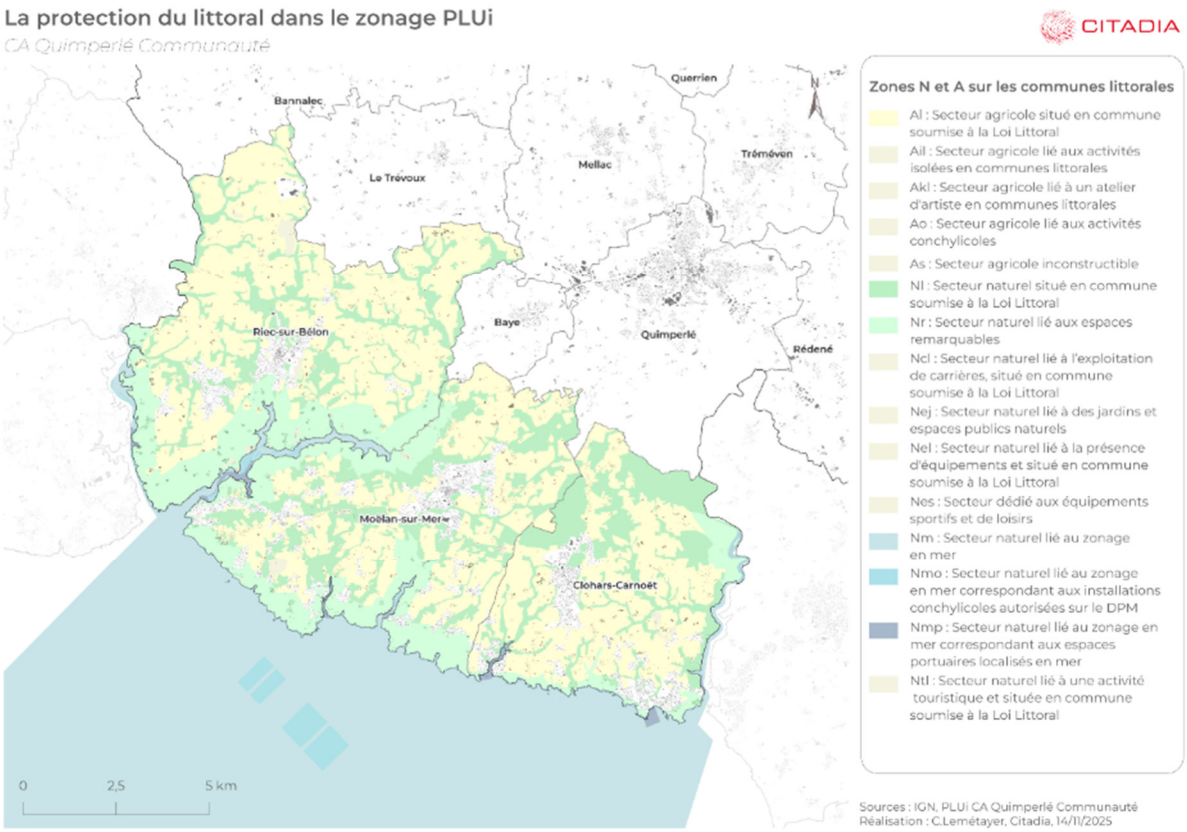
Les mesures prises par le PLUi permettent de maintenir le couvert boisé actuellement existant sur le territoire, voire de développer les continuités écologiques. Les incidences potentielles négatives du projet sur les boisements sont prises en compte et réduites.

5.4.2.4 Les dispositifs réglementaires assurent-ils la préservation du littoral et de ses milieux associés ?

(R) Le PLUi prend en compte les spécificités des secteurs littoraux en leur attribuant un classement spécifique :

- Les zonages Al et Nl pour les zones agricoles et naturelles situées dans les communes soumises à la Loi littoral ;
- Le zonage As correspondant au secteur agricole inconstructible ;
- Le zonage Ao lié aux activités conchylicoles ;
- Le zonage Ail lié aux activités isolées;
- Le zonage Akl lié à un atelier d'artiste ;
- Le zonage Nm, Nmo et Nmp lié au zonage en mer ;
- Le zonage Nr lié aux espaces remarquables du littoral ;
- Le zonage Ncl lié à l'exploitation de carrières ;
- Le zonage Ntl lié aux activités touristiques ;
- Le zonage Nel lié à la présence d'équipements ;
- Le zonage Nes dédié aux équipements sportifs et de loisirs ;
- Le zonage Nej lié aux jardins et espaces publics et privés naturels.

Ces zonages sont très restrictifs quant à l'implantation de nouvelles constructions ou installations sur les espaces côtiers.



(E) Sur le territoire, 3 communes sont concernées par les prescriptions règlementaires de la Loi littoral : Clohars-Carnoët, Moëlan-sur-Mer, et Riec-sur-Bélon. Cette loi vise notamment à conserver la naturalité des zones littorales en limitant très fortement les possibilités d'urbanisation sur ces espaces. Les principes majeurs de la Loi littoral sont :

- L'interdiction d'urbaniser dans une bande de 100m à compter de la limite haute du rivage ;
- Sur les communes concernées par la Loi littoral et hors de la bande des 100m, l'urbanisation nouvelle doit être réalisée en continuité de celle existante.

Au regard des évolutions potentielles de la limite haute du rivage, la bande des 100 mètres ne figure pas sur les plans. Cependant, le PLUi précise qu'un principe d'inconstructibilité doit être observé dans cette bande.

(**E**) Une prescription spécifique aux communes littorales est dédiée au Espaces Boisés Significatifs présents sur ces communes. Cette prescription est établie au titre de la loi littoral.

Le PLUi respecte les règles de la Loi littoral. Il prend en compte les spécificités des espaces littoraux en leur attribuant un zonage permettant de conserver leur naturalité tout en encourageant les activités traditionnellement reliées à ces espaces. Les incidences du projet sur les milieux littoraux sont réduites.

5.4.2.5 Les dispositifs règlementaires assurent-ils la préservation des cours d'eau et des zones humides associées ?

Cours d'eau :

(E) Le PLUi classe la quasi-totalité des tracés des cours d'eau et de leurs abords en zone N permettant d'éviter l'urbanisation / les constructions au plus proche des cours d'eau.

(E) De plus, le règlement écrit du PLUi précise qu'en dehors des zones U et AU, une règle de retrait de 10 m par rapport aux berges des cours d'eau repérés sur les documents graphiques doit être respectée pour l'implantation des nouvelles constructions ou installations. Ainsi dans les secteurs ayant le plus d'enjeux de préservation des berges (zones agricoles et naturelles), une protection adaptée est mise en place dans le PLUi.

Zones humides :

(**R**) Le PLUi repère sur les documents graphiques les zones humides par une trame règlementaire au titre de l'article L.151-23 du CU. Le règlement écrit précise que tout travaux ou aménagement susceptible d'altérer une zone humide sont strictement interdits. Néanmoins, si un projet affectant une zone humide en peut pas être déplacé pour diverses raisons, le règlement du PLUi rappelle que des mesures compensatoires devront être mises en place, sous condition d'autorisation préfectorale et en adéquation avec les dispositions du SAGE. Il assure ainsi la préservation de ces milieux en intégrant la nécessité de compenser une zone humide détruite.

6 secteurs de projet (OAP) croisent ou jouxtent une zone humide. Il s'agit des secteurs suivants (leur analyse spécifique est à retrouver dans la partie 5 de ce présent document) :

- **Arzano : Terrain de foot.**
- **Baye : Route de Kerhuel.**
- **Clohars-Carnoët : Quilien – Langlazic.**
- **Moëlan-sur-Mer : Ouest Bourg.**
- **Quimperlé : Secteur ZAE Kervidanou 1 sud.**
- **Riec-sur-Bélon : Rue de la paix.**

L'analyse précise des incidences et mesures ERC des sites de projet sur les zones humides est réalisée dans la partie 5 du présent document.

Même si le règlement du PLUi autorise la destruction d'une zone humide, des mesures compensatoires sont inclues dans le règlement ce qui permet de réduire les incidences du projet sur les espaces humides.



Exemple de zones humides identifiées au titre de l'article L.151-23 du CU, commune de Le Trévoux

Le PLUi sauvegarde les linéaires de cours d'eau et les zones humides associées, notamment par l'apposition de trames règlementaires assorties de prescriptions limitant très fortement les travaux ou aménagements susceptibles de détruire ces éléments. Les incidences du projet sur les cours d'eau et les zones humides sont réduites.

5.4.2.6 Les dispositions règlementaires permettent-elles de lutter contre la pollution lumineuse ?

(**R**) Les mesures de limitation de l'urbanisation en extension des enveloppes urbaines favorisent la préservation d'espace sans pollution lumineuse.

(**R**) Par ailleurs le règlement des OAP économiques comportent des principes sur l'éclairage extérieur, qui visent à limiter la pollution lumineuse :

- L'éclairage extérieur ne devra pas rayonner vers le ciel (ULOR 0 et devra impérativement être dirigé vers le bas ;
- Sera obligatoirement de technologie LED ou équivalent ;
- Devra être éteint en période d'inoccupation du site (hors usage de sécurité).

5.4.2.7 Les dispositions réglementaires assurent-ils la préservation de l'identité de chaque unité paysagère et des ensembles patrimoniaux ?

(**R**) Le PLUi prend en compte les particularités paysagères du territoire :

- Il classe 62% de la surface totale du territoire en zone agricole A et 32% en zone naturelle N. Les prescriptions réglementaires associées à ce type de zonage sont très restrictives concernant l'implantation de nouvelles constructions ou installations à vocation d'habitat. Ces mesures permettent de limiter la consommation d'espace naturel et agricole et de conserver l'intégrité des grands paysages du territoire.

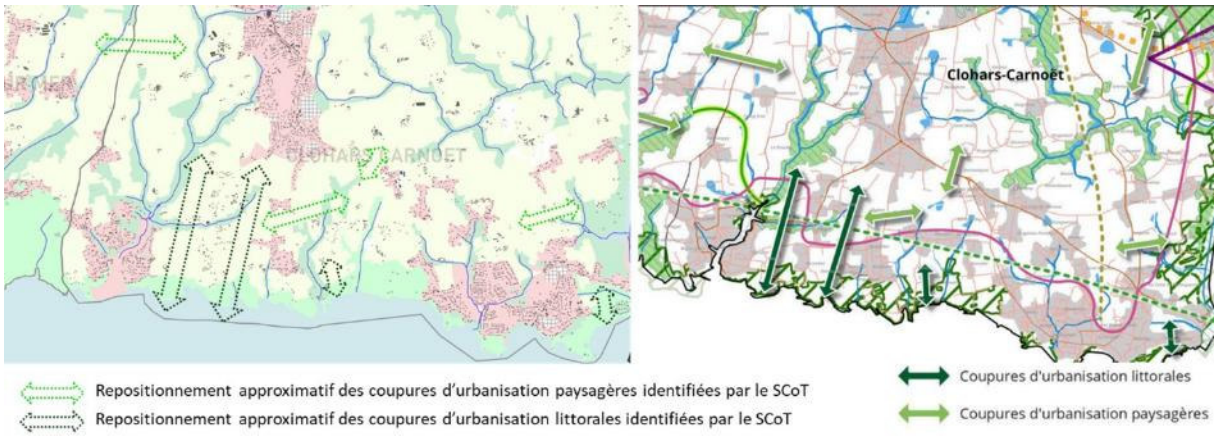
- Dans cette même démarche, le PLUi positionne tous ces secteurs de développement à vocation d'habitat en densification ou en extension directe du tissu urbain existant. Cette mesure permet de contrôler strictement l'étalement de l'urbanisation et de limiter la dynamique de mitage des espaces.

- Les communes littorales font l'objet de zonages A et N spécifiques qui permettent de mieux prendre en compte les spécificités paysagères et d'activités liées à l'implantation en bord de mer (zonages Al, Nl, As, Ao, Nm, Nmo, Nmp, Nr). Ces zonages sont très restrictifs quant aux nouvelles constructions et installations autorisés. Ils garantissent la naturalité du trait de côte tout en permettant les activités liées à celui-ci.
- Les éléments participant à la composition paysagère du territoire sont protégés par des outils adaptés : Espace Boisé Classé, Boisement à protéger, Haies à protéger…

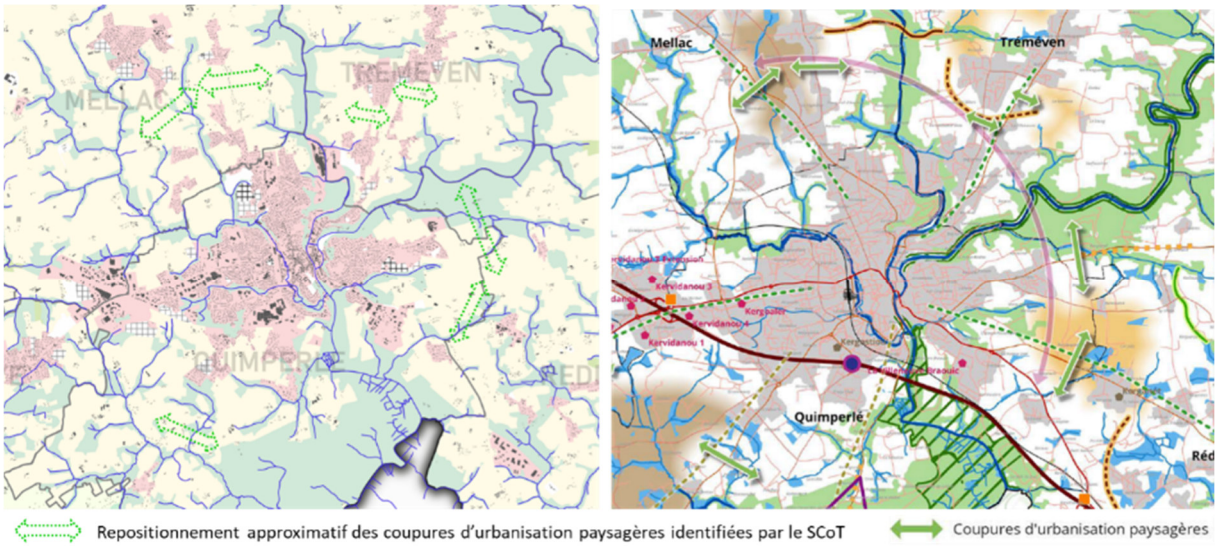
Par la déclinaison de son zonage et diverses mesures, le PLUi œuvre à la préservation de l'organisation des paysages du territoire. Les incidences du projet les paysages du territoire sont réduites.

5.4.2.8 Les dispositions règlementaires garantissent-elles le maintien des coupures d'urbanisation identifiées par le SCoT ?

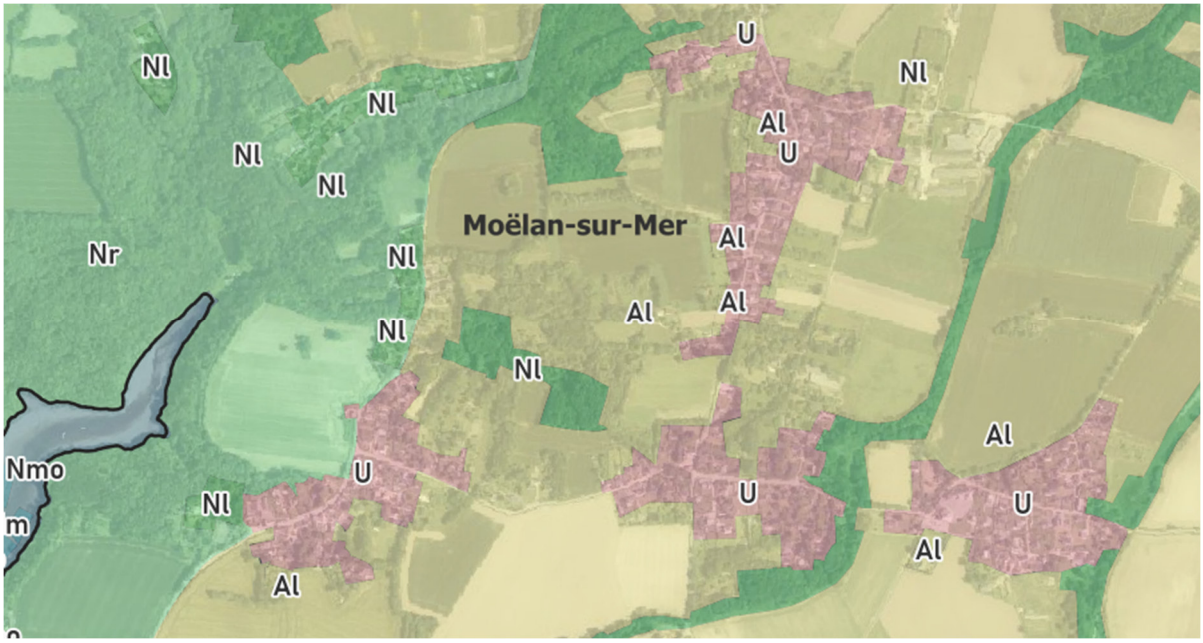
(**R**) Un zonage A ou N est appliqué au niveau des coupures d'urbanisation identifiée par le SCoT, ce qui les protège d'une urbanisation en extension des enveloppes urbaines existantes qui pourraient tendre à la disparition de ces coupures paysagères. Les zonages A et N ne permettent en effet qu'un développement marginal des habitations existantes.



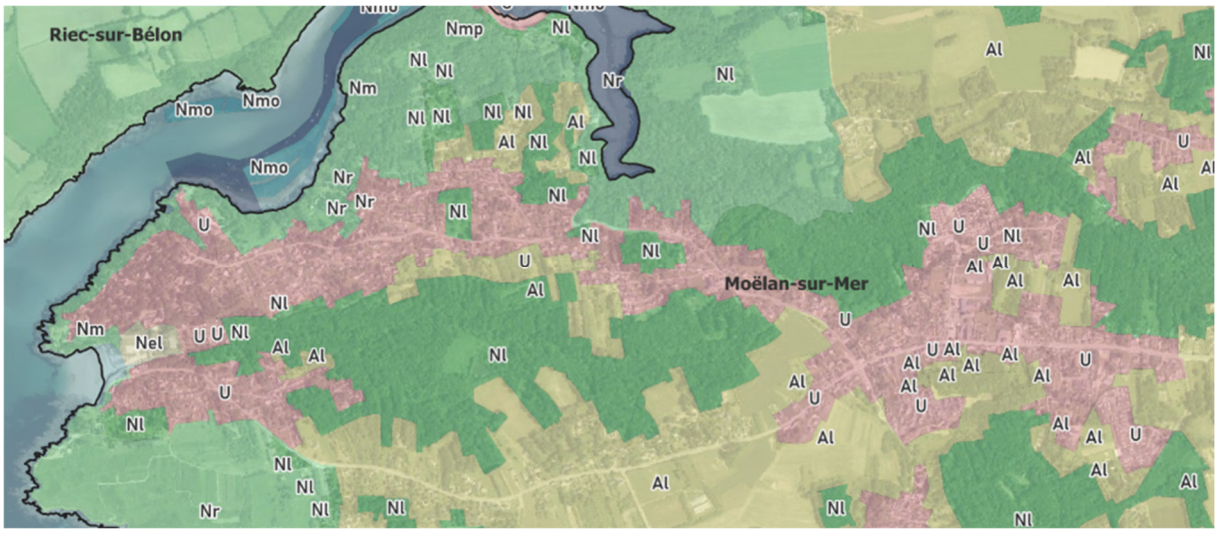
Comparaison du zonage (à gauche) et de la carte du DOO du SCoT (à droite) faisant figurer les coupures d'urbanisation sur la commune de Clohars-Carnoët



Comparaison du zonage (à gauche) et de la carte du DOO du SCoT (à droite) faisant figurer les coupures d'urbanisation aux abords de la commune de Quimperlé



Zoom sur le secteur de Kergostiou à Moëlan-sur-Mer : des zonages Al et Nl spécifiques aux communes littorales sont appliquées entre les enveloppes urbaines existantes, qui sont zonées en U. Aucune zone AU, qui pourrait venir supprimer une coupure urbaine n'est présente sur le secteur.



Zoom sur le secteur de Pont-Men : les continuités urbaines existantes ne sont pas prolongées par des zones AU. Les zones AU se trouve au sein des enveloppes urbaines existantes.

5.4.2.9 Les dispositions réglementaires assurent-ils la préservation des sites majeurs ?

Le territoire compte 51 immeubles classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques, 5 sites inscrits, 3 sites patrimoniaux remarquables et 201 Zones de Prescription de Présomption Archéologique.

(**E**) Le PLUi prend en compte les sites inscrits présents sur le territoire. En effet, 2,6% de la surface totale des périmètres de sites inscrits est classé en zone U et 98% en zone A ou N.

(**R**) Le règlement du PLUi indique que l'ensemble des dossiers d'urbanisme, tels que les permis de construire seront automatiquement transmis au Service régional de l'Archéologie. Des fouilles préventives pourront être organisées en dehors du cadre du PLUi.

(**R**) **On note l'implantation d'une zone de développement dont une partie très minime en limite sud est incluse dans le périmètre du site inscrit « Rives de l'Aven et du Belon et littoral entre les rivières de Brigneau et de Mérrien », sur la commune de Riec-sur-Bélon.**

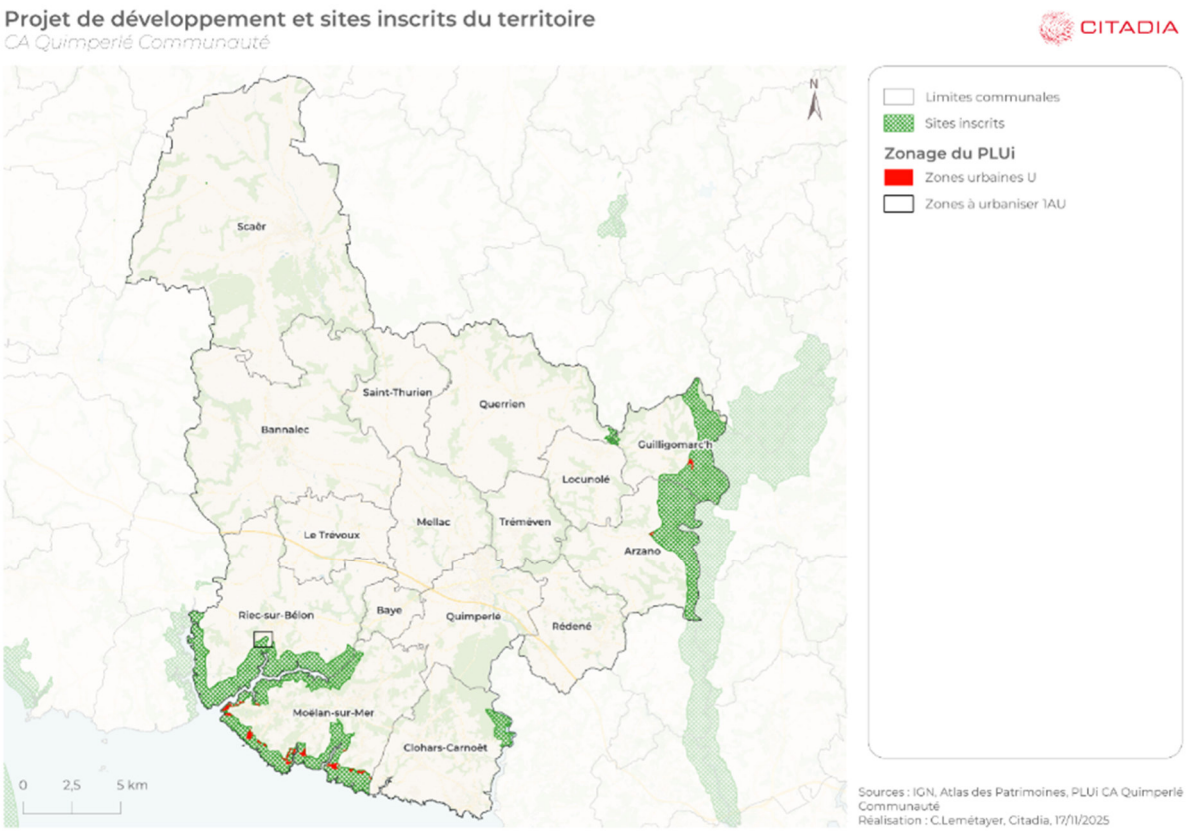


Des meures d'évitement et de réduction existent sur ce secteur :

(**R**) Le PLUi précise que les constructions existantes ou futures doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur.

(**R**) Les aménagements envisagés doivent valoriser le caractère paysager du site.

(**R**) Toutes les haies du territoire sont protégées, ainsi celles se trouvant sur le site de projet le sont aussi.



Ainsi, les incidences du projet sur les sites majeurs du territoire sont réduites.

5.4.2.10 Les dispositions réglementaires assurent-ils la préservation et la valorisation des vues notamment sur les montagnes noires et le littoral ?

(**R**) Le PLUi prend des mesures indirectes ayant pour effet de préserver les cônes de vue du territoire. En effet, il prescrit la bonne intégration des nouvelles constructions et il limite très fortement l'urbanisation sur la zone côtière en lien avec la Loi littoral.



(**E**) Les OAP précise dans les principes écrits les perspectives paysagères à protéger lors de l'aménagement de la zone lorsqu'une vue est à préserver.

Exemple de principe écrit veillant à préserver les vues lors de l'aménagement du site à Clohars-Carnoët.

Le PLUi prend en compte les cônes de vue à préserver dans les OAP règlementaires. Les incidences du PLUi sur les cônes de vue sont réduites et évitées.

5.4.2.11 Les dispositions réglementaires permettent-elles le maintien de la qualité paysagère et patrimoniale du tissu bâti ?

(**R**) Le règlement écrit permet de prescrire des règles d'implantation des constructions par rapport aux emprises publiques, aux voies, aux limites séparatives, des règles de hauteur des constructions et d'emprise au sol et ce dans toutes les zones U, A et N du territoire. Ainsi, la qualité architecturale est règlementée par des règles générales, sous forme de règle qualitative qui permettent de fixer une ambition globale, sans réellement donner d'instruction quantitative. Cela est complété par 5 plans graphiques zoomés sur les zones urbaines, qui règlementent les hauteurs, l'emprise au sol l'implantation par rapport aux limites séparatives, l'implantation par rapport aux voies et emprise publique et la mixité des fonctions. Ce travail de manière assez fine permet d'avoir des règles adaptées en fonction du contexte de chaque bourg de commune.

(**R**) Il prescrit également des règles liées à l'insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale des nouvelles constructions. Il est notamment précisé que toutes les constructions doivent s'insérer à leur environnement proche.

(**R**) Les cahiers des OAP précisent également des règles concernant la bonne insertion des nouvelles constructions dans le tissu bâti existant avec notamment la prescription des hauteurs, des retraits et des volumes autorisés mais également le traitement paysager du secteur. Le schéma de l'OAP indique les haies, franges paysagères ou éléments de paysage à créer, valoriser ou conserver. Ces règles sont précisées pour chacune des OAP permettant ainsi une intégration maximale des nouvelles constructions dans l'existant.



Exemple de d'éléments de paysage à créer ou à préserver sur une OAP

(**R**) Une OAP thématique « insertion architecturale et paysagère des constructions » encadre la réalisation des projets de construction ou d'aménagement et vise à :

- Garantir une bonne insertion des constructions dans le tissu urbain dans l'objectif d'avoir une architecture de qualité ;
- Garantir une bonne insertion des constructions dans l'environnement paysager ;
- Concilier la protection du patrimoine végétal ;
- Contribuer à une harmonie d'ensemble, entre les nouvelles constructions et le tissu existant.

Pour cela, elle a été conçue de façon à accompagner les pétitionnaires dans leur projet de construction, de réhabilitation, de rénovation ou d'aménagement et à les guider vers une meilleure prise en compte de l'héritage architectural et paysager du territoire, qui participe à l'identité locale et au cadre de vie.

(**R**) L'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale.

Les mesures prises par le PLUi permettent de veiller à la bonne insertion des nouvelles constructions dans le tissu urbain. Les incidences du projet sur la qualité paysagère et patrimoniale du tissu bâti sont réduites.

5.4.2.12 Les dispositions règlementaires du PLUi permettent-elles une sauvegarde des éléments de patrimoine naturel et bâti ?

Les arbres remarquables :

(**E**) Le PLUi repère les arbres remarquables du territoire sur les documents graphiques grâce à une trame règlementaire au titre de l'article L.151-23 du CU. Les prescriptions associées à cette trame précisent que ces arbres doivent être maintenus et que les constructions ou aménagements sont interdits sous le houppier de l'arbre et que les travaux ou modification qui portent atteinte à l'arbre doivent être déclarés au préalable. Cet outil permet tout de même la destruction de ces arbres si justifié par un motif d'intérêt général ;



Exemple d'un arbre remarquable identifié au titre de l'article L.151-23 du CU, commune de Quimperlé

Le patrimoine bâti :

(**E**) Le PLUi repère les éléments de patrimoine bâti sur les documents graphiques grâce à une trame règlementaire au titre de l'article L.151-19 du CU. Les prescriptions associées à cette trame précisent que les travaux ou modification effectuées sur ces éléments ne doivent pas dégrader l'aspect général et les caractéristiques architecturales de celui-ci.

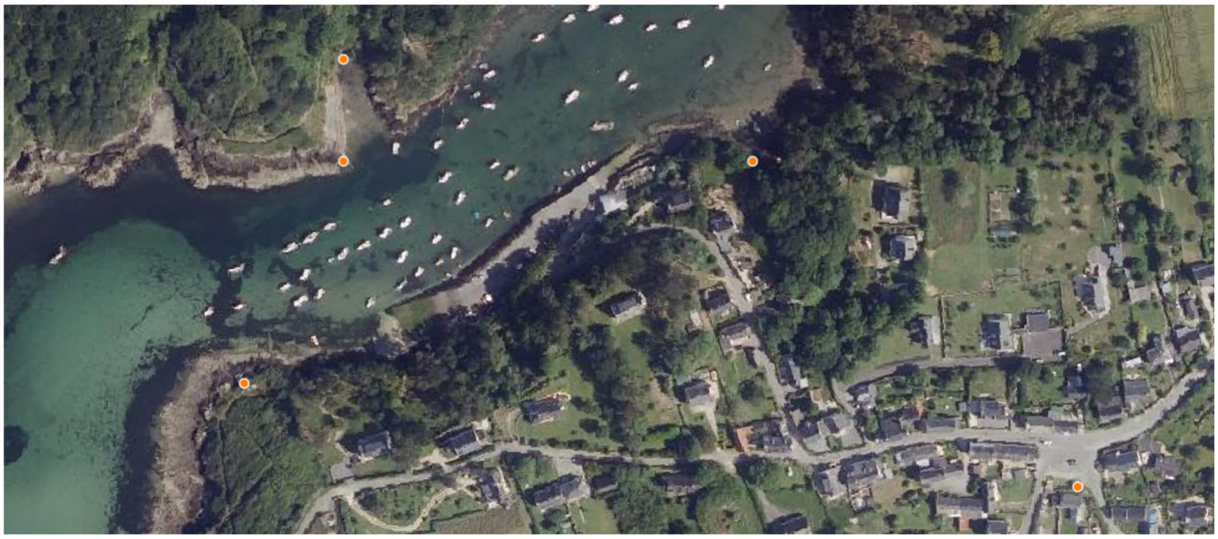


Exemple d'un élément de patrimoine bâti identifié au titre de l'article L.151-19 du CU, commune de Le Trévoux

Le petit patrimoine bâti :

(**R**) Le PLUi repère les éléments de petit patrimoine sur les documents graphiques grâce à une trame règlementaire au titre de l'article L.151-19 du CU (plus de 1 000 en tant que prescription ponctuelle).

Les prescriptions associées à cette trame précisent que les éléments identifiés par la trame règlementaire doivent être conservés. Les travaux ou modifications aboutissant à l'altération ou la destruction de l'élément doivent faire l'objet d'une déclaration préalable. Si une modification est autorisée, celle-ci devra respecter l'aspect global et les caractéristiques architecturales de l'élément concerné. Le travail de repérage de ces éléments s'est voulu le plus que possible exhaustif. Il a été réalisé par la communauté de commune pour avoir une vision globale des éléments à protéger. Cette protection semble donc adaptée sur l'ensemble des communes.



Exemple de repérage d'éléments de petit patrimoine identifiés au titre de l'article L.151-19 du CU, commune de Moëlan-sur-Mer

Le PLUi protège ainsi environ 921 éléments de patrimoine bâti et 1 157 éléments de petit patrimoine.

(R) Une OAP thématique au sujet du patrimoine a été réalisée dans le cadre du PLUi. Elle a pour objectif d'être un outil de référence en matière de protection patrimoniale. Elle doit permettre de révéler la richesse et les qualités propres au patrimoine local et donner des orientations pour permettre une évolution qualitative et cohérente du bâti et du paysage patrimonial. Ainsi l'OAP thématique « Patrimoine » vise à :

- Garantir l'entretien, la préservation, la conservation et la mise en valeur du patrimoine.
- Considérer le patrimoine dans sa contribution aux paysages des villes, à la cohérence architecturale et à la qualité de vie des différents quartiers.
- Favoriser et encourager des objectifs qualitatifs dans la réalisation des travaux soumis à autorisation.

Cette OAP thématique s'applique à l'ensemble des éléments patrimoniaux à protéger qui sont repérés au plan de zonage. Elle concerne avant tout les propriétaires de constructions existantes potentiellement amenés à réaliser des travaux de rénovation, d'extension ou de transformation de façades, mais aussi tout propriétaire de terrain projetant de construire dans la proximité immédiate de constructions identifiées. Elle a pour objectif de les guider et de les aider dans la définition de leurs projets.

Le PLUi prend bien en compte les éléments de patrimoine naturel et bâti sur le territoire. En les repérant par le biais d'une trame réglementaires assorties de prescriptions, le PLUi permet la conservation et la valorisation de ces éléments. Les incidences du projet sur les éléments de patrimoine sont réduites.

5.4.2.13 Synthèse des incidences des outils réglementaires

Numéro	Enjeux environnementaux	Hiérarchisation de l'enjeu	Prise en compte de l'enjeu	
5	Maintien de la trame verte et bleue et restaurer les ensembles naturels fragilisés dont des espaces bocagers.	Fort	Le PLUi met en place des mesures qui permettent la préservation des éléments constitutifs de cette TVB : cours d'eau, boisements, espaces bocagers… vi des outils adaptés : zonage N et A, prescriptions graphiques …	+
6	Maintien de la qualité écologique des espaces littoraux, aquatiques et boisés au Sud et aux espaces bocagers au Nord.	Fort	Le PLUi limite la constructibilité sur les espaces littoraux (zonage spécifique, suivi des prescriptions de la Loi littoral). Il protège les cours d'eau par un classement de leur tracé et leur abord en N et par la mise en place d'une zone tampon inconstructible. Il préserve les linéaires de haies bocagères en les repérant sur le plan de zonage et en limitant les conditions de leur destruction par le règlement écrit.	+
7	Préservation du littoral et ses milieux associés notamment la mosaïque écologique existante	Fort	Le PLUi respecte les prescriptions de la Loi Littoral. Il limite très fortement les conditions d'urbanisation en zone littorale, ce qui permet la préservation de ses milieux particuliers et riches.	+
8	Amélioration de la gestion des ensembles boisés (bocage et forêt) en lien avec leur fonctionnalité écologique	Fort	Le PLUi classe les surfaces de boisement en zone N ce qui permet de limiter la constructibilité sur ces zones. De plus, il met en place des outils (trame L.151-23 au titre du CU, EBC) qui permettent de fortement limiter les conditions d'abattage des arbres.	+
14	Maintien des paysages arborés	Moyen	Le PLUi repère les éléments végétaux du territoire (arbres remarquables, alignements d'arbres, haies bocagères…) par l'application d'une trame règlementaire L.151-23 au titre du CU.	+
19	Veiller à porter attention aux	Moyen	Le PLUi ne prend aucune mesure directe concernant la protection des populations de chauves-souris. Cependant, les mesures de maintien des éléments constitutifs de la	+/-

	populations de chauves-souris		TVB et la protection du patrimoine bâti participent indirectement à répondre à cet enjeu.	
20	Préservation de l'identité de chaque unité paysagère et des ensembles patrimoniaux et préservation des sites majeurs	Moyen	Le PLUi prend des mesures visant à règlementer l'architecture et l'implantation des nouvelles constructions dans l'existant. Ces mesures ajoutées à la volonté de densification permettent une conservation de l'organisation globale des grands paysages du territoire.	+
24	Préservation et valorisation des vues notamment sur les Montagnes noires et le littoral	Faible	Le PLUi prend des mesures permettant la bonne insertion des nouvelles constructions dans l'existant (règles de hauteurs, de volumes, de retrait…) qui participent indirectement à répondre à cet enjeu.	+/-
25	Maintien de la qualité paysagère et patrimoniale du tissu bâti notamment dans les zones résidentielles, économiques et commerciales offrant DÉJÀ un paysage banalisé et particulièrement dans l'agglomération de Quimperlé et sur la côte littorale	Faible	Par son règlement écrit et via le cahier des OAP, le PLUi met en place une règlementation visant à la bonne insertion des nouvelles constructions dans l'existant. Cette règlementation encadre notamment l'aspect des clôtures. Des OAP thématiques sont aussi mises en place pour traiter de cet enjeu.	+
26	Valorisation du mode de vie et du tissu bâti autour de Scaër	Faible	Par ses mesures d'insertion des nouvelles constructions dans l'existant, et la volonté de densification, le PLUi œuvre à la valorisation des tissus urbains traditionnels de tout le territoire.	+/-
27	Poursuite de l'état des connaissances des zones de présomption archéologiques	Faible	Le PLUi prend en compte cet enjeux de manière indirect en indiquant dans le règlement du PLUi que l'ensemble des dossiers d'urbanisme, tels que les permis de construire seront automatiquement transmis au Service régional de l'Archéologie et que des fouilles préventives pourront être organisées en dehors du cadre du PLUi.	+/-

Mesures compensatoires éventuelles

Sans objet.

5.4.3 La ressource en eau et sa gestion

Rappel des enjeux thématiques issus du diagnostic

Numéro	Enjeux environnementaux	Hiérarchisation de l'enjeu
4	Préservation des cours d'eau et de leurs milieux associés	Fort
10	Maintien de la qualité des eaux potables et des masses d'eau qui composent le territoire	Moyen
13	Prise en compte de l'affluence de l'activité touristique dans l'approvisionnement en eau potable et la gestion des eaux usées.	Moyen

Analyse détaillée des incidences environnementales

5.4.3.1 Les dispositifs réglementaires assurent-ils la préservation des cours d'eau et de leurs milieux associés ?

Cette question a été traitée dans la partie « Paysage, patrimoine et milieux naturels » - question n°5.

5.4.3.2 Les dispositifs règlementaires assurent-ils le bon approvisionnement en eau potable du territoire ?

Le projet de PLUi met en perspective une population de 59 843 habitants à l'horizon 2034, soit une augmentation de 2 900 habitants sur la durée du PLUi par rapport à 2022. Cette évolution démographique entrainera une consommation en eau potable supplémentaire.

(**R**) Le règlement du PLUi indique dans le chapitre des dispositions générales que « toute construction ou installation qui, de par sa destination, nécessite l'alimentation en eau potable, doit être raccordée au réseau collectif de distribution d'eau potable par une conduite de caractéristiques suffisantes. En cas d'impossibilité technique justifiée en zone A et N, les constructions pourront être desservis par un puits ou un forage dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables ».

(**R**) *Un bilan visant à vérifier l'adéquation des besoins et des ressources par rapport au projet de développement des collectivités a été précisé dans l'Etat Initial de l'Environnement. A ce titre, sont précisés :*

- ***En période d'étiage en situation hydrologique normale, aucune collectivité n'apparaît déficitaire vis-à-vis de la ressource en eau potable ;***
- *En période d'étiage en situation d'étiage quinquennale (QMNA5), les communes de Tréméven et Guilligomarc'h sont les premières à présenter des insuffisances (mobilisation des capacités de traitement au-delà de 20h) ;*

- *En période d'étiage quinquennale et décennale, la commune de Quimperlé est également déficitaire n'ayant pas d'autres ressources, le syndicat de Mellac a une autre ressource lui permettant de limiter le déficit. Enfin, le syndicat de Riec-sur-Bélon a deux autres ressources lui permettant d'être secouru.*

Le PLUi s'assure ainsi du bon approvisionnement des nouvelles populations en eau potable, uniquement au sein de son PADD. Les incidences du projet sur l'eau potable semblent donc être réduites dans une moindre mesure.

5.4.3.3 Les dispositifs règlementaires améliorent-ils la collecte et le traitement des eaux usées et pluviales ?

Le projet de PLUi met en perspective une population de 59 843 habitants à l'horizon 2034, soit une augmentation de 2 900 habitants sur la durée du PLUi par rapport à 2022. Cette évolution démographique entrainera la nécessité de traitement de volume d'effluents supplémentaires.

(**R**) Les dispositions règlementaires portant sur l'assainissement exigent que toute nouvelle construction soit reliée au système de gestion des eaux usées. A défaut, celles-ci devront disposer d'un système de gestion des eaux individuel conforme aux prescriptions du service public d'assainissement non collectif.

(**R**) Il est attendu une capacité suffisante des stations d'épuration pour gérer les eaux usées liées au développement démographique et économique du territoire. En effet, l'Etat Initial de l'Environnement précise que : Quimperlé Communauté compte 11 stations d'une capacité nominale de 83 650 EH et une capacité résiduelle de 18 486 EH. Station d'épuration par station d'épuration, la capacité (charge organique) des STEP semblent être suffisant pour accueillir la population projetée. Une vigilance est à apporter sur la station de Riec-sur-Bélon, Quimperlé et Scaër qui ont un charge hydraulique élevée (plus de 100%).

Commune concernée	Code SANDRE	Capacité nominale (en EH)	Charge maximale entrante (en EH)	Conformité en équipement	Conformité en performance	Charge des ouvrages actuelle (en %)
ARZANO	0429002S0002	500	250	Oui	Oui	50%
BANNALEC	0429004S0003	18000	12027	Oui	Oui	67%
CLOHARS-CARNOET	0429031S0004	17000	6278	Oui	Oui	37%
GUILLIGOMAR'H	0429071S0001	300	0	Oui	Oui	0%
MOELAN-SUR-MER	0429150S0003	7000	4133	Oui	Oui	59%
QUERRIEN	0429230S0001	700	251	Oui	Oui	36%
QUIMPERLE	0429233S0006	30000	31974	Oui	Oui	107%
RIEC-SUR-BELON	0429236S0006	4000	4000	Oui	Oui	100%
SAINT THURIEN	0429269S0001	450	0	Oui	Oui	0%
SCAER	0429274S0002	5000	5807	Oui	Oui	116%
LE TRÉVOUX	0429300S0002	700	444	Oui	Oui	63%

Source : base de Données sur les Eaux Résiduaires Urbaines (ERU), 2023

Ces taux, bien qu'élevés sur certains sites, doivent être relativisés car correspondant à des eaux extrêmement diluées par des eaux de nappe ou de pluie et font l'objet de travaux en cours qu'ainsi que d'un programme d'amélioration hydraulique inscrit au Schéma Directeur d'Assainissement (SDEU 2025).

La collectivité a engagé son schéma directeur d'assainissement à l'échelle intercommunale avec notamment pour objectif de limiter au maximum les déversements d'eaux usées au milieu naturel en particulier en amont des usages sensibles (baignade, conchyliculture). Pour autant, l'élaboration de ce schéma n'arrête pas les actions d'amélioration de la situation engagées en parallèle : amélioration du protocole d'alerte, amélioration de l'autosurveillance, nouvelle supervision plus fiable : diagnostic permanent, actions auprès des particuliers, travaux ponctuels dès repérage des défauts, travaux palliatifs pour gérer les surcharges hydrauliques, travail sur les secteurs ANC défaillants avec impact. Ainsi, les travaux déjà réalisés et ceux à réaliser au cours des prochaines années permettront de lever ces non-conformités. Les résultats du schéma directeur permettront d'identifier les actions complémentaires à mener que la collectivité s'engage à réaliser, notamment sur les sites en surcharge.

Travaux et actions prévues (SDEU 2025–2034) sur les trois stations avec une charge hydraulique supérieure à 100 % en 2023 :

Commune	Nature des actions programmées	Échéance
Riec-sur-Bélon – STEP Kaolins	Création d'une « file hiver » (1 200 m³/j) avec désinfection UV, réhabilitation de réseaux et 3 postes de refoulement (Rosbras-Kerdésiré, Pont-Bellec, Kaolins)	2026–2028
Quimperlé – STEP Kerampoix	Evolution de la filière boues (poche à boues provisoire de 4000m^3, construction d'une unité de traitement des boues), renforcement des ouvrages (PR Auriol – 45m^3/h, PR Retraite – 165 m^3/h, PR Saint Nicolas – 420m^3/h), lutte contre les apports d'eaux parasites d'infiltration et de drainage (4,9 millions d'euros d'investissements), réhabilitation des ouvrages.	2026-2035
Scaër – STEP Pontigoù Traon	Aménagement de la STEP – filière eau (nouveau BT 200m^3), évolution de la filière boues (table d'égouttage en bâtiment), renforcement des ouvrages (PR Pont Royal – 30m^3 /h, PR Stang Audren – 55m^3/h), lutte contre les apports d'eaux parasites d'infiltration et de drainage (1,1 millions d'euros d'investissements)	2026-2035

Le calendrier des ouvertures à l'urbanisation est compatible avec le calendrier des études et travaux en la matière, d'autant plus que l'échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation garantit un aménagement dans le temps des secteurs 1AU.

(**R**) Le PLUi s'inscrit dans une démarche d'infiltration des eaux pluviales à la parcelle. Si cela n'est pas possible, le rejet de ces eaux dans le réseau d'assainissement d'eaux pluviales pourra être éventuellement autorisé après stockage temporaire des eaux. Le PLUi encourage l'utilisation de dispositifs adaptés tels que les noues paysagères qui participent également au cadre de vie des habitants. Cela permet de réduire les incidences sur l'apport d'eau parasites des stations d'épuration.

(**R**) D'autres mesures prises par le PLUi telles que la limitation de l'artificialisation des sols ou encore la conservation d'un maillage important de haies facilitent la gestion des eaux pluviales et réduisent les incidences induites par les eaux de ruissellement : pollution de nappes, accentuation du risque inondation et/ou du risque de mouvement de terrain…

(**R**) Le zonage d'assainissement des eaux pluviales est annexé au PLUi. Les dispositions générales du PLUi lui font référence, afin de prévenir les risques quantitatifs et qualitatifs liés au ruissellement.

(**R**) Le PLUi oblige la mise en place de dispositifs de récupération des eaux pluviales pour les usages non sanitaires.

Par ces mesures, le PLUi prend bien en compte la gestion des effluents et des eaux de ruissellement. Les incidences du projet sur les eaux usées et la gestion des eaux pluviales sont réduites. Une attention particulière devra être portée aux secteurs à ouvrir à l'urbanisation pour les communes dont les stations sont dysfonctionnelles.

5.4.3.4 Synthèse des incidences des outils réglementaires

Numéro	Enjeux environnementaux	Hiérarchisation de l'enjeu	Prise en compte de l'enjeu	
4	Préservation des cours d'eau et de leurs milieux associés	Fort	Le PLUi protège les abords des cours d'eau par la mise en place d'une zone tampon d'inconstructibilité de 10m à partir des berges. Les zones humides sont repérées sur les documents graphiques et ne peuvent être détruites sans mesures compensatoires.	**+**
10	Maintien de la qualité des eaux potables et des masses d'eau qui composent le territoire	Moyen	Le PLUi assure la qualité de l'eau potable par le biais de mesures telles que la préservation des linéaires de haies ou encore la mise en place d'une zone tampon inconstructible autour des cours d'eau. Il oblige également le raccordement de toute nouvelle construction ou installation au réseau public.	**+/-**
13	Prise en compte de l'affluence de l'activité touristique dans l'approvisionnement en eau potable et la gestion des eaux usées.	Moyen	Le PLUi oblige le raccordement des nouvelles constructions et installations au réseau d'assainissement collectif, sauf pour des cas spécifiques (en campagne…). Les stations d'épuration paraissent être en capacité d'accueillir de nouveaux raccordements, à condition que les travaux réalisés sur les STEP en surcharges soient effectivement réalisés.	**-**

Mesures compensatoires éventuelles

(**C**) L'ouverture à l'urbanisation des secteurs concernés par des stations d'épuration en dysfonctionnement ne devra se faire qu'après travaux sur les réseaux et les eaux de pluies parasites.

5.4.4 Changement climatique, transition énergétique et économie circulaire

Rappel des enjeux thématiques issus du diagnostic

Numéro	Enjeux environnementaux	Hiérarchisation de l'enjeu
2	Anticipation du changement climatique dans les ensembles urbains et les secteurs littoraux au regard du renforcement des risques naturels attendus et au vu d'un risque de fragilisation de la santé humaine	Fort
3	Réduction des émissions de gaz à effet de serre notamment dans le secteur agricole	Fort
11	Réduction des polluants atmosphériques liés particulièrement aux activités agricoles, aux transports et à certains modes de chauffage	Moyen
12	Garantie D'une approche énergétique efficiente dans le secteur du bâtiment, des transports et de l'industrie	Moyen
16	Poursuite du recyclage des déchets et renforcement de la valorisation matière et organique	Moyen
17	Poursuite d'une production locale d'énergie renouvelable et fatale et diversification des sources de production	Moyen
18	Renforcement des aménagements et constructions sobres en matériaux et durables	Moyen
22	Garantie de l'autonomie du territoire vis-à-vis des granulats et veiller à la réduction des matériaux de constructions	Faible
23	Diversification des modes de valorisation les déchets	Faible

Analyse détaillée des incidences environnementales

5.4.4.1 Les dispositions réglementaires assurent-ils une anticipation du changement climatique dans les ensembles urbains et sur les secteurs littoraux ?

Dans les ensembles urbains :

(+) Le PLUi prend des mesures permettant d'anticiper les changements liés à l'évolution du climat :

- Les nouvelles constructions devront notamment respecter les dernières normes thermiques en vigueur et pour les constructions existantes, le PLUi encourage l'isolation par l'extérieur sous certaines conditions.

- Il encourage l'utilisation des dispositifs de production d'énergies renouvelables et la mobilisation des principes de construction bioclimatiques (orientation du bâti, choix des couleurs et des matériaux…).
- Il développe les réseaux de mobilité alternative, dans les nouvelles opérations mais également dans l'existant afin de limiter le recours systématique à la voiture individuelle.

Dans les secteurs littoraux :

(**E**) Le PLUi respecte les principes de la Loi Littoral et notamment la non-urbanisation dans une bande de 100m à partir du rivage. Ce trait de côte ne figure pas sur les documents graphiques du PLUi, car le trait de côte est amené à évoluer avec le changement climatique. Cependant, ces mesures permettent de mettre en retrait les populations vis-à-vis du front de mer et ainsi de les protéger du risque de submersion marine, ou encore de l'érosion du trait de côte.

(**E**) En plus de ces mesures, le PLUi ne positionne aucune zone de développement à vocation d'habitat dans un zone de risque.

Les mesures prises par le PLUi permettent au territoire d'anticiper au mieux les effets du changement climatique qui entrainera notamment une hausse des températures, une hausse du niveau de l'eau, une augmentation des épisodes de catastrophes naturelles (canicules, tempêtes, inondation…). Les incidences du projet sur le changement climatique sont réduites.

5.4.4.2 Les dispositions réglementaires assurent-ils une approche énergétique efficiente dans le secteur du bâtiment, des transports et de l'industrie ?

(**R**) Indirectement, l'armature urbaine et le périmètre de l'enveloppe urbaine des bourgs induisent une efficience énergétique du territoire plus ou moins importante.

(**R**) Le PLUi traduit l'efficience énergétique du territoire à travers plusieurs dispositifs règlementaires :

- Une structuration urbaine articulée autour de différentes polarités;
- Un renforcement des centres-bourgs en favorisant le renouvellement urbain et les extensions en contact direct avec le tissu urbain actuel ;
- Une densification attendue des principales polarités et induisant notamment des formes urbaines renouvelées et plus efficientes énergétiquement (mitoyenneté, étage, collectif…) ;
- Une proximité des constructions nouvelles aux principaux lieux de vie principalement localisés dans les centres-bourgs.

(**R**) Ces dispositions sont complétées par une réflexion sur l'armature des transports. Par le développement du réseau de cheminements doux et par le positionnement des nouvelles zones à urbaniser à proximité immédiate des commerces, services et arrêts de transports en commun, le PLUi œuvre à l'efficience énergétique du secteur des transports.

L'arrivée de nouveaux habitants sur le territoire entrainera inévitablement la hausse des dépenses énergétiques. Cependant, l'armature territoriale telle que définie et traduite dans le PLUi devrait permettre de réduire les besoins en énergie par habitant.

5.4.4.3 *Les dispositifs réglementaires participent-ils à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment dans le secteur agricole ?*

Le PLUi a peu de levier d'action concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur agricole. Cependant, certaines mesures permettent de répondre à cet objectif dans le secteur des transports, ou encore des logements.

Dans le domaine des transports :

(**R**) Le PLUi positionne l'intégralité de ses zones de développement à vocation d'habitat en densification ou en extension directe du tissu urbain existant. Ainsi, les nouvelles populations sont placées à proximité des pôles de service et de commerces, mais également des arrêts de transports en commun. De plus, le PLUi encourage la mixité fonctionnelle des zones de développement (proximité entre les espaces habités et les commerces et services). L'utilisation de la voiture individuelle devient donc moins systématique.

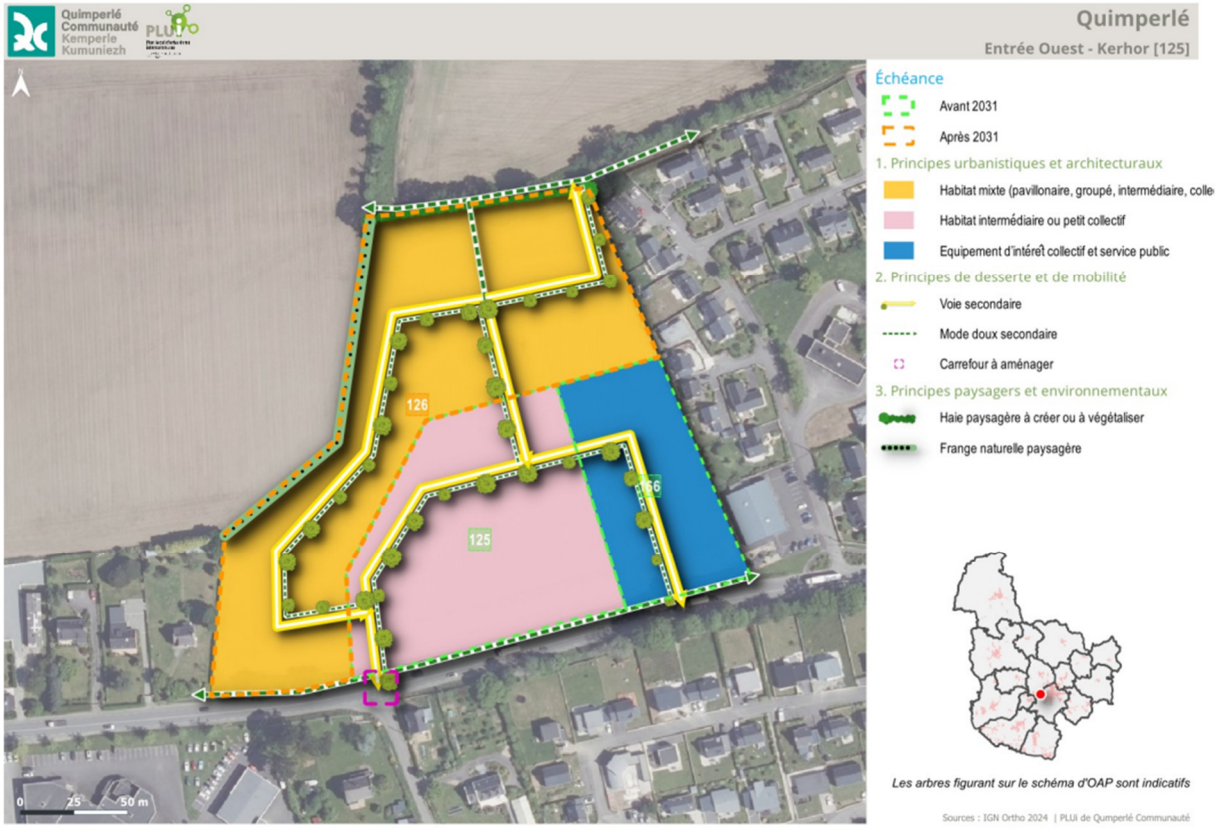
(**R**) Le PLUi encourage l'utilisation des mobilités alternatives. En effet, le règlement écrit prescrit la réalisation d'un nombre de place de stationnement vélos pour toute nouvelle construction à vocation d'habitat (à partir de trois logements), de bureaux ou d'industrie.

(**R**) Les documents graphiques du PLUi repèrent **72 emplacements réservés** dédiés à la création de liaisons douces. Leur création permettra de conforter le maillage piéton et cyclable à l'échelle du territoire intercommunal.



Exemple d'un emplacement réservé destiné à la création d'une liaison douce dessiné sur le document graphique du PLUi, commune de Clohars-Carnoët

(**R**) Les OAP proposent également des principes de réseau de cheminement doux à mettre en place lors des opérations d'aménagement. Ce réseau de cheminements permettra de relier les nouvelles constructions au reste du quartier et au centre-ville rendant là encore l'utilisation de la voiture individuelle moins systématique.



Exemple de principes de cheminements doux dessinés sur une OAP

Dans le domaine du logement :

(**R**) En œuvrant pour le renforcement de la densification et la diminution de la vacance sur le territoire, le PLUi s'inscrit dans la construction de formes urbaines plus optimales au regard des dépenses énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre. Il est notamment attendu des formes urbaines mitoyennes et à étage, voire du collectif dans les principaux pôles du territoire.

(**R**) Le règlement du PLUi encourage la réalisation d'une isolation thermique par l'extérieur. Cette disposition œuvre pour l'amélioration de l'efficience énergétique du tissu bâti des communes.

(**R**) Les nouvelles constructions et installations prévues dans les secteurs couverts par des OAP doivent notamment intégrer les règlementations thermiques en vigueur pour assurer un confort d'habiter.

(**+**) De plus, une approche bioclimatique pourra être mise en place lors de la réalisation et de l'implantation du bâti : réflexion sur l'orientation les ouvertures, sur les matériaux et les nuances utilisées, accompagnement végétal… Ces principes permettent une dépense moindre d'énergie et donc une diminution de l'émission des GES dus au mode de chauffage.

Le PLUi fait des choix d'un développement permettant de réduire l'émission de GES sur le territoire : mise aux normes des logements, développement des mobilités alternatives. Les incidences du PLUi sur les émissions de GES sont réduites. Le PLUi va même plus loin en introduisant des notions de bioclimatisme pour les futures constructions, notamment via son OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques.

5.4.4.4 *Les dispositifs réglementaires permettent-ils de poursuivre la production locale d'énergie renouvelable et fatale ?*

(**+**) Par défaut, le PLUi autorise l'installation de tous les types de dispositifs de production d'énergies renouvelables qui participent au renforcement de la mixité énergétique du territoire.

(**R**) Le PLUi conditionne l'installation de ces dispositifs à leur bonne intégration paysagère et architecturale dans le cadre bâti environnant.

(**+**) Le règlement des OAP encourage et facilite l'installation et l'utilisation de dispositifs de production d'énergies renouvelables. En effet, les toitures des nouvelles constructions devront être conçues de manière à permettre l'installation de panneaux solaires et les équipements de production de chaleur renouvelable sont à prioriser. L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques consacre une partie dédiée aux énergies renouvelables.

(+) Le PLUi impose l'installation de photovoltaïque en toiture des nouveaux bâtiments agricoles et en secteur d'activités artisanales industrielles exclusives, commerciales exclusives majeur et de proximité et à vocation d'activités économiques mixtes, dès le premier mètre carré construit.

Le PLUi facilite les recours aux dispositifs de production d'énergie renouvelables. Les incidences du projet sur la production locale d'énergie renouvelables sont réduites et encadrées.

5.4.4.5 *Les dispositions réglementaires assurent-ils la poursuite du recyclage des déchets et un renforcement de la valorisation matière et organique ?*

Le PLUi a peu de leviers d'actions concernant la gestion et la valorisation des déchets.

(**R**) Les choix d'urbanisation du PLUi permettent de densifier les espaces urbanisés et donc de faciliter la collecte des déchets produits.

(**R**) Le règlement écrit précise qu'un espace dédié à la collecte sélective des déchets devra être aménagé lors de la réalisation de logements collectifs.

(**R**) Dans les nouvelles opérations réalisées en zone de développement à vocation d'habitat, le règlement des OAP précise que le tri des déchets et des biodéchets notamment doit être valorisé avec l'installation de compostage individuel ou semi-collectif. La collecte des ordures ménagères devra être facilitée par le positionnement des points de récolte en entrée/sortie de l'opération. De plus, les voiries devront être dimensionnées pour permettre aux camions de ramassage des déchets de passer.

Par ces choix d'urbanisation et les mesures réglementaires prescrites, le PLUi œuvre pour la facilitation de la collecte des déchets. **Les incidences du PLUi sur la gestion des déchets sont réduites.**

5.4.4.6 *Les dispositions réglementaires assurent-ils une intégration des enjeux environnementaux dans les sites de carrières ?*

Un site Nc lié à l'exploitation de carrières (de Guilligomarc'h) est concerné par des enjeux environnementaux. Des mesures d'évitement et de réduction spécifique ont été mise en place :

(**R**) Dans le périmètre de l'AZI, le PLUi autorise uniquement les extensions mesurées des constructions existantes et les annexes légères. De plus, les usagers seront présents ponctuellement sur le site ;

(**R**) Outre les occupations et utilisations réglementées pour l'ensemble de la zone, seuls sont admis, les constructions, les changements de destination, les extensions et les aménagements en relation avec les activités de carrière et les activités d'installations de stockage de déchets inertes ;

(**R**) L'emprise au sol des bâtiments est limitée à 10% de la superficie de la zone.

(**R**) Toutes les haies du territoire sont protégées, ainsi celles se trouvant sur le site de projet le sont aussi.

L'analyse globale du site est à retrouver dans la partie 7.

5.4.4.7 Synthèse des incidences des outils réglementaires

Numéro	Enjeux environnementaux	Hiérarchisation de l'enjeu	Prise en compte de l'enjeu	
2	Anticipation du changement climatique dans les ensembles urbains et les secteurs littoraux au regard du renforcement des risques naturels attendus et au vu d'un risque de fragilisation de la santé humaine	Fort	Le PLUi prend diverses mesures permettant d'anticiper le changement climatique : mise aux normes thermiques des nouvelles constructions, possibilité d'isolation dans anciennes constructions, évitement des zones à risque naturel, recours aux énergies vertes, développement des mobilités alternatives…	**+**
3	Réduction des émissions de gaz à effet de serre notamment dans le secteur agricole	Fort	Le PLUi met en place des mesures permettant de réduire les émissions de GES : mise aux normes des logements, isolation par l'extérieur, développement du réseau de cheminements doux.	**+**
11	Réduction des polluants atmosphériques liés particulièrement aux activités agricoles, aux transports et à certains modes de chauffage	Moyen	En œuvrant à réduction des émissions de GES, le PLUi participe également à la réduction des polluants atmosphériques. Néanmoins, le PLUi a peu de leviers d'actions à mobiliser pour réduire la consommation de ses émissions dans les autres domaines.	**+/-**
12	Garantie D'une approche énergétique efficiente dans le secteur du bâtiment, des transports et de l'industrie	Moyen	En imposant permettant la rénovation énergétique du bâti ancien, les procédés d'isolation par l'extérieur, le bioclimatique dans les nouvelles constructions et le développement des mobilités alternatives, le PLUi garantie une approche énergétique efficiente dans les différents secteurs cités plus haut.	**+**

16	Poursuite du recyclage des déchets et renforcement de la valorisation matière et organique	Moyen	Par ces mesures, le PLUi facilite le tri sélectif et la collecte des déchets. En règlementant l'installation de compost dans les nouvelles opérations d'ensemble, il favorise la valorisation de la matière organique.	+
17	Poursuite d'une production locale d'énergie renouvelable et fatale et diversification des sources de production	Moyen	Le PLUi encourage le recours aux dispositifs de production d'énergies renouvelables, notamment sur les nouvelles constructions et installations prévues dans les OAP.	+
18	Renforcement des aménagements et constructions sobres en matériaux et durables	Moyen	Le cahier des OAP du PLUi précise que les nouvelles constructions pourront appliquer les principes du bioclimatisme dont font partie le principe de construction sobre en matériaux durables.	+
22	Garantie de l'autonomie du territoire vis-à-vis des granulats et veiller à la réduction des matériaux de constructions	Faible	Le PLUi ne prend aucune mesure directe quant à la garantie de l'autonomie du territoire vis-à-vis des granulats. Le cahier des OAP précise que les nouvelles constructions pourront appliquer les principes de bioclimatisme dont fait partie la réduction des matériaux de construction.	+/-
23	Diversification des modes de valorisation les déchets	Faible	Le PLUi prévoit l'installation de compost individuel ou semi-collectif sur toutes les opérations futures ce qui facile la collecte et la valorisation des bio-déchets.	+/-

Mesures compensatoires éventuelles

Sans objet.

5.4.5 Les risques et les nuisances

Rappel des enjeux thématiques issus du diagnostic

Numéro	Enjeux environnementaux	Hiérarchisation de l'enjeu
1	Prise en compte des risques d'inondation, de submersion et de mouvements de terrain	Fort
21	Réduction des nuisances sonores dans les zones urbaines déjà soumises à ce risque	Moyen

Analyse détaillée des incidences environnementales

5.4.5.1 Les dispositifs réglementaires assurent-ils la prise en compte du risque inondation ?

Sur le territoire, les communes de Quimperlé et Tréméven sont couvertes par un Plan de Protection des Risques inondation (PPRi). Le risque inondation est également porté à connaissance par l'Atlas des Zones Inondables (AZI) Isole-Ellé.

(**R**) Le périmètre du PPRi concerne le cours de Laïta, de l'Ellé et de l'Isole, dont une partie passe par dans le centre-ville de Quimperlé. En conséquence, 33% de la surface totale du PPRi est classé en zone U. Afin de réduire l'exposition de nouvelles populations au risque inondation, le PLUi ne prévoit aucune zone AU dans le périmètre du PPRi. Le reste de sa surface totale est donc classée en N (N strict et Nej lié au parc des Gorrêts).

(**E**) Le règlement écrit du PLUi précise que le PPRi est une servitude d'utilité publique et que son règlement s'impose à celui du PLUi. De manière indirecte, le PLUi interdit donc l'implantation de toute nouvelles constructions en zone rouge du PPRi et l'implantation de nouveaux logements en zone orange et bleue.

(**R**) Le PLUi prend également en compte les cours d'eau qui ne sont pas identifiés comme sensibles d'un point de vue du risque inondation par le PPRi ou les AZI. En effet, il impose une bande de non-constructibilité de 10m à partir des berges, ce qui permet d'éloigner les populations du risque inondation mais également de préserver l'intégrité des berges et des ripisylves.

(**E**) De la même manière, le PLUi prend en compte le périmètre de l'AZI Isole-Ellé en ne classant aucune zone AU dans celui-ci. Au total, une faible part de sa surface totale est concernée par un classement en zone U, le reste étant en zone N ou A. De même aucune zone AU n'est présente sur un secteur d'expansion des crues.

(**R**) Les zones d'expansion des crues sont largement couvertes par un zonage naturel (N), qui limite les possibilités de constructions d'habitation aux extensions et annexes aux logements existants.

Un seul site de projet est concerné par les zones d'expansion des crues, c'est notamment le cas du STECAL Ai (STECAL agricole lié aux activités isolés) identifié sur la commune de Querrien. Ce zonage couvre l'emprise actuelle du bâtiment.

De plus, on pourra noter également la présence d'un secteur Nej, qui a des incidences moins fortes sur ce risque inondation car dédié à l'aménagement de jardins et d'espaces publics naturels.



(En trame grisée : Les zones d'expansion probables des crues / en gris : la zone Ai sur la commune de Querrien)

(**R**) De plus, plusieurs zones urbaines sont concernées par les zones d'expansion des crues, notamment au niveau de Quimperlé. Ces secteurs étant déjà urbanisés, le risque inondation y est déjà existant. Le règlement du PLUi impose la perméabilité des clôtures en zone inondable, afin de permettre le libre écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

NB : une partie de ces zones U concernées par les zones d'expansion des crues sur la commune de Quimperlé est couverte et règlementée par le PPRI.

(**R**) Dans les zones inondables répertoriées au sein de l'AZI et situées hors zone urbaine, le règlement écrit n'autorise la construction ou reconstruction que sous certaines conditions, qui permettent d'éloigner les populations du risque inondation.

(**R)** La gestion des eaux pluviales peut avoir un impact indirect sur l'aléa inondation. Le PLUi met en place des mesures de réduction en facilitant l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle et en limitant l'artificialisation des sols en imposant un minimum de 20% de la surface de l'opération d'aménagement laissée en pleine terre pour les secteurs dédiés à l'habitat.

(**R**) Le territoire de Quimperlé Communauté est également concerné par le risque inondation par remontée de nappe. Le règlement prend en compte ce risque naturel en rappelant la nécessite d'étude de sol pour les travaux et constructions sur des secteurs concernés par l'aléa. En fonction du niveau de cet aléa, les sous-sols et installations d'assainissement autonomes peuvent être interdits (sauf avis favorable du SPANC). Par ailleurs, le règlement du PLUi prévoit que des dispositions techniques, adaptées à la nature des terrains, devront être prises pour diminuer le risque de dysfonctionnement des systèmes de gestion des eaux pluviales par infiltration.

Le règlement informe par ailleurs que la carte « Risque d'inondation par les nappes d'eau souterraine » du rapport de présentation est un document d'information, sans valeur règlementaire et susceptible d'être réactualisé. Il convient donc de se référer à la carte en vigueur au moment de la demande d'autorisation.

Le risque inondation est bien pris en compte sur le territoire. En effet, le PLUi retient les données du PPRi, document règlementaire, comme celles de l'AZI. Il réduit l'exposition des populations au risque

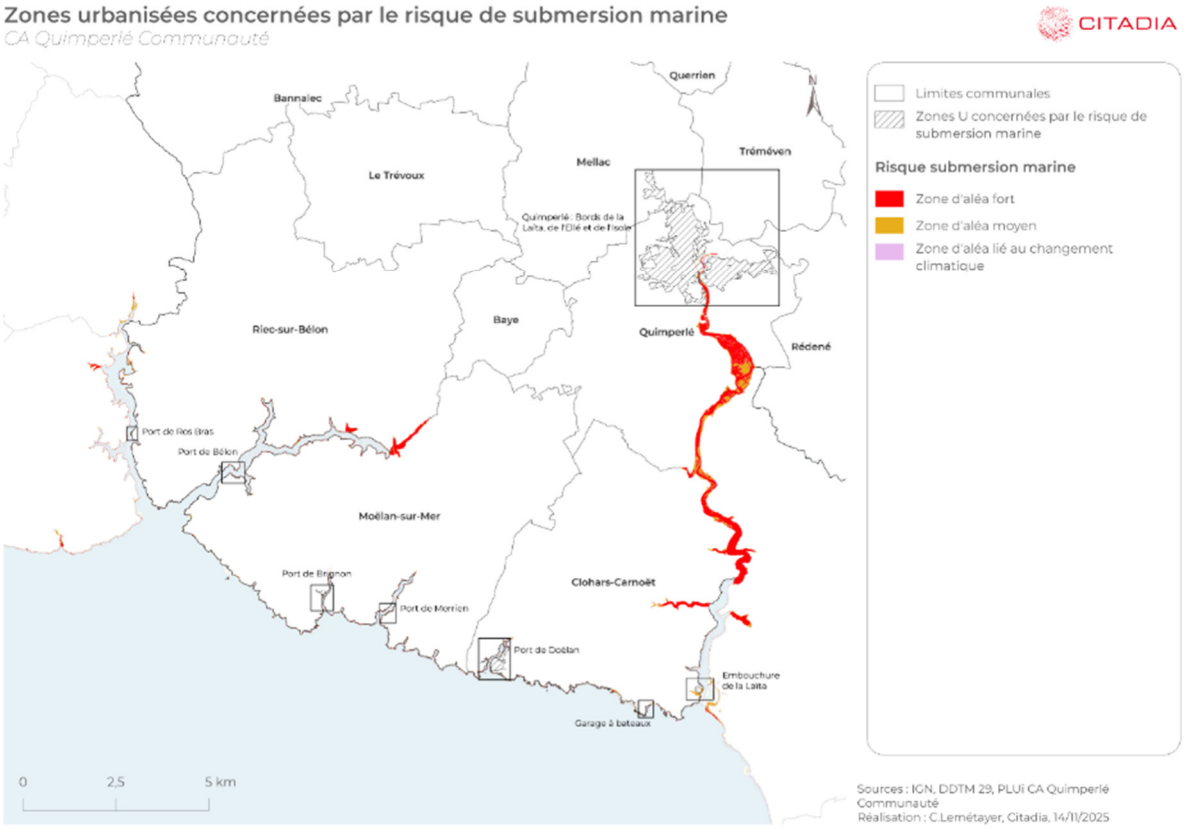
inondation, notamment en ne prévoyant pas de zones de développement à vocation d'habitat dans les périmètres du PPRi et de l'AZI. Les incidences globales du projet sur le risque inondation sont donc réduites.

5.4.5.2 Les dispositifs réglementaires assurent-ils la prise en compte du risque de submersion ?

Sur le territoire, les communes de Quimperlé, Riec-sur-Bélon, Moëlan-sur-Mer et Clohars-Carnoët sont concernées par le risque de submersion marine. Ce risque a été cartographié par les services de l'Etat.

(**E**) La cartographie du risque est reportée sur les documents graphiques du PLUi ce qui permet d'informer les populations et les porteurs de projet et d'éviter l'exposition de nouvelles personnes à ce risque.

(**R**) Le PLUi prend en compte le risque de submersion marine en classant espaces côtiers en zone N liée au zonage en mer (Nm) ou en zone N liées aux espaces remarquables (Nr). Ainsi, seuls 2,6% de la surface totale des zones concernées par un risque de submersion marine sont classées en zone U (voir carte ci-dessous). Néanmoins, ces zones U sont toutes en lien avec la présence de ports, de garages à bateaux ou encore le long des cours d'eau dans le centre-ville de Quimperlé.



(**E**) Le PLUi ne prévoit aucune nouvelle zone de développement à vocation d'habitat dans les secteurs concernés par le risque de submersion marine, ce qui permet d'éloigner les populations et les biens face à celui-ci.

(**R**) Le règlement écrit précise les prescriptions qui s'appliquent sur les zones touchées par le risque de submersion marine. Ainsi, dans les zones d'aléa fort, tout projet conduisant à augmenter le nombre de personnes exposée au risque est interdit. Cette mesure permet d'éviter l'implantation de nouvelle population dans les zones à risque et donc de réduire les dommages sur les personnes et sur les biens.

Le risque de submersion marine est bien pris en compte sur le territoire. En effet, les zones susceptibles d'être touchées sont clairement indiqué sur les documents graphiques. De plus, les différentes mesures prises par le PLUi permettent d'éviter l'exposition de nouvelles populations à ce risque.

5.4.5.3 Les dispositifs réglementaires assurent-ils la prise en compte du risque de mouvement de terrain ?

Les communes de Quimperlé Communauté sont concernées par divers types de mouvement de terrain : érosion, glissement de terrain, coulée de boue, chute de blocs et effondrement de cavité, mais ceci de façon très ponctuelle. Elles sont également ponctuellement concernées par le risque de retrait-gonflement des argiles en aléa faible. Afin d'encadrer ces risques, un Plan de Prévention des Risques de mouvement de terrain (PPRmt) a été prescrit sur la commune de Quimperlé. Il n'est toujours pas approuvé à ce jour.

(**R**) Le PLUi prend des mesures indirectes visant à réduire le risque de mouvement de train. Il préserve notamment les linéaires de haies bocagères par apposition d'une trame réglementaire réduisant très fortement les possibilités de destruction de celles-ci.

Les incidences du projet sur les risques de mouvement de terrain sont réduites de manière indirecte.

5.4.5.4 Les dispositifs réglementaires participent-ils à la réduction des nuisances sonores dans les zones urbaines soumises à ce risque ?

Sur le territoire, les nuisances sonores sont essentiellement d'origine routière. Plusieurs tronçons de voies bruyantes passent sur le territoire. Il s'agit notamment de la RD165, la RD6, RD16, RD116, RD765, RD769, RD783 et de la RD790.

(**R**) 9 zones AU sont situées à proximité d'une infrastructure routière bruyante. Ces éléments sont repris dans une partie des schémas d'OAP et le règlement prévoit, pour les secteurs affectés par le bruit, que les constructions existantes ou futures présentent un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur.

(**R**) Le PLUi liste dans son règlement écrit les infrastructures qui font l'objet d'un classement au titre des voies bruyantes.

Le PLUi prend en compte de manière indirecte l'éloignement des populations aux nuisances sonores. Cependant les mesures indirectes ne paraissent pas suffisantes pour garantir le confort d'habiter des usagers.

5.4.5.5 *Synthèse des incidences des outils réglementaires*

Numéro	Enjeux environnementaux	Hiérarchisation de l'enjeu	Prise en compte de l'enjeu	
1	Prise en compte des risques d'inondation, de submersion et de mouvements de terrain	Fort	Prise en compte des différents documents réglementaires et informatifs gérant les risques naturels : PPRi, AZI, cartographie du risque de submersion marine ; Pas de nouvelles zones de développement à vocation d'habitat dans les zones identifiées comme étant à risque	+
21	Réduction des nuisances sonores dans les zones urbaines déjà soumises à ce risque	Moyen	9 zones AU sont situées à proximité d'une infrastructure routière bruyante. Ces éléments sont repris dans les schémas d'OAP (une partie seulement) et le règlement prévoit, pour les secteurs affectés par le bruit, que les constructions existantes ou futures présentent un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur.	+/-

Mesures compensatoires éventuelles

Sans objet.

5.5 EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES OAP THEMATIQUES

Le PLUi comprend cinq OAP thématiques :

- L'OAP « intensification » ;
- L'OAP « patrimoine » ;
- L'OAP « insertion architecturale et paysagère des constructions » ;
- L'OAP « énergie, climat et continuités écologiques » ;
- L'OAP « coloration ».

Dans le cadre de la révision du PLUi, deux d'entre elles – l'OAP « énergie, climat et continuités écologiques » et l'OAP « coloration » – ont été créées. À ce titre, elles font l'objet d'une analyse spécifique :

5.5.1 OAP thématique – énergie, climat et continuités écologiques

5.5.1.1 Paysage et patrimoine

Incidences positives et prise en compte des incidences négatives

L'OAP thématique « énergie & climat » encourage l'intégration paysagère et architecturale des aménagements liés aux énergies renouvelables. Pour le photovoltaïque en toiture, les prescriptions de positionnement et d'inclinaison assurent une bonne intégration au bâti. Les projets d'EnR au sol doivent respecter des préconisations paysagères, à différentes échelles (grand paysage, abords, site d'implantation). Cela permet de préserver les qualités architecturales et patrimoniales du territoire.

Incidences négatives résiduelles

Les projets d'EnR au sol, très impactantes visuellement, présentent un risque de dégradation paysagère, mais l'OAP impose des règles précises d'intégration qui permettent de limiter ces incidences

5.5.1.2 Trame verte et bleue et biodiversité

Incidences positives et prise en compte des incidences négatives

L'OAP prévoit de renforcer la présence végétale dans les espaces publics et privés : continuité des sols, plantations diversifiées, haies bocagères, espaces multifonctionnels (noues écologiques, bosquets, strates variées). Ces mesures favorisent la biodiversité et réduisent la fragmentation des habitats. Les principes de solutions fondées sur la nature sont explicitement encouragés, notamment pour l'adaptation aux risques climatiques. L'OAP rappelle également l'importance du rôle du bocage, en prévoyant la replantation de haies diversifiées, la préservation de la continuité du sol et la prise en compte des micro-habitats (talus, fossés, ourlets enherbés). Ces principes visent à maintenir des corridors écologiques fonctionnels, à améliorer la gestion des eaux pluviales et à renforcer la résilience écologique du territoire.

Incidences négatives résiduelles

L'implantation de centrales solaires au sol peut générer des impacts sur les milieux naturels (perte de sols, artificialisation). Toutefois, l'OAP prévoit des prescriptions fortes d'intégration paysagère et écologique, ce qui atténue ces effets.

5.5.1.3 Gestion durable des ressources et métabolisme urbain

Incidences positives et prise en compte des incidences négatives

L'OAP encourage l'usage de matériaux biosourcés, recyclés ou issus du réemploi, ainsi que la recherche de ressources locales. La sobriété en matériaux est recherchée dans les aménagements extérieurs (pleine terre, revêtements perméables, mobilier multifonction). Cela contribue à réduire l'empreinte carbone et à inscrire le territoire dans une logique d'économie circulaire.

Incidences négatives résiduelles

Aucune incidence négative résiduelle n'est identifiée : les prescriptions visent à limiter les consommations de ressources et à encourager la réversibilité des aménagements.

5.5.1.4 Santé et sécurité urbaine

Incidences positives et prise en compte des incidences négatives

L'OAP prévoit des dispositions pour améliorer le confort d'été et d'hiver dans les bâtiments (isolation, protections solaires, couleurs claires, végétalisation). Elle favorise l'adaptation au changement climatique en réduisant les îlots de chaleur urbains et en intégrant la gestion des eaux pluviales.

Elle contribue aussi à la réduction des émissions de polluants grâce au développement des mobilités actives et partagées. Enfin, les mesures relatives aux risques naturels (bocage, résilience maritime, solutions fondées sur la nature) améliorent la sécurité des populations face au ruissellement, aux submersions et aux canicules.

Incidences négatives résiduelles

Pas d'incidences négatives résiduelles identifiées : les mesures prévues apportent une réponse aux enjeux de santé publique et de sécurité en contexte de changement climatique

5.5.2 OAP thématique – coloration et mise en valeur des façades

5.5.2.1 Paysage et patrimoine

Incidences positives et prise en compte des incidences négatives

L'OAP « Coloration » vise à valoriser le paysage urbain et le patrimoine bâti en encadrant l'usage de la couleur sur les façades. Les recommandations cherchent à préserver les matériaux nobles (pierre, granit, ardoise, brique), à éviter les teintes trop saturées ou uniformes, et à favoriser des gammes minérales, douces et nuancées.

Elle contribue à l'embellissement des centralités en veillant à l'intégration harmonieuse des devantures commerciales et à la hiérarchisation des teintes entre soubassement, étages et toitures.

Les prescriptions par familles architecturales (bâti rural vernaculaire, maisons de bourg XIXe-XXe, maisons des années 30, maisons et immeubles 50/60, maisons néobretonnes) permettent de respecter les spécificités patrimoniales de chaque typologie, tout en assurant la cohérence d'ensemble des rues et séquences urbaines.

Incidences négatives résiduelles

Aucune incidence négative résiduelle n'est identifiée dès lors que les préconisations sont respectées. Les risques de dévalorisation architecturale (aplats uniformes, contrastes trop forts, teintes inadaptées) sont explicitement pris en compte et encadrés.

5.5.2.2 Trame verte et bleue et biodiversité

Incidences positives et prise en compte des incidences négatives

L'OAP ne porte pas directement sur la trame verte et bleue ni sur la biodiversité. Toutefois, certaines recommandations encouragent la végétalisation des façades ou des abords (par exemple sur les maisons basses en enduit ou les façades déshabillées), contribuant indirectement à la qualité écologique et paysagère des tissus urbains.

Incidences négatives résiduelles

Aucune incidence identifiée : le document traite avant tout de coloration et de valorisation architecturale.

5.5.2.3 Gestion durable des ressources et métabolisme urbain

Incidences positives et prise en compte des incidences négatives

Le recours privilégié aux enduits traditionnels chaux/sable et aux peintures minérales favorise la durabilité des façades, la respiration des murs et la conservation du bâti ancien. L'OAP contribue ainsi à une gestion sobre et durable des matériaux, en limitant les traitements plastiques ou synthétiques peu adaptés.

Incidences négatives résiduelles

Pas d'incidences négatives résiduelles identifiées : les préconisations sont établies pour prolonger la durée de vie des façades et éviter les dégradations dues à des choix de matériaux ou de teintes inappropriés.

5.5.2.4 Santé et sécurité urbaine

Incidences positives et prise en compte des incidences négatives

L'OAP améliore la qualité du cadre de vie en renforçant l'harmonie visuelle, en évitant les saturations chromatiques et en intégrant les façades dans leur environnement urbain. L'attention portée aux teintes en fonction de l'exposition solaire (éviter les couleurs sombres au sud et à l'ouest pour limiter le vieillissement prématuré) contribue à la durabilité des revêtements et à la réduction des risques de dégradation prématurée.

Incidences négatives résiduelles

Aucune incidence négative résiduelle identifiée : les orientations proposées visent à améliorer la perception urbaine et le confort visuel, sans générer d'effet défavorable sur la santé ou la sécurité.

5.6 SYNTHESE DES INCIDENCES ET DES MESURES RETENUES

La révision du PLUi introduit deux nouvelles OAP thématiques : « énergie, climat et continuités écologiques » et « coloration », qui ont été évaluées au regard de leurs effets sur l'environnement.

L'OAP « énergie, climat et continuités écologiques » présente globalement des incidences positives. Elle favorise l'intégration paysagère des projets d'énergies renouvelables, le renforcement de la biodiversité par la plantation d'arbres, la continuité des sols, la préservation du bocage et l'usage de solutions fondées sur la nature. Elle soutient également une gestion plus durable des ressources (matériaux biosourcés, perméabilité des sols), améliore le confort thermique et contribue à l'adaptation au changement climatique. Les principaux impacts potentiels concernent les projets solaires au sol, susceptibles d'entraîner une artificialisation localisée, mais ces effets sont encadrés et atténués par des prescriptions paysagères et écologiques strictes. Les incidences résiduelles sont ainsi jugées faibles.

L'OAP « coloration », centrée sur la mise en valeur du patrimoine bâti, génère des effets positifs sur le paysage urbain grâce à un encadrement des teintes, matériaux et traitements de façade. Elle renforce la cohérence architecturale des centralités et la qualité visuelle de l'espace public. Ses effets sur la biodiversité sont indirects et limités, mais certaines recommandations peuvent encourager la végétalisation des façades ou des abords. L'usage privilégié de matériaux traditionnels contribue par ailleurs à une gestion durable des ressources.

Ainsi, les deux OAP thématiques renforcent la qualité environnementale, paysagère et architecturale du territoire, tout en limitant les risques d'incidences négatives grâce à des prescriptions précises et adaptées.



6

ANALYSE ENVIRONNEMENTALE DES SITES REVETANT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE

6 ANALYSE ENVIRONNEMENTALE DES SITES REVETANT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE

6.1 PREAMBULE - FOCUS SUR LES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES DE MANIERE NOTABLE

L'évaluation environnementale du PLUi doit présenter « les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ».
Par ailleurs elle « expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement » (Article R151-3 du Code de l'Urbanisme).
Le PLUi prévoit des secteurs de projet à différentes échelles susceptibles de toucher de manière notable des secteurs d'enjeux environnementaux. Parmi ces secteurs, on peut identifier :

- **Des sites faisant l'objet d'orientations et d'aménagement (OAP) sectorielles**
- **Des Secteurs de Tailles Et de Capacités Limitées en zone agricole et naturelle (STECAL)**
- **Les Emplacements réservés (ER)**
- **Les potentiels changements de destination**

Les caractéristiques de l'environnement concerné par **ces secteurs** sont présentées dans le présent chapitre. **Leur sensibilité environnementale est analysée et hiérarchisée au regard de la concentration des enjeux très forts et forts.**
Ce chapitre présente les résultats de cette analyse et l'analyse détaillée des incidences du PLUi sur les secteurs **concentrant le plus d'enjeux et/ou les enjeux les plus forts.**
Cette analyse des incidences par secteur complète l'analyse thématique des incidences menée ci-avant. Elle permet d'identifier les incidences potentielles du PLUi sur ces secteurs en particulier, de les présenter selon le principe de proportionnalité et mettre en avant l'éventuel cumul des incidences.

Pour rappel, les incidences du PLUi sur les secteurs concernés par un seul type d'enjeu environnemental même fort sont présentées dans l'analyse thématique relative à cet enjeu.

6.2 QUELS SONT LES SECTEURS CONCENTRANT LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES ?

L'analyse des intérêts environnementaux vise à réaliser un certain nombre d'analyse cartographique visant à déterminer la présence éventuelle d'enjeux environnementaux sur le terrain.

Un secteur de projet est étudié grâce à l'appui d'une grille de critères appelée « Enviroscore ».

L'Enviroscore est composé de 27 critères regroupés en 5 groupes :

- Milieux naturels et biodiversité
- Paysage et Patrimoine
- Risques naturels et technologiques
- Agriculture
- Eau

A chaque critère est posé une question. La réponse permet d'attribuer un nombre de point. Les critères sont pondérés selon la hiérarchisation de l'enjeu.

Certains critères sont jugés prépondérants et basculent une zone directement en intérêt fort ou moyen même s'il n'y a pas cumul de sensibilités.

Niveaux de critères de pondération :

- Fort : 5 points
- Moyen : 3 points
- Faible : 1 point

Le résultat de l'enviroscore est une note qualifiant la concentration des enjeux environnementaux sur le secteur de projet étudié :

Définition des classes d'enviroscore selon la note :

- Très faible : 0-5
- Faible : 6-10
- Moyen : 11-15
- Fort : 16-25
- Très fort : 26-45

Critères sont jugés prépondérants :

Réservoirs de biodiversité Risques inondation Risques industriels / SEVESO	Critères prépondérants > périmètres à enjeu très fort
Corridors écologiques Zones humides validées	Critères prépondérants >périmètre à enjeu fort

Tableau des sensibilités environnementales pour les OAP :

Identifiant de l'OAP	Nom de l'OAP	Niveau d'enjeux	Commune	Typologie de l'OAP
1	Terre de Vannes	ENJEU TRÈS FAIBLE	Quimperlé	HABITAT
2	Ouest Keralve	ENJEU FORT	Arzano	HABITAT
3	Ouest Bourg	ENJEU TRÈS FAIBLE	Guilligomarc'h	HABITAT
4	Secteur de loisirs de Ty Nadan	ENJEU TRÈS FORT	Locunolé	TOURISME
5	Coat Courant	ENJEU FAIBLE	Scaër	HABITAT
6	Secteur Ouest	ENJEU TRÈS FAIBLE	Saint-Thurien	HABITAT
7	Ty Lann 2		Rédené	HABITAT
8	Services techniques		Le Trévoux	EQUIPEMENT
9	ZAE Kervidanou 1 Sud	ENJEU FORT	Quimperlé	ECONOMIQUE
10	Rue de Kerbiniou	ENJEU FAIBLE	Bannalec	HABITAT

11	Stang an Aman	ENJEU MOYEN	Quimperlé	HABITAT
12	Rue du Trévoux	ENJEU FAIBLE	Bannalec	HABITAT
13	Route du Pouldu	ENJEU TRÈS FAIBLE	Clohars-Carnoët	HABITAT
14	Rue des Roches du Diable		Locunolé	HABITAT
15	Cimetière	ENJEU FORT	Arzano	HABITAT
16	Moulin Neuf	ENJEU TRÈS FAIBLE	Locunolé	HABITAT
17	Kerloretta 1		Scaër	HABITAT
18	Lagad Mor		Tréméven	HABITAT
19	Rue de la Gare	ENJEU FAIBLE	Bannalec	HABITAT
20	Rue Pierre Curie		Scaër	HABITAT
21	Kerlagadic	ENJEU TRÈS FAIBLE	Bannalec	EQUIPEMENT
22	Keranmoulin		Quimperlé	HABITAT
23	Kerbris		Baye	HABITAT
24	Secteur Nord rue du Croëziou	ENJEU TRÈS FORT	Rédené	HABITAT
25	Kerjean	ENJEU FAIBLE	Moëlan-sur-Mer	HABITAT
26	Extension ZAE de Moustoulgoat	ENJEU TRÈS FAIBLE	Bannalec	ECONOMIQUE
27	Roscariou		Locunolé	HABITAT
28	Entrée de ville Sud		Scaër	ECONOMIQUE
29	Secteur d'équipement du Pouldu		Clohars-Carnoët	EQUIPEMENT
30	Rue de Saint-Thurien		Querrien	HABITAT
31	Frères Le Gac		Bannalec	HABITAT
32	Ty Bonal	ENJEU FORT	Mellac	HABITAT
33	Ty Nevez Kerlagadic	ENJEU TRÈS FAIBLE	Bannalec	HABITAT
34	Route de Restrenot		Querrien	HABITAT
35	Rue de Pont-Aven Nord		Le Trévoux	HABITAT
36	Ilot Saint-Yves	ENJEU FAIBLE	Quimperlé	HABITAT
37	Verger Est		Bannalec	HABITAT
38	Rue du 8 mai 1945	ENJEU TRÈS FAIBLE	Quimperlé	HABITAT
39	Place de la Mairie	ENJEU FORT	Arzano	HABITAT
40	Coatavy	ENJEU TRÈS FAIBLE	Locunolé	HABITAT
41	Entrée Sud		Scaër	EQUIPEMENT
42	Rue de Quimperlé	ENJEU FAIBLE	Moëlan-sur-Mer	HABITAT
43		ENJEU TRÈS FAIBLE	Saint-Thurien	HABITAT
44	Rue de Roscado		Quimperlé	HABITAT
45	Gorrequer	ENJEU FAIBLE		HABITAT
46	Rue d'Arzano			HABITAT

47	Kercadoret	ENJEU TRÈS FAIBLE	Moëlan-sur-Mer	HABITAT
48	Stang Quinquis	ENJEU TRÈS FORT	Bannalec	HABITAT
49	Terrain de foot	ENJEU FORT	Arzano	EQUIPEMENT
50	Bourg Sud	ENJEU FAIBLE	Querrien	HABITAT
51	Pen ar Prat	ENJEU FORT	Mellac	HABITAT
52	Talbotec	ENJEU TRÈS FAIBLE	Baye	HABITAT
53	Rue du Dourdu		Riec-sur-Bélon	HABITAT
54	La Pépinière		Mellac	HABITAT
55	Route de Kerhuel	ENJEU FORT	Baye	HABITAT
56	Le Rons (Equipement)	ENJEU TRÈS FAIBLE	Guilligomarc'h	EQUIPEMENT
57	Secteur Sud rue du Croëziou (Après 2031)	ENJEU FAIBLE	Rédené	HABITAT
58	Les Genêts	ENJEU FORT	Tréméven	HABITAT
59	Gendarmerie		Quimperlé	EQUIPEMENT
60	Extension ZAE Loge Beg Oarem	ENJEU FAIBLE	Bannalec	ECONOMIQUE
61	Kerzalo		Quimperlé	HABITAT
62	Rue du Belon	ENJEU TRÈS FORT	Riec-sur-Bélon	HABITAT
63	Kaolins	ENJEU TRÈS FAIBLE		HABITAT
64	Kermerour Pont Kereon	ENJEU FAIBLE	Bannalec	HABITAT
65	Roz Minez		Saint-Thurien	HABITAT
66	Le Rons	ENJEU MOYEN	Guilligomarc'h	HABITAT
67	La Fontaine	ENJEU FORT	Arzano	HABITAT
68	Kergaeric		Mellac	HABITAT
69	Keriouant			HABITAT
70	Rue de Lanorgard	ENJEU TRÈS FAIBLE	Le Trévoux	HABITAT
71	Kérandréo	ENJEU MOYEN	Riec-sur-Bélon	ECONOMIQUE
72	Rue de la Paix	ENJEU FORT		HABITAT
73	L'Isle	ENJEU TRÈS FAIBLE	Baye	HABITAT
74	Entrée Ouest - Kerhor	ENJEU FORT	Quimperlé	HABITAT
75	Kerhor Sud	ENJEU TRÈS FORT		ECONOMIQUE
76	Secteur Sud rue du Croëziou		Rédené	HABITAT
77	Ouest Bourg	ENJEU FORT	Moëlan-sur-Mer	HABITAT
78	Secteur Lann ar C'hoat	ENJEU TRÈS FAIBLE	Clohars-Carnoët	HABITAT

79	Quilien - Langlazic	ENJEU FORT		HABITAT
80	Moulin d'Or		Tréméven	HABITAT
81	Rue Louis d'Or	ENJEU TRÈS FAIBLE	Scaër	EQUIPEMENT

6.3 FOCUS SUR LES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES DE MANIERE NOTABLE : OAP

24 OAP sont présentement analysées au regard de leurs sensibilité :

Typologie de l'enjeux	
Très fort (6)	**Fort (18)**
• Kerhor Sud : Quimperlé • Rue du Belon : Riec-sur-Bélon • Secteur de loisirs de Ty Nadan : Locunolé • Secteur Nord rue du Croëziou : Rédené • Secteur Sud rue du Croëziou : Rédené • Stang Quinquis : Bannalec	• Cimetière : Arzano • Entrée Ouest – Kerhor : Quimperlé • Gendarmerie : Quimperlé • Kergaeric : Mellac • Keriouant : Mellac • La Fontaine : Arzano • Les Genêts : Tréméven • Moulin d'Or : Tréméven • Ouest bourg : Moëlan-sur-Mer • Ouest Keralve : Arzano • Pen ar Prat : Mellac • Place de la Mairie : Arzano • Quilien – Langlazic : Clohars-Carnoët • Route de Kerhuel : Baye • Rue de la Paix : Riec-sur-Bélon • Terrain de foot : Arzano • Ty Bonal : Mellac • ZAE Kervidanou 1 Sud : Quimperlé

6.3.1 Incidences pressenties et mesures retenues sur d'OAP concentrant les sensibilités environnementales très fortes

Mesures ERC applicables à l'ensemble des OAP	
Thématique	**Mesure ERC**
Cours d'eau Zones humides EBC EPP	**(R)** Toute construction nouvelle devra observer un recul de 10 mètres le long de tout cours d'eau non recouvert, zone humide, espace boisé classé et boisement à protéger identifiés au règlement graphique. Ce recul ne concerne pas les aménagements, installations, et les annexes de moins de 12 m²

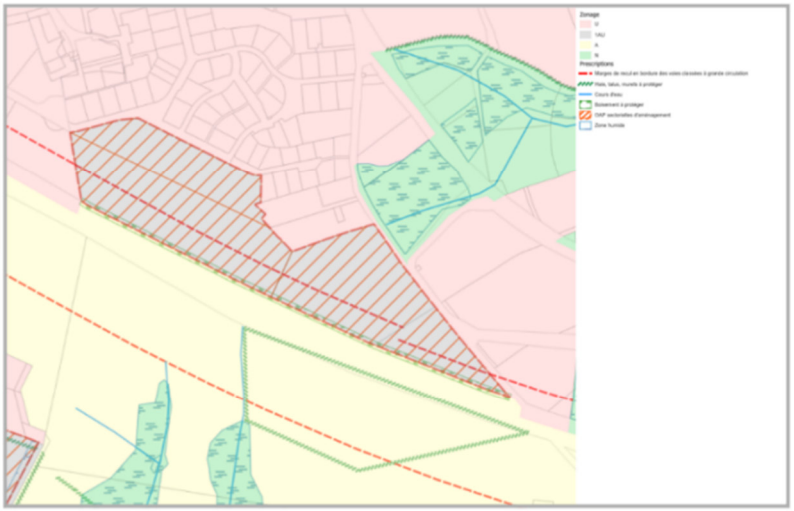
Gestion des eaux pluviales	**(R)** Le zonage pluvial en annexe du PLUi définit des niveaux de risques quantitatifs pour lesquels sont retenues les prescriptions s'applique en fonction de l'aléa : aléa fort, moyen, faible. **(R)** Les aménagements réalisés sur tout terrain doivent être tels qu'ils : ▪ N'aggravent pas l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectant ces eaux ▪ Permettent de maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement. Dans ce but, les eaux pluviales seront infiltrées à l'unité foncière ou piégées/stockées par des dispositifs appropriés. Dans la cas ou la nature du sol ne permet pas l'infiltration, le rejet de ces eaux dans le réseau d'assainissement d'eaux pluviales pourra être éventuellement autorisé après stockage temporaire des eaux (réalisation de structures réservoirs…) et restitution à débit contrôlé.
Adaptation au changement climatique	**(R)** Les disposition générales des OAP mentionnent que les nouvelles constructions doivent intégrer une approche bioclimatique, respecter les réglementations thermiques en vigueur. Les toitures doivent être conçues pour accueillir des panneaux solaires.
Risque inondation	**(R)** Le règlement écrit rappel que qu'une partie du territoire intercommunal est concernée par le risque inondation identifié dans le Plan de Prévention du Risque inondation (PPRi) de Quimperlé et Tréméven, approuvé en 2005. Les règles liées au PPRi sont donc Celui-ci est annexé au règlement graphique du PLUi.

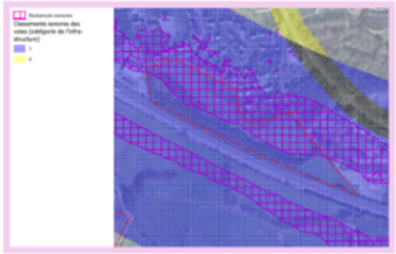
6.3.1.1 Kerhor Sud : Quimperlé

OAP N°75
Kerhor Sud - Quimperlé - 1,8 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5	16
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Oui	5	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	2
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0	5
C_P8	Le site-est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0	
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Oui	3	3
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Oui	2	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Oui	3	

TOTAL : 26
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

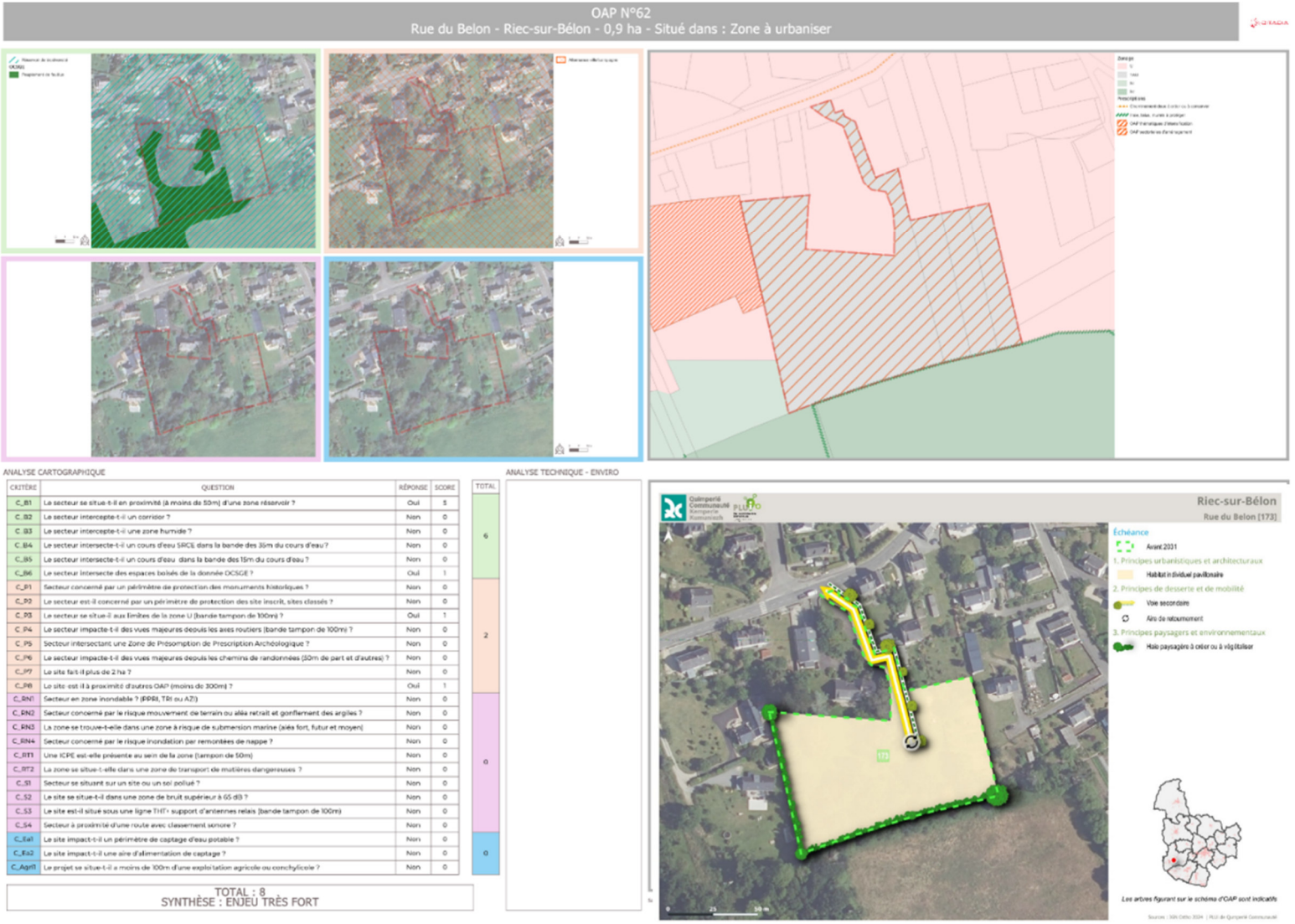
ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir (site couvert à moins de 1 %) Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate. Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 20 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur jouxtant un cours d'eau au Nord et un autre au sud (bande 15 m) (site couvert à moins de 1%) Incidences potentielles : perturbation des écoulements naturels. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 40 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Zone exposée à des niveaux sonores > 65 dB (ou PEB) (site couvert à 55 %) Incidences potentielles : nuisances sonores, altération du cadre de vie, contraintes d'isolation phonique. Zone dans bande tampon d'une voie classée bruyante (site couvert à 100 %) Incidences potentielles : bruit routier récurrent, baisse du confort acoustique, perte de valeur paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la préservation de la haie centrale orientée Est/Ouest **(R)** Les franges boisés au Sud du secteur déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver »

	(R) Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau modéré.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible.**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour les secteurs affectés par le bruit, les constructions existantes ou futures le règlement écrit rappel que ces constructions doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur. **Les incidences résiduelles du projet jugées négatives de niveau faible.**

6.3.1.2 Rue du Belon : Riec-sur-Bélon



CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5	6
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau?	Non	0	2
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (30m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0	0
C_P8	Le site est il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0	
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0	

<table>
<tr><th colspan="2">Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles</th></tr>
<tr><td colspan="2">Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir (couvre l'ensemble du site)
Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate.

Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 40 %)
Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique.

Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne)
Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère.</td></tr>
<tr><th>Thématique environnementale</th><th>Mesures</th></tr>
<tr><td>Biodiversité et milieux naturels</td><td>(R) La frange boisé existante au Sud du secteur sera à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver ». Cette frange permet une transition avec la zone « réservoir » à 50m de celle-ci

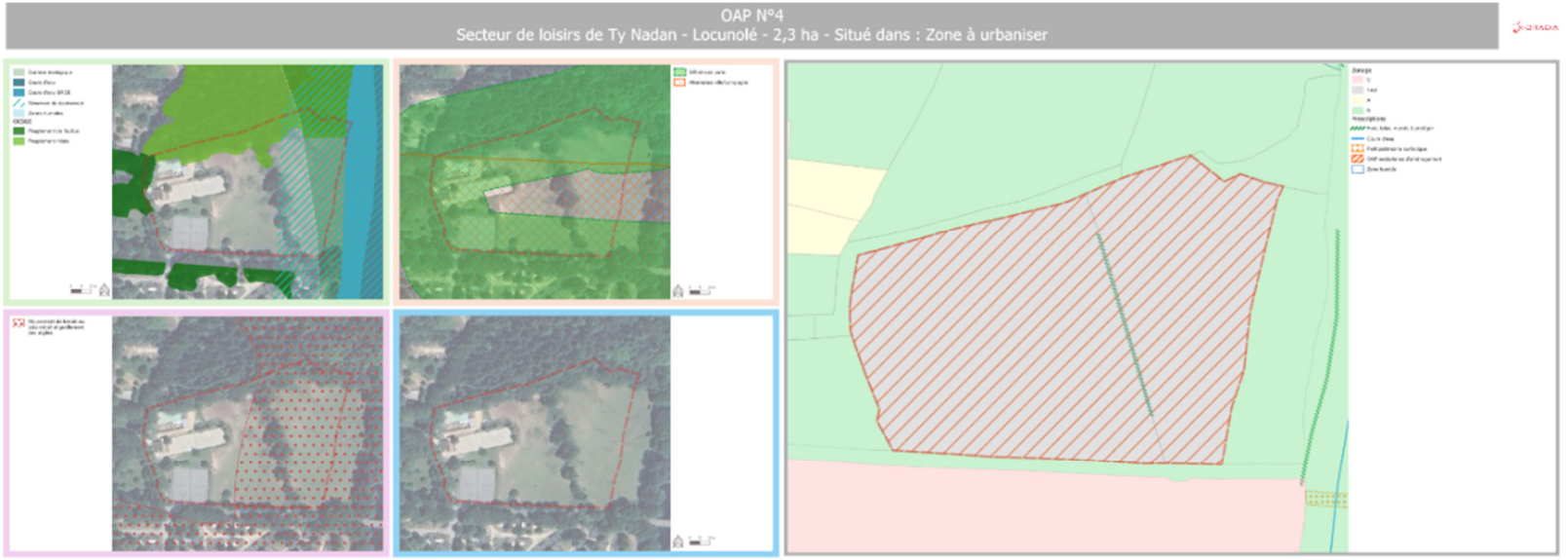
(R) Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface.

(R) Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements.

Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau très faible.</td></tr>
<tr><td>Paysage et patrimoine</td><td>(R) Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi.</td></tr>
</table>

	(E) L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.3.1.3 Secteur de loisirs de Ty Nadan : Locunolé



CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 30m du cours d'eau ?	Oui	3
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Oui	1
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1
C_P8	Le site est il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Non	0
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT> support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
14
2
1
0

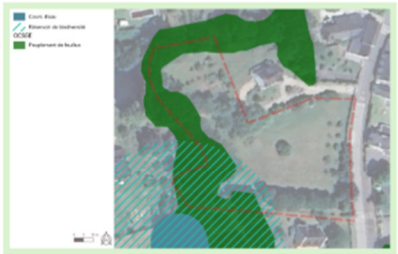
Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir (site couvert à 35 %) Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate. La partie Nord-Est du secteur est située en zone Natura 2000 (voir ci-contre). Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 15 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur intersectant un cours d'eau du SRCE (bande 35 m) (site couvert à moins de 1 %) Incidences potentielles :, perturbation des écoulements naturels. Zone 1AU sur secteur Natura 2000  Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 20 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur impactant des vues majeures depuis un chemin de randonnée ou une voie verte Secteur couvert par le risque retrait gonflement des argiles.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la préservation de la haie centrale orientée Nord/ Sud

	(R) Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Les prescriptions de l'OAP indiquent : Les franges boisées existantes devront être conservées et, autant que possible, le caractère boisé du secteur devra être maintenu lors de son aménagement. Les mesures prévues dans le cadre de l'OAP contribuent à limiter les effets du projet sur le site Natura 2000 en maintenant une continuité écologique et en réduisant l'artificialisation des sols. La préservation de la haie au Nord assure le maintien d'une transition entre espace dédiée au camping et l'espace Natura2000. La conservation de ces franges boisées permette de préserver des habitats existants et de limiter les perturbations pour les espèces sensibles. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées faibles.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Le schémas d'OAP identifie les franges Nord et Sud comme « frange paysagère à préserver » permettant une transition douce entre l'espace urbain et les espaces naturels attenants. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale.

	Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour le risque de retrait-gonflement des argiles, les obligations réglementaires en vigueur s'appliquent, le risque est classé en aléa faible sur le territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.3.1.4 Secteur Nord rue du Croëziou : Rédené

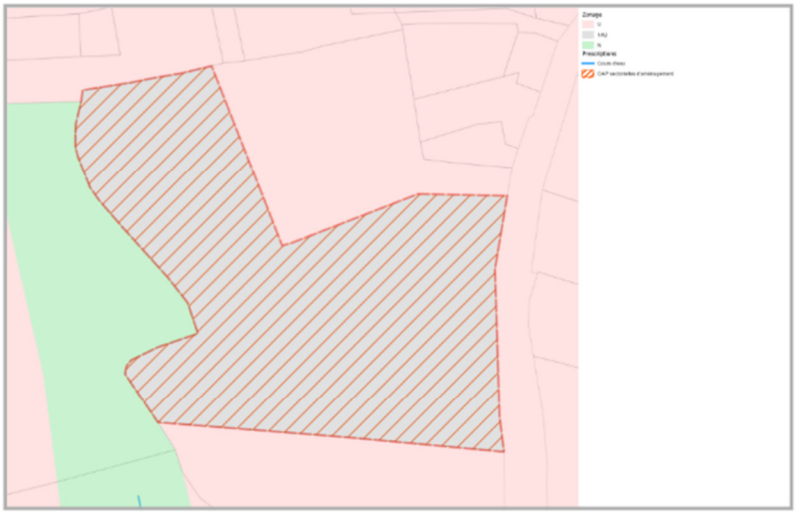
OAP N°24
Secteur Nord rue du Croëziou - Rédené - 0,6 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











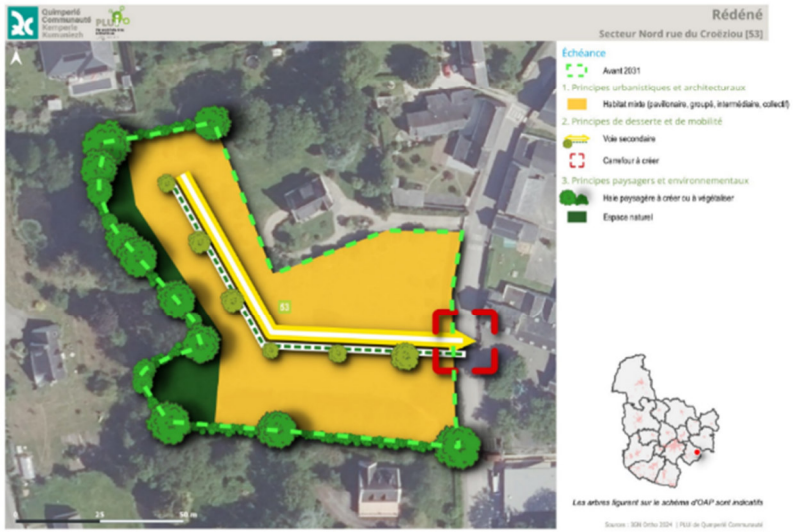
ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0
C_P8	Le site-est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Oui	3

TOTAL
6
2
0
3

TOTAL : 11
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

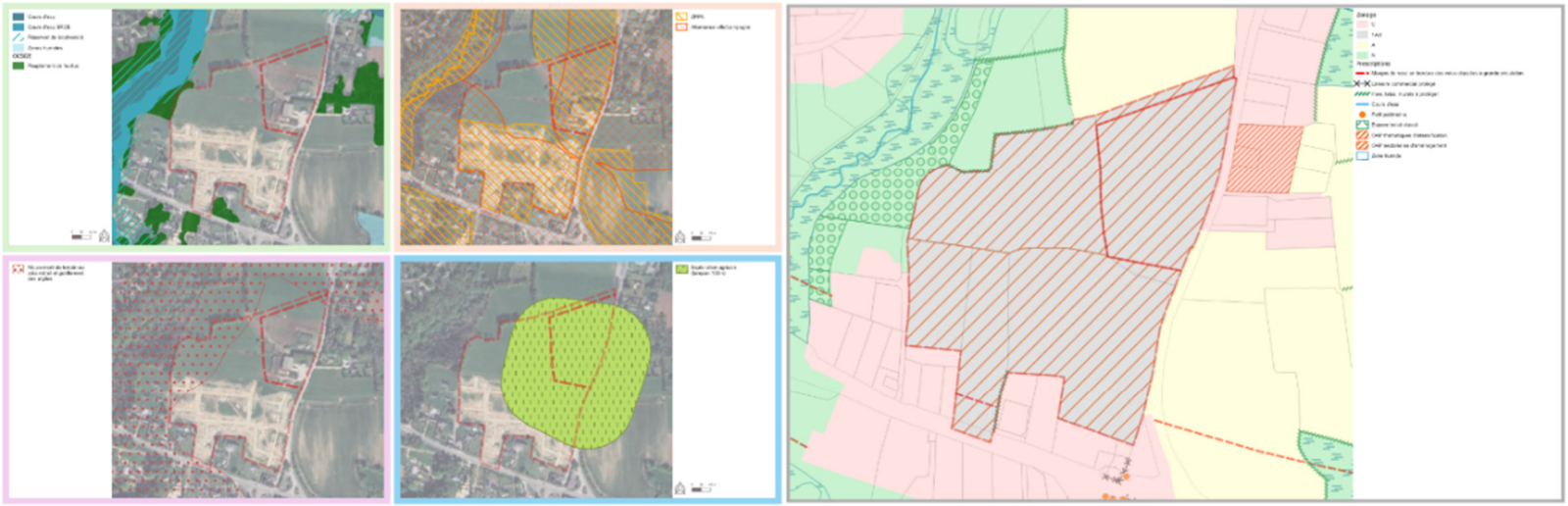


Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir (site couvert à 20 %) Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 25 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la préservation de plus de 75% des éléments arborées grâce à l'identification d'un espace naturel et du de « haie paysagère à créer ou à végétaliser » **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau très faible.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi.

	(E) L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**

6.3.1.5 Secteur Sud rue du Croëziou : Rédené

OAP N°76
Secteur Sud rue du Croëziou - Rédené - 4,0 ha - Situé dans : Zone à urbaniser



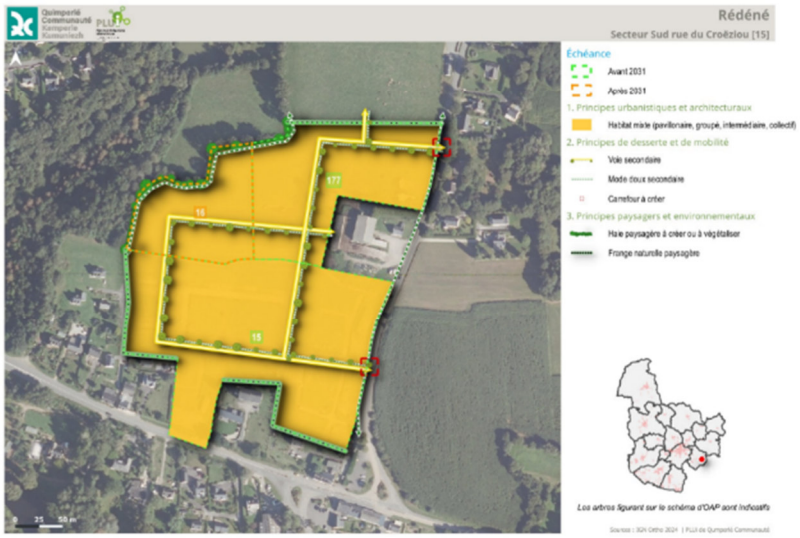
ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Oui	3
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT> support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Oui	3

TOTAL
6
5
1
3

TOTAL : 16
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



<table>
<tr><th colspan="2">Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles</th></tr>
<tr><td colspan="2">Secteur localisé à moins de 50 m d’une zone réservoir (site couvert à moins de 1 %)
Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate.

Secteur intersectant des espaces naturels de l’OCSGE (site couvert à moins de 1 %)
Incidences potentielles : perte d’habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique.

Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne)
Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère.

Secteur concerné par une zone de présomption archéologique (ZPPA) (site couvert à 65 %)
Incidences potentielles : risque de destruction ou d’altération de vestiges archéologiques.

Secteur couvert par le risque retrait gonflement des argiles.</td></tr>
<tr><th>Thématique environnementale</th><th>Mesures</th></tr>
<tr><td>Biodiversité et milieux naturels</td><td>(R) Les franges boisés au Nord du secteur déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver »

(R) Les franges Nord, Ouest et Sud seront aménagées en interface paysagère afin d’assurer une transition progressive avec les espaces naturels voisins et de renforcer la végétalisation des abords.

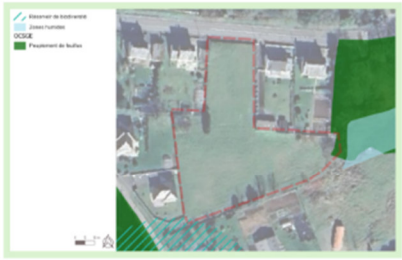
(R) Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d’un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface.

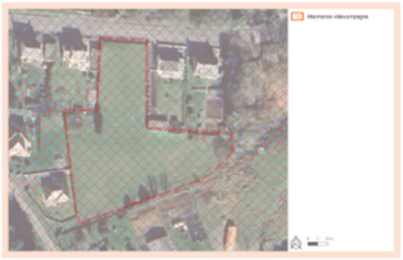
(R) Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d’un minimum 3 logements.</td></tr>
</table>

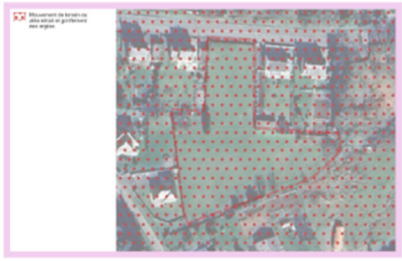
	Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau très faible.
Paysage et patrimoine	**(R)** Les franges Nord, Ouest et Sud bénéficieront d'une frange paysagère permettant une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et favorisant l'intégration paysagère. **(R**) Le règlement écrit rappel ce qui s'applique sur les ZPPA de plus elles figurent sur les plans annexés au PLUi. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour le risque de retrait-gonflement des argiles, les obligations réglementaires en vigueur s'appliquent, le risque est classé en aléa faible sur le territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.3.1.6 Stang Quinquis : Bannalec

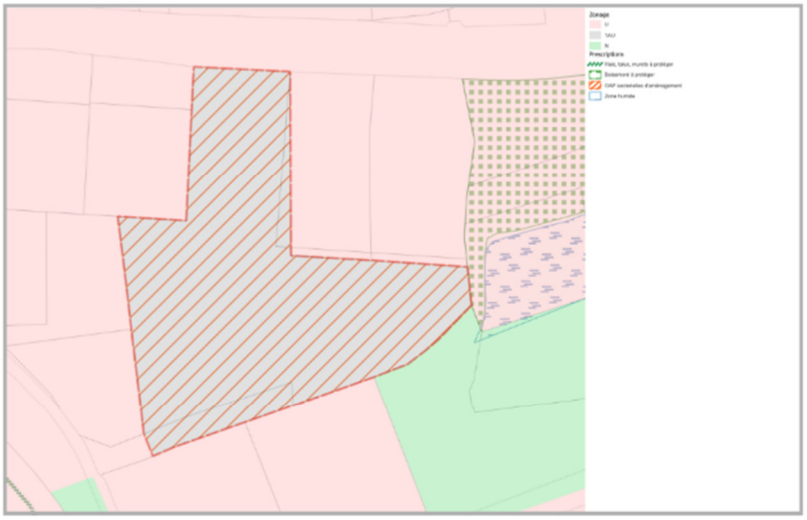
OAP N°48
Stang Quinquis - Bannalec - 0,4 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











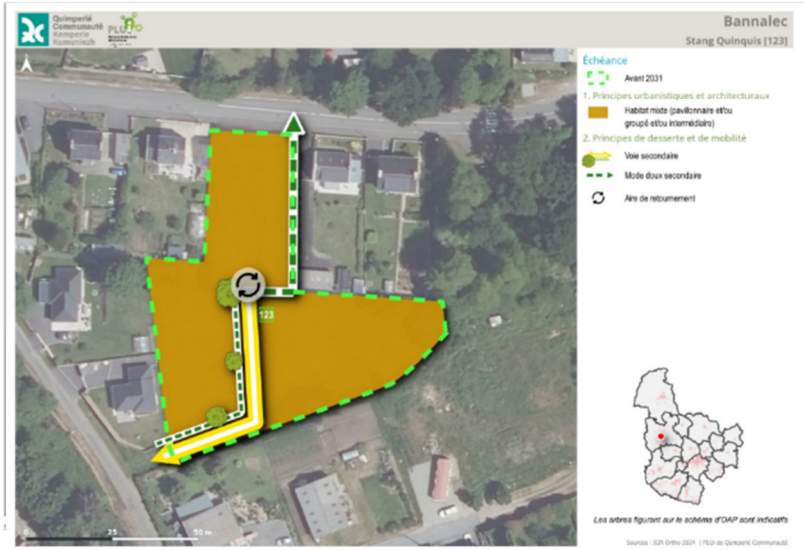
ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0
C_P8	Le site-est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRi, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il à moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
6
2
1
0

TOTAL : 9
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

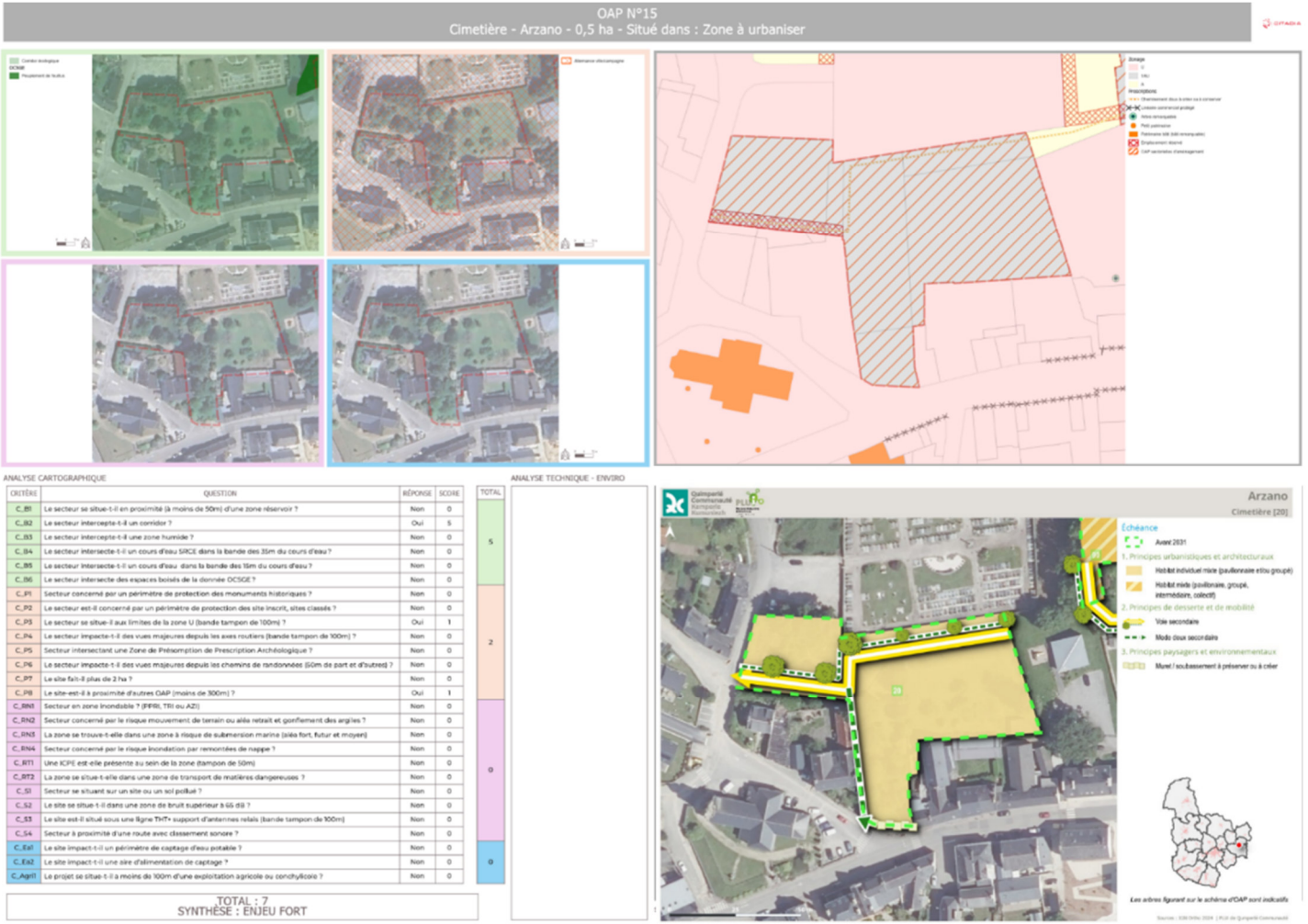


Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir (site couvert à moins de 1 %) Incidences potentielles : Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate. A noter le secteur est uniquement constituer d'une végétation rase dont le potentiel écologique est donc réduit. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur couvert par le risque retrait gonflement des argiles.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau très faible.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi.

	(E) L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour le risque de retrait-gonflement des argiles, les obligations réglementaires en vigueur s'appliquent, le risque est classé en aléa faible sur le territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.3.2 Incidences pressenties et mesures retenues sur d'OAP concentrant les sensibilités environnementales fortes

6.3.2.1 Cimetière : Arzano



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (L'ensemble du site est couvert) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Toutefois le secteur se situe en milieu d'ores et déjà urbanisé ce qui limite le passage de faunes Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Le secteur est arboré (une quinzaine d'individus) Incidences potentielles :perte de l'ensemble des individus arborés	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² . **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la préservation/ création d'un muret/ soubassement au Sud-Ouest permettant une intégration paysagère en lien avec les murets du cimetière au Nord. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi.

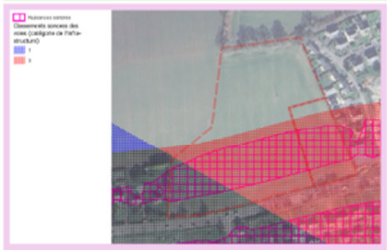
	Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.3.2.2 *Entrée Ouest – Kerhor : Quimperlé*

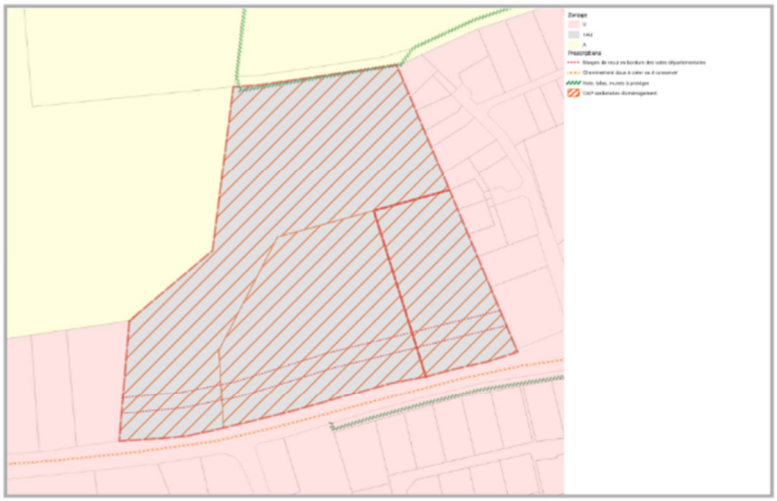
OAP N°74
Entrée Ouest - Kerhor - Quimperlé - 1,2 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0
C_P8	Le site-est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Oui	3
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Oui	2
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il à moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
6
2
5
0

TOTAL : 13
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 100 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à moins de 5 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, potentiels dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Zone exposée à des niveaux sonores > 65 dB (ou PEB) (site couvert à 30 %) Incidences potentielles : nuisances sonores, altération du cadre de vie, contraintes d'isolation phonique. Zone dans bande tampon d'une voie classée bruyante (site couvert à 55 %) Incidences potentielles : bruit routier récurrent, baisse du confort acoustique, perte de valeur paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les franges boisés au Nord du secteur déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** La frange Nord-Ouest sera aménagée en interface paysagère afin d'assurer une transition progressive avec les espaces naturels voisins et de renforcer la végétalisation des abords. **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface.

	(R) Le cadre commun des OAP impose pour la partie habitat de l'OAP des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Les franges Nord, Ouest et Sud bénéficieront d'une frange paysagère permettant une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et favorisant l'intégration paysagère. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour les secteurs affectés par le bruit, les constructions existantes ou futures le règlement écrit rappel que ces constructions doivent présenter un isolement

	acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau modéré**

6.3.2.3 Gendarmerie : Quimperlé

OAP N°59
Gendarmerie - Quimperlé - 0,6 ha - Situé dans : Zone à urbaniser



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Non	0	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	2
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0	
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0	5
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Oui	3	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Oui	2	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0	

TOTAL : 12
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

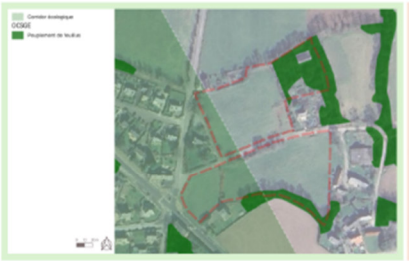
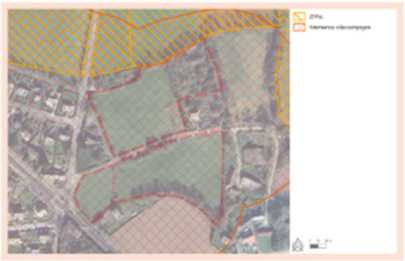


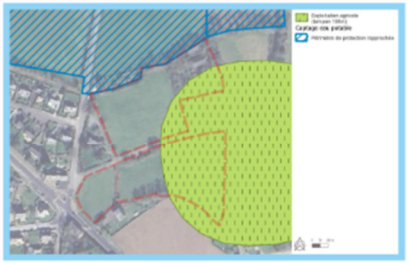
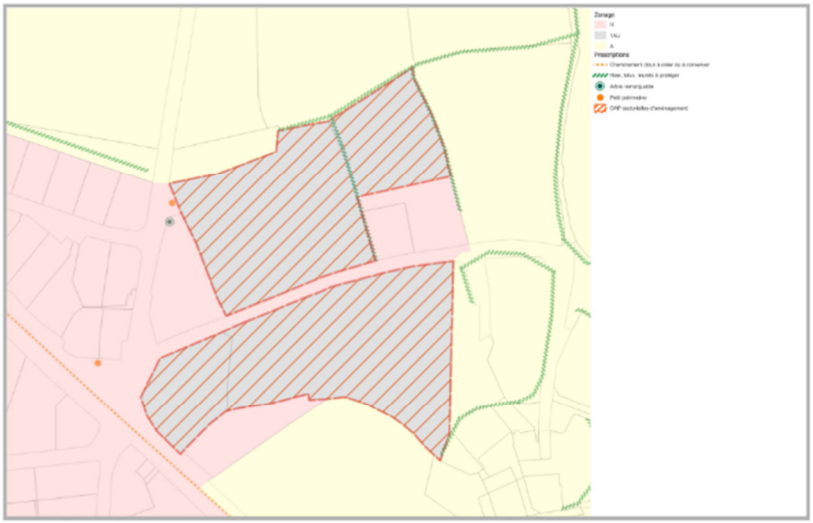
Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 100 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Zone exposée à des niveaux sonores > 65 dB (ou PEB) (site couvert à 50 %) Incidences potentielles : nuisances sonores, altération du cadre de vie, contraintes d'isolation phonique. Zone dans bande tampon d'une voie classée bruyante (site couvert à 85 %) Incidences potentielles : bruit routier récurrent, baisse du confort acoustique, perte de valeur paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m². **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau très faible.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Les franges en contact avec les espaces naturels s'inscrivent dans une opération d'ensemble destinée, à terme, à être urbanisée. Dans ce contexte, les enjeux paysagers à l'interface avec les milieux naturels demeurent limités. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou

	naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour les secteurs affectés par le bruit, les constructions existantes ou futures, le règlement écrit rappel que ces constructions doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau modéré**

6.3.2.4 Kergaeric : Mellac

OAP N°68
Kergaeric - Mellac - 1,2 ha - Situé dans : Zone à urbaniser

ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0	6
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	5
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Oui	3	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0	
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRL TRI ou AZI)	Non	0	1
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0	
C_Es1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Oui	3	6
C_Es2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Oui	3	

TOTAL : 18
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



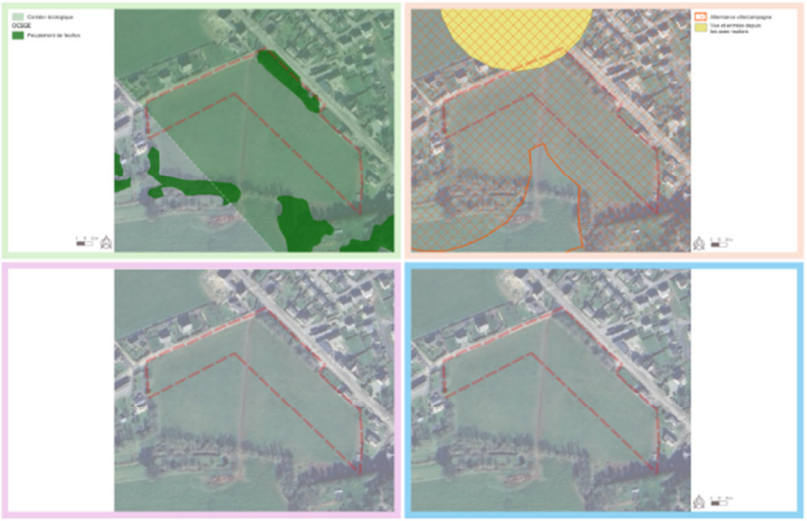
Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 25%) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 15 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur jouxtant une zone de présomption archéologique (ZPPA)	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la préservation de la haie au Sud et à l'Est **(R)** Les franges boisés au Sud à l'Est et une partie du boisement au sein du secteur seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface.

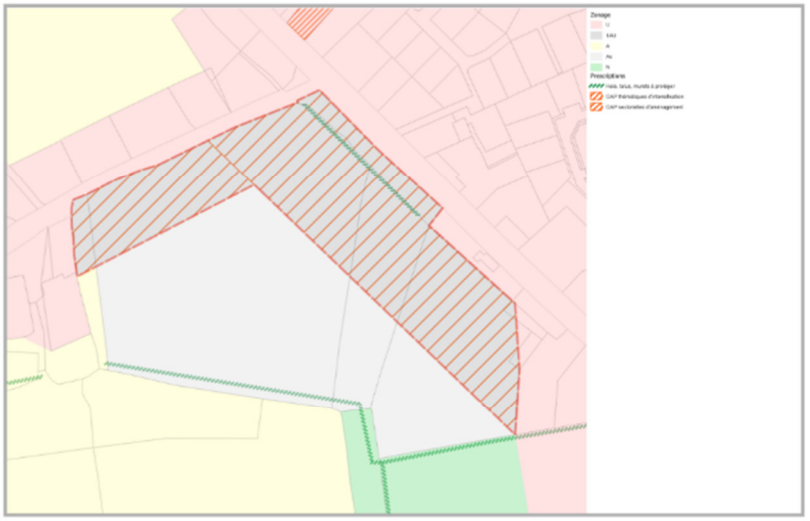
	(R) Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**
Paysage et patrimoine	**(E)** Le secteur évite la ZPPA **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour les secteurs affectés par le bruit, les constructions existantes ou futures le règlement écrit rappel que ces constructions doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur.

	Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible

6.3.2.5 Keriouant :Mellac

OAP N°69
Keriouant - Mellac - 1,4 ha - Situé dans : Zone à urbaniser





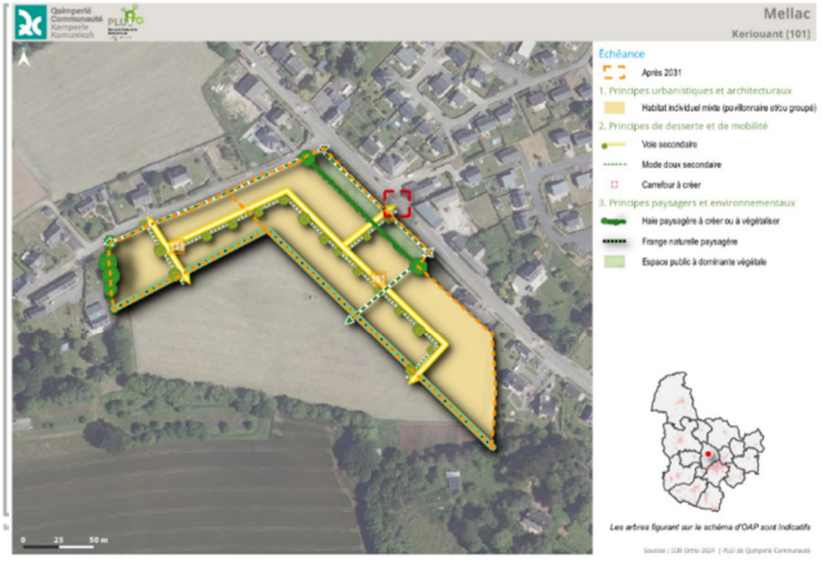
ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-t-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il à moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
6
3
0
0

TOTAL : 9
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



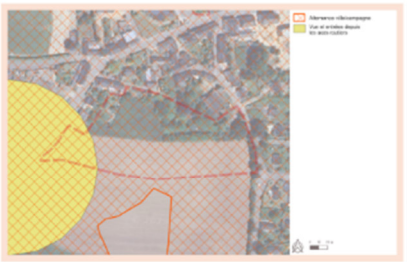
Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à plus de 95 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 10 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur visible depuis un axe routier majeur ou une entrée de ville Incidences potentielles : visibilité accrue des aménagements, rupture dans les perceptions paysagères.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la préservation de la haie au Nord, elle est également inscrite au règlement graphique **(R)** Les franges au Sud seront aménagées en interface paysagère afin d'assurer une transition progressive avec les espaces naturels voisins et de renforcer la végétalisation des abords. **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements.

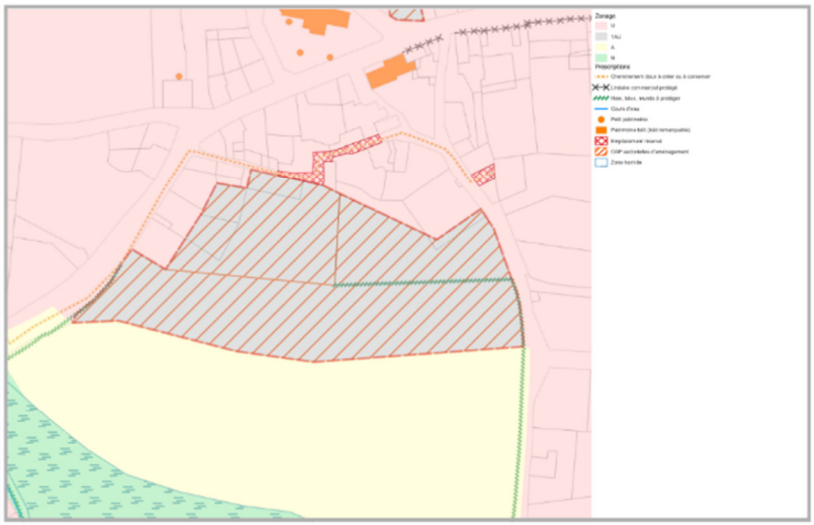
	Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau modéré.
Paysage et patrimoine	**(R)** Les franges situées au Sud seront aménagées en frange paysagère, afin d'assurer une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et de renforcer l'intégration paysagère du projet. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.3.2.6 La Fontaine : Arzano

OAP N°67
La Fontaine - Arzano - 1,2 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0	6
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0	3
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0	
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRL TRI ou AZI)	Non	0	
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0	

TOTAL : 9
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

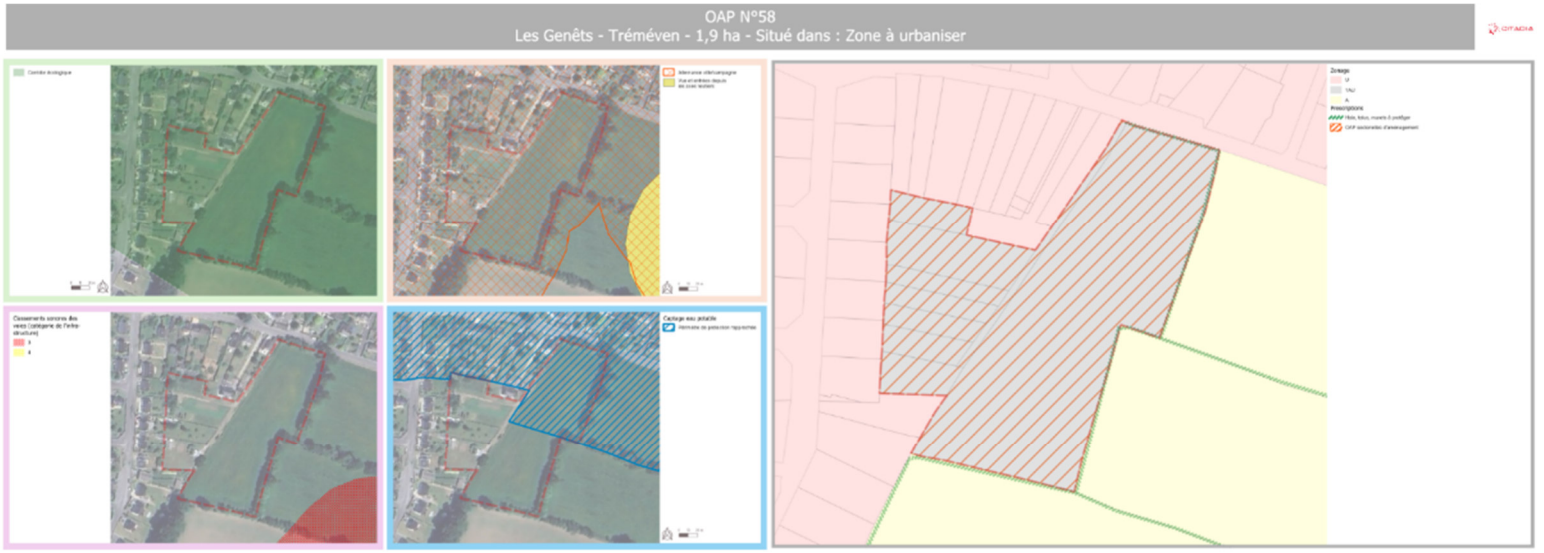
ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 100 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à moins de 5 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur visible depuis un axe routier majeur ou une entrée de ville Incidences potentielles : visibilité accrue des aménagements, rupture dans les perceptions paysagères.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la préservation de la haie présente dans le secteur à l'Est, elle est également inscrite au règlement graphique **(R)** Les franges au Sud seront aménagées en interface paysagère afin d'assurer une transition progressive avec les espaces naturels voisins et de renforcer la végétalisation des abords. **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface.

	(R) Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau modéré.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Les franges au Sud seront aménagées, ils bénéficieront d'une frange paysagère permettant une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et favorisant l'intégration paysagère. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.3.2.7 Les Genêts : Tréméven



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Non	0
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Oui	3
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL

5

2

0

3

TOTAL : 10
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 100 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur situé sur une périmètre de captage des eau « périmètre rapproché » Incidences potentielles :Impact sur la ressource en eau	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les franges boisés au Sud et à l'Est du secteur déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » elles assurent une transition progressive avec les espaces naturels voisins et de renforcer la végétalisation des abords. **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**

Paysage et patrimoine	**(R)** Les franges au Sud et à l'Est seront aménagées, ils bénéficieront d'une frange paysagère permettant une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et favorisant l'intégration paysagère. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **(R)** Les secteurs concernés par des périmètres de protection de captage d'eaux sont matérialisés au plan de zonage du PLUi. Au sein de ces périmètres les dispositions de constructibilité liées aux arrêtés préfectoraux (figurant en annexe du PLUi) délimitant ces périmètres s'appliquent en sus des règles du PLUi. Les aménagements et constructions ne sont autorisés que s'ils n'ont pas d'impact sur la ressource en eau. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau modéré**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour les secteurs affectés par le bruit, les constructions existantes ou futures le règlement écrit rappel que ces constructions doivent présenter un isolement

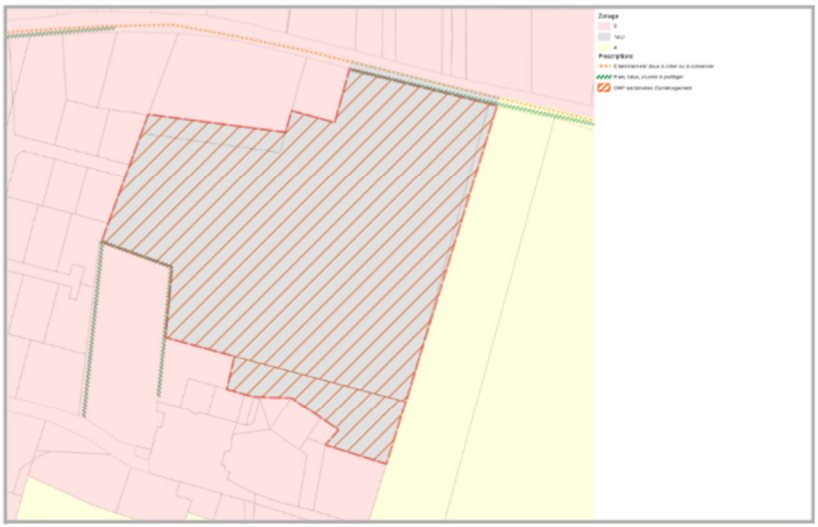
	acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.3.2.8 Moulin d'Or : Tréméven

OAP N°80
Moulin d'Or - Tréméven - 1,7 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0	2
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Non	0	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0	
C_P8	Le site-est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0	
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Oui	3	3
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0	

TOTAL : 10
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 100 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la préservation de la haie Sud-Ouest qui jouxte l'espace boisé. **(R)** Les franges boisés au Sud-Ouest et au Nord du secteur déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** La création d'une frange naturelle paysagère en bordure Est, permet de maintenir un cordon naturel résiduel en bordure du secteur urbanisé. Bien que le projet réduise localement l'espace fonctionnel du corridor écologique, cette frange contribue à en atténuer partiellement les effets, en conservant un élément de continuité écologique en limite d'aménagement. **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements.

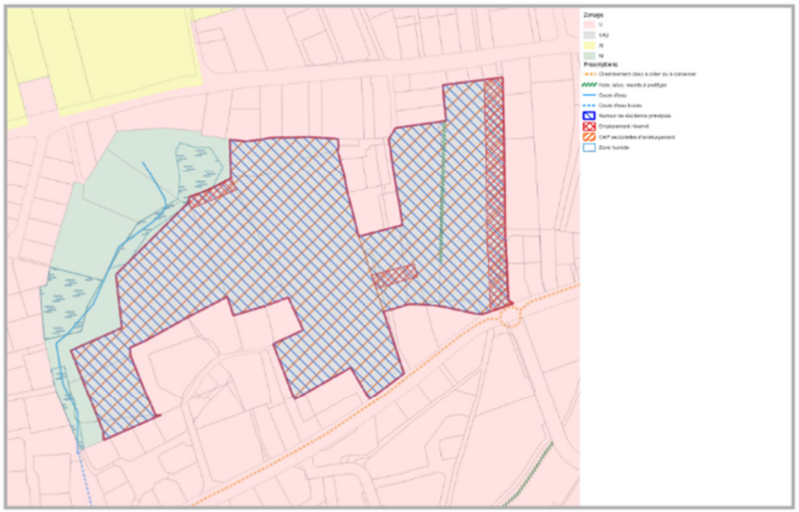
	Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.
Paysage et patrimoine	**(R)** La frange Est bénéficiera d'un aménagement de type frange paysagère permettant une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et favorisant l'intégration paysagère. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.3.2.9 Ouest bourg : Moëlan-sur-Mer

OAP N°77
Ouest bourg - Moëlan-sur-Mer - 3,1 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Oui	5
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Oui	5
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Oui	2
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL

11

2

2

0

TOTAL : 16
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur intersectant un cours d'eau (bande 15 m) (site couvert à moins de 1 %) Incidences potentielles : risque de pollution directe, altération de la ripisylve, perturbation des écoulements naturels. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 30 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Zone dans bande tampon d'une voie classée bruyante (site couvert à moins de 5 %) Incidences potentielles : bruit routier récurrent, baisse du confort acoustique, perte de valeur paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la préservation du massif boisé central via l'inscription « espaces naturels » **(R)** La haies existante au sein du secteur à l'Est sera à préserver et est inscrite au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface.

	(R) Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **(E)** La zone humide est hors périmètre au Nord **(E)** Le cours d'eau est hors périmètre au Nord **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau modéré.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Le site étant entouré d'espaces déjà bâtis, les incidences paysagères potentielles demeurent limitées. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

	(R) Pour les secteurs affectés par le bruit, les constructions existantes ou futures le règlement écrit rappel que ces constructions doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur.

6.3.2.10 Ouest Keralve : Arzano

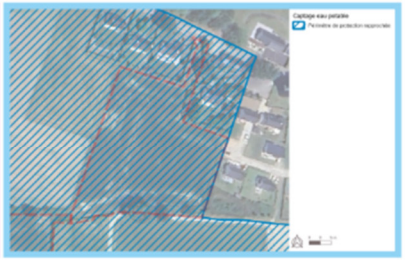
OAP N°2
Ouest Keralve - Arzano - 0,9 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











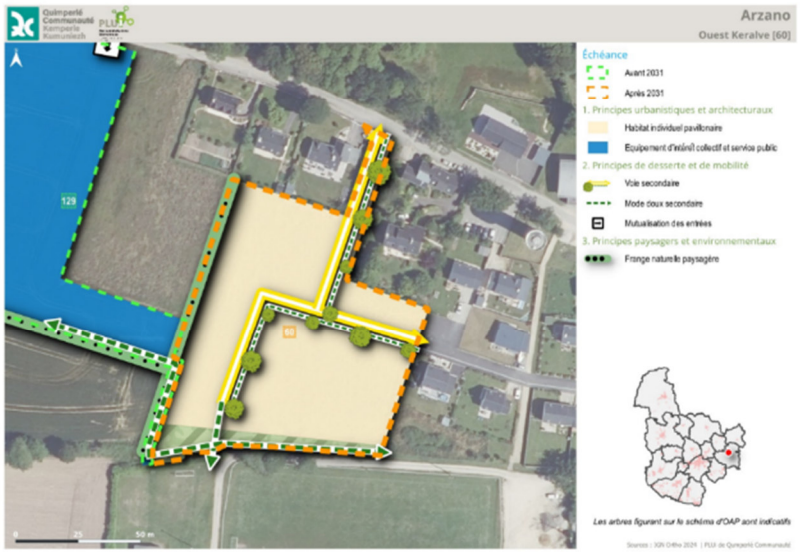
ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Non	0
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Oui	3
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
5
2
0
3

TOTAL : 10
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 100 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur situé sur une périmètre de captage des eau « périmètre rapproché » Incidences potentielles :Impact sur la ressource en eau	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** La création d'une frange naturelle paysagère en bordure Ouest ainsi que « Espace à végétaliser » au Sud, permet de maintenir un cordon naturel résiduel en bordure du secteur urbanisé. Bien que le projet réduise localement l'espace fonctionnel du corridor écologique, cette frange contribue à en atténuer partiellement les effets, en conservant un élément de continuité écologique en limite d'aménagement. **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements.

	Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.
Paysage et patrimoine	**(R)** La frange Ouest sera aménagée en frange paysagère, afin d'assurer une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et de favoriser l'intégration paysagère du projet. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **(R)** Les secteurs concernés par des périmètres de protection de captage d'eaux sont matérialisés au plan de zonage du PLUi. Au sein de ces périmètres les dispositions de constructibilité liées aux arrêtés préfectoraux (figurant en annexe du PLUi) délimitant ces périmètres s'appliquent en sus des règles du PLUi. Les aménagements et constructions ne sont autorisés que s'ils n'ont pas d'impact sur la ressource en eau. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau modéré**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire.

	Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible

6.3.2.11 Pen ar Prat : Mellac

OAP N°51
Pen ar Prat - Mellac - 0,5 ha - Situé dans : Zone à urbaniser



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0	6
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	2
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0	
C_P8	Le site-est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0	

TOTAL : 8
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 80 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à moins de 1 %) : Présence d'un cordon végétal au Sud du secteur Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Le site, bien qu'inséré dans un corridor écologique (80 %), se situe dans un environnement déjà urbanisé, ce qui limite les incidences potentielles. **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Le site s'inscrit dans un tissu urbain déjà constitué, ce qui limite les incidences potentielles, notamment en termes de banalisation des franges urbaines et de perte de transition paysagère. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou

	naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**

6.3.2.12 Place de la Mairie :Arzano

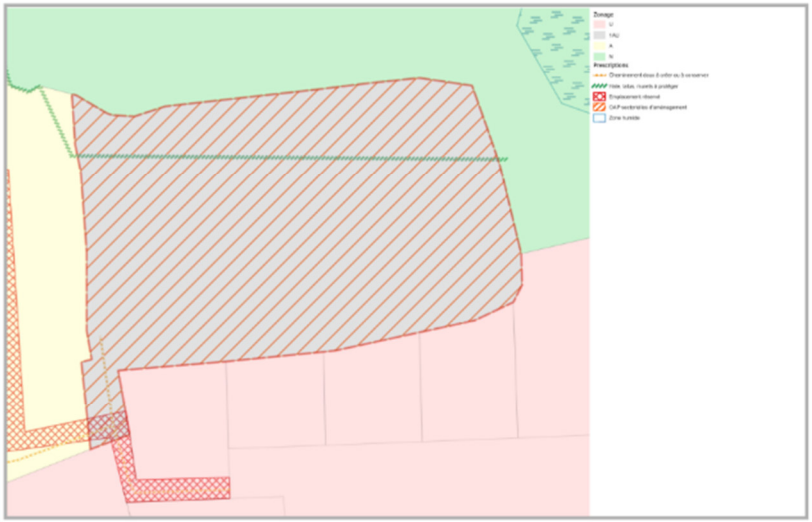
OAP N°39
Place de la Mairie - Arzano - 0,5 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0
C_P8	Le site-est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il à moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
6
2
0
0

TOTAL : 8
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 100 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 70 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la préservation d'une partie du massif boisé au Nord du secteur. **(R)** Une haie au Nord du secteur déjà existantes sera à préserver et est inscrite au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau modéré.**

Paysage et patrimoine	**(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**

6.3.2.13 Quilien – Langlazic : Clohars-Carnoët

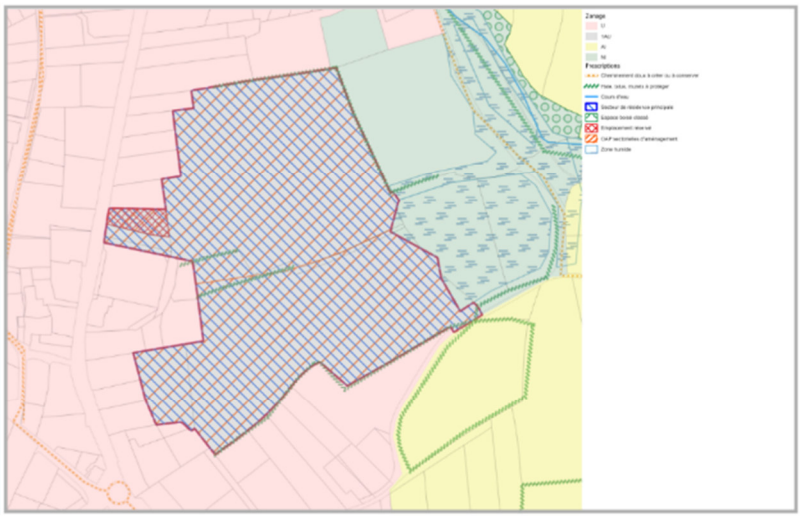
OAP N°79
Quilien - Langlazic - Clohars-Carnoët - 2,4 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Oui	5
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1
C_P8	Le site-est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRi, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
6
2
0
0

TOTAL : 9
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

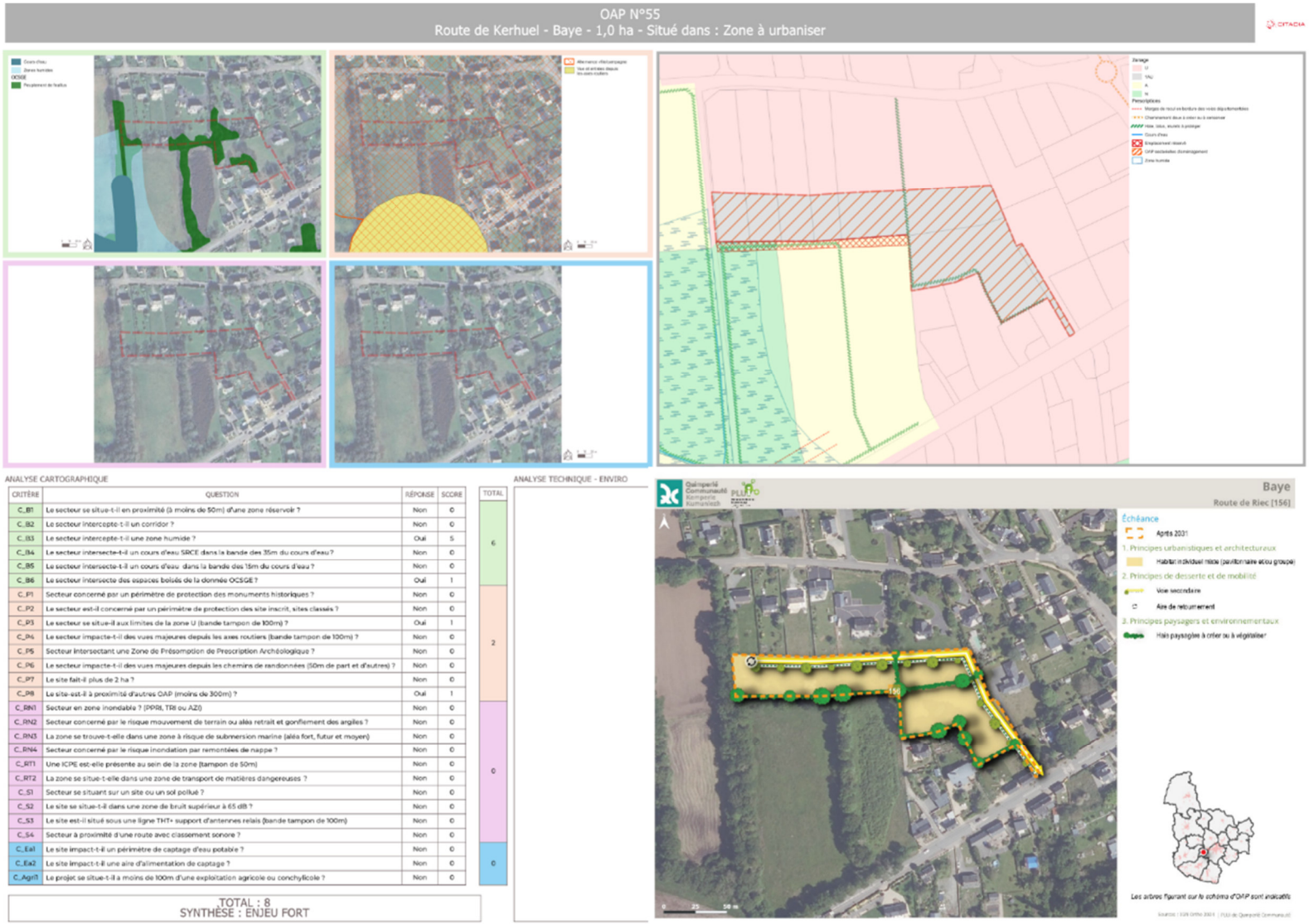
ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur jouxtant une zone humide Incidences potentielles : altération du milieu humide Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 5 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la création/ préservation des haies situées en franges Sud et Nord. **(R)** Le espaces boisé au sein du secteur au centre déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **(E)** La zone humide se situe hors du périmètre à l'Est

	Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.
Paysage et patrimoine	**(R)** Les franges situées à l'Est seront aménagées en frange paysagère, afin d'assurer une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et de renforcer l'intégration paysagère du projet. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**

6.3.2.14 Route de Kerhuel : Baye



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur jouxtant une zone humide Incidences potentielles : altération du milieu humide. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 25 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Deux haies au Sud du secteur déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **(E)** La zone humide se situe hors du secteur **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**

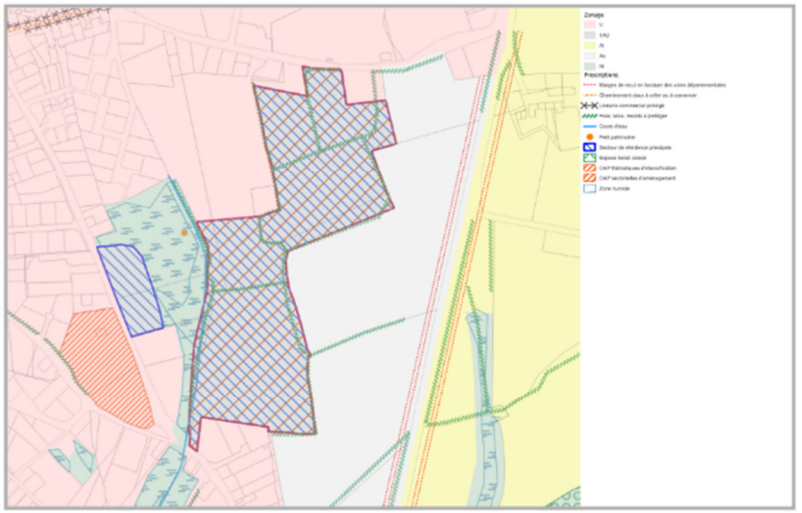
Paysage et patrimoine	**(R)** Les franges situées au Sud seront aménagées en haies paysagère, afin d'assurer une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et de renforcer l'intégration paysagère du projet. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**

6.3.2.15 Rue de la Paix : Riec-sur-Bélon

OAP N°72
Rue de la Paix - Riec-sur-Bélon - 3,3 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0	11
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Oui	5	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Oui	5	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	2
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1	
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0	

TOTAL : 14
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

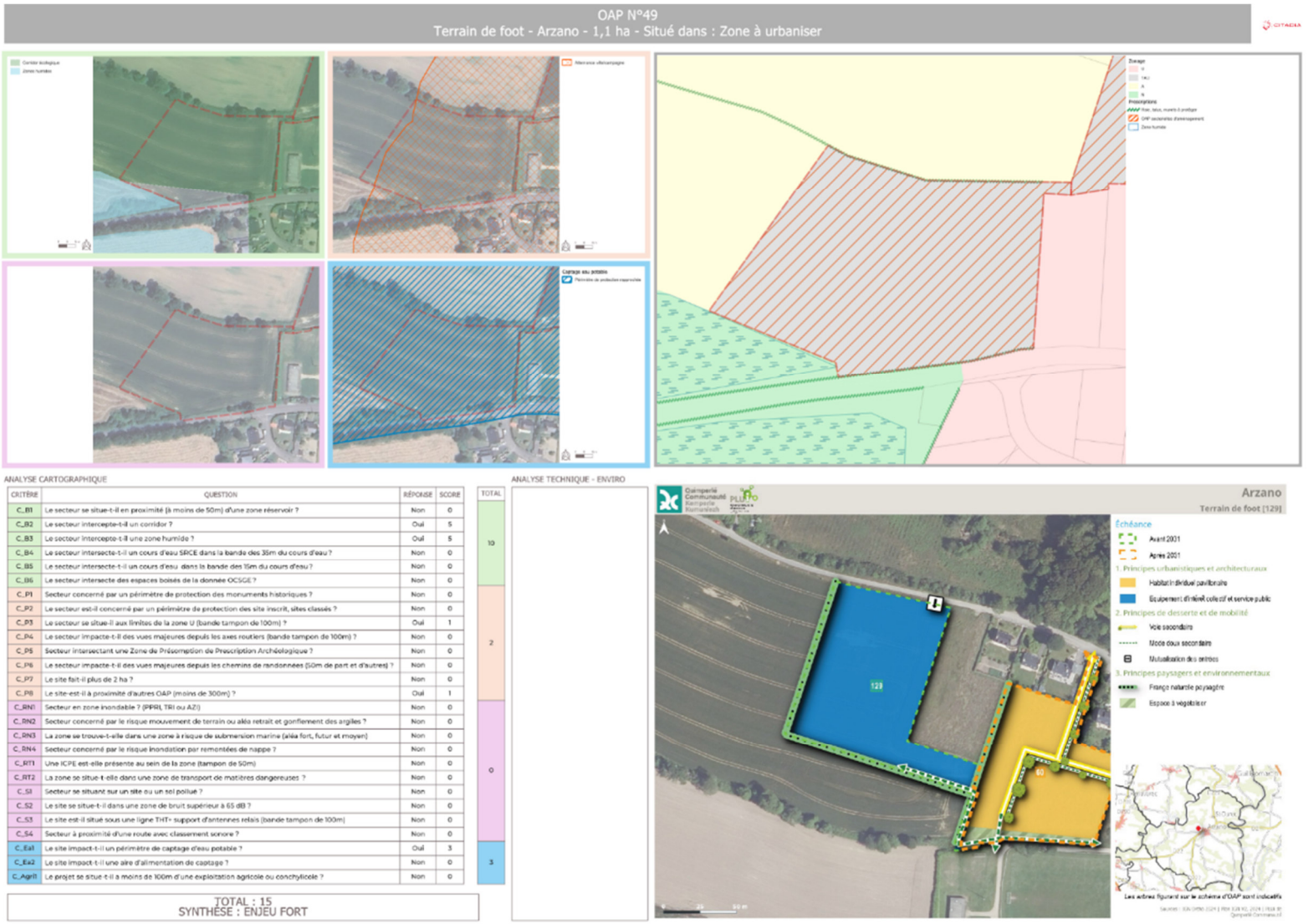
ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur jouxtant une zone humide Incidences potentielles : altération partielle ou totale du milieu humide. Secteur intersectant un cours d'eau (bande 15 m) (couve à 7 % du site) Incidences potentielles : risque de pollution directe, érosion ou modification du lit mineur, altération de la ripisylve, perturbation des écoulements naturels. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 20 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) (site couvert à 90 %) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les principes de l'OAP prévoient la préservation de 7 haies au sein du secteur **(R)** Les franges boisés au Sud du secteur déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **(E)** La zone humide se situe hors du secteur

	Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.
Paysage et patrimoine	**(R)** Les franges situées à l'Est seront aménagées en haies paysagère, afin d'assurer une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et de renforcer l'intégration paysagère du projet. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau modéré.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**

6.3.2.16 Terrain de foot : Arzano



NB : Le secteur a fait l'objet d'une réduction au cours de la procédure

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 85 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur jouxtant une zone humide Incidences potentielles : destruction partielle ou totale du milieu humide. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur situé sur une périmètre de captage des eau « périmètre rapproché » Incidences potentielles :Impact sur la ressource en eau	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m². **(E)** la zone humide est hors du secteur. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau très faible.**

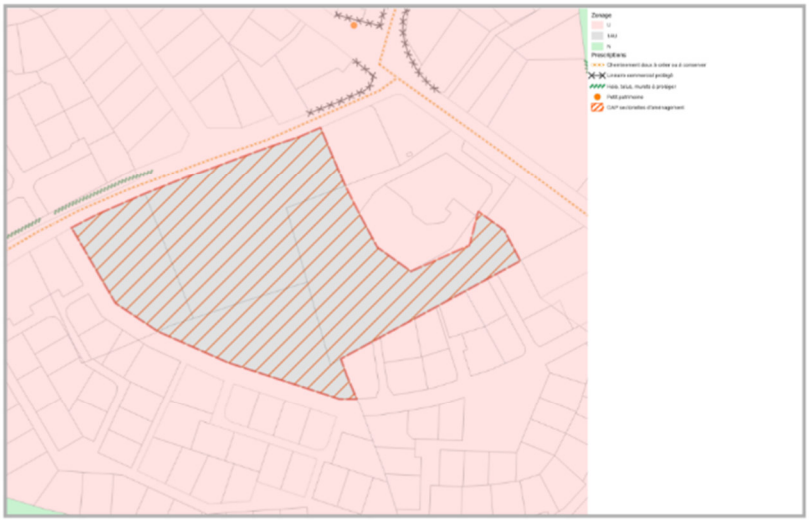
Paysage et patrimoine	**(R)** Les franges situées au Sud et à l'Ouest seront aménagées en frange paysagère, afin d'assurer une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et de renforcer l'intégration paysagère du projet. **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **(R)** Les secteurs concernés par des périmètres de protection de captage d'eaux sont matérialisés au plan de zonage du PLUi. Au sein de ces périmètres les dispositions de constructibilité liées aux arrêtés préfectoraux (figurant en annexe du PLUi) délimitant ces périmètres s'appliquent en sus des règles du PLUi. Les aménagements et constructions ne sont autorisés que s'ils n'ont pas d'impact sur la ressource en eau. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau modérées**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**

6.3.2.17 Ty Bonal : Mellac

OAP N°32
Ty Bonal - Mellac - 2,1 ha - Situé dans : Zone à urbaniser











ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Non	0
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-t-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
5
3
0
0

TOTAL : 9
SYNTHÈSE : ENJEU FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO



Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 100 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur visible depuis un axe routier majeur ou une entrée de ville Incidences potentielles : visibilité accrue des aménagements, rupture dans les perceptions paysagères.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface. **(R)** Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m² et instaure un coefficient de biotope pour la création d'un minimum 3 logements. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Dans ce contexte urbain, les incidences paysagères liées à la transition ville-campagne demeurent limitées, d'autant que les OAP encadrent l'insertion architecturale et paysagère des constructions**.** **(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi.

	(E) L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour le risque de retrait-gonflement des argiles, les obligations réglementaires en vigueur s'appliquent, le risque est classé en aléa faible sur le territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.3.2.18 ZAE Kervidanou 1 Sud : Quimperlé



CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Non	0	11
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Oui	5	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	2
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1	
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres OAP (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0	2
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Oui	2	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0	

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé dans un corridor (site couvert à 80 %) Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique. Secteur jouxtant une zone humide Incidences potentielles : altération partielle ou totale du milieu humide. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE (site couvert à 5 %) Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Zone dans bande tampon d'une voie classée bruyante (site couvert à 20 %) Incidences potentielles : bruit routier récurrent, baisse du confort acoustique, perte de valeur paysagère.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les franges boisés au Nord, à l'Ouest et au Sud du secteur déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de cette surface.

	(R) Le cadre commun des OAP impose des surfaces de pleine terre sur les unités foncières supérieur à 200m². **(E)** La zone humide se situe hors du secteur et est identifié sur le schéma d'OAP permettant sa prise en compte. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Le cadre commun des OAP réglemente la hauteur des constructions qui devra garantir une bonne insertion de la construction dans l'environnement bâti et/ou naturel, pour permettre une unité architecturale, paysagère et urbaine avec les bâtiments existants à la date d'approbation du PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **(R)** Le schémas de l'OAP localise des haies et franges paysagères à créer/à conserver, , afin d'assurer une transition douce avec les espaces naturels avoisinants et de renforcer l'intégration paysagère du projet. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour les secteurs affectés par le bruit, les constructions existantes ou futures le règlement écrit rappel que ces constructions doivent présenter un isolement

	acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.4 INCIDENCES PRESSENTIES ET MESURES RETENUES SUR LES STECAL CONCENTRANT LES SENSIBILITES ENVIRONNEMENTALES

Les STECAL et zones A/N spécifiques de manière générale constituent les projets d'aménagement localisés dans le tissu agricole et naturel du territoire. Ils visent à assurer le développement ou l'accompagnement de projets visant à répondre aux évolutions des territoires en matière d'équipements (énergies renouvelables, stations d'épuration…), d'évolution d'activités isolées et en matière de besoins (espaces de loisirs, …).

L'analyse croisée entre les STECAL et zones A/N spécifiques et les enjeux environnementaux a permis d'identifier 30 STECAL ou zones A/N spécifiques localisés sur une zone présentant au moins 1 enjeu environnemental qualifié de très fort.

Pour ces 30 STECAL les zonages sont les suivants :

Zonage du STECAL	Nombre de STECAL concernés
Ai	10
Ail	3
Ne	1
Nec	1
Nek	2
Nes	1
Nt	1
Ntl	10
U	1

De manière globale, le PLUi répond aux enjeux thématiques majeurs suivants pour chacun des sites 30 concernés :

Enjeux	Nombre de sites de projet concernés	Mesures d'évitement ou de réduction
Enjeux forts		
Secteur à moins de 50m d'un réservoir	• 30 STECAL (soit 100% des STECAL identifié comme à « Enjeux très fort »	**(R)** 22 STECAL présentent une emprise inférieure à 2 ha, ce qui limite l'ampleur potentielle des incidences. **Les 8 autres STECAL, dont l'emprise est supérieure à 2 ha (sites n° 64, 44, 78, 35, 80, 61, 55 et 30), feront l'objet d'une analyse plus détaillée ci-après.** **(R)** Par ailleurs, l'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » rappelle plusieurs orientations applicables aux projets

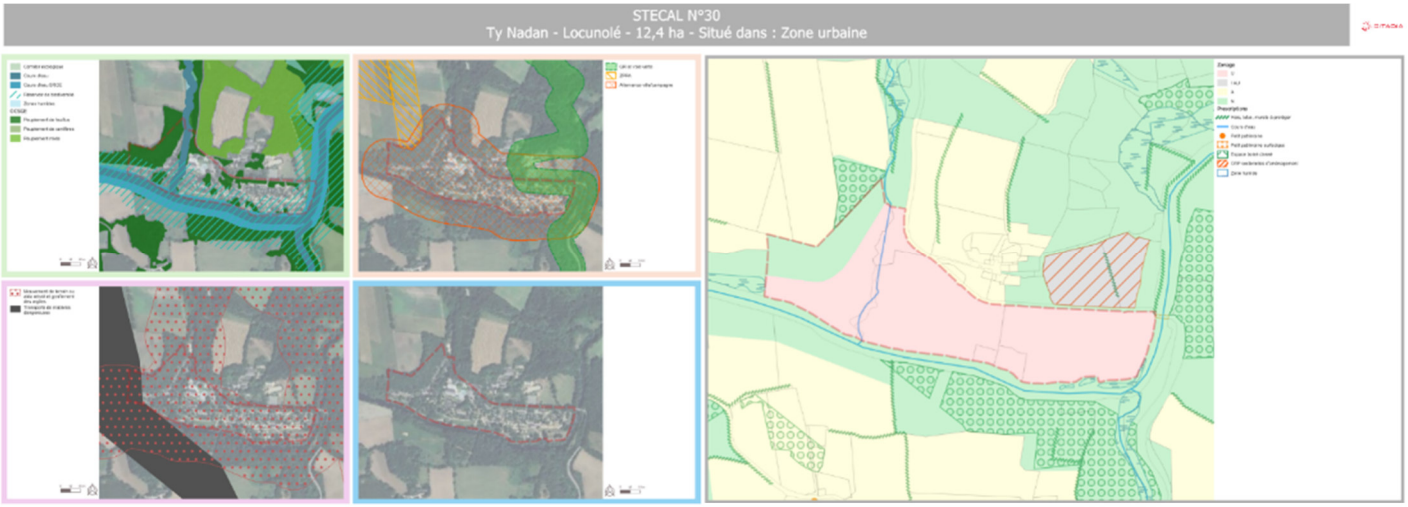
		situés en zones A et N, notamment l'orientation **P.09-01 : Réintensifier le rôle du bocage**. À ce titre, elle prévoit : - Replanter des haies bocagères doit permettre au territoire de favoriser la biodiversité rurale, de mieux gérer les eaux pluviales et les risques liés au ruissellement, de bénéficier à l'agriculture, de recréer des puits de carbone naturels (biomasse et sols) et de mettre en valeur les continuités écologiques. - Des replantations qui sont à intégrer à l'ensemble des projets de construction en zone A ou N. - Respecter les principes bocagers avec une structure de haie multi-strates, la présence d'un fossé, d'un talus, d'un ourlet enherbé en bordure de parcelle, la continuité des haies, leur largeur, et la présence des micro-habitats (souches, arbres morts ou à cavité, éléments rocheux, etc.)
Secteur intersectant un corridor écologique (non aquatique)	• 2 STECAL (N° 30 et 46)	**(R)** L'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » prévoit, dans son orientation **P.06-01 : Maximiser la continuité du sol**, plusieurs dispositions visant à préserver le fonctionnement de ces continuités : - A l'échelle de la parcelle, garantir une continuité du sol vis-à-vis des parcelles adjacentes ainsi que de l'espace public. Eviter de fait les clôtures bataille ou murets nécessitant des fondations continues (également pour permettre le passage de la petite faune) ;

		- Dans les espaces publics, éviter autant que possible les ruptures de la trame brune, notamment en garantissant une continuité par le sous-sol.
Secteur intersectant une zone humide	• 8 STECAL (75, 10, 4, 59, 11, 17, 44, 80)	**Pour les STECAL 75, 10, 59, 44, 80 : (R)** En zone N et Nl Les constructions, installations et ouvrages ne doivent ni porter atteinte au développement des activités agricoles ni à l'environnement dont plus particulièrement les zones humides dans le respect notamment de la loi sur l'eau. **(R)** Comme rappelé dans le règlement du PLUi, **Il est rappelé que l'identification des zones humides réalisée et repris dans le plan de zonage du PLUi, ne dispense pas le porteur de projet de vérifier, avant tout travaux, l'existence ou l'absence de zone humide au titre de la règlementation environnementale mais encore de respecter les règles du code de l'environnement.** Dans tous les cas, les projets affectant une zone humide doivent viser les principes d'évitement, de réduction, de compensation des impacts potentiels.
Secteur en zone inondable	• 1 STECAL en zones d'extension des crues probables	**(R)** Les Atlas des Zones Inondables (AZI) et les zones d'expansion des crues, établis sur le bassin versant Loire-Bretagne, identifient les champs d'expansion des crues de l'Aven, de l'Ellé, de l'Isole et du Scorff. Le PLUi prend en compte ces périmètres en interdisant toute urbanisation nouvelle dans les zones inondables situées hors des secteurs déjà urbanisés, à l'exception des aménagements strictement nécessaires (gestion et exploitation agricole ou de loisirs compatibles, reconstructions sans augmentation de capacité, réseaux et infrastructures d'intérêt général, équipements liés à l'eau, ou travaux visant à réduire le risque). Les clôtures en zone inondable doivent rester perméables afin de garantir l'écoulement des eaux.

Analyse détaillée des 8 STECAL :

- **STECAL n°30 – Ty Nadan,** *Camping existant de grande ampleur : confortement de l'activité sur son emprise actuelle*
  Commune : Locunolé – **12,39 ha**
- **STECAL n°55 – Le Moulin du Quinquis :** *Camping : extensions des bâtiments d'activités existants*
  Commune : Clohars-Carnoët – **6,82 ha**
- **STECAL n°61 – Trocherou :** *Espace hôtelier (manoir) : extensions des bâtiments d'activités existants*
  Commune : Riec-sur-Bélon – **3,74 ha**
- **STECAL n°80 – Locouarn :** *Camping de Locouarn : extensions des bâtiments d'activités existants*
  Commune : Clohars-Carnoët – **3,67 ha**
- **STECAL n°35 – Manoir de Kernault :** *Manoir de Kernault et son allée (Monument historique)*
  Commune : Mellac – **3,10 ha**
- **STECAL n°78 – Guerloc'h nord :** *Coopérative agricole existante : extensions et annexes des activités*
  Commune : Scaër – **2,87 ha**
- **STECAL n°44 – Le Ménec :** *Projet d'habitat participatif et tiers-lieu d'activités*
  Commune : Bannalec – **2,45 ha**
- **STECAL n°64 – Château de La Porte Neuve :** *Domaine hôtelier : extensions des activités (salle de séminaire, aire de jeux, etc.)*
  Commune : Riec-sur-Bélon – **2,10 ha**

6.4.1.1 STECAL n°30



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Oui	5
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Oui	3
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Oui	5
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSOE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-t-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Oui	3
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Oui	1
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres STECAL (moins de 300m) ?	Non	0
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Oui	2
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_E1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_E2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri	Le projet se situe-t-il à moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
19
6
3
0

TOTAL : 28
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles

Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir
Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate.

Secteur localisé dans un corridor
Incidences potentielles : rupture de continuités écologiques, entrave aux déplacements de la faune, banalisation ou dégradation du corridor écologique.

Secteur intersectant un cours d'eau
Incidences potentielles : perturbation des écoulements naturels.

Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE
Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique.

Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne)
Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère.

Secteur situé en zone aléa retrait gonflement des argiles

Secteur traversé par un transport de matières dangereuses (TMD) : Canalisation de gaz

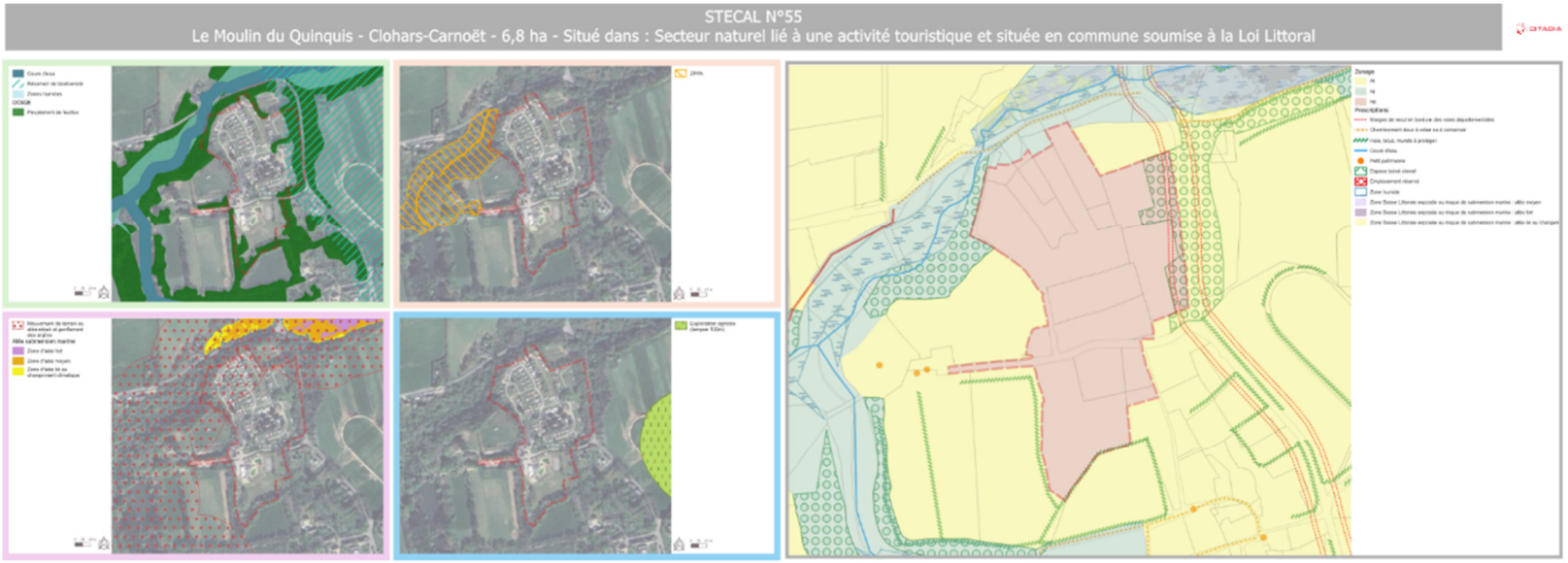
Thématique environnementale	Mesures
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Dans les secteurs à vocation de camping, le règlement impose des exigences minimales en matière de pleine terre. La part d'espaces devant être conservée en pleine terre dépend du taux d'emprise au sol du bâti (extensions et annexes comprises) : • **Lorsque l'emprise au sol du bâti est comprise entre 0 % et 40 %**, au moins **40 %** de l'unité foncière doit être maintenue en pleine terre.

	• **Lorsque l'emprise au sol du bâti est comprise entre 40 % et 60 %**, au moins **30 %** de l'unité foncière doit être maintenue en pleine terre. • **Lorsque l'emprise au sol du bâti dépasse 60 %**, au moins **20 %** de l'unité foncière doit être maintenue en pleine terre. Ces prescriptions visent à garantir un minimum de surfaces non imperméabilisées au sein des secteurs concernés. **(R)** Le secteur boisé à l'Ouest est classé en zone N. **(R)** L'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » prévoit, dans son orientation **P.06-01 : Maximiser la continuité du sol**, plusieurs dispositions visant à préserver le fonctionnement de ces continuités : • Garantir, à l'échelle de chaque parcelle, une **continuité du sol** avec les parcelles voisines et les espaces publics, en évitant notamment les clôtures pleines ou les murets à fondations continues, afin de permettre le passage de la petite faune ; • Dans les espaces publics, **limiter les ruptures de la trame brune**, en préservant autant que possible la continuité du sous-sol. Ces prescriptions contribuent à réduire les effets de fragmentation potentielle associés à l'implantation de projets dans un corridor écologique. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**
Paysage et patrimoine	**(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale.

	(R) Les règles applicables au secteur encadrent la hauteur, l'emprise au sol et l'implantation des constructions afin d'assurer leur bonne insertion dans le paysage existant. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **(R)** Les secteurs à vocation de camping sont des zones principalement destinées à l'hébergement touristique en plein air. Dans ces secteurs, les usages, activités et constructions sont : • **Autorisés**, lorsqu'ils relèvent des équipements d'intérêt collectif, de certains locaux administratifs, ou d'activités compatibles avec la vocation touristique du secteur (hôtels, autres hébergements touristiques, aires naturelles, terrains aménagés…). • **Autorisés sous conditions**, lorsqu'ils sont strictement liés et nécessaires à l'activité principale (ex. : logement de fonction limité à 50 m², restauration liée au camping, cuisine dédiée à la vente en ligne liée à l'activité). • **Interdits**, lorsqu'ils ne relèvent pas de cette vocation ou génèrent des incompatibilités avec l'usage touristique (habitation indépendante, commerce de détail, artisanat, industrie, exploitation agricole ou forestière, établissements scolaires, de santé, lieux de culte, entrepôts, centres de congrès, etc.). En résumé, **la zone autorise uniquement les activités directement compatibles ou nécessaires à l'hébergement touristique**, tandis que les usages sans lien avec cette vocation sont interdits.

	Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Les disposition générales rappel les règles en vigueur concernant les risques lié aux canalisations de transport de gaz **(R)** Pour le risque de retrait-gonflement des argiles, les obligations réglementaires en vigueur s'appliquent, le risque est classé en aléa faible sur le territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.4.1.2 STECAL n°55



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Oui	5
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-t-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Oui	3
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres STECAL (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL : 17
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

TOTAL
11
5
1
0

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur jouxtant une ZPPA Secteur situé en zone aléa retrait gonflement des argiles	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** L'espace boisé à l'Est déjà existantes sera préservé et est inscrit au règlement graphique via la mention «espace boisé classé» **(R)** L'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » rappelle l'orientation **P.09-01 : Réintensifier le rôle du bocage**, prévoyant notamment : • Replanter des haies bocagères doit permettre au territoire de favoriser la biodiversité rurale, de mieux gérer les eaux pluviales et les risques liés au ruissellement, de bénéficier à l'agriculture, de recréer des puits de carbone naturels (biomasse et sols) et de mettre en valeur les continuités écologiques. • Des replantations qui sont à intégrer à l'ensemble des projets de construction en zone A ou N. • Respecter les principes bocagers avec une structure de haie multi-strates, la présence d'un fossé, d'un talus, d'un ourlet enherbé en bordure de

	parcelle, la continuité des haies, leur largeur, et la présence des micro-habitats (souches, arbres morts ou à cavité, éléments rocheux, etc.) **(R)** Le règlement de la zone mentionne que les constructions, installations et ouvrages ne doivent ni porter atteinte au développement des activités agricoles ni à l'environnement dont plus particulièrement les zones humides dans le respect notamment de la loi sur l'eau. Elles doivent également respecter les conditions de distances réglementaires. **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau très faible.**
Paysage et patrimoine	**(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **(E)** La ZPPA est hors du périmètre du STECAL **(R)** Les règles applicables au secteur encadrent la hauteur, l'emprise au sol et l'implantation des constructions afin d'assurer leur bonne insertion dans le paysage existant. De plus le règlement mentionne : (Sans préjudice des dispositions applicables à l'ensemble de la zone,) seuls sont admis les extensions limitées à hauteur de 30% de l'emprise au sol des bâtiments à la date d'approbation du PLUi, les changements de destination et les aménagements en relation avec les équipements d'intérêt collectif concernés par le zonage, à la condition de ne pas porter atteinte à la qualité du paysage et aux activités agricoles ou aux espaces naturels. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété.

	L'espace étant déjà partiellement bâti, les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour le risque de retrait-gonflement des argiles, les obligations réglementaires en vigueur s'appliquent, le risque est classé en aléa faible sur le territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.4.1.3 STECAL n° 61

STECAL N°61

Trocherou - Riec-sur-Bélon - 3,7 ha - Situé dans : Secteur naturel lié à une activité touristique et située en commune soumise à la Loi Littoral



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5	6
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau?	Non	0	
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	1
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1	
C_P8	Le site-est-il à proximité d'autres STECAL (moins de 300m) ?	Non	0	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRi, TRI ou AZI)	Non	0	3
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Oui	3	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	3
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Oui	3	

TOTAL : 13
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

Sources : Atlas des patrimoines, Quimperlé Communauté, Géoriques, DDTM Finistère, SIE, IGN (BD TOPO, OCS GE), Observatoire de l'environnement en Bretagne, RTE , ANFR, Vélo Territoires

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en zone soumises à des champs électromagnétiques	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les règles applicables au secteur encadrent la hauteur, l'emprise au sol et l'implantation des constructions afin d'assurer leur bonne insertion dans le paysage existant. De plus le règlement mentionne : (Sans préjudice des dispositions applicables à l'ensemble de la zone,) seuls sont admis les extensions limitées à hauteur de 30% de l'emprise au sol des bâtiments à la date d'approbation du PLUi, les changements de destination et les aménagements en relation avec les équipements d'intérêt collectif concernés par le zonage, à la condition de ne pas porter atteinte à la qualité du paysage et aux activités agricoles ou aux espaces naturels. **(R)** Les franges boisés au Nord et à l'Est déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** L'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » rappelle l'orientation **P.09-01 : Réintensifier le rôle du bocage**, prévoyant notamment : • Replanter des haies bocagères doit permettre au territoire de favoriser la biodiversité rurale, de mieux gérer les eaux pluviales et les risques liés au ruissellement, de bénéficier à l'agriculture, de recréer des puits de

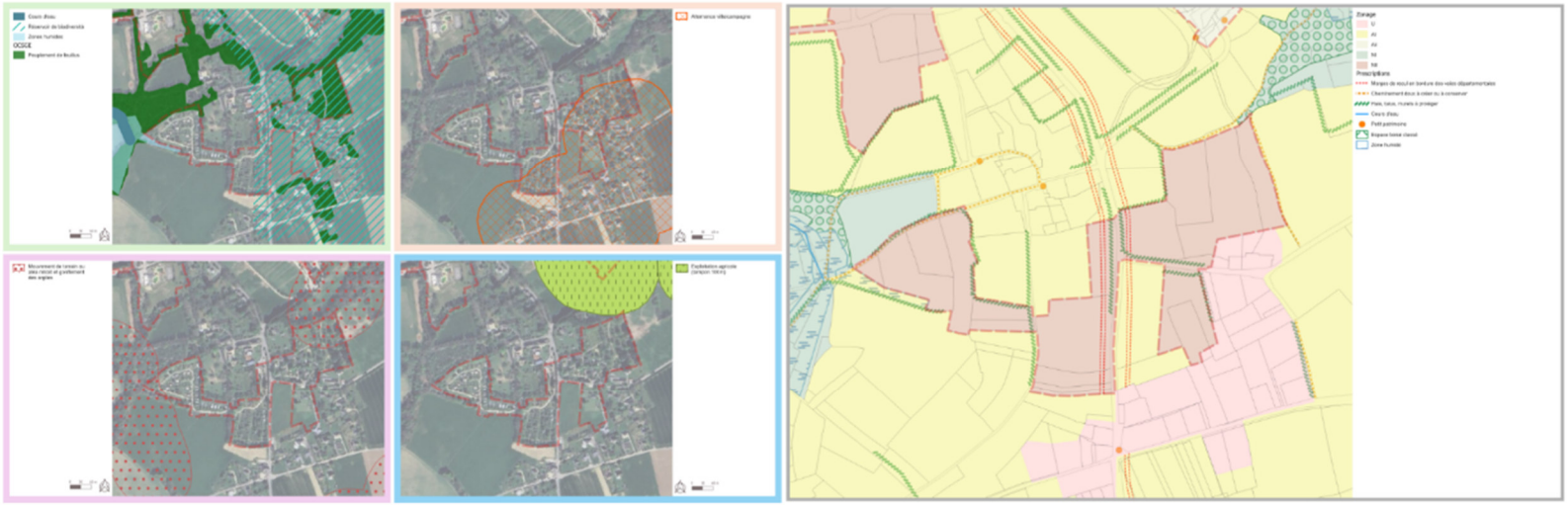
	carbone naturels (biomasse et sols) et de mettre en valeur les continuités écologiques. • Des replantations qui sont à intégrer à l'ensemble des projets de construction en zone A ou N. • Respecter les principes bocagers avec une structure de haie multi-strates, la présence d'un fossé, d'un talus, d'un ourlet enherbé en bordure de parcelle, la continuité des haies, leur largeur, et la présence des micro-habitats (souches, arbres morts ou à cavité, éléments rocheux, etc.) **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**
Paysage et patrimoine	**(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **(R)** Les règles applicables au secteur encadrent la hauteur, l'emprise au sol et l'implantation des constructions afin d'assurer leur bonne insertion dans le paysage existant. De plus le règlement mentionne : (Sans préjudice des dispositions applicables à l'ensemble de la zone,) seuls sont admis les extensions limitées à hauteur de 30% de l'emprise au sol des bâtiments à la date d'approbation du PLUi, les changements de destination et les aménagements en relation avec les équipements d'intérêt collectif concernés par le zonage, à la condition de ne pas porter atteinte à la qualité du paysage et aux activités agricoles ou aux espaces naturels. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété.

	L'espace étant déjà partiellement bâti, les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Les disposition générales mentionnent le risque : « Rayonnement électromagnétique » dans ses dispositions générales **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.4.1.4 STECAL n°80

STECAL N°80

Locouarn - Clohars-Carnoët - 3,7 ha - Situé dans : Secteur naturel lié à une activité touristique et située en commune soumise à la Loi Littoral



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5	11
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Oui	5	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	3
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1	
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres STECAL (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0	1
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	3
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Oui	3	

TOTAL : 18
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

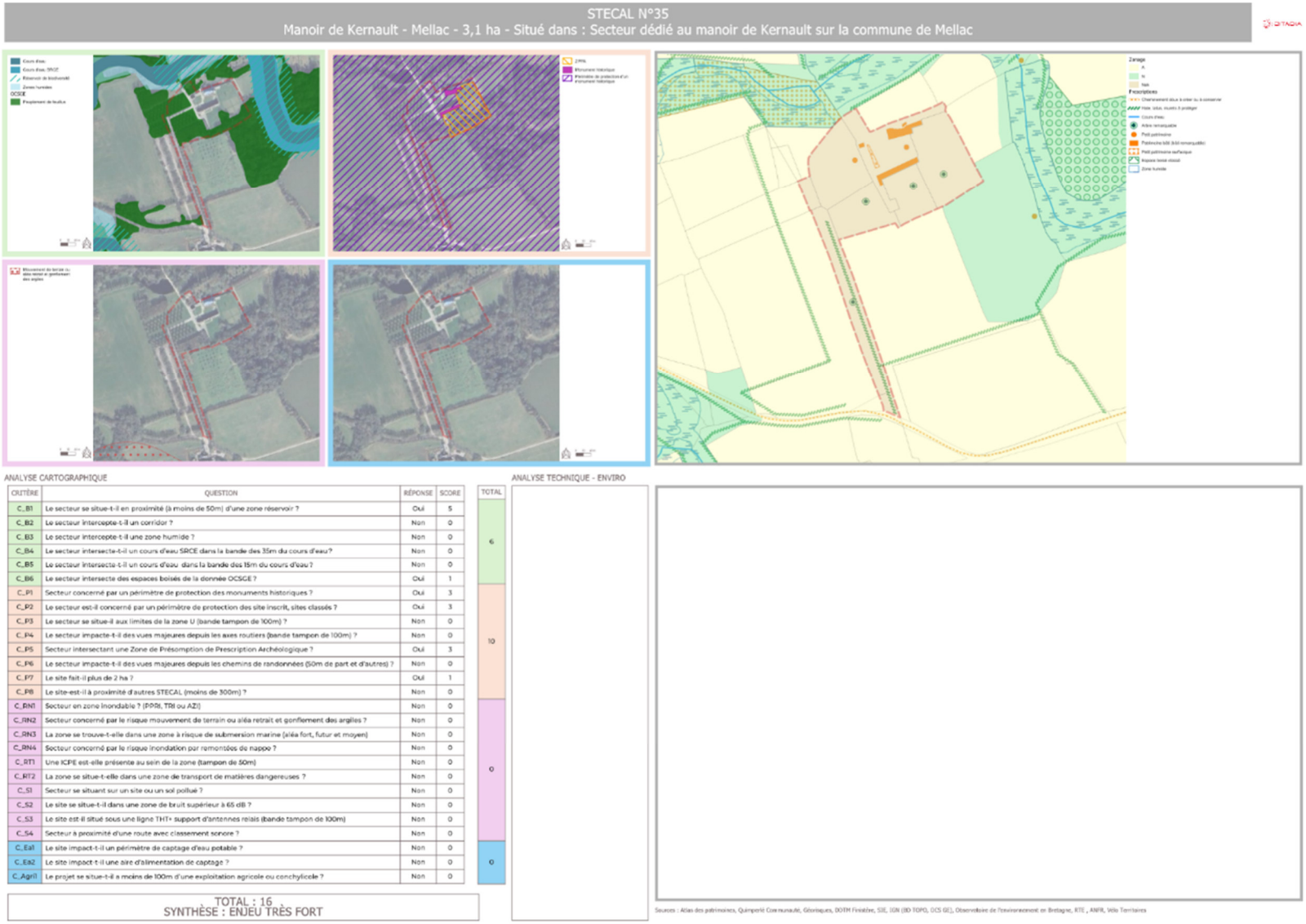
ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur situé en zone aléa retrait gonflement des argiles	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les 10 linéaires de boisement existant seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** Le règlement de la zone mentionne que les constructions, installations et ouvrages ne doivent ni porter atteinte au développement des activités agricoles ni à l'environnement dont plus particulièrement les zones humides dans le respect notamment de la loi sur l'eau. Elles doivent également respecter les conditions de distances réglementaires. **(R)** L'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » rappelle l'orientation **P.09-01 : Réintensifier le rôle du bocage**, prévoyant notamment : • Replanter des haies bocagères doit permettre au territoire de favoriser la biodiversité rurale, de mieux gérer les eaux pluviales et les risques liés au ruissellement, de bénéficier à l'agriculture, de recréer des puits de

	carbone naturels (biomasse et sols) et de mettre en valeur les continuités écologiques. • Des replantations qui sont à intégrer à l'ensemble des projets de construction en zone A ou N. • Respecter les principes bocagers avec une structure de haie multi-strates, la présence d'un fossé, d'un talus, d'un ourlet enherbé en bordure de parcelle, la continuité des haies, leur largeur, et la présence des micro-habitats (souches, arbres morts ou à cavité, éléments rocheux, etc.) **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau très faible.**
Paysage et patrimoine	**(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **(R)** Les règles applicables au secteur encadrent la hauteur, l'emprise au sol et l'implantation des constructions afin d'assurer leur bonne insertion dans le paysage existant. De plus le règlement mentionne : (Sans préjudice des dispositions applicables à l'ensemble de la zone,) seuls sont admis les extensions limitées à hauteur de 30% de l'emprise au sol des bâtiments à la date d'approbation du PLUi, les changements de destination et les aménagements en relation avec les équipements d'intérêt collectif concernés par le zonage, à la condition de ne pas porter atteinte à la qualité du paysage et aux activités agricoles ou aux espaces naturels. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété.

	L'espace étant déjà partiellement bâti, les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour le risque de retrait-gonflement des argiles, les obligations réglementaires en vigueur s'appliquent, le risque est classé en aléa faible sur le territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.4.1.5 STECAL n°35



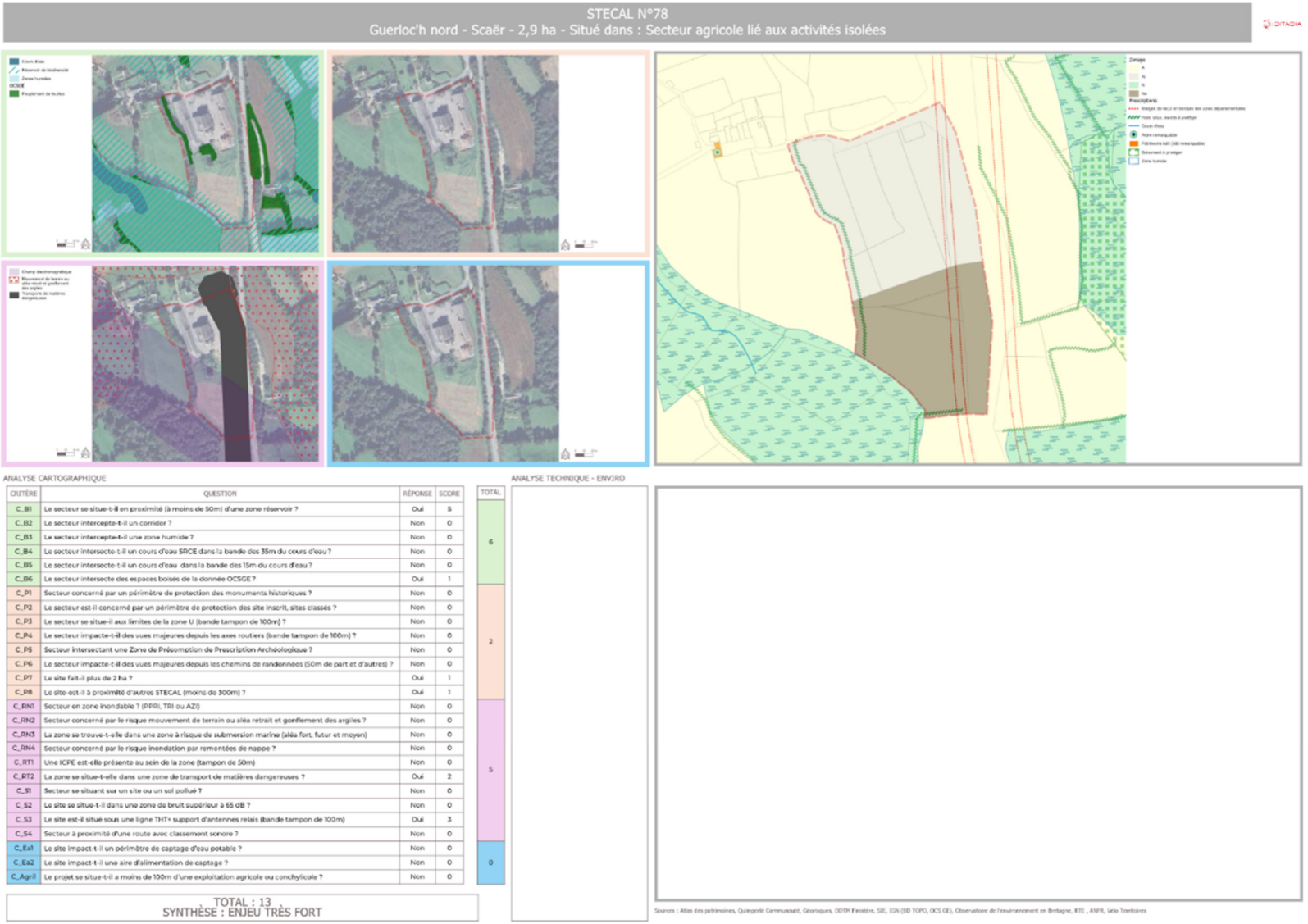
CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Oui	3
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Oui	3
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Oui	3
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1
C_P8	Le site-est-il à proximité d'autres STECAL (moins de 300m) ?	Non	0
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
6
10
0
0

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur situé en ZPPA - Incidences potentielles : destruction de vestiges archéologiques Secteur situé en périmètre de protection de monument historiques - Incidences potentielles : Banalisation des paysages	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** L'allée bénéficier d'un linéaire boisé inscrit au plan de zonage via la mention « boisement à préserver » **(R)** L'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » rappelle l'orientation **P.09-01 : Réintensifier le rôle du bocage**, prévoyant notamment : • Replanter des haies bocagères doit permettre au territoire de favoriser la biodiversité rurale, de mieux gérer les eaux pluviales et les risques liés au ruissellement, de bénéficier à l'agriculture, de recréer des puits de carbone naturels (biomasse et sols) et de mettre en valeur les continuités écologiques. • Des replantations qui sont à intégrer à l'ensemble des projets de construction en zone A ou N. • Respecter les principes bocagers avec une structure de haie multi-strates, la présence d'un fossé, d'un talus, d'un ourlet enherbé en bordure de

	parcelle, la continuité des haies, leur largeur, et la présence des micro-habitats (souches, arbres morts ou à cavité, éléments rocheux, etc.) **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.**
Paysage et patrimoine	**(R)** Secteur spécifique dédié au Manoir de Kernault et son allée (Monument historique) permettant son maintien et sa valorisation, en secteur Nek Outre les occupations et utilisations réglementées pour l'ensemble de la zone, seuls sont admis, les extensions limitées des constructions existantes et les installations temporaires nécessaires à la poursuite des activités exercées sur le site, à la condition de ne pas porter atteinte à la qualité du paysage et aux activités agricoles ou aux espaces naturels. **(R**) Le règlement écrit rappel ce qui s'applique sur les ZPPA de plus elles figurent sur les plans annexés au PLUi. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.4.1.6 STECAL n°78



CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5	6
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	2
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1	
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres STECAL (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0	5
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Oui	2	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Oui	3	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0	

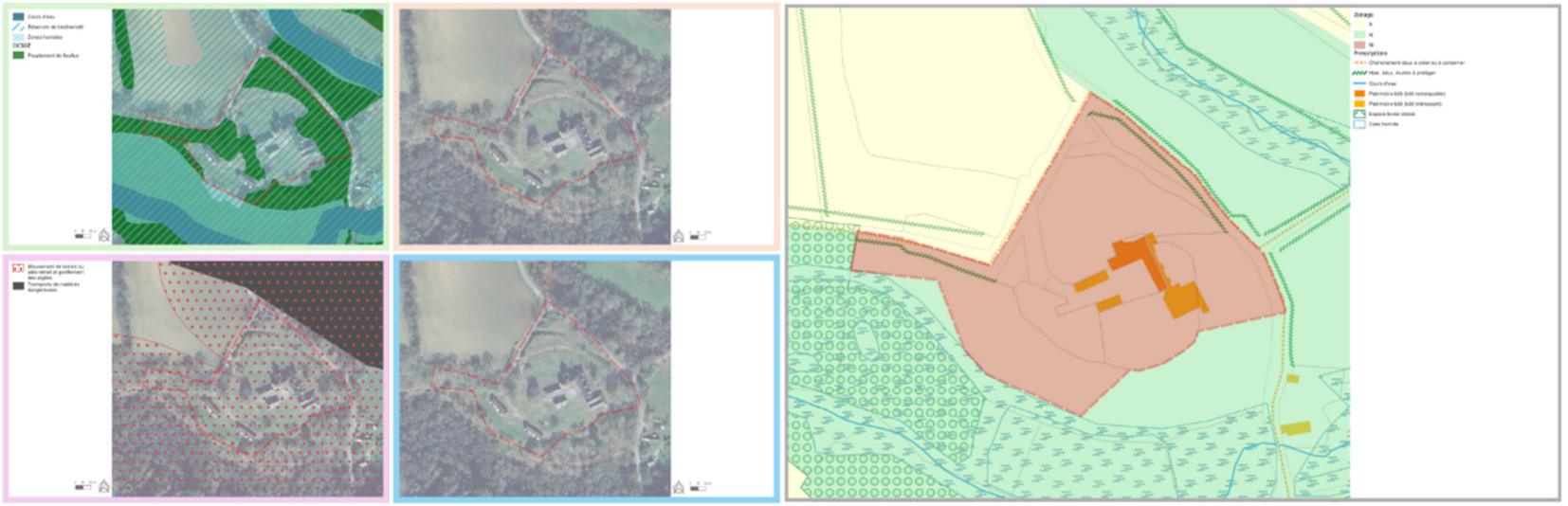
Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur traversé par un transport de matières dangereuses (TMD) : Canalisation de gaz Secteur situé en zone soumises à des champs électromagnétiques	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Le secteur Ai (pour la partie Nord du site) autorise des droits à bâtir spécifiques pour les activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire déjà présentes en zone agricole. Sont admis les constructions, changements de destination et aménagements liés aux activités existantes à la date d'approbation du PLUi, sous réserve de ne pas porter atteinte au paysage, aux activités agricoles ou aux espaces naturels. Les extensions, annexes et nouvelles installations associées à ces activités sont également autorisées sous les mêmes conditions. **(R)** En secteur Ne (pour la partie Sud du site), outre les occupations et utilisations réglementées pour l'ensemble de la zone, seuls sont admis, les constructions, les changements de destination, extensions et aménagements en relation avec les équipements d'intérêt collectif concernés par le zonage, à la condition de ne pas porter atteinte à la qualité du paysage et aux activités agricoles ou aux espaces naturels.

	(R) Les franges boisés au Sud et à l'Ouest du secteur déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « boisement à préserver » **(R)** L'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » rappelle l'orientation **P.09-01 : Réintensifier le rôle du bocage**, prévoyant notamment : • Replanter des haies bocagères doit permettre au territoire de favoriser la biodiversité rurale, de mieux gérer les eaux pluviales et les risques liés au ruissellement, de bénéficier à l'agriculture, de recréer des puits de carbone naturels (biomasse et sols) et de mettre en valeur les continuités écologiques. • Des replantations qui sont à intégrer à l'ensemble des projets de construction en zone A ou N. • Respecter les principes bocagers avec une structure de haie multi-strates, la présence d'un fossé, d'un talus, d'un ourlet enherbé en bordure de parcelle, la continuité des haies, leur largeur, et la présence des micro-habitats (souches, arbres morts ou à cavité, éléments rocheux, etc.) **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de faible.**
Paysage et patrimoine	**(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété.

	Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Les disposition générales rappel les règles en vigueur concernant les risques lié aux canalisations de transport de gaz **(R)** Les disposition générales mentionnent le risque : « Rayonnement électromagnétique » dans ses dispositions générales **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau modéré**

6.4.1.7 STECAL n°44

STECAL N°44
Le Ménec - Bannalec - 2,5 ha - Situé dans : Secteur naturel lié à une activité touristique



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Oui	5
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres STECAL (moins de 300m) ?	Non	0
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
11
1
1
0

TOTAL : 13
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

<table>
<tr><th colspan="2">Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles</th></tr>
<tr><td colspan="2">Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir
Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate.

Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE
Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique.

Secteur situé en zone aléa retrait gonflement des argiles</td></tr>
<tr><th>Thématique environnementale</th><th>Mesures</th></tr>
<tr><td>Biodiversité et milieux naturels</td><td>(R) Les franges boisés au Sud du secteur déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « haies et talus à préserver »

(R) L'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » rappelle l'orientation P.09-01 : Réintensifier le rôle du bocage, prévoyant notamment :

• Replanter des haies bocagères doit permettre au territoire de favoriser la biodiversité rurale, de mieux gérer les eaux pluviales et les risques liés au ruissellement, de bénéficier à l'agriculture, de recréer des puits de carbone naturels (biomasse et sols) et de mettre en valeur les continuités écologiques.
• Des replantations qui sont à intégrer à l'ensemble des projets de construction en zone A ou N.
• Respecter les principes bocagers avec une structure de haie multi-strates, la présence d'un fossé, d'un talus, d'un ourlet enherbé en bordure de parcelle, la continuité des haies, leur largeur, et la présence des micro-habitats (souches, arbres morts ou à cavité, éléments rocheux, etc.)
Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau faible.</td></tr>
</table>

Paysage et patrimoine	**(R)** En zone Nt, la hauteur maximale des constructions liées aux activités visées dans la vocation de la zone en question est fixée à 10 mètres. Pour les constructions existantes qui auraient une hauteur supérieure, la hauteur maximale autorisée pour les extensions est celle du bâtiment existant. **(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau très faible.**
Ressource et sobriété	**(R)** En zone Nt, l'emprise au sol des bâtiments est limitée :soit à 50% de l'emprise au sol, des constructions existantes sur l'unité foncière, supplémentaire à la date d'approbation du PLUi, soit à 250m² d'emprise au sol supplémentaires à la date d'approbation du PLUi, par unité foncière (extension ou création).Dans le cas d'un bâtiment régulièrement édifié venant à être démoli, l'emprise au sol de celui-ci pourra être réaffectée à de nouvelles constructions ou extensions**.** **(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **(R)** Pour le risque de retrait-gonflement des argiles, les obligations réglementaires en vigueur s'appliquent, le risque est classé en aléa faible sur le territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau modéré**

6.4.1.8 STECAL n°64



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Oui	3
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Oui	1
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres STECAL (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
6
5
0
0

TOTAL : 11
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50 m d'une zone réservoir Incidences potentielles : atteinte à la fonctionnalité écologique du réservoir, fragmentation des habitats, dérangement de la faune, altération des milieux naturels en périphérie immédiate. Secteur intersectant des espaces naturels de l'OCSGE Incidences potentielles : perte d'habitats forestiers ou semi-naturels, fragmentation du couvert végétal, dégradation de la qualité paysagère et écologique. Secteur situé en ZPPA Incidences potentielles : possible destruction de vestiges archéologiques.	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Les franges boisés du secteur déjà existantes seront à préserver et sont inscrites au règlement graphique via la mention « haies et talus à préserver » **(R)** Les règles applicables au secteur encadrent la hauteur, l'emprise au sol et l'implantation des constructions afin d'assurer leur bonne insertion dans le paysage existant. De plus le règlement mentionne : (Sans préjudice des dispositions applicables à l'ensemble de la zone,) seuls sont admis les extensions limitées à hauteur de 30% de l'emprise au sol des bâtiments à la date d'approbation du PLUi, les changements de destination et les aménagements en relation avec les équipements d'intérêt collectif concernés par le zonage, à la condition de ne pas porter atteinte à la qualité du paysage et aux activités agricoles ou aux espaces naturels. **(R)** L'OAP thématique « énergie, climat et continuités écologiques » rappelle l'orientation **P.09-01 : Réintensifier le rôle du bocage**, prévoyant notamment : • Replanter des haies bocagères doit permettre au territoire de favoriser la biodiversité rurale, de mieux gérer les eaux pluviales et les risques liés au

	ruissellement, de bénéficier à l'agriculture, de recréer des puits de carbone naturels (biomasse et sols) et de mettre en valeur les continuités écologiques. • Des replantations qui sont à intégrer à l'ensemble des projets de construction en zone A ou N. • Respecter les principes bocagers avec une structure de haie multi-strates, la présence d'un fossé, d'un talus, d'un ourlet enherbé en bordure de parcelle, la continuité des haies, leur largeur, et la présence des micro-habitats (souches, arbres morts ou à cavité, éléments rocheux, etc.) **Les incidences résiduelles du projet sur les milieux naturels et la biodiversité sont jugées négatives de niveau très faible.**
Paysage et patrimoine	**(E)** L'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions apporte des recommandations et des visuels sur l'application des dispositions sur l'insertion architecturale, paysagère et environnementale. **(R**) Le règlement écrit rappel ce qui s'applique sur les ZPPA de plus elles figurent sur les plans annexés au PLUi. **(R)** Les règles applicables au secteur encadrent la hauteur, l'emprise au sol et l'implantation des constructions afin d'assurer leur bonne insertion dans le paysage existant. De plus le règlement mentionne : (Sans préjudice des dispositions applicables à l'ensemble de la zone,) seuls sont admis les extensions limitées à hauteur de 30% de l'emprise au sol des bâtiments à la date d'approbation du PLUi, les changements de destination et les aménagements en relation avec les équipements d'intérêt collectif concernés par le zonage, à la condition de ne pas porter atteinte à la qualité du paysage et aux activités agricoles ou aux espaces naturels.

	Les incidences résiduelles du projet sur le paysage et patrimoine sont jugées négatives de niveau faible.
Ressource et sobriété	**(E)** L'OAP thématique énergie, climat et continuités écologiques des constructions apporte des recommandations visant à favoriser la sobriété. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau très faible**
Risques et santé Humaine :	**(R)** L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite, les plantations s'inspireront des essences et spontanées du territoire. **Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible**

6.5 INCIDENCES PRESSENTIES ET MESURES RETENUES SUR LES ER

Le projet de PLUi comprend 143 emplacements réservés (ER), identifiés dans l'ensemble des communes du territoire. Chaque ER est caractérisé par une désignation précisant sa vocation (ex. liaison douce, stationnement, aménagement de voirie), ainsi que sa surface. Les surfaces inscrites dans le fichier représentent un total de **16,7 ha**.

Les catégories les plus représentées en nombre sont :

- Liaisons douces : 48 ER (45 %)
- Aménagements de voirie : 19 ER (20 %)
- Stationnements : 13 ER (10 %)

Les autres catégories ne regroupent chacune qu'un ou quelques ER, représentant chacune environ 0,97 % du total.

Concernant les surfaces, la hiérarchie est similaire, mais avec des proportions différentes :

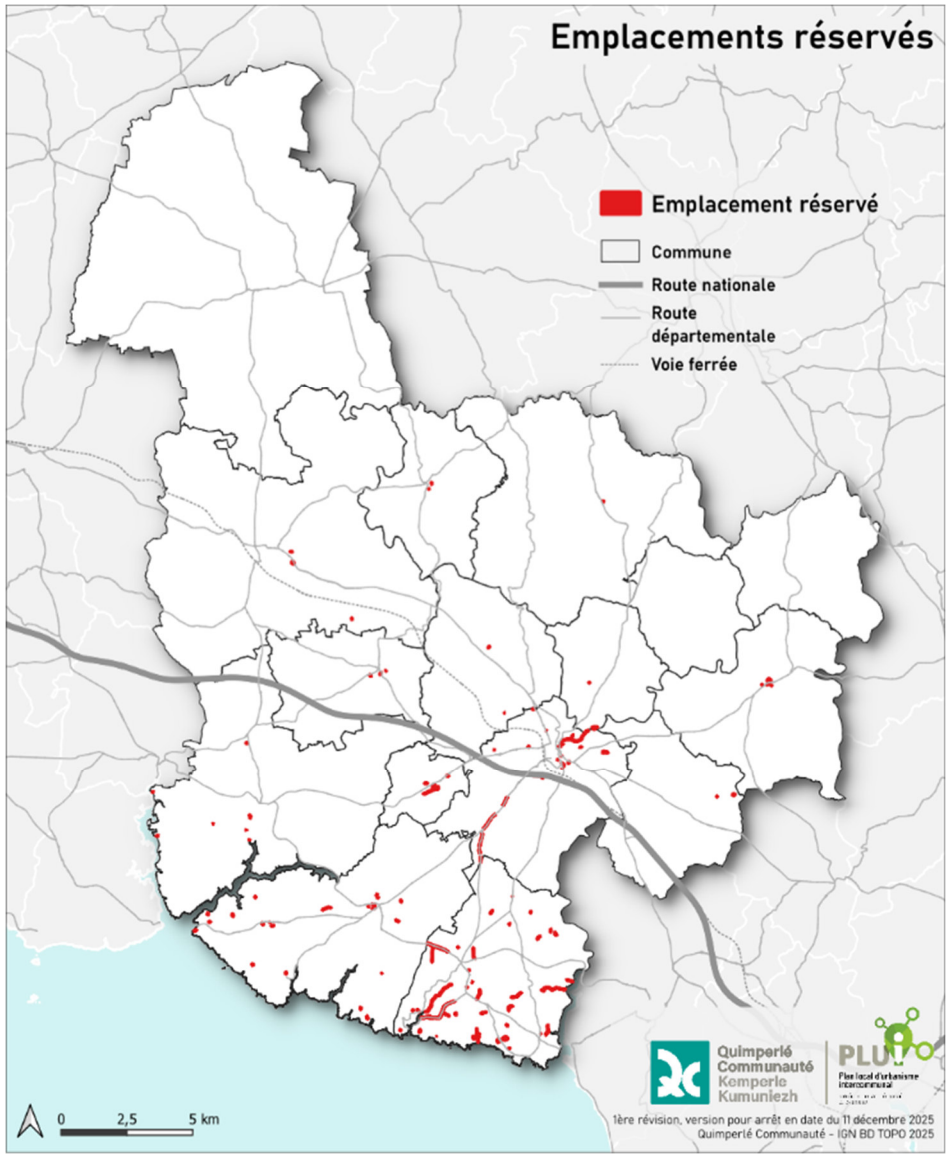
- Liaisons douces : 40% de la surface totale

- Stationnements : 20%
- Aménagements de voirie : 10 %

Les autres catégories représentent chacune moins de 4 % de la surface totale.

Ci-contre : Cartographie de la répartition des ER sur le territoire:

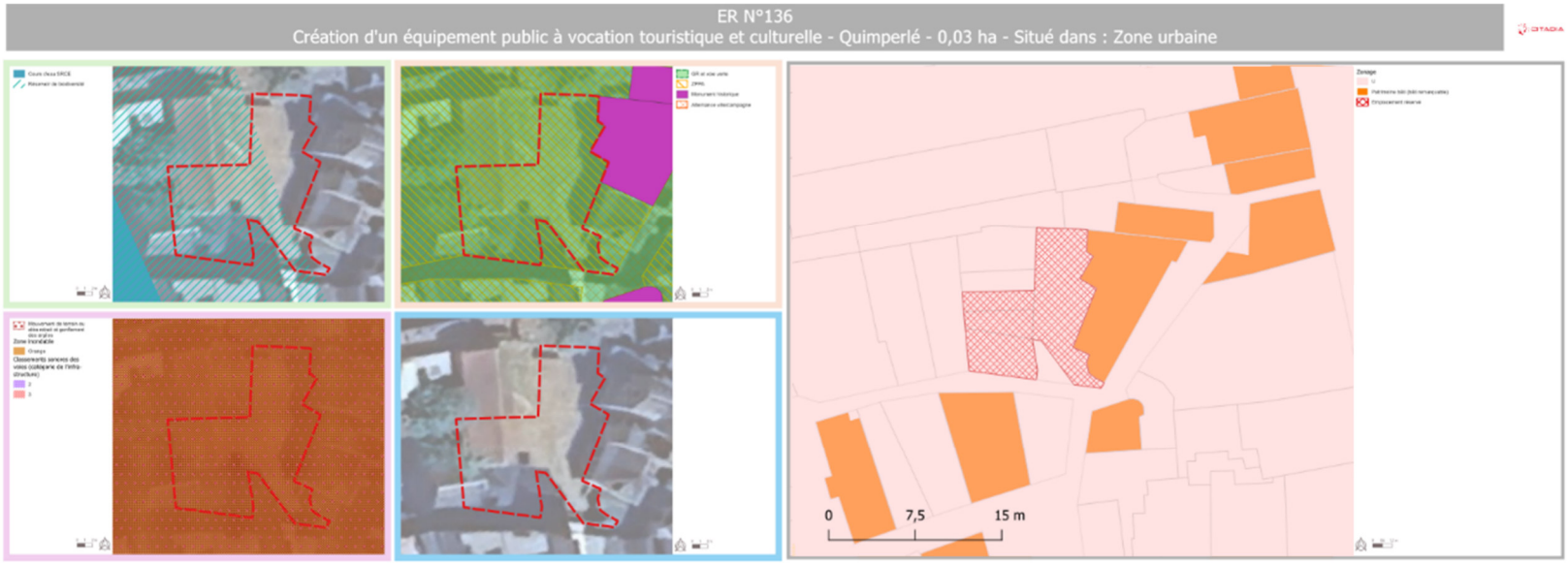
Localisation des emplacements réservés



Parmi les emplacements réservés identifiés comme présentant des enjeux « très forts », **53 éléments** ont été recensés.
La majorité d'entre eux correspond à des **liaisons douces** (33 ER), pour lesquelles les enjeux restent généralement plus limités.
Le reste se répartit comme suit :

- **9** emplacements réservés dédiés au **stationnement** ;
- **1** emplacement réservé pour la **création d'un équipement public à vocation touristique et culturelle**, faisant l'objet d'une analyse spécifique ci-après ;
- **2** emplacements réservés concernant des **accès** ;
- **4** emplacements réservés relatifs à des **aménagements de voirie**, également analysés ci-dessous ;
- **1** emplacement réservé pour un **aménagement d'espace vert** ;
- **1** emplacement réservé pour un **aménagement d'espace public** ;
- **1** emplacement réservé au **Trévoux**, lié à l'aménagement du réseau d'assainissement collectif ;
- **1** emplacement réservé à **Quimperlé** pour une opération de **production d'eau**.

6.5.1.1 ER n°136 - Création d'un équipement public à vocation touristique et culturelle



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Non	0	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	6
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Oui	3	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Oui	1	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0	
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres ER (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Oui	5	8
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Oui	2	
C_Es1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	0
C_Es2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0	

TOTAL : 19
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

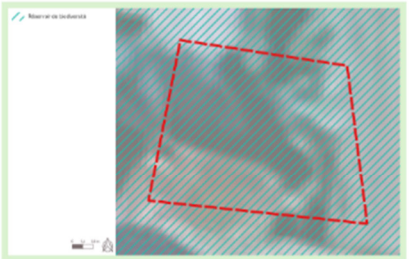
Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50m d'un réservoir de biodiversité Incidences potentielles : dégradation du milieu naturel. Secteur localisé sur une ZPPA Incidences potentielles : risque de destruction ou d'altération de vestiges archéologiques Site jouxtant un périmètre de monument historique Incidences potentielles : Risque de banalisation des abords du site Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur soumis au retrait gonflement des argiles à la zone orange inondable et à des nuisances sonores	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Le secteur est situé à moins de 50 m d'un réservoir de biodiversité, toutefois, son insertion dans un tissu urbain déjà constitué contribue à en limiter l'ampleur.
Paysage et patrimoine	**(R**) Le règlement écrit rappel ce qui s'applique sur les ZPPA de plus elles figurent sur les plans annexés au PLUi. **(E)** Le site du monument historique se situe en dehors du périmètre
Risques et nuisances	**(R)** Pour les secteurs affectés par le bruit, les constructions existantes ou futures le règlement écrit rappel que ces constructions doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur.

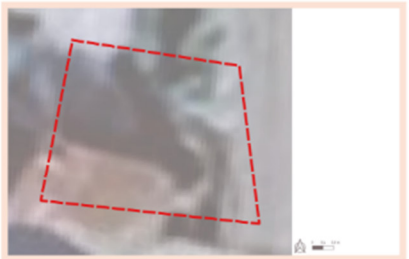
	(R) Pour les secteurs affectés par le risque inondation les dispositions générales du PLUi rappel le risque et le nécessaire suivi du PPRi (la zone orange correspond au centre urbain situé sous cote de référence).

Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible

6.5.1.2 ER n°109 - Aménagement de voirie

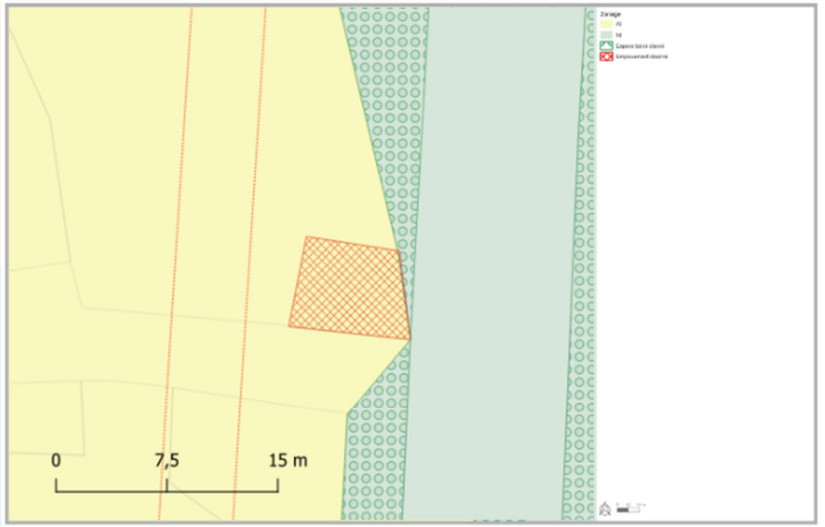
ER N°109
Aménagement de voirie - Clohars-Carnoët - 0,00 ha - Situé dans : Secteur agricole situé en commune soumise à la Loi Littoral











ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Non	0
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres ER (moins de 300m) ?	Non	0
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Non	0
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
5
0
0
0

TOTAL : 5
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

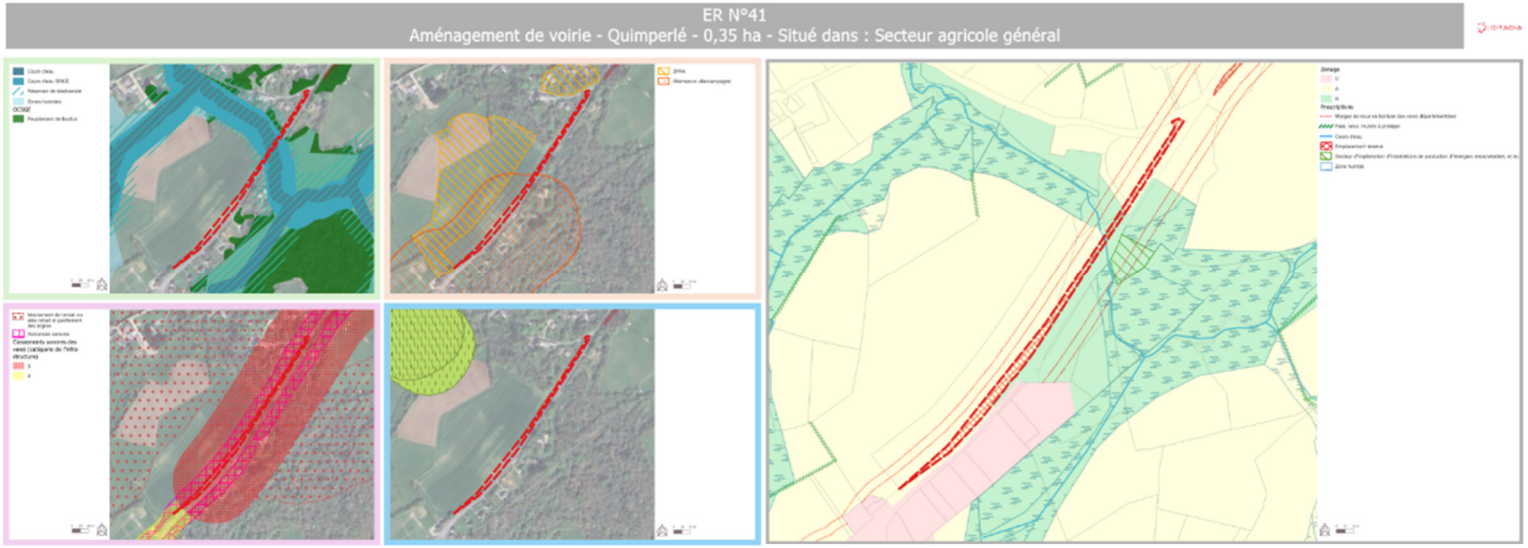


Sources : Atlas des patrimoines, Quimperlé Communauté, Géorisques, DDTM Finistère, SIE, IGN (BD TOPO, OCS GE), Observatoire de l'environnement en Bretagne, RTE , ANFR, Vélo Territoires

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50m d'un réservoir de biodiversité Incidences potentielles : dégradation du milieu naturel, imperméabilisation de l'espace	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Le secteur est situé à moins de 50 m d'un réservoir de biodiversité, toutefois, son insertion dans un tissu urbain déjà constitué contribue à en limiter l'ampleur. **(E)** La faible surface de cet ER : moins de 100m² permet de limiter les incidences notamment en termes d'imperméabilisation des sols du territoire.

Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau modéré.

6.5.1.3 ER n°41 - Aménagement de voirie



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE	TOTAL
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5	14
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0	
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0	
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Oui	3	
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Oui	5	
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1	
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0	2
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0	
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1	
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0	
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0	
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0	
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0	
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres ER (moins de 300m) ?	Oui	1	
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0	6
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1	
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0	
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0	
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0	
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0	
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Oui	3	
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0	
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Oui	2	
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0	
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0	
C_Agri	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0	

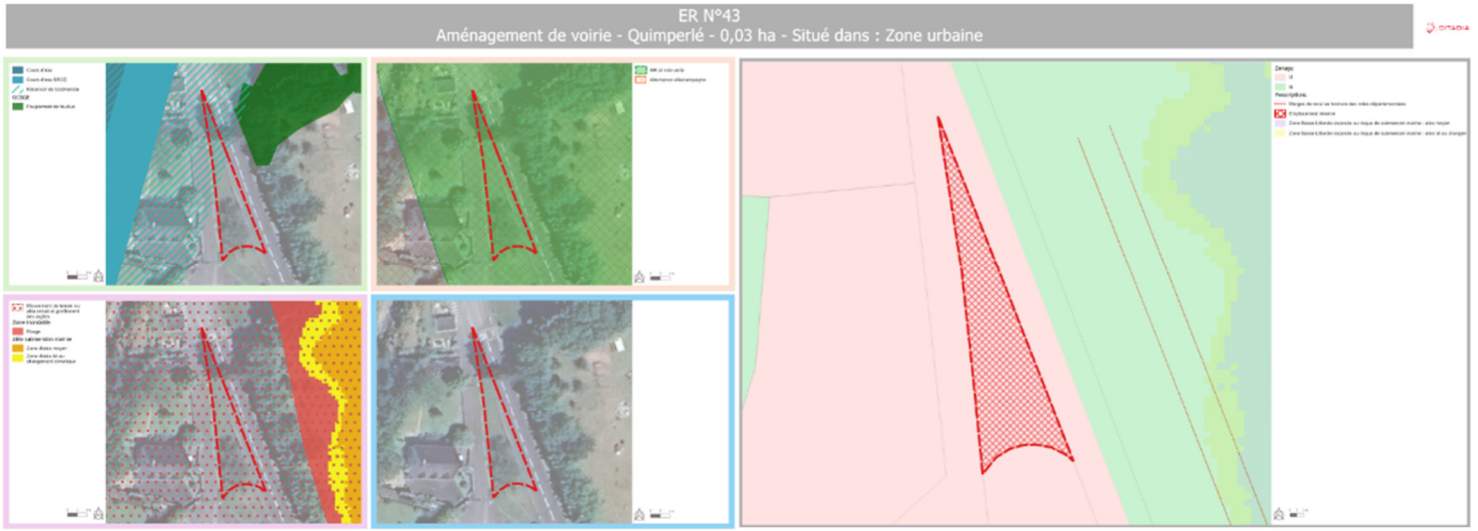
TOTAL : 22
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé sur un cours d'eau et jouxte une zone humide Incidences potentielles : dégradation du milieu naturel, imperméabilisation des sols Secteur localisé à moins de 50m d'un réservoir de biodiversité Incidences potentielles : dégradation et fragmentation du milieu naturel, imperméabilisation de l'espace Secteur jouxtant une ZPPA Incidences potentielles : risque de destruction ou d'altération de vestiges archéologiques Secteur situé en limite de zone urbaine (interface ville/campagne) Incidences potentielles : banalisation des franges urbaines, perte de transition paysagère. Secteur soumis au retrait gonflement des argiles et à des nuisances sonores	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(E)** La zone humide est hors secteur **Incidences résiduelles : fragmentation du milieu naturel et possible atteinte au cours d'eau**
Paysage et patrimoine	**(E**) L'ER ne se situe pas sur la ZPPA
Risques et nuisances	**(R)** Pour les secteurs exposés au bruit, le règlement rappelle que les constructions existantes ou futures doivent respecter les exigences d'isolement acoustique prévues par la réglementation. Dans le cas présent, l'emplacement réservé concerne un aménagement de voirie, ce qui limite les enjeux.

Les incidences résiduelles du projet sont jugées de niveau modéré.

6.5.1.4 ER n°43 - Aménagement de voirie



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_B1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_B2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_B3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Non	0
C_B4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau ?	Non	0
C_B5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Non	0
C_B6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Non	0
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Oui	1
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0
C_P8	Le site est-il à proximité d'autres ER (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1
C_RN3	La zone se trouve t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Non	0
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Non	0
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il à moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL

5

3

1

0

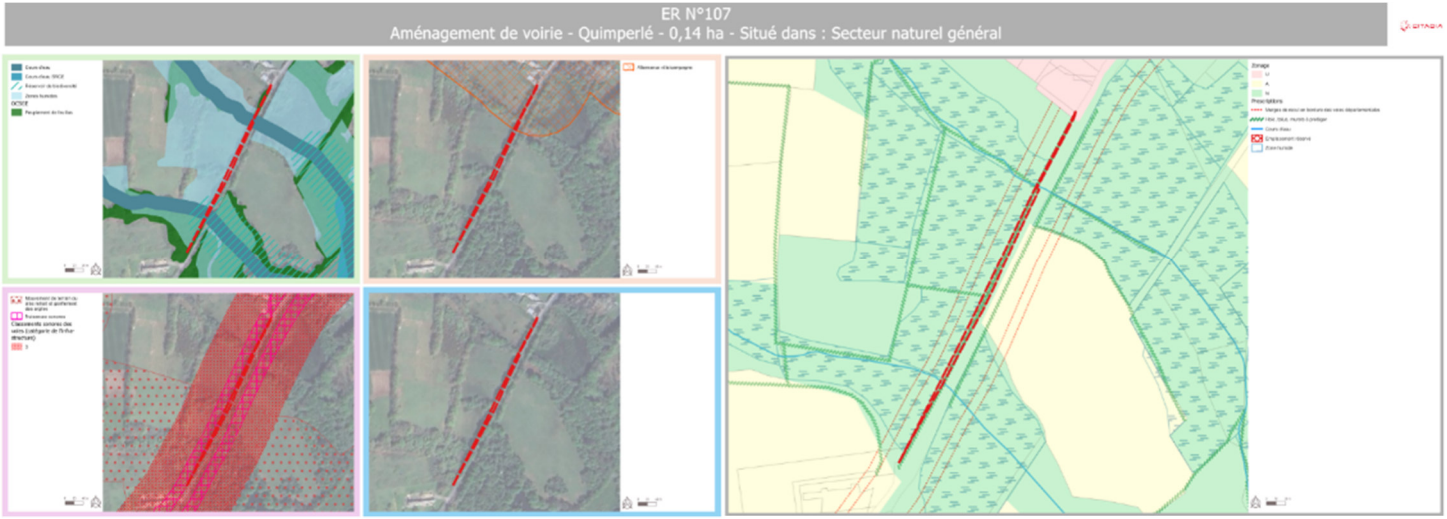
TOTAL : 9
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50m d'un réservoir de biodiversité Incidences potentielles : dégradation du milieu naturel, imperméabilisation de l'espace Secteur soumis au retrait gonflement des argiles	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Le secteur est situé à moins de 50 m d'un réservoir de biodiversité, toutefois, son insertion dans un tissu urbain déjà constitué contribue à en limiter l'ampleur. **(E)** La faible surface de cet ER : moins de 300m² permet de limiter les incidences notamment en termes d'imperméabilisation des sols du territoire.

Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible

6.5.1.5 ER n°107 - Aménagement de voirie



ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

CRITÈRE	QUESTION	RÉPONSE	SCORE
C_EI1	Le secteur se situe-t-il en proximité (à moins de 50m) d'une zone réservoir ?	Oui	5
C_EI2	Le secteur intercepte-t-il un corridor ?	Non	0
C_EI3	Le secteur intercepte-t-il une zone humide ?	Oui	5
C_EI4	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau SRCE dans la bande des 35m du cours d'eau?	Non	0
C_EI5	Le secteur intersecte-t-il un cours d'eau dans la bande des 15m du cours d'eau ?	Oui	5
C_EI6	Le secteur intersecte des espaces boisés de la donnée OCSGE ?	Oui	1
C_P1	Secteur concerné par un périmètre de protection des monuments historiques ?	Non	0
C_P2	Le secteur est-il concerné par un périmètre de protection des site inscrit, sites classés ?	Non	0
C_P3	Le secteur se situe-il aux limites de la zone U (bande tampon de 100m) ?	Oui	1
C_P4	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les axes routiers (bande tampon de 100m) ?	Non	0
C_P5	Secteur intersectant une Zone de Présomption de Prescription Archéologique ?	Non	0
C_P6	Le secteur impacte-t-il des vues majeures depuis les chemins de randonnées (50m de part et d'autres) ?	Non	0
C_P7	Le site fait-il plus de 2 ha ?	Non	0
C_P8	Le site-est-il à proximité d'autres ER (moins de 300m) ?	Oui	1
C_RN1	Secteur en zone inondable ? (PPRI, TRI ou AZI)	Non	0
C_RN2	Secteur concerné par le risque mouvement de terrain ou aléa retrait et gonflement des argiles ?	Oui	1
C_RN3	La zone se trouve-t-elle dans une zone à risque de submersion marine (aléa fort, futur et moyen)	Non	0
C_RN4	Secteur concerné par le risque inondation par remontées de nappe ?	Non	0
C_RT1	Une ICPE est-elle présente au sein de la zone (tampon de 50m)	Non	0
C_RT2	La zone se situe-t-elle dans une zone de transport de matières dangereuses ?	Non	0
C_S1	Secteur se situant sur un site ou un sol pollué ?	Non	0
C_S2	Le site se situe-t-il dans une zone de bruit supérieur à 65 dB ?	Oui	3
C_S3	Le site est-il situé sous une ligne THT+ support d'antennes relais (bande tampon de 100m)	Non	0
C_S4	Secteur à proximité d'une route avec classement sonore ?	Oui	2
C_Ea1	Le site impact-t-il un périmètre de captage d'eau potable ?	Non	0
C_Ea2	Le site impact-t-il une aire d'alimentation de captage ?	Non	0
C_Agri1	Le projet se situe-t-il a moins de 100m d'une exploitation agricole ou conchylicole ?	Non	0

TOTAL
16
2
6
0

TOTAL : 24
SYNTHÈSE : ENJEU TRÈS FORT

ANALYSE TECHNIQUE - ENVIRO

Les enjeux environnementaux majeurs sur la zone concernée et incidences potentielles	
Secteur localisé à moins de 50m d'un réservoir de biodiversité Incidences potentielles : dégradation du milieu naturel, imperméabilisation de l'espace Secteur localisé sur un cours d'eau et jouxte une zone humide Incidences potentielles : dégradation du milieu naturel, imperméabilisation des sols Secteur soumis au retrait gonflement des argiles et à des nuisances sonores	
Thématique environnementale	**Mesures**
Biodiversité et milieux naturels	**(R)** Le linéaire boisé en son centre est inscrit au règlement graphique **(E)** La zone humide est hors secteur Incidences résiduelles : fragmentation du milieu naturel pour la petite faune et possible atteinte au cours d'eau
	(R) Pour les secteurs exposés au bruit, le règlement rappelle que les constructions existantes ou futures doivent respecter les exigences d'isolement acoustique prévues par la réglementation. Dans le cas présent, l'emplacement réservé concerne un aménagement de voirie, ce qui limite les enjeux.

Les incidences résiduelles du projet sont jugées négatives de niveau faible

6.6 INCIDENCES PRESSENTIES ET MESURES RETENUES SUR LES CHANGEMENTS DE DESTINATIONS

Extrait du règlement graphique de la zone agricole sur les changements de destination :

	Nombre de bâtiment repérés sur le plan de zonage comme étant susceptible de changer de destination vers du logement (en zone A/N)
Arzano	39
Bannalec	78
Baye	5
Clohars-Carnoët	32
Guilligomarc'h	8
Locunolé	3
Mellac	27
Moëlan-sur-Mer	12
Querrien	17
Quimperlé	27
Rédené	25
Riec-sur-Bélon	63
Saint-Thurien	16
Scaër	23
Tréméven	6
Le Trévoux	12
TOTAL	393

Le tableau ci-dessus illustre par des points rouges la réparation des 393 **bâtiments éligibles au changement de destination**

Le changement de destination des bâtiments est autorisé au titre de l'article L151-11 du Code de l'Urbanisme : « Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut […] désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L151-13, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site ».

L'identification de **393 bâtiments éligibles au changement de destination** sur des bâtiments en zone agricole ou naturelle sur le territoire permet de répondre à une réalité locale et de soutenir l'effort de préservation du patrimoine identitaire.

Le changement de destination d'un bâtiment peut **contribuer à la sauvegarde de son caractère patrimonial et à l'amélioration de ses performances énergétiques**. Il peut d'autre part induire une modification du couvert végétal situé autour du bâtiment, entrainant ainsi des in**cidences négatives sur la biodiversité** (notamment dans le cas où des éléments de continuité écologique sont présents). **Selon la destination visée,** les **besoins en eau potable et en assainissement** ainsi que **l'exposition de biens et personnes à des risques peuvent évoluer de différentes manières**.

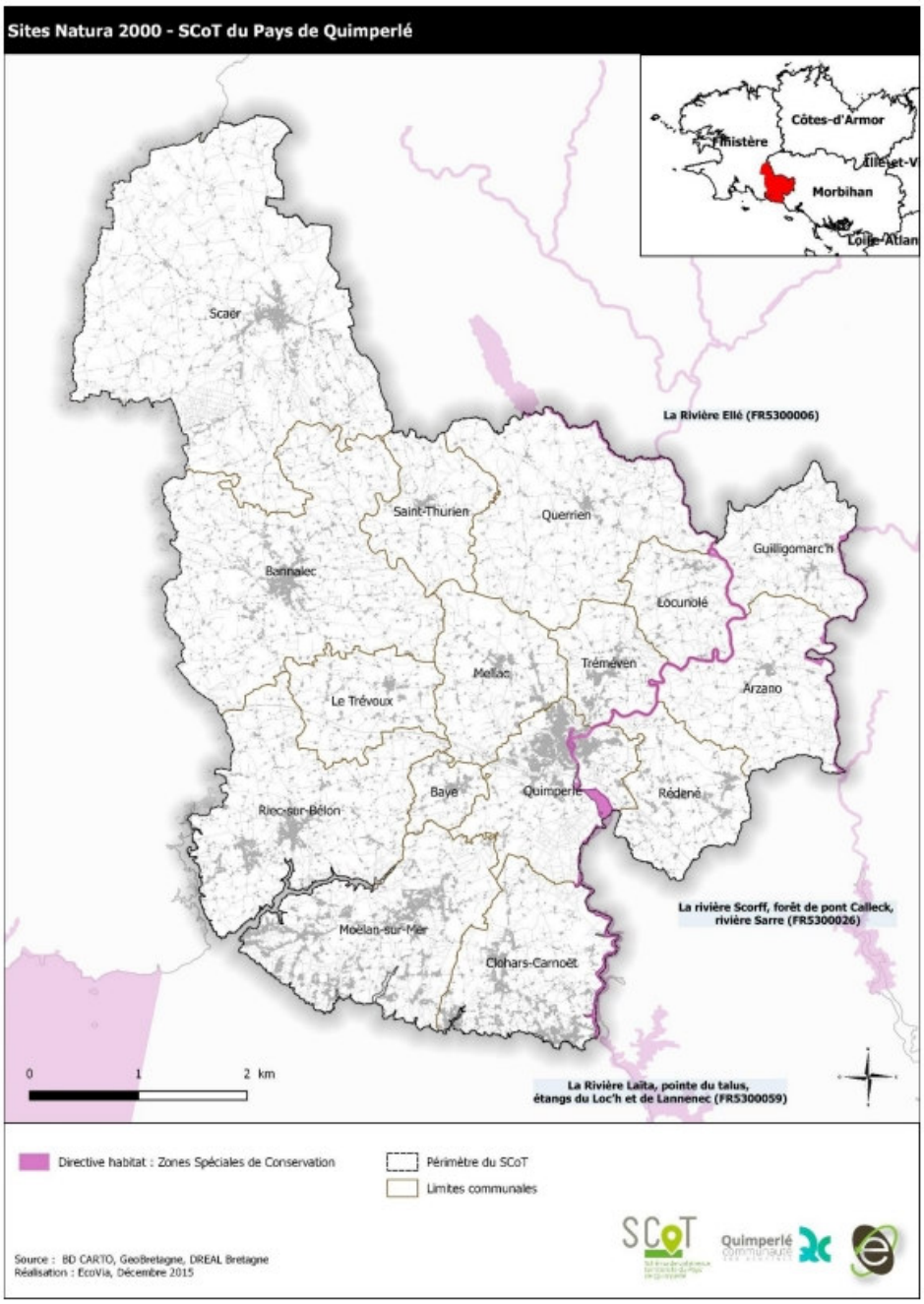
Toutefois, il est à souligner que le **règlement de la zone dans laquelle est implanté un bâtiment donné s'applique** à celui-ci. De plus, l'identification de bâtiments dans le PLUi **ne donne pas de garantie quant à la faisabilité** de changements de destination. En effet, tout changement de destination est soumis à **l'avis conforme de la CDPENAF** en zone agricole et à **l'avis de la CDNPS** en zone naturelle (art L151 11 du Code de l'Urbanisme). **L'inscription de ces bâtiments dans le PLUi ne vaut donc pas autorisation au changement de destination mais ouvre seulement cette possibilité.**

Au regard de ces éléments, les incidences cumulées de l'identification de bâtiments pouvant changer de destination par le PLUi sont jugées négatives ou de de niveau faible.

7 EVALUATION DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

Le territoire de Quimperlé Communauté est concerné par 3 zones Natura 2000 :

- La Rivière Ellé (FR5300006) (périmètre modifié en novembre 2019 – extension du site Natura 2000) ;
- La Rivière Laïta, pointe du talus, étangs du Loc'h et de Lannenec (FR5300059) ;
- La rivière Scorff, forêt de pont Calleck, rivière Sarre (FR5300026).



Cartographie des sites Natura 2000 du territoire

(Source : Rapport de présentation, Etat Initial de l'Environnement du SCoT du Pays de Quimperlé)

L'analyse de la prise en compte des sites Natura 2000 s'appuie sur le zonage appliqué sur les sites Natura 2000. La majeure partie des Sites Natura 2000 sont dans un zonage N. Quelques petites parties sont en zone Agricole (A) uniquement pour une question de suivi de parcellaire et non de suivi exact de la délimitation des périmètres des sites Natura 2000. Cela n'a donc pas d'incidences réelles sur les sites Natura 2000.

Ainsi, certaines lisières des sites Natura 2000 ne disposent pas d'un zonage protecteur car ne correspondant pas en réalité à des occupations du sol naturelles. Les incidences sur les sites Natura 2000 sont donc négligeables dans ces cas de figure.

Seuls quelques secteurs spécifiques ne sont pas en zones N et **sont détaillés dans les pages suivantes**. En effet, une partie du site Natura 2000 « la Rivière Ellé » se trouve en zonage Urbain (U), dans un secteur déjà très urbanisé. On retrouve aussi quelques zones Naturelles spécifiques :

- **Nes : Secteur de taille et de capacité d'accueil limitée (STECAL) dédié aux équipements sportifs et de loisirs isolés en campagne ;**
- **Nej : Secteur de taille et de capacité d'accueil limitée (STECAL), autorisant des aménagements légers de loisirs en lien avec l'accueil du public sur des jardins et espaces publics naturels ;**
- Nf : Le secteur Nf correspond aux espaces d'exploitation sylvicole possédant un plan de gestion ;
- Nc : Le secteur Nc correspond aux exploitations de carrière en activité ;
- *Nm, Nmo et Nmp : Ces secteurs sont en lien avec les espaces maritimes, elle vise à admettre des différents usages liés à la vocation de cet espace ;*
- *Nl : Le secteur Nl désigne la zone naturelle des communes littorales. Au sein de ce secteur, les dispositions de la zone N classique sont applicables, toutefois, les dispositions prévues par la loi littorale s'appliquent ;*
- *Nr : Le secteur Nr correspond aux zones naturelles remarquables qui délimitent, au titre de l'article L121-23 du code de l'urbanisme, les espaces terrestres et maritimes, les sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques. Le secteur Nr est dessiné au regard des espaces remarquables identifiés. Les éléments admis en zone Nr répondent aux objectifs de la loi littoral.*

De plus, en préservant largement la trame boisée via un classement en EBC, les cours d'eau par une marge de recul, les zones humides par un tramage et toutes les haies, le projet de PLUi limite fortement les incidences potentielles sur les sites Natura 2000 du territoire, par la préservation des milieux qui échangent avec les sites Natura 2000, participent aux continuités écologiques et contribuent à leur richesse écologique.

7.1 La Riviere Elle (FR5300006)

7.1.1 Description du site

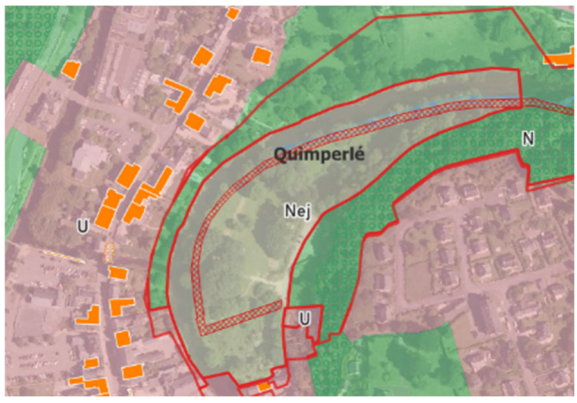
NOM	RIVIERE ELLE
CODE	FR5300006
SURFACE	4 075,7 ha
DESCRIPTION	Rivière Ellé et ses principaux affluents, des sources jusqu'à Quimperlé, ainsi que bas-marais et tourbières des têtes de bassin-versant.

	Le cours moyen offre une très grande diversité de paysages riverains : côteaux abrupts avec affleurements schisteux, landes sèches, boisements mixtes anciens, éboulis périglaciaires ; prairies à hautes herbes, prairies pâturées, boisements tourbeux ; Localement, des chaos rocheux parsèment le lit de la rivière, en situation très encaissée, ombragée, à forte hygrométrie permanente. Dans le périmètre de Quimperlé Communauté, le site couvre une surface de 646,3 ha.
MILIEUX CONCERNES	25% : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées 15% : Forêts caducifoliées 14% : Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières 13% : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) 10% : Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana
QUALITE ET IMPORTANCE	Ensemble fluvial de très grande qualité caractérisé par les groupements à renoncules et accueillant une importante population reproductrice de Saumons atlantiques ainsi qu'une population sédentaire et reproductrice de Loutre d'Europe sur l'ensemble du bassin en amont de Quimperlé. Les bas-marais des têtes de bassin-versant, en particulier les marais de Plouray, sont remarquables par leur étendue, la diversité phytocénotique, et la composition du cortège floristique et faunistique associés : bas-marais, landes mésophiles et landes humides tourbeuses à sphaignes (habitat prioritaire), notamment, avec plusieurs stations de la Sphaigne de la Pylaie, espèce présente uniquement en Bretagne et en Espagne (Galice et Asturies) pour l'Europe. L'étang de Priziac, zone humide complexe, accueille en particulier une des rares stations françaises de la Lobélie de Dortmann (protection nationale), espèce inféodée aux étangs oligotrophes à eaux claires à fond sableux, se découvrant à l'étiage, et à ce titre indicateur de la qualité du milieu.
VULNERABILITE	La préservation de la qualité et de la diversité des habitats et des espèces des milieux tourbeux et des bas-marais périphériques peut être compromise par l'abandon des pratiques agricoles extensives (fauche, pâturage), des modifications du régime et de la qualité des eaux alimentant ces espaces (pollution agricole, exploitation de carrière de kaolin). La qualité générale du cours d'eau dépend également dans une large mesure de la capacité à maîtriser les pratiques agricoles sur les bassins-versants. Il importe par ailleurs de maintenir les variations saisonnières du niveau d'eau de l'étang de Priziac et de limiter les éventuels apports sédimentaires exogènes (pollution) ou endogènes (mise en suspension des sédiments par des pratiques nautiques) afin de conserver au plan d'eau son caractère oligotrophe et d'éviter tout accroissement de la turbidité et atterrissement des berges.
ENJEUX LIES AU DOCOB	- Conservation des habitats et des espaces d'intérêt communautaire - Continuité et fonctionnalité du réseau hydrographique - Préservation des têtes de bassins versants et des milieux humides ouverts - Communication et sensibilisation auprès des élus, techniciens, acteurs économiques et grand public

OBJECTIFS DU DOCOB	- Préservation des écosystèmes aquatiques (habitats et espèces associées) - Conservation et restauration des milieux ouverts et des espèces qu'ils abritent - Préservation des milieux forestiers et des espèces associées - Travail sur l'extension du périmètre du site pour un site plus cohérent écologiquement - Sensibilisation des acteurs du territoire et amélioration des connaissances sur le site

7.1.2 Incidences attendues et mesures ERC

Secteurs inclus dans les Sites Natura 2000

SECTEURS	DETAILS DES INCIDENCES ET DES MESURES D'EVITEMENT OU DE REDUCTION
Zone 1AU sur secteur Natura 2000 	Le site est concerné par un zonage 1AU, au niveau de la frange nord-est du secteur d'aménagement dédié au secteur de loisirs de Ty Nadan sur la commune de Locunolé. Ce secteur 1AU, encadré par une OAP a été ciblé afin de permettre le développement du camping déjà existant. Il peut donc avoir des incidences sur le site Natura 2000 en termes de dérangement des espèces, mais les principes paysagers et environnementaux précise que les franges boisées du secteur déjà existantes ainsi que les arbres du site devront être préservés. *(Ce secteur est analysé plus finement dans la section 6.3.1.)* En rouge, délimitation du secteur Natura 2000 croisé avec le zonage du PLUi.
	Le site est concerné par un zonage Nej, le long du cours d'eau. C'est un secteur autorisant des aménagements légers de loisirs en lien avec l'accueil du public sur des jardins et espaces publics naturels. Il peut donc avoir des incidences sur le site Natura 2000 en termes de destruction d'habitat et de dérangement des espèces. *NB : il est aussi concerné par d'autres enjeux décrits ci-dessous.* Les autres secteurs sont en zone U, déjà urbanisés. Les incidences sur le site Naturel sont donc très réduites, voir nulles.

ENJEUX DU SECTEURS	INCIDENCES POTENTIELLES ATTENDUES	MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION

Le site (zone Nej) est concerné par : <u>Biodiversité, Paysage et patrimoine :</u> • La zone Natura 2000 « Rivière Elle » ; • Une zone humide à l'Est et au centre de la zone ; • Le périmètre du SPR de Quimperlé ; • La ZNIEFF de type II « Bassin versant de l'Elle » ; <u>Risques et nuisances :</u> • Le risque inondation puisqu'il est à la fois dans l'AZI « Isole-Ellé» et au sein d'une zone rouge du PPRi Quimperlé-Tréméven ; • Le risque de submersion marine lié au changement climatique ; Des nuisances sonores au Sud-Ouest, liées à des infrastructures linéaires de transport	- Imperméabilisation des sols à l'est de la zone ; - Destruction de milieux naturels liées au cours de l'Elle ; - Destruction de zone humides ; - Exposition des populations au risque inondation et submersion marine - Exposition des populations à des nuisances sonores - Participation à la qualité du cadre de vie des usagers.	(**E**) Le règlement prescrit les conditions de construction dans les zones soumises au risque de submersion. De plus, l'implantation des nouvelles constructions et installations est interdite en zone rouge de PPRi. Enfin, la population n'est que ponctuellement présente sur ce site. (**R**) Sur cette zone le règlement autorise uniquement les aménagements légers de loisirs en lien avec l'accueil du public. **(R)** Le PLUi mentionne que les constructions, installations et ouvrages ne doivent pas porter atteinte aux zones humides. Si celles-ci sont détruites, des mesures compensatoires devront être mises en œuvre. (**R**) Les aménagements prévus dans le périmètre du SPR de Moëlan-sur-Mer doivent être conforme au règlement écrit de celui-ci. (**R**) Dans le périmètre de l'AZI, le PLUi autorise uniquement les extensions mesurées des constructions existantes et les annexes légères. (**R**) Le PLUi précise que les constructions existantes ou futures doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur

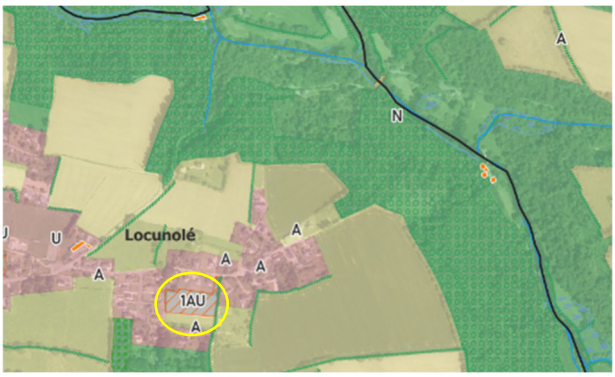
		(R) Les bâtiments ne pourront excéder 30 m² d'emprise au sol totale. (**R**) Toutes les haies du territoire sont protégées, ainsi celles se trouvant sur le site de projet le sont aussi.

INCIDENCES RESIDUELLES

Les mesures prises par le PLUi ainsi que le règlement imposé permettent de limiter des fortement l'artificialisation de cette zone. Cela permet une préservation des espaces naturels mais également la limitation de l'exposition des populations aux risques. **Les incidences résiduelles sont jugées faibles.**

SECTEURS LOCALISES A PROXIMITE (AU SEIN D'UN TAMPON DE 500 M AUX ABORDS DU SITE NATURA 2000)	**INCIDENCES INDIRECTES SUR LE SITE NATURA 2000 ET MESURES D'EVITEMENT OU DE REDUCTION**

1 zone AU sur la commune de Locunolé



L'urbanisation de ce secteur situé à proximité du site Natura 2000 et dans le bassin versant de la rivière Ellé, peut avoir des incidences indirectes sur le site Natura 2000 : l'artificialisation des sols pouvant augmenter le ruissellement et ainsi la pollution des milieux aquatiques qui le composent.

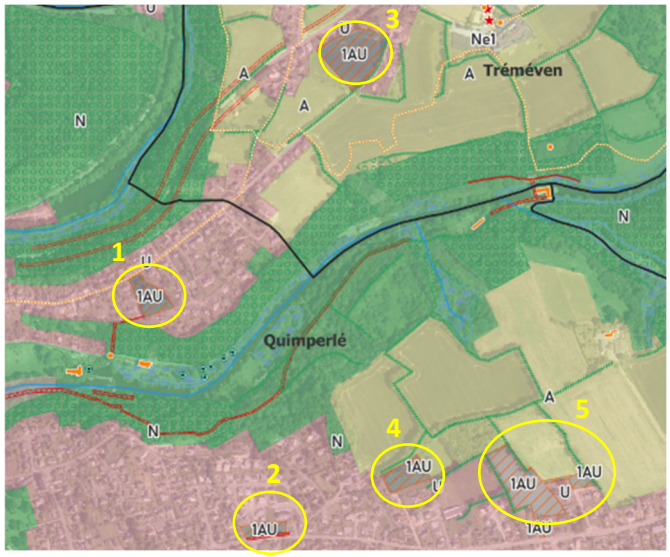
(**R**) Le secteur d'ouverture à l'urbanisation est entouré entièrement ou presque entièrement par du bâti existant : ce projet d'ouverture à l'urbanisation ne rapproche pas l'enveloppe urbaine du site Natura 2000.

(**R**) Le secteur ciblé est aujourd'hui une parcelle cultivée ne présentant pas un intérêt majeur pour le site Natura 2000.

(**R**) L'OAP qui encadre ce secteur prévoit le maintien des haies et talus existants, ainsi que des plantations nouvelles. De plus, le projet de PLUi vise à faciliter l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle et limite l'artificialisation des sols en imposant un minimum de 30% de la surface de l'opération d'aménagement laissée en pleine terre pour les secteurs dédiés à l'habitat. Ces mesures permettent de limiter le ruissellement et les risques de pollution qui lui sont liées.

(R) Par ailleurs, il n'y a pas de connexion écologique directe entre le site Natura 2000 et le secteur de projet. L'urbanisation de ce secteur ne représente donc pas un risque majeur de détérioration des continuités écologiques supports d'échanges entre les milieux naturels ordinaires et les milieux remarquables. Ils sont tous les deux relativement éloignés du site Natura 2000, proche de la limite du tampon de 500m.

4 zones AU sur Quimperlé, 1 zone AU sur Tréméven



Aux abords de Quimperlé, le tampon englobe nécessairement des zones urbaines, puisque le site Natura 2000 traverse la ville. Ces zones étant déjà urbanisées, les impacts supplémentaires sur le site Natura 2000 devraient être marginaux.

5 zones 1AU se trouvent au sein du tampon de 500 mètres aux abords du site Natura 2000 sur les communes de Quimperlé et Tréméven.

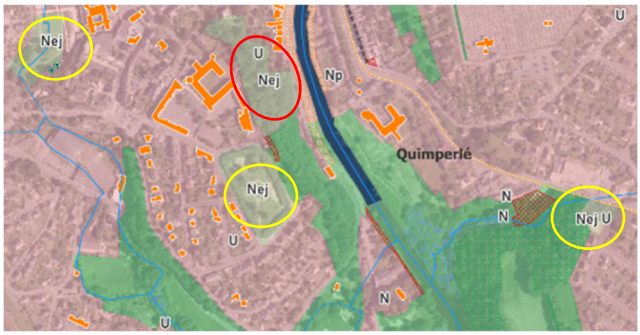
(**R**) Deux d'entre elles sont séparées du site par des zones urbanisées, leur aménagement ne devrait donc avoir qu'un léger impact sur le site Natura 2000. Cet impact est également limité par les principes d'OAP qui encadrent ces secteurs : limitation de l'artificialisation, maintien de la végétation en place, etc … ce qui conduit à réduire les risques de pollution du site Natura 2000 par ruissellement.

Il s'agit :

-D'un petit boisement (1) localisé au sein de l'enveloppe urbaine, mais qui forme une connexion entre les deux ripisylves de l'Isole et de l'Ellé. Il est d'ailleurs inclus dans la trame boisée de la TVB. L'urbanisation de ce boisement peut porter atteinte à la fonctionnalité des continuités écologiques. Pour limiter cet impact négatif, la végétation existante devra être préservée au maximum. Les principes d'OAP prévoient en effet que les éléments végétaux et paysagers existant soient préservés et intégrés au projet d'aménagement autant que possible. Le schéma d'OAP prévoit le maintien d'une certaine continuité par la préservation d'un linéaire végétal nord sud.

Ce petit boisement représente néanmoins un habitat d'intérêt pour l'écaille chinée étant une espèce

	inscrite à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et présente dans le site Natura 2000 voisin. -D'une parcelle enfrichée en rebord de coteau (2) bordée par une route et par des zones d'habitation. Ce secteur ne porte donc pas d'intérêt particulier pour le site Natura 2000 (aucune continuité directe, pas de caractéristique commune) Les troisième, quatrième et cinquième secteur couvrent à la fois une superficie plus importante et ne sont séparés du site Natura 2000 par aucune barrière urbaine existante, mais uniquement par un champ cultivé. **(R)** Le maintien de la haie en limite sud (3), en limite nord (4 et 5), les principes d'infiltration des eaux pluviales et la limitation de l'artificialisation des sols devraient limiter les incidences indirectes de l'aménagement de ce secteur sur le site Natura 2000. (**R**) Il s'agit actuellement de parcelles cultivées, de type grandes cultures, qui ne présentent pas d'intérêt particulier pour le site Natura 2000, mis à part les haies bocagères présentes en contours et qui sont protégées au projet de PLUi.
(**R**) On peut par ailleurs noter pour l'ensemble de ces secteurs, que les sensibilités relevées sur la pollution éventuelle des milieux aquatiques du site Natura 2000 sont atténuées par l'épais bandeau boisé qui entoure le cours d'eau. Ces boisements sont d'ailleurs protégés par plusieurs outils règlementaires (zonage N, prescription EBC).	



Enfin, quatre secteurs Nej, établis sur des parcs existants se trouvent au sein de la zone tampon de 500 mètres aux abords du site Natura 2000. Les incidences de ce zonage sur des parcs existants en milieu urbain sur le site Natura 2000 sont minimes voire nulles.

Une analyse a été faites sur le Nej étant aussi concerné par d'autres enjeux environnementaux (cercle rouge) :

ENJEUX DU SECTEURS	INCIDENCES POTENTIELLES ATTENDUES	MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION
Le site est concerné par : <u>Paysage et patrimoine :</u> • La zone Natura 2000 « Rivière Elle » à l'Est de la zone ; • Le périmètre du SPR de Quimperlé ; • Une Zone de Présomption de Prescriptions Archéologiques (ZPPA) ; <u>Risques et nuisances :</u> • La zone rouge du PPRi Quimperlé-Tremeven à l'est de la zone. Des nuisances sonores liées à des infrastructures linéaires de transport	- Imperméabilisation des sols ; - Destruction de milieux naturels ; - Destruction d'un patrimoine archéologique ; - Dégradation de la qualité paysagère du site ; - Exposition des populations au risque inondation - Exposition des populations à des nuisances sonores ; Amélioration du cadre de vie des usagers	(**E**) L'implantation des nouvelles constructions et installations est interdite en zone rouge de PPRi. De plus, la population n'est que ponctuellement présente sur le site. (**R**) Sur cette zone le règlement autorise uniquement les aménagements légers de loisirs en lien avec l'accueil du public. (**R**) Les projets prévus sur cette zone seront transmis au Service Régional de l'Archéologie et des fouilles pourront être menées. (**R**) Le PLUi précise que les constructions existantes ou futures doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs en application de la réglementation en vigueur **(R)** Les bâtiments ne pourront excéder 30 m² d'emprise au sol totale.

INCIDENCES RESIDUELLES
Les mesures prises par le PLUi ainsi que le règlement imposé permettent de limiter des fortement l'artificialisation de cette zone. Cela permet une préservation des espaces naturels mais également la limitation de l'exposition des populations aux risques et nuisances. **Les incidences résiduelles sont jugées très faibles.**

Les incidences du développement urbain sur le site Natura 2000 de la rivière Ellé sont limitées par les mesures d'évitement et de réduction mises en place dans le PLUi

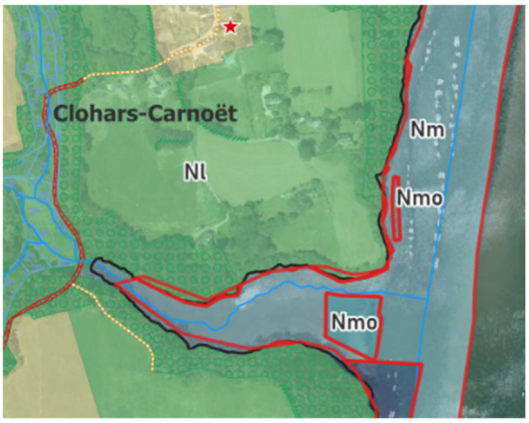
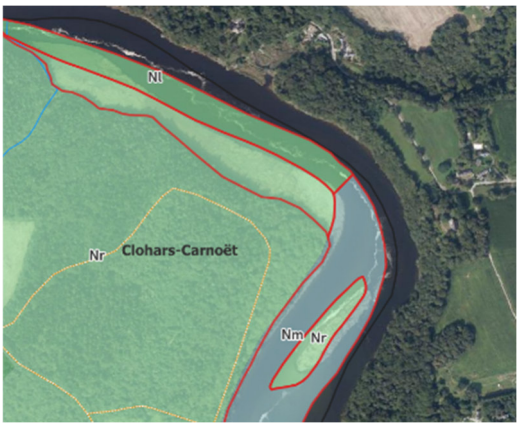
7.2 LA RIVIERE LAÏTA, POINTE DU TALUS, ETANGS DU LOC'H ET DE LANNENEC (FR5300059)

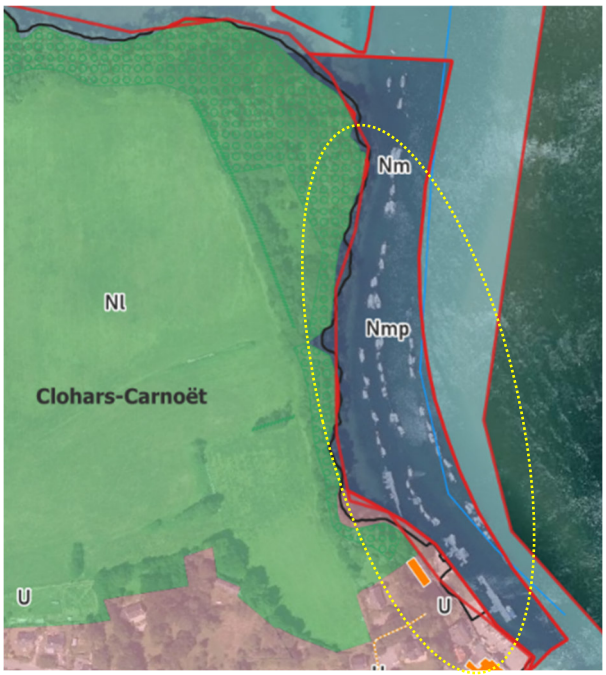
7.2.1 Description du site

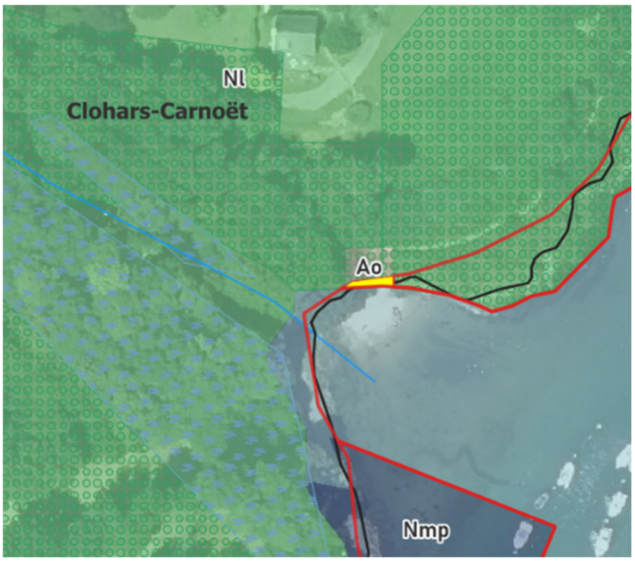
NOM	RIVIERE LAÏTA, POINTE DU TALUS, ETANGS DU LOC'H ET DE LANNENEC
CODE	FR5300059
SURFACE	925 ha
DESCRIPTION	Le site est une grande ria étroite, de 925 ha de Quimperlé à l'anse du pouldu, entièrement submergée à marée haute, et découvrant à marée basse des bancs de sable, des schorres et des prairies maritimes développés dans les rives convexes des méandres, sur les accumulations fluvio-marines flandriennes. Sur le territoire du SCoT, le site s'étend sur 175 ha. Ces habitats sont en contact avec des affleurements rocheux, des landes sèches, et la forêt de Carnoët (hors site). Le site comprend également l'ensemble des cordons dunaires, marais, étangs, landes et pointes rocheuses entre le Pouldu et la Pointe du Talud.
MILIEUX CONCERNES	21% : Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines) 20% : Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières 10% : Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana 10% : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées
QUALITE ET IMPORTANCE	Les habitats d'intérêt communautaire déterminants sont : Les dunes (dune mobile embryonnaire, dunes fixées, dont un sous-type prioritaire), les bas-marais alcalins avec en particulier les groupements à Cladium mariscus, rares en Bretagne (étang de Lannenec), les landes sèches, les secteurs de falaises maritimes atlantiques à Rumex rupestris (espèce d'intérêt communautaire), l'estuaire de la Laïta (estuaire, prés-salés). L'originalité du site réside par ailleurs dans la distribution en mosaïque des communautés végétales de bas-marais, distribution organisée suivant l'expression dans l'espace et le temps des gradients de salinité (coprésence d'espèces à affinités sub-halophiles, halophiles et dulcicoles sur le site du Grand Loc'h, en situation continentale). La présence de la Loutre (étang de St Maurice, étangs du Loc'h et de Lannénec) a été récemment établie (1939-1999); il s'agit d'une population en lien directe avec le secteur estuarien de l'Ellé, cours d'eau dont le bassin amont est quant à lui largement colonisé par l'espèce.
VULNERABILITE	La vulnérabilité des habitats d'intérêt communautaire du site est liée à la fois à des facteurs naturels de dynamique de végétation et à des facteurs d'origine anthropique. Il convient en effet de maîtriser la fréquentation des dunes, les dépôts de matériaux putrescibles aux abords des zones humides arrières-dunaires (Grand Loc'h: déchets verts, boues de stations d'épuration), d'une part, et la dynamique de certaines espèces végétales des milieux méso à eutrophes, à fort pouvoir colonisateur, telles que les roseaux, la baldingère, le scirpe marin, le jonc des tonneliers, le saule et prunellier.
ENJEUX LIES AU DOCOB	- Maintien et restauration des habitats et espèces d'intérêt communautaire

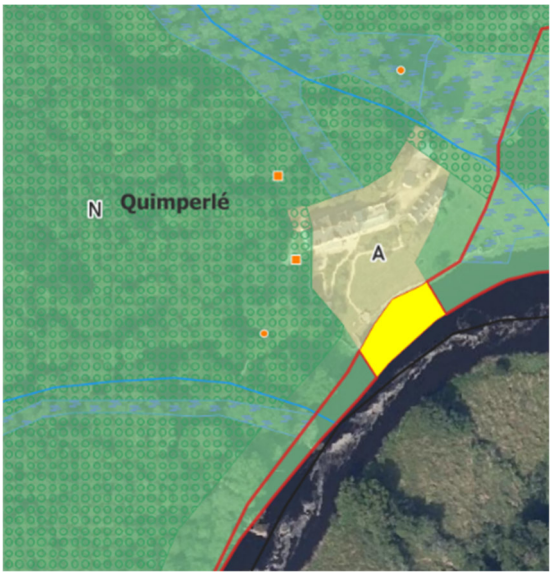
	- Efficacité de la mise en œuvre de Natura 2000 sur le site
OBJECTIFS DU DOCOB	- Réduction des facteurs défavorables aux habitats et espèces d'intérêt communautaire - Restauration et maintien des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation - Gestion raisonnée des activités sur le site - Information et sensibilisation du public et des acteurs du site - Mise en place des actions du DOCOB, de suivis du site et d'indicateurs de réussite des actions proposées

7.2.2 Incidences attendues et mesures ERC

SECTEURS	DETAILS DES INCIDENCES ET DES MESURES D'EVITEMENT OU DE REDUCTION
 	(+) Le site Natura 2000 est concerné par un zonage Nl, Nr, Nm, Nmo, Nmp, A, Ao et U. Ces secteurs ne sont pas des secteurs de projet. Ils répondent à une nécessité de protections plus restrictives et plus adaptées que le zonage N ou A strict. Ces zonages spécifiques induisent donc des incidences positives pour ces secteurs du site Natura 2000. En rouge, délimitation du secteur Natura 2000 croisé avec le zonage du PLUi.







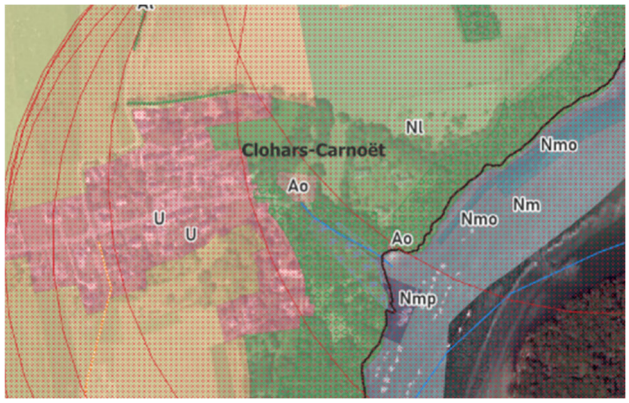
Ce site Natura 2000 est néanmoins concerné directement par des zones urbaines, établies sur des secteurs portuaires et dédiées aux activités en lien avec la mer et la plaisance : seuls les aménagements et constructions en lien avec les activités nautiques y sont autorisés.

Ce zonage sur des secteurs portuaires existants localisés au sein du site Natura 2000 ne devrait avoir que des incidences marginales sur la qualité et la fonctionnalité du site.

Par ailleurs, une surface marginale de la Natura 2000 se situe en zone A (0,38 ha) et Ao (0,0084 ha).

(**R**) Le règlement de ces zones autorise d'ailleurs les aménagements et construction uniquement sous réserve de prise en compte des préoccupations environnementales et d'insertion paysagère.

En jaune, zonage Ao et A croisant le secteur Natura 2000.

SECTEURS LOCALISES A PROXIMITE (AU SEIN D'UN TAMPON DE 500 M AUX ABORDS DU SITE NATURA 2000)	INCIDENCES INDIRECTES SUR LE SITE NATURA 2000 ET MESURES D'EVITEMENT OU DE REDUCTION
	La zone tampon de 500m aux abords de ce site Natura 2000 ne compte aucun site de projet. Elle est concernée uniquement par des zones U établies sur les enveloppes urbaines existantes, ce qui n'aura donc pas d'incidences notables sur le site Natura 2000. On peut noter la présence de deux secteurs Ao dédiés à l'activité conchylicole et à l'aquaculture et à leur développement. (**R**) Au vu des surfaces concernées, les éventuels aménagements permis sur ces secteurs, qui ne peuvent être qu'en relation directe avec l'activité, ne devraient pas avoir d'incidences majeures sur le site Natura 2000.

Les mesures d'évitement et de réduction prévues par le PLUi permettent d'atténuer les impacts du développement urbain sur le site Natura 2000, les incidences sont donc limitées.

7.3 LA RIVIERE SCORFF, FORET DE PONT CALLECK, RIVIERE SARRE (FR5300026)

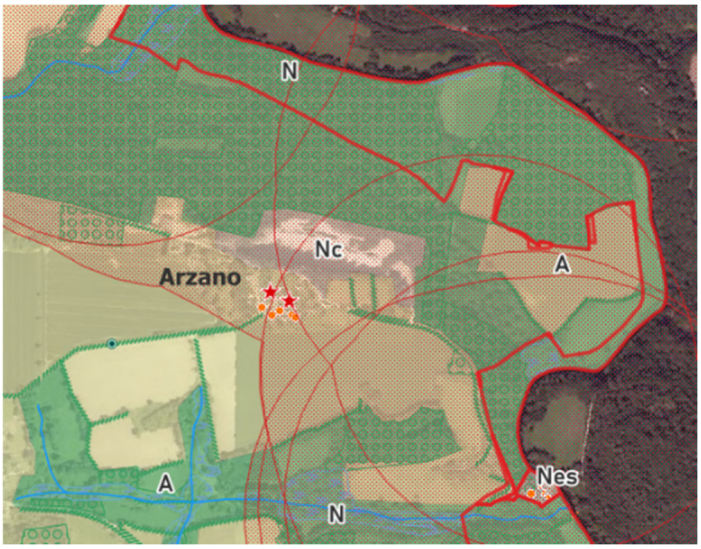
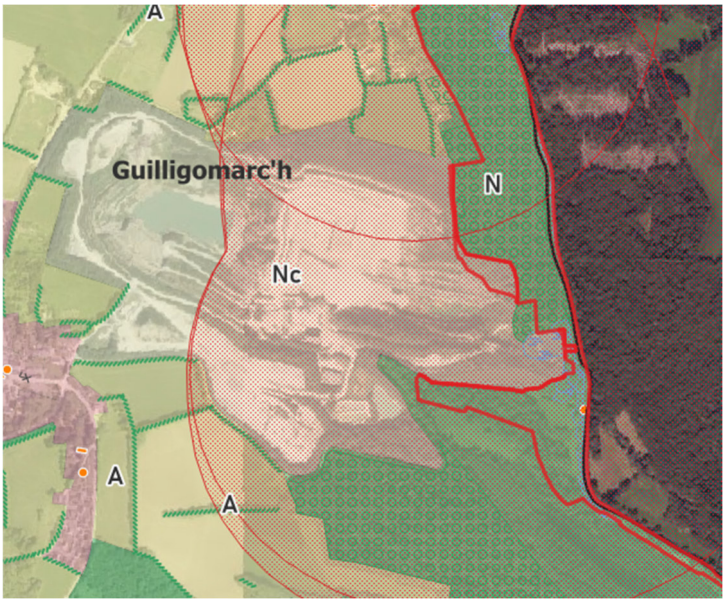
7.3.1 Description du site

NOM	RIVIERE SCORFF, FORET DE PONT CALLECK, RIVIERE SARRE
CODE	FR5300026
SURFACE	2419 ha
DESCRIPTION	Le site est remarquable par la qualité, la diversité et l'étendue des végétations rhéophiles à Ranunculus et Callitriche et Luronium natans. Sur le SCoT, le site s'étend sur 97 ha. On note essentiellement des phytocénoses relevant du Callitricho hamulatae - Ranunculetum penicillati, groupements caractéristiques des cours d'eau à salmonidés du Massif armoricain. Dans cet ensemble, les radiers à Oenanthe crocata constituent les habitats préférentiels des juvéniles de saumon atlantique.
MILIEUX CONCERNES	36% : Forêts caducifoliées 26% : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées 17% : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) 15% : Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana
QUALITE ET IMPORTANCE	Site remarquable par la qualité, la diversité et l'étendue des végétations rhéophiles à Ranunculus et Callitriche et Luronium natans. On note essentiellement des phytocénoses relevant du Callitricho hamulatae - Ranunculetum penicillati, groupements caractéristiques des cours d'eau à salmonidés du Massif armoricain. Dans cet ensemble, les radiers à Oenanthe crocata constituent les habitats préférentiels des juvéniles de saumon atlantique. Le passage du Scorff en lisière Est de la forêt de Pontcallec, secteur au relief marqué, est un facteur de diversité au contact de la hêtraie-chênaie à houx, et favorise la présence de taxons inféodés aux ambiances forestières humides tel qu'Hymenophyllum tunbridgense (protection nationale). La présence de boisements riverains de l'Alno-Padion (habitat prioritaire), d'un étang dystrophe à faible marnage (étang de Pontcallec) et d'un secteur estuarien (estuaire, prés-salés) sont également des éléments importants de ce site en termes de diversité et de complémentarité des habitats, notamment pour l'ichtyofaune d'intérêt communautaire (saumon, lamproie fluviatile). Site régional prioritaire pour la Loutre d'Europe.
VULNERABILITE	Les sources de pollution organique disséminées le long du Scorff et de ses affluents sont susceptibles d'altérer la qualité physicochimique des eaux puis de modifier la distribution et la constitution des phytocénoses, du macrofaune benthique, voire de l'ychtiofaune d'intérêt communautaire du site. Les sources de pollution peuvent être liées à des pratiques agricoles (lessivage de nitrates), à la présence de piscicultures, au dysfonctionnement éventuel d'une station d'épuration etc. L'abandon de l'entretien traditionnel de la végétation des berges, en relation parfois avec l'enfrichement des fonds de vallée (abandon des prairies riveraines), peut altérer la qualité des habitats dulcicoles (ralentissement de courant, envasement, ombrage etc). Les dépôts de gravats sont une menace encore d'actualité pour les schorres de la partie estuarienne du Scorff.

ENJEUX ET OBJECTIFS DU DOCOB	Préserver les potentialités naturelles et la diversité des habitats aquatiques Veiller au respect de la qualité des habitats naturels estuariens Restaurer et maintenir les landes humides et tourbières Maintenir la qualité des habitats forestiers naturels Sensibiliser à la valeur et au respect du patrimoine naturel et promouvoir le site

7.3.2 Incidences attendues et mesures ERC

SECTEURS	DETAILS DES INCIDENCES ET DES MESURES D'EVITEMENT OU DE REDUCTION
	Le site est concerné par un zonage Nes, le long du cours d'eau. C'est un secteur de taille et de capacité d'accueil limitée (STECAL) dédié aux équipements sportifs et de loisirs isolés en campagne. Au sein de ce secteur sont autorisées les nouvelles constructions liées aux équipements sportifs et de loisirs. Il peut donc avoir des incidences sur le site Natura 2000 en termes de destruction d'habitat et de dérangement des espèces. (**R**) Le site est déjà construit, ce qui limite les incidences potentielles sur le site Natura 2000. (**R**) le zonage identifie un espace boisé classé sur la partie boisée du secteur, des zones humides à protégées et les constructions sont aussi protégées via l'outil « Patrimoine à protéger au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme ». **Les incidences potentielles sur le site Natura 2000 sont donc réduites.** En rouge, délimitation du secteur Natura 2000 croisé avec le zonage du PLUi.

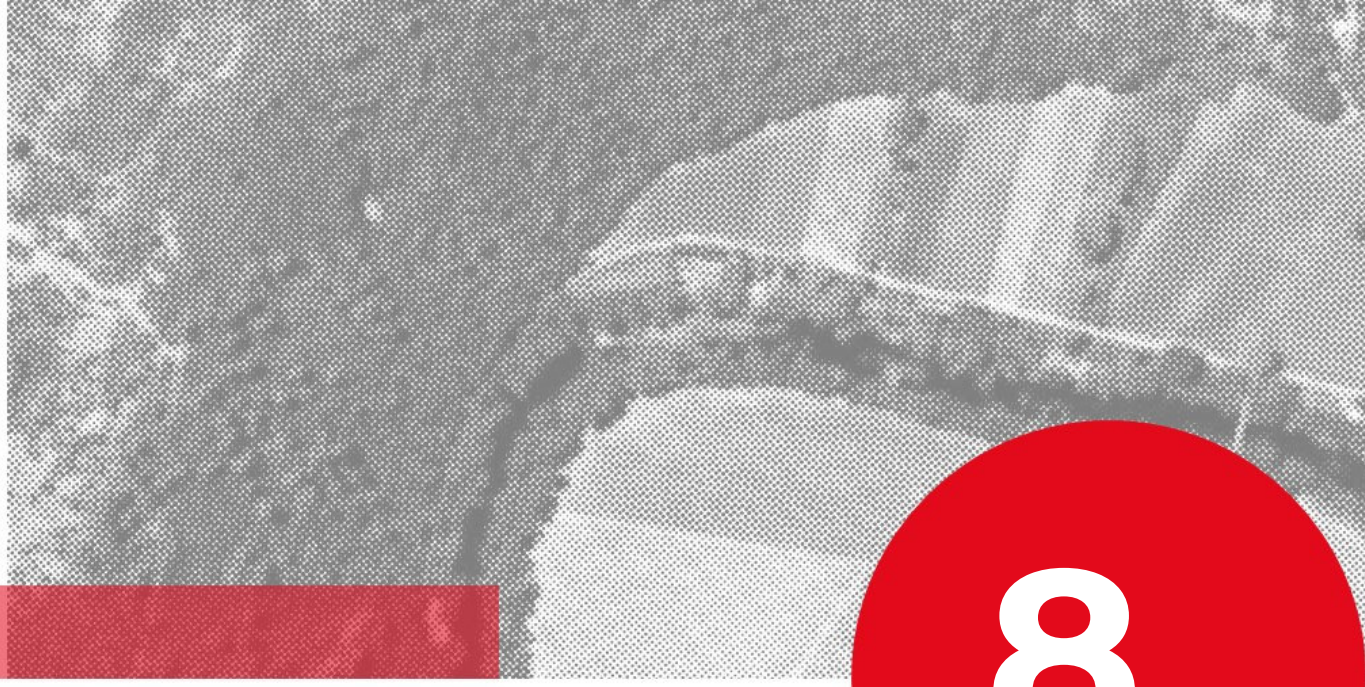
SECTEURS LOCALISES A PROXIMITE (AU SEIN D'UN TAMPON DE 500 M AUX ABORDS DU SITE NATURA 2000)	INCIDENCES INDIRECTES SUR LE SITE NATURA 2000 ET MESURES D'EVITEMENT OU DE REDUCTION
 	Deux zones de carrières sont présentes à proximité du site Natura 2000. Elles sont couvertes par un zonage Nc, qui est dédié au développement de cette activité. Seuls les constructions et aménagements en relation avec l'exploitation de la zone sont autorisés. Les affouillements et exhaussements de sol sont autorisés au sein de ces zones, ce qui peut avoir des incidences sur le site Natura 2000, notamment au niveau de la carrière de Guilligomarc'h qui est en lien direct avec le site Natura 2000. **(R)** Une partie des boisements qui séparent les carrières des zones Natura 2000 et du fleuve sont protégés par une prescription EBC. **(R)** Le périmètre de la zone Nc est délimité en fonction de la carrière existante, ce zonage n'induit donc pas d'incidences supplémentaires par rapport à l'existant.

En préservant largement la trame boisée via un classement en EBC, les cours d'eau par une marge de recul, les zones humides par un tramage et toutes les haies, les incidences du projet de PLUi sont négligeables sur les sites Natura 2000. Il est donc conclu en l'état des connaissances actuel du projet de PLUi, l'absence d'impacts du projet de PLUi sur l'état de conservation des sites Natura 2000 concernés.

7.4 BILAN DES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

Le territoire de Quimperlé Communauté est concerné par trois sites Natura 2000 (Rivière Ellé, Rivière Laïta et étangs côtiers, Rivière Scorff et forêt de Pont Calleck). L'analyse des incidences démontre que le zonage du PLUi classe la grande majorité des sites Natura 2000 en zone naturelle (N) ou dans des secteurs spécifiques (Nl, Nr, Nm, Nc, etc.) à vocation de protection ou d'usages très encadrés. Quelques

parties sont en zone agricole ou urbaine, mais correspondent soit à des secteurs déjà urbanisés, et par des règles visant à limiter l'artificialisation, préserver les haies, boisements, zones humides et assurer la gestion des eaux pluviales. Sur la Rivière Ellé, quelques secteurs en 1AU et Nej peuvent générer des impacts (dérangement des espèces, destruction de milieux, risques liés au ruissellement), mais font l'objet de mesures d'évitement et de réduction (préservation des franges boisées, limitation des constructions, maintien des zones humides, prise en compte des risques d'inondation et de submersion). Sur la Laïta, le zonage spécifique littoral et les secteurs portuaires existants n'induisent que des incidences marginales, avec des règles renforcées de prise en compte environnementale. Sur le Scorff, les secteurs de loisirs (Nes) et de carrières (Nc) sont déjà largement constitués et entourés de boisements protégés (EBC), ce qui limite les effets supplémentaires du PLUi. Globalement, le maintien d'une trame boisée, la protection des cours d'eau et zones humides et l'encadrement strict des secteurs de projet conduisent à conclure à des incidences résiduelles faibles et à l'absence d'impact significatif du PLUi sur l'état de conservation des sites Natura 2000.



8

DISPOSITIFS DE SUIVI DES EFFETS ENVIRONNEMENTAUX DU PLUi

8 DISPOSITIFS DE SUIVI DES EFFETS ENVIRONNEMENTAUX DU PLUI

Comme prévu à l'article R104-18 6° du Code de l'Urbanisme, le rapport environnemental définit des critères, indicateurs et modalités retenues pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L.153-27 du Code de l'urbanisme, le PLUi fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans à compter de son approbation. À l'issue de cette analyse, un débat sera organisé au sein de l'organe délibérant sur l'opportunité d'envisager une évolution du PLUi.

Pour chacun d'entre eux sont précisés :

- La source : organisme ou structure auprès desquels la donnée est disponible ;
- La périodicité de mise à jour possible, au regard de la fréquence d'actualisation de la donnée par l'organisme source, à la date d'approbation du PLUi, sachant que l'obligation d'évaluation est applicable au plus tard 6 ans à compter de l'approbation du PLUi ;
- L'état 0 : donnée fournie si elle est disponible à la date d'approbation du PLUi et selon le type d'indicateurs

Quimperlé Communauté dispose d'un PLUi rendu exécutoire le 14 février 2023, à l'issue d'une procédure d'élaboration intégrant une évaluation environnementale complète. Celle-ci avait alors défini une **grille de 37 indicateurs de suivi environnemental**, destinés à assurer le suivi des effets du PLUi sur les enjeux environnementaux identifiés.

Dans le cadre de la présente révision du PLUi, **35 nouveaux indicateurs ont été ajoutés** afin de compléter ou actualiser cette grille, en cohérence avec les évolutions du projet de territoire et les exigences réglementaires récentes (notamment en lien avec les objectifs de sobriété foncière, de climat, de biodiversité et de résilience).

Le présent document recense donc une **série de 72 indicateurs**, sélectionnés à partir :

- De leur pertinence vis-à-vis des principaux enjeux environnementaux du territoire,
- De leur capacité à rendre compte des effets des orientations du PADD,
- Et de leur **faisabilité de suivi**, selon des critères de disponibilité des données, de pérennité des sources et de fréquence de mise à jour.

Il est important de noter que ces indicateurs ne visent **pas à fournir un état des lieux exhaustif**, mais plutôt un éclairage ciblé sur les effets potentiels du PLUi. Le cas échéant, leur interprétation pourra être complétée par des analyses qualitatives ou des études spécifiques menées à l'échelle locale.

Thématique	Indicateurs de suivi	Etat 0	Année	Sources	Périodicité
Population	Nombre d'habitants	56 977	2022	INSEE	6 ans
Habitat	Nombre de ménages	26 727	2022	INSEE	6 ans
Habitat	Rythme de construction : nombre de logement commencés	2020 :256 2021 : 284 2022 : 361 2023 :343	Entre 2020 et 2023	INSEE	1 an
Habitat	Part d'habitat individuel/ collectif dans le parc existant	88% / 12%	2015	Services instructeurs	6 ans
Déplacements	Part modale de la voiture	47%	2024	INSEE	1 an
Déplacements	Part modale transports en commun (TC)	1,80%	2024	INSEE	1 an
Déplacements	Part modale vélo	0,90%	2024	INSEE	1 an
Déplacements	Part modale piéton (y compris roller et trottinette)	3,50%	2024	INSEE	1 an
Déplacements	Part des flux domicile-travail interne, entrant et sortant dans la communauté d'agglomération et vers l'extérieur	Interne 13 500	2015	INSEE	6 ans
Déplacements	Part des flux domicile-travail interne, entrant et sortant dans la communauté d'agglomération et vers l'extérieur	Entrant 4 300	2015	INSEE	6 ans

Déplacements	Part des flux domicile-travail interne, entrant et sortant dans la communauté d'agglomération et vers l'extérieur	Sortant 7 580	2015	INSEE	6 ans
Déplacements	Capacités des aires de covoiturage	177	2024	CD 29	3 ans
Déplacements	Taux d'occupation des aires de covoiturage	79%	2022	CD 29	3 ans
Déplacements	Nombre de km de pistes cyclables en site propre ou voies vertes (hors bandes cyclables) répertoriées sur le territoire	29,45 km	2024	Communes Conseil départemental	1 an
Emplois	Ratio emplois/actifs	0,8	2016	INSEE	6 ans
Emplois	Indice de concentration de l'emploi	0,8	2023	INSEE	5 ans
Consommation d'espace	Consommation passée d'espace naturel, agricole, forestier : par 10 ans - totale	209,2 ha	Entre 2011 et 2021	MOS	10 ans
Consommation d'espace	Compacité des formes urbaines (part de logement collectif)	21%	2023	Sitadel	1 an
Espace agricole	Surface agricole utile (SAU) totale du territoire	33432	2020	RGA	10 ans
Espace agricole	Nombre total d'exploitations agricoles sur le territoire	470	2020	RGA	10 ans
Espace agricole	Nombre de changement de destination « agricole » vers « habitation »	5 par an	Entre 2021 et 2024	Sitadel	1 an
Milieux ordinaires	Surface de zones humides protégées dans le PLUi	6 851,72 ha	2025	Quimperlé Communauté	3 ans

Milieux ordinaires	Linéaire de haies protégées	3 680,09 km linéaire	2025	Quimperlé Communauté	3 ans
Milieux ordinaires	Surface boisée protégée par des Espaces Boisés Classés / Boisements à protéger	Boisement à protéger :696,16 ha Espace boisé classé à protéger ou conserver :3548,96 ha Espace boisé classé significatif au titre de la loi littoral :1899,21 ha	2025	Quimperlé Communauté	3 ans
Réseau hydrographique	Qualité des principaux cours d'eau et masses d'eau souterraines	Principaux cours d'eau : • L'Ellé : (FRGR0080)- Ecologique : Bon état depuis 2015/ chimique : Bon état 2021 • L'Isole : (FRGR0091) Ecologique : Bon état depuis 2015/ chimique : Bon état 2021 • La Laïta :(FRGT18) Ecologique : OMS/ chimique : OMS • Le Bélon : (FRGR1629) Ecologique : Bon état depuis 2015/ chimique : Bon état 2021 • L'Aven : (FRGR0086) Ecologique : Bon état depuis 2015/ chimique :Report délais en 2027 Masses d'eau souterraines : Pour les 3 masses d'eau souterraines (FRGG011 Bassin versant du Scorff FRGG006 Bassin versant de la Laïta	2022	Agence de l'eau Loire-Bretagne	6 ans

		FRGG005 Bassin versant de la baie de Concarneau – Aven) l'objectif quantitatif et chimique est en « bon état » depuis 2015			
Eaux usées	Nombre de stations en surcharge organique et/ou hydraulique / STEP total	1 sur 11	2023	Assainissement. Gouv	1 an
Eaux usées	Capacité de traitement des stations d'épuration en équivalent habitant	84 000	2024	Quimperlé Communauté	1 an
Eaux usées	Nombre d'installations desservies par le SPANC	12 183	2024	Quimperlé Communauté	1 an
Eaux usées	Taux de conformité pour les installations d'assainissement non collectif	91%	2014	SPANC	1 an
Eaux pluviales	Nombre de ZAEP réalisé	*1 sur l'ensemble de l'intercommunalité*	*Depuis 2023*	Communes	3 ans
Eau potable	Volumes d'eau potable facturés aux abonnés en régie	4037234 m3	2024	Quimperlé Communauté	1 an
Eau potable	Rendement du système d'alimentation en eau potable (captage/traitement/distribution) en m3 brut/m3 vendu	1,26 m3brut/m3vendus	2023	Quimperlé Communauté	1 an
Energies et gaz à effet de serre	Production d'énergie renouvelable globale du territoire (en GWh/an)	Chaleur : 166,711 GWh Electricité : 52,21 GWh	2024	Terristory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Emissions de gaz à effet de serre (GES) globales annuelles du territoire (en Teq CO2/an)	379 kteqCO_2	2022	Terristory	2 ans

Energies et gaz à effet de serre	Emissions de gaz à effet de serre (GES) du résidentiel (en Teq CO2/an)	36 kteqCO_2	2022	Terristory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Emissions de gaz à effet de serre (GES) du tertiaire (en Teq CO2/an)	20 kteqCO_2	2022	Terristory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Emissions de gaz à effet de serre (GES) du transport routier (en Teq CO2/an)	102 kteqCO_2	2022	Terristory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Emissions de gaz à effet de serre (GES) de secteurs "autres transports" (en Teq CO2/an)	N.A.	2022	Terristory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Emissions annuelles de gaz à effet de serre (GES) issues de l'agriculture (en Teq CO2/an)	158 kteqCO2		Terristory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Emissions de gaz à effet de serre (GES) des déchets (en Teq CO2/an)	N.A.	2022	Terristory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Emissions de gaz à effet de serre (GES) de l'industrie hors branche énergie (en Teq CO2/an)	N.A.	2022	Terristory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Consommation énergétique globale annuelle du territoire	1 655 GWh	2022	Terristory	2 ans

Energies et gaz à effet de serre	Consommation énergétique de l'agriculture (GWh)	141 GWh	2022	Territory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Consommation énergétique des déchets	N.A.	2022	Territory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Consommation énergétique du tertiaire	150 GWh	2022	Territory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Consommation énergétique de l'industrie hors branche énergie	N.A.	2022	Territory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Consommation énergétique du résidentiel (GWh)	351 GWh	2022	Territory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Consommation énergétique du transport routier	403 GWh	2022	Territory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Consommation énergétique du secteur "autres transports"	5 GWh	2022	Territory	2 ans
Energies et gaz à effet de serre	Nombre de déclaration de travaux ou de permis de construire portant sur l'installation d'énergie renouvelables	*A mettre en place à partir de l'approbation du PLUi*		Services instructeurs	1 an

Déchets	Déchets: tonnage total (OM)	10922	2024	Quimperlé Communauté	1 an
Déchets	Déchets: tonnage total (Recyclables hors verre)	4080	2024	Quimperlé Communauté	1 an
Déchets	Déchets: tonnage total (Verre)	3089	2024	Quimperlé Communauté	1 an
Déchets	Production de déchets ménagers et assimilés (DMA) (avec déblais et gravats) par habitant	636	2023	Quimperlé Communauté	1 an
Déchets	Rendement énergétique UIOM en % (valorisation énergétique électricité et chaleur)	65,30%	2023	VALCOR	1 an

Agence Sud-Est
TOULON
Siège social
45 rue Gimelli
83000 Toulon
04.94.18.97.18

Agence de PARIS
52 rue Jacques Hillairet
75012 Paris
01.53.46.65.05

Agence de LYON
78 rue de la Villette
69003 Lyon
09.72.46.52.02

Agence d'ANGERS
18 rue de Rennes
49100 Angers
09.65.10.52.24

Agence Sud-Ouest
MONTAUBAN
12 rue Edouard Branly
82000 Montauban
05.63.92.11.41

CITADIA

CITADIA CONSEIL · CITADIA DESIGN · EVEN CONSEIL · AIREPUBLIQUE · MERCAT

www.citadia.com • www.citadiavision.com